



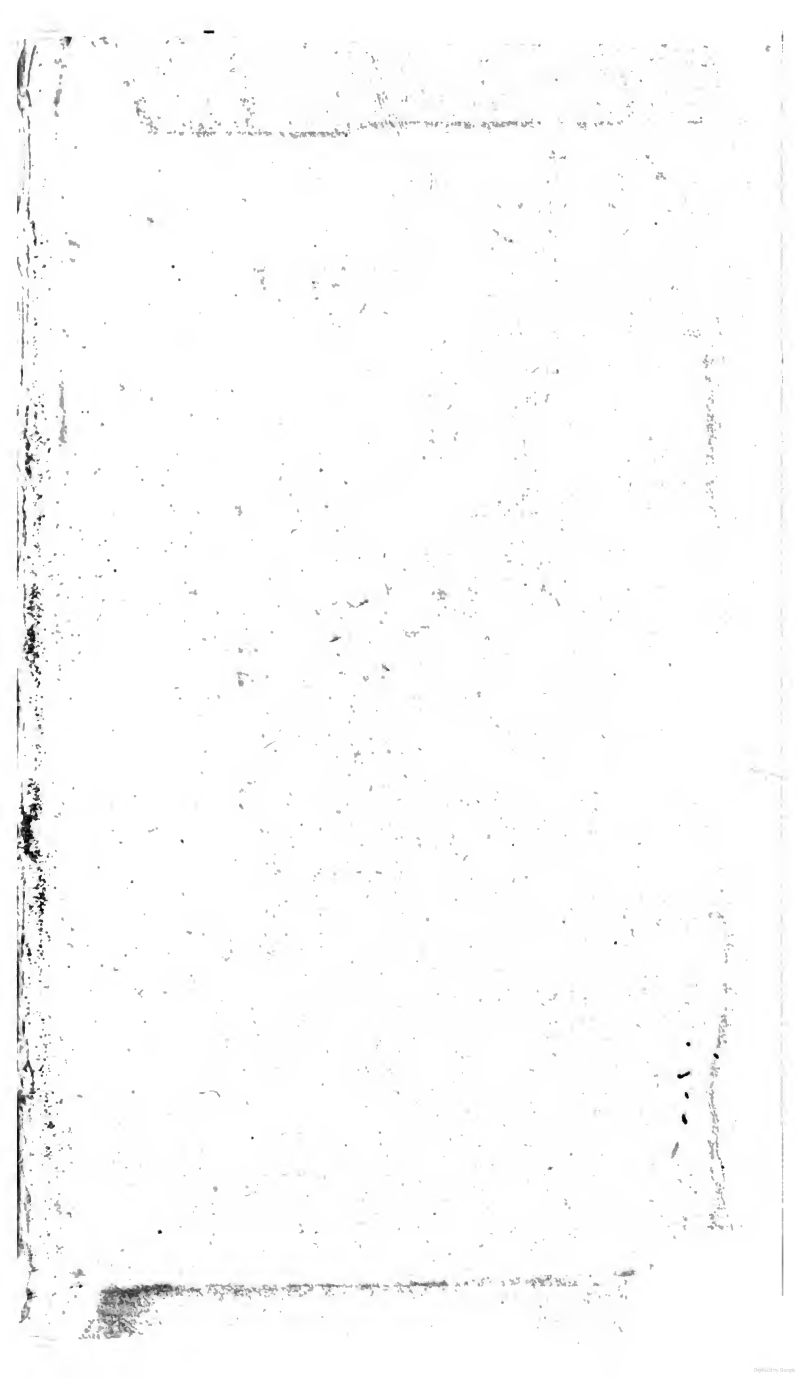
8
1-4
61

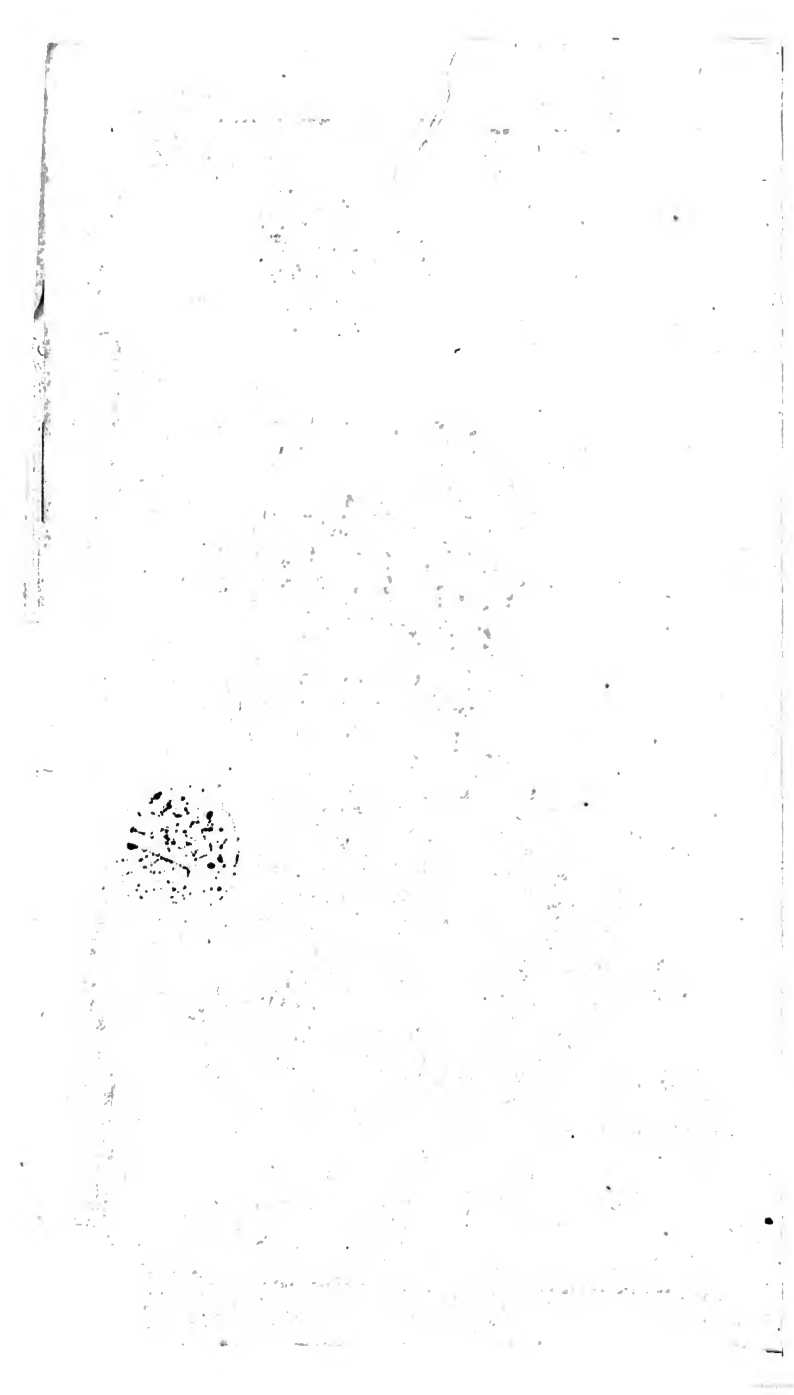


ibliotheca
Coll. Rom.
Societ. Jesu

75-08

80-C 7
S. - I. F. 61.







HISTOIRE
DE LA
PROVINCE
D'ALSACE

SECONDE PARTIE.

TOME III.





THE
LIBRARY
OF THE
MUSEUM
OF
NATURAL
HISTORY
OF
THE
CITY OF
NEW YORK



Biblio. **SOMMAIRE** *Secr*
DE
LA SECONDE PARTIE.

coll. Horn TOME 3. *loc. 1647*
LIVRE XVII.

Les Troupes Suedoises mutinées repassent le Rhin. Le Général Rose & A. 1647. d'autres Officiers Suedois arrêtez. Fin de ces Troubles. Le Duc de Baviere contre le traité d'Ulm envoie du secours à l'Empereur. Le Maréchal de Turenne avec les Suedois défait les Imperiaux & soumet la Baviere. Réflexions des Etats de l'Empire sur le projet de la cession de l'Alsace. L'Empereur se relâche sur le titre de Landgrave d'Alsace & cède cette Province sans restriction. Offres de la France pour la guerre contre les Turcs Oppositions & remontrances des Seigneurs & Villes d'Alsace sur la cession de cette Province. Traité de Munster signé par les Plénipotentiaires & par les Députez des Etats.
II. P. 3. T. a Ce-



SOMMAIRE

Celui de Strasbourg le signe au nom du Banc du Rhin. Traité des Suedois signé à Munster. Clauses qui peuvent regarder les bénéfices d'Alsace. Difficultés sur l'échange des ratifications.

LIVRE XVIII.

A. 1648. *Protestations du Nonce contre le Traité de Munster; & des Espagnols contre la cession de l'Alsace. Conférences de Nuremberg. Les Espagnols refusent de rendre Frankendal. Restitution & évacuation des Places de part & d'autre. Traité des Suedois où sont compris quelques Seigneurs & Villes d'Alsace. Mort d'Erlac Gouverneur de Brisach. Monsieur de Tilladet nommé à sa place. On s'y oppose. Il sort de Brisach. La Maréchale de Guebriant y va deux fois, & en est chassée. Le Comte de Cerny y est arrêté par la Garnison. La Comtesse d'Harcourt, & ensuite le Comte arrivent en Alsace. Il entre dans Brisach : est envain sollicité de le remettre aux ennemis du Roy. Mesures du Cardinal Mazarin contre ce Comte. Prise de Bésfort par le Ma-*

DE LA II. PART. TOM. III.

*Maréchal de la Ferté. Traité entre ce
Maréchal & le Comte, desaprouvé.
Hostilitez entre eux. Accommodement
du Comte avec la Cour.*

LIVRE XIX.

Remontrances inutiles des Princes d'Al-
lemagne sur la cession de l'Alsace. A. 1653.
Plaintes de l'Envoyé de France à la
diète, sans succès. Traitez de la Fran-
ce avec les Electeurs de Brandebourg &
l'Electeur Palatin. Ambassadeurs du
Roy à la diète reçus à Strasbourg.
L'Archiduc Leopold élu Empereur;
Etablissement d'un Conseil Souverain
à Ensisheim. Protestation des dix Vil-
les de la Préfecture. Traité des Py-
renées où le Roy d'Espagne renonce à
ses prétentions sur l'Alsace. En con-
séquence le Roy donne l'argent stipulé
par le Traité de Munster. Le Cardi-
nal Mazarin nommé Grand-Bailly
de Haguenau. Mémoire dressé sur
cette charge. Mort de ce Cardinal.
Son Neveu le Duc Mazarin hérite
de cette charge & se dispose à en pren-
dre possession. Opposition des dix Villes
au serment de fidélité au Roy, & aux
réversales du nouveau Grand-Bailly.

SOMMAIRE

LIVRE XX.

A. 1662. *Présentation du serment de fidélité au Roy. Le Grand-Bailly reçu. Conseil Souverain d'Ensisheim réduit à un Conseil-Provincial ressortissant au Parlement de Metz. Mort & Eloge de l'Archiduc Leopold-Guillaume Evêque de Strasbourg. François Egon de Furstemberg élu en sa place. Crainte de Strasbourg : on y ajoute des fortifications. Ordres du Roy intimés aux dix Villes. Leurs plaintes à la diète de Ratisbonne. Lettres de la diète du Roy à ce sujet. Colmar bat Monnoye. Le Roy Louis XIV. vient en Alsace. Efforts des Calvinistes pour obtenir à Strashourg la liberté de leur Religion. Conditions auxquelles le droit de Bourgeoisie leur est accordé. Nouvelle Edition des Ordonnances du Consistoire Luthérien de Strasbourg. Doutes des Ministres proposez au Magistrat sur la maniere de communier & sur la Confession.*

LIV. XXII.

DE LA II. PART. TOM. III.

LIVRE XXI.

LE Roy fait la guerre aux Hollandois. A. 1672.

Pont de Strasbourg brûlé par le Prince de Condé. Alliance de la France avec l'Electeur de Brandebourg renouvelée. Le Roy passe en Alsace. Guillaume de Furstemberg enlevé dans Cologne. Les Ambassadeurs du Roy y sont insultez. Tout l'Empire arme contre la France. Franche-Comté conquise par le Roy. Prise de Germersheim par les François. Strasbourg refuse le passage sur son pont. Exploits de Mr. de Turenne au-delà du Rhin. Strasbourg livre le passage aux Confédérez, & s'en repent. Désaite des Confédérez près de Strasbourg. Discorde entre les Généraux des Confédérez, utile à l'Armée Française. L'Arriere-Ban d'Anjou surpris en Lorraine. Les Confédérez en quartiers dans la Haute-Alsace, la ruinent. Avantages du Vicomte de Turenne sur eux; Il les force de repasser le Rhin.

SOMMAIRE

LIVRE XXII.

A. 1674. *Soins de l'Evêque de Strasbourg pour son Diocèse. Le Vicomte de Turenne empêche les Imperiaux de passer le Rhin à Strasbourg. Mort de ce Vicomte. Belle retraite des François. Les Imperiaux passent sur le pont de Strasbourg. Ils levent le siège de Haguenau, de Saverne & quittent l'Alsace. Régléments du Conseil-Souverain d'Alsace transféré à Brisach. Prise du Fort de Philisbourg. Le Duc de Saxe-Eisnach passe le Rhin à Strasbourg. Forcé de le repasser, il est défait. Son accommodement. Défaite d'un détachement du Duc de Lorraine: il repasse le Rhin. Fribourg pris par les François. Retranchements des Imperiaux forcez près de Rhinfeldt. Fort de Kell pris & rasé. Pont de Strasbourg brûlé. Cette Ville tire le Canon sur les Troupes du Roy. Forts du pont pris & démolis. Mille Imperiaux défaits. Plaine de Candel ravagée.*

LIV. XXIII.

DE LA II. PART. TOM. III.

LIVRE XXIII.

LE Roy protège les Comtes de Furslemberg maltraitez par l'Empereur. A. 1678.
Après la paix l'Empereur rend justice à cette Maison. Négociations de Nimègue. Difficultez au sujet de l'Alsace. Paix conclüe. L'Empereur évacüe l'Alsace & spécialement Strasbourg. Commandant du Roy en Alsace. Colmar se soumet. Difficultez de l'Electeur Palatin au sujet de Landau & de Weissembourg. Serment de fidelité preté au Roy par les Seigneurs & les peuples d'Alsace. Strasbourg le fait pour ses terres. Suppression des Péages en Alsace. Divers écrits touchant cette Province. Soupçons de guerre. Huningue fortifié. Strasbourg reçoit Garnison Françoisse ; à quelles conditions. Louis XIV. vient à Strasbourg. Confirme & modère les droits de l'Evêque Guillaume de Furslemberg. Différens Reglemens en faveur de la Noblesse & des peuples d'Alsace.

LIVRE XXIV.

Conférences de Francfort inutiles. A. 1682.
Traité de l'Electeur Palatin avec le Roy.

SOMM. DE LA II. PART. TOM. III.

Roy. Ligue contre la France. L'Electeur de Brandebourg en forme une contraire. Ecris des Ministres de l'Empereur. Réponses. Négociations sans fruit. Offre d'une trêve à l'Empereur. Levée du siège de Vienne. Oppositions aux Conférences de la Haye. Le Roy prend Luxembourg. Traite avec les Hollandois. Difficultez de l'Empereur à la trêve ; qui se conclut. Articles importants de ce Traité. Séminaire à Strasbourg. Voyage du Roy en Alsace : Il fonde 26. places dans ce Séminaire ; établit un College de Jesuites à Strasbourg. Changemens & établissemens en faveur des Catholiques. Eloge d'Ulric Obrecht, ses ouvrages, sa conversion, est fait Préteur de Strasbourg. Réglemens du Roy sur l'élection des Magistrats & sur les Mariages. L'Evêque de Strasbourg est fait Cardinal.



HISTOIRE



HISTOIRE D'ALSACE

LIVRE XVII.

DEs que le Maréchal de Tu- A. 1647.
renne eut passé le Rhin
pour entrer dans le Lu-
xembourg, les Weyma-
riens qui faisoient la meilleure par-
tie de son Armée, déclarerent
qu'ils ne vouloient pas servir hors
de l'Allemagne. Ce fut à STRAS-
BOURG où les principaux chefs de
ce corps de Troupes, formerent
ce complot le 4. Juin 1647 (a). Ils Faction
convinrent entr'eux qu'ils ne pas- dans l'Ar-
seroient pas Saverne, qu'on ne mée du
leur eût accordé les demandes Vicomte
qu'ils avoient mises par écrit, & de Tu-
qui furent applaudies par les Sol- renne.
dats. Ils demandoient que tous
les Officiers de leurs Régimens
fussent tirez de leur Corps, que

II. P. 3. T. A les

(a) PUFEND. L. 19. §. 69.



les Régimens ne fussent jamais séparés les uns des autres , qu'il leur fût libre d'avoir un Député en Cour pour y ménager leurs intérêts ; qu'on leur payât sept mois de solde qui leur étoient dus , & qu'il leur fût permis de quitter le service de France quand il leur plairoit. Cette revolte ayant été ainsi concertée par le plus grand nombre , le Régiment de Rosen arriva le premier à Saverne , & refusa d'abord de passer plus outre. En vain le Général Rosen qui ne faisoit que de retourner de Baviere où il avoit été détenu prisonnier , les pressa d'obéir ; ses exhortations & ses promesses furent aussi inutiles , que les menaces du Maréchal de Turenne. Neuf Régimens de Cavalerie arriverent ensuite avec les Dragons de Rosen & deux Régimens d'Infanterie. Tous s'obstinèrent à ne pas sortir d'Allemagne ; ils demanderent qu'on les conduisît au-delà du Rhin , & ils furent même prêts de forcer l'auberge du Vicomte de Turenne , pour enlever Rosen qui y étoit & qu'ils

qu'ils vouloient pour leur Chef. Les Officiers les arrêterent : mais Rosen , le Vicomte de Turenne , de Lamel , le Baron de Fleckenstein , le Comte de Tracy & Schatz ne purent addoucir tout-à-fait ces Troupes mutinées , ni les engager d'obéir. Bien loin de se rendre à leurs remontrances , elles demanderent que Rosen se mit à leur tête. Les autres chefs luy conseillèrent d'avoir cette condescendance pour ces Séditieux , dans l'espérance qu'il pourroit avec le tems appaiser ce trouble. Reinold Rosen leur promit deux mois de paye , & donna parole de se faire payer le reste. Ces offres ne les appaîserent pas ; ils vouloient repasser le Rhin , & choisirent entre eux deux cens Soldats qui montreroient à leur Général la route qu'ils vouloient tenir. Le Général Rosen ne pouvant les ramener à leur devoir , leur fit promettre que dès qu'ils seroient au-delà du Rhin ils renouvelleroient le serment de servir le Roy Très-Chrétien ; ou que si le Roy les remercioit de

leur service , ils ne porteroient les armes que pour les Protestans Confédérez. Après cette espèce de composition, les Rebélles quitterent Saverne & marcherent vers STRASBOURG où ils trouverent des bateaux pour passer le Rhin.

Les Bagages avoient déjà traversé ce fleuve, lorsque Rosen reçut ordre du Vicomte de Turenne qui étoit déjà arrivé à Sarbourg de ne pas sortir d'Alsace ; & sans délai Monsieur de Turenne retourna luy-même à Saverne , & s'avança près de STRASBOURG, où il vit qu'une partie de la petite Armée avoit déjà passé le Rhin. Il luy eût été aisé de battre ou de dissiper le reste à coups de Canon ; mais la modération le retint, & il se contenta d'envoyer quatre Lieutenants-généraux pour essayer de rappeler les Weymariens, & faire

Repro-
ches faits
à la Ville
de STRAS-
BOURG.

en même tems de vifs reproches aux Magistrats de STRASBOURG de ce qu'en prêtant des barques aux Rebélles , ils avoient favorisé leur défection. Peut-être que les Magistrats n'avoient eu aucune

part

part au complot ; mais il s'étoit formé dans leur Ville ; & ayant fourni des barques , ils s'étoient rendus suspects. Cela suffit souvent pour irriter un Général qui voit ses desseins traverser. Quoy-qu'il en soit le Vicomte passa luy-même le Rhin & il fortifia son Armée par un renfort qu'il fit secrettement venir de Philisbourg. Il suivit les mécontents jusqu'à Ettlingue , où s'étant persuadé que Rosen qu'ils avoient choisi pour leur chef, appuyoit luy-même la revolte, ou que du moins il s'étoit rendu coupable en passant le Rhin contre l'ordre qu'il avoit reçu de ne pas quitter l'Alsace , il le fit arrêter , & l'envoya prisonnier à Nancy & de-là à Vincennes , d'où il ne sortit que plus d'un an après , à la sollicitation de la Reyne de Suede & de la Landgrave de Hesse qui obtinrent enfin sa liberté.

Cette disgrâce du Général Reinold Rosen irrita toujours plus les Weymariens , comme nous le verrons bientôt. Mais ayant donné occasion à faire toujours mieux

connoître à la Cour le mérite de Rosen déjà célèbre par tant d'exploits, elle prépara les voyes à la haute fortune à laquelle il fut élevé. L'Alsace me sçaura gré d'interrompre un moment le récit de la défection des Weymariens, pour mettre sous les yeux du lecteur, quelques faits qui regardent particulièrement, un Général dont la famille fait de nos jours tant d'honneur à la Province.

La Maison de Rosen originaire de Pologne, où Poragius chef de la famille s'établit dès l'an 992. & où elle prit le nom de Rosen, se divisa en plusieurs branches, sçavoir celle d'Hochrosen, celle de Kleinropp & celle de Grosropp. Plusieurs des descendants s'établirent en Livonie, où ils entrèrent dans l'Ordre de Porte-glaive en 1204. & dans l'Ordre Teutonique, lorsque cet Ordre se rendit maître de la Prusse en 1230.

Reinhold de Rosen de la Branche d'Hochrosen Lieutenant-Général dans l'armée de GUSTAVE-ADOLPHE Roy de Suede, se dis-

tin-

tingua dans la bataille de Leutzen où GUSTAVE fut tué en 1633.

Reinhold de Rosen dont nous parlons , de la Branche de Grof- ropp eut dans la même armée un Régiment de Cavalerie : son frère Voldmar en avoit un de mille Dragons , & Jean son frere- cadet étoit Major dans le Régiment de son aîné.

Ces trois freres mécontents du Général Banier , quitterent le service de la Suede , & s'attachèrent au Duc Bernard de Saxe- Weymar avec lequel ils entrèrent en Alsace , donnant en toutes occasions, comme nous l'avons remarqué dans le cours de cette histoire , des marques d'une insigne valeur. Ils se distinguèrent sur tout au siège de Brisach où Reinhold reçut un coup de fusil au-dessous de l'oeil, & Jean y eut le genoüil cassé , ce qui luy fit donner le nom de Rosen-le-Boiteux. Le Duc Bernard étant mort Rheinhold fut un des quatre Directeurs , & reçut du Roy une pension de douze mille livres , & Jean un Régiment qui fut nommé le Jeune-Rosen.

Comme les Officiers Weymariens aimoient à s'établir en Haute-Alface , le Colonel Tupadel reçut du Roy pour luy & pour son fils la Seigneurie de Ferrette , & Steinboech celle de Cernay. Le Général Reinhold Rosen acquit à titre d'engagement des Comtes Fuggers, la terre de Bollweiler. Comme il y menoit de Brisach la Baronne d'Eppe , qu'il avoit épousée en 1637 , il fut attaqué près d'Enfiseheim par le Colonel Sperneutter à la tête de 400. Croates. Rosen n'avoit pour escorte que deux cens Weymariens ; mais soutenu par un petit détachement que le Commandant d'Enfiseheim luy envoya, il mit en déroute les Croates, Sperneutter en ayant laissé environ deux cens sur la place.

Quelque tems après les Gouverneurs de BÉfort & de Thann joignirent leurs forces , & vinrent avec quatre mille hommes pour marcher à Bollweiler. Reinhold en ayant eu avis, appella à son secours le Régiment de Dragons de son frere, qu'il posta dans le bois de
de

de Bernweiller. Les ennemis tombèrent dans l'embuscade; & comme la plupart n'étoient que des païsans ramassez, ils furent aisément dissipéz & mis en fuite; plusieurs furent taillez en piéces & poursuivis pendant longtems. De sorte qu'on compta que de 4000, à peine six cens échapperent.

Nous avons parlé des importants services qu'il rendit à la France sous les ordres du Maréchal de Guébriant, & pendant les premiers campagnes de Mr. de Turenne. Dès que la Paix de Munster fut conclue en 1648, le nom de Weymariens fut supprimé, & on fit avec eux une nouvelle capitulation. Reinhold Rosen pour lequel la Cour avoit une estime particulière, en eut le commendement en chef; & son frere Jean de Rosen fut fait Maréchal de Camp & Gouverneur de Thann. L'un & l'autre servirent dans l'armée du Roy contre Mr. de Turenne, qui avoit pris le parti du Prince de Condé. Le Général Rosen toujours picqué de l'affront qu'il avoit

reçû du Vicomte qui l'avoit arrêté & fait prisonnier , fit peindre dans ses Etendarts une tour qui tomboit sur un rosier qui avoit des fleurs , avec ce mot , *malgré la tour les roses fleuriront*. C'est avec cet appareil qu'il se trouva en 1650. à la bataille de Rhetel , qu'il regarda comme une occasion favorable de se venger. Il y enleva en effet tout l'équipage du Vicomte de Turenne, à qui il le renvoya dès le lendemain , en luy faisant dire qu'il n'en vouloit pas à son équipage ; mais que s'il l'avoit rencontré pendant la bataille , il luy auroit demandé raison de la sanglante injure qu'il luy avoit faite. On luy attribua en partie la victoire , mais il y perdit son Frere Jean Rosen , qui y fut tüé , n'ayant laissé qu'une fille de son mariage avec Jeanne de Choiseul-Beaupré. Il y avoit cinq ans que leur frere Voldmar furnommé Rosen le furieux , avoit été assassiné à Bâle par le Major de son Régiment , à qui il avoit donné un soufflet.

Après la bataille de Rhetel, Reinhold

hold se retira en Alsace en 1651, où il acheta de la Ville de STRASBOURG le Château d'Herrenstein près de Saverne. Mais la situation de ce Château luy ayant paru trop incommode, le Roy luy permit de le démolir; & il en bâtit un autre à Dittweiler, où il faisoit son séjour lorsque le Roy luy donna le 15. Avril 1652. le commendement de la Haute,- & Basse- Alsace. Enfin la blessure qu'il avoit reçue au siège de Brisach s'étant rouverte, & la cancrène s'y étant mise, il mourut à Dittweiler le 18. Décembre 1667, n'ayant laissé que deux filles dont l'ainée Marie- Sophie avoit épousé en 1660. Conrad de Rosen depuis Maréchal de France, fils de Fabion de Rosen de Kleinropp cousin Germain du Général Reinhold. Je reprends le fil de mon Histoire.

La prison de leur Général, du Baron de Fleckenstein & de quelques autres de leurs principaux Officiers, bien loin d'étonner les Rebelles, les porta à de plus grands excès. Ils choisirent pour leur Général
un

un Soldat Saxon , nommé Guillaume Hempel , & continuerent leur route , suivant toujours les règles de la discipline qu'ils s'étoient prescrites. L'Empereur voulant profiter de ce desordre , tâcha de les attirer à son service par les intrigues de Boenighus qui avoit deserté de l'Armée Françoisé ; mais les menées du deserteur furent découvertes & déconcertées. Les Officiers au contraire voyant qu'on les avoit réduits à obéir aux ordres d'un simple Soldat , travaillèrent avec tant de succès , qu'ils ramenerent à leur devoir quatre Régimens & un très grand nombre de Soldats. Le reste de ces Troupes persistant dans la revolte , entra dans l'Evêché de Wirtzbourg. Le Maréchal de Turenne les poursuivit , & les ayant atteint dans un défilé proche de Conigshofe , il les attaqua , en tua plusieurs , fit quelques prisonniers & leur enleva trois Etendarts. Le Vicomte content de cette vengeance , se retira & vint en Flandres où il avoit eu ordre de se rendre. L'Empe-
reur

reur fit de nouveaux efforts pour
 gagner les Régimens qui avoient
 échappé : ils répondirent toujours
 que c'étoit pour la Reine & non
 pour l'Empereur qu'ils vouloient
 verser leur sang ; ils s'avancerent
 en Westphalie , où Königsmark
 les reçut dans son Armée aux con-
 ditions qu'ils luy prescrivirent. Le
 récit de cette désertion ne m'a pas
 paru étranger à mon Histoire, par-
 ceque l'Alsace la vûë naître , &
 que STRASBOURG fut accusée d'en
 avoir favorisé les progrès. Je me
 sens même obligé pour mettre
 mon lecteur toujours plus au fait
 des négociations de Munster , de
 toucher en peu l'état des affaires
 de la guerre qui continuoit en Al-
 lemagne. On sçait que les bons
 ou les mauvais succès d'une Armée
 décident dans un Congrès , & l'em-
 portent souvent sur tous les rai-
 sonnemens de la plus habile poli-
 tique.

Dès que Monsieur de Turenne
 fut sorti des terres de l'Empire, les
 Suedois en exécution du traité de
 neutralité, quitterent la Baviere &
 se

Expédi-
 tions des
 Suedois,

se jetterent dans la Franconie où ils prirent Suincfort , presque sans résistance (b). De-là ils allèrent attaquer Egre qui est une porte de la Bohême. Comme ce siège dura quelque tems, il donna le loisir aux Imperiaux d'assembler leur Armée qui fut renforcée de cinq Régimens de Cavalerie des Troupes de Baviere, que l'Empereur avoit débauchez par les intrigues de Jean de Werth & de Sporth Capitaines de réputation. Avec ce renfort l'Empereur marcha en personne au secours d'Egre; mais la place capitula lorsque sa Majesté impériale n'en étoit qu'à dix lieues. Les Suedois présenterent ensuite la bataille à l'Empereur qui l'évita, se contentant de se tenir retranché pour couvrir la Bohême. Les deux Armées demeurèrent campées près de six semaines à la portée du Canon. Les Troupes de l'Empereur diminuoient tous les jours, parce qu'elles étoient composées de nouveaux Soldats peu accoutumés aux fatigues de la guerre; de

(b) Mém. d'Avaux pag. 73.

de forte qu'elles étoient en péril d'être entièrement ruinées si elles s'obstinoient à demeurer long-tems dans leur camp, ou à être absolument défaites si elles osoient faire retraite en présence des Suedois. Le Duc de Baviere tira l'Empereur d'embarras, en luy envoyant contre la foy de son traité, un secours de six mille chevaux & de quatre mille hommes de pié. Il n'est pas de mon sujet d'examiner les raisons qui portèrent un Prince qui faisoit une haute profession de probité & de Religion, à violer un traité de neutralité qu'il venoit de conclure. Mais sa conduite exposa la France aux insultes des Imperiaux & aux reproches des Suedois. Ceux-là se mocquerent de la facilité Françoisise à prendre confiance à la parole du Duc de Baviere; & ceux-cy accusoient les François de leur avoir fait manquer l'occasion de ruiner sans ressource les forces de l'Empereur. Le chagrin qu'en eut Oxenstiern luy fit prendre la résolution de se venger de la France,

en

Les Sue-
dois tâ-
chent de
faire la
paix sans
la France.

en faisant la paix sans elle^(c), Déjà le projet en étoit dressé, & presque convenu avec le Comte de Trautmansdorff & le Chancelier Volmar. Mais Salvius qui avoit toute la confiance de la Reyne Christine, s'y opposa; & la Reyne luy écrivit qu'elle étoit offensée de la mauvaise opinion qu'on avoit eu d'elle, en la croyant capable de recevoir aucun avantage au préjudice de la France.

Monsieur
Servien
revient à
Munster,

Cependant le Roy voulant répondre à la générosité de la Reyne de Suede, fit partir de la Haye le Comte Servien qui y étoit depuis quelque tems pour y ménager la paix de Hollande, & luy donna ordre d'aller à Munster tâcher de regagner la confiance des Confédérez. Ce Ministre obéit & fit à son arrivée de vifs reproches aux Envoyez de Baviere; il ne craignit pas même de leur faire entendre que si l'Armée de leur maître jointe à celle de l'Empereur passoit le Weser pour aller chasser les Suedois de leurs Quartiers de Brunswick, le

Maré-

(c) Mém. d'Avaux, pag. 92.

Maréchal de Turenne repasseroit aussitôt le Rhin, pour entrer dans les terres de Baviere; il fit écrire au Duc dans cet esprit. Ces avis eurent tout l'effet qu'on pouvoit espérer, malgré les instances de Melander Général de l'Armée Imperiale. Groensfeld Général de celle de Baviere, déclara qu'il avoit ordre de ne point passer le Wefer. Ainsi les progrès des Armées de l'Empereur furent arrêtez, Les Suedois contens de ce que le Comte Servien venoit de faire, le reçurent tres favorablement à Osnabruck, où il les alla trouver; mais rien ne les toucha plus qu'une lettre de change de cinq cens mille écus, que le Comte tira de sa poche, & dont le Comte Salvius devoit avoir le maniment. Ce qui acheva de rétablir entierement la confiance entre les deux Couronnes, ce fut l'ordre que reçut le Maréchal de Turenne de rentrer en Allemagne; il passa en effet le Rhin sur la fin de Janvier 1648, & vint joindre ses forces à celles des Suedois dans la Franconie. Les deux Armées

Monsieur de Turenne bat les Imperiaux.

II. P, 3. T. B étant

étant jointes, elles avancèrent vers le Danube qu'elles passèrent à Donawert, entrèrent dans la Bavière, surprirent Melander, le chargèrent, le défirent & luy-même fut tué dans le combat. Après cette victoire les Troupes de France & de Suede traversèrent le Leck, & jetterent de telles allarmes dans toute la Bavière, que le Duc se vit obligé à l'âge de soixante & quinze ans, de sortir de Munich avec toute sa Cour, pour aller chercher un azile à Salsbourg (d). Tandis que les Troupes victorieuses s'emparoiént de toute la Bavière, & qu'elles marchoiént même pour entrer dans l'Autriche, le Général Königsmarck étoit aux portes de Prague. L'Empereur presque accablé de toutes parts eut recours à la paix, qui pouvoit seule le tirer de presse; & les Plénipotentiaires de France reprirent dans le Congrès la supériorité que la conduite du Duc de Bavière leur avoit fait perdre. Pour continuer le récit des négociations touchant l'Alsace, il faut

(d) ADLZERREIT. L. 23. n. 7.

faut reprendre les choses de plus haut.

Nous avons vû dans le livre précédent que les articles de la satisfaction de la France, avoient été réglés entre les Plénipotentiaires de l'Empereur & ceux du Roy le 13. Septembre 1646. & qu'ils avoient été déposés entre les mains des Médiateurs, avec une expresse convention qu'on n'y changeroit rien, & qu'on les tiendrait sous un grand secret. Comme la plupart des autres affaires qui concernoient les puissances intéressées tiroient à leur fin, le Comte de Trautmansdorff quitta Munster pour retourner à Vienne. A peine fut-il parti qu'on pressa les Plénipotentiaires du Roy de faire paroître le projet de leurs prétensions; ils le communiquèrent en effet aux Suedois au mois de Juillet 1647. Ceux-cy le montrèrent aux Médiateurs, qui ne l'ignoroient pas, ayant été les dépositaires de ce qui avoit été conclu entre les Ministres de l'Empereur & ceux de France.

Projet de
paix com-
muni-
qué
aux Sue-
dois.

Les François y déclaroient que le Roy prétendoit, que les Villes Imperiales & les autres Etats immédiats de l'Empire situés en Alsace & dans les Evêchez de Metz, Toul & Verdun, fussent cédés de plein droit par l'Empereur à la France, & que par conséquent les fiefs relevassent du Roy, & luy fussent dorenavant soumis comme des Etats médiats, qu'enfin l'Empereur s'abstînt dans la suite de prendre le titre de Landgrave d'Alsace (e).

Dés que les Etats de l'Empire eurent connoissance de cette déclaration si précise, ils s'assemblerent le 7. Août; & l'Envoyé de l'Electeur de Mayence en qualité de Directeur des Cercles, leur proposa de délibérer sur la maniere, dont on céderoit à la France les dix Villes de la Préfecture de Haguenau. Ces Villes demandoient avec instance d'être conservées dans leur immédieté envers l'Empire, prétendant qu'il n'appartenoit ni à l'Empereur ni à la maison d'Autriche de les

Les Etats
de l'Em-
pire en
ont con-
noissance.
A. 1647.

les céder à la France. Il étoit difficile de concilier cette immédiateté avec la cession qu'on vouloit en faire ; cette affaire fut débattuë avec chaleur dans les conférences. A peine vouloit-on accorder au Roy, le droit de protection sur les dix Villes. La Maison d'Autriche, disoit-on, ne les a jamais possédées à titre d'engagement ou comme faisant partie de son Domaine ; elle n'a eu sur elles qu'un simple droit d'avocatie ou de protection ; & il semble que ce droit ait-été éteint par la mort de l'Archiduc Leopold. On ne pouvoit d'ailleurs concevoir que le Roy Très Chrétien voulût se contenter d'un simple droit d'avocatie ; car est-il croyable que par un pareil titre qui luy seroit plus à charge qu'il ne pourroit en tirer de profit, sa Majesté Très Chrétienne voulût s'engager par serment à donner des reversales par écrit, semblables à celles que les autres Préfets d'Alsace ont données, reconnoissant qu'elle possède la Préfecture de Haguenau, non pas à titre d'en-

B 3

gage.



gagement, mais au nom de l'Empereur; & s'obligeant à laisser ces Villes dans leur immédiate dépendance de l'Empire? N'y a-t'il pas, ajoutoit-on, une espèce d'incongruité que le Roy, qui n'est ni feudataire ni membre de l'Empire, s'engage à défendre ces Villes contre quiconque & en particulier contre luy-même, quand il y aura guerre avec l'Empire? N'exposeroit-on pas ces Villes à de facheuses & tristes suites, si suivant le Privilege Carolin dont elles doivent jouir, elles venoient à se liguier contre leur propre protecteur, avec les autres Etats de l'Empire & même avec les Princes étrangers; & ne seroit-ce pas une tache pour l'Empire de mettre ces Villes Imperiales limitrophes de la France, sous la protection du Roy Très-Chrétien, comme si l'Empire étoit trop foible pour protéger luy-même des Villes, qu'il doit regarder comme ses membres? Enfin, continuoit-on, c'est une grace qu'on doit leur faire, & non une charge à laquelle on puisse les forcer de se soumettre. Ces

Ces réflexions embarassoient les La cession des dix Villes d'Alsace Etats de l'Empire, sur tout le Col- lege des Villes lege des Villes, qui voyoient d'u- ne part que l'Empereur avoit cédé au Roy la Préfecture Provinciale de l'Alsace, dans laquelle les dix Vil- se les Etats de l'Empire. les étoient renfermées, & de l'autre qu'il étoit dangereux que la cession de la préfecture n'entraînât celle de la Souveraineté. Avant que de rien décider sur ce point, les Etats souhaitoient qu'on éclaircît davantage la nature & les droits de la Préfecture de Haguenau, & qu'on restraignît ce qu'on cédoit à la France aux seuls Bourgs, Villages & lieux dépendans de la Préfecture; en sorte que les dix Villes Imperiales, qui sont immédiates de l'Empire fussent expressément exceptées; étant sur tout, disoient-ils, manifeste que Landau & Weissembourg ne sont pas situées dans l'Alsace qu'on a cédée à la France. Les Plénipotentiaires du Roy ne laisserent pas dans la suite toutes ces réflexions sans replique. Mais ne jugeant pas qu'il fût tems d'engager une dispute avec

les Etats , ils se contenterent de s'en tenir à ce qui avoit été convenu avec l'Empereur , qui avoit cédé au Roy le Landgraviat de la Haute-& Basse-Alsace, & la Préfecture Provinciale sur les dix Villes & les lieux dépendans , & qui avoit même déclaré que Landau & Weissembourg étoient situées en Alsace.

Le titre de Landgrave d'Alsace refusé à l'Empereur.

Les Plénipotentiaires de l'Empereur ne desavouèrent pas une cession si précise ; mais ils essayèrent de réserver à l'Empereur au moins le titre de Landgrave d'Alsace (*f*). Ils avoient pris leurs mesures dès le mois de Juillet 1647. pour réussir dans ce projet ; voulant faire croire, que comme on laissoit à la maison d'Autriche le Brisgau, qui fait partie, à ce qu'ils disoient, du Landgraviat d'Alsace, on ne devoit pas trouver étrange que les Princes de cette maison conservassent le titre de Landgrave. Les François regarderent cette proposition comme un piège, se persuadant que si l'Empereur se ré-

(*f*) Protocol. Volm. pag. 433.

réfervoit le titre, il pourroit un jour en prétendre les droits ; & ils ne vouloient pas qu'il luy restât une ombre de prétention sur toute l'Alsace. En même tems l'Evêque de STRASBOURG s'empressoit de son côté, pour qu'on le maintint dans la possession du Landgraviat de la Basse-Alsace & du titre de Landgrave, tandis que l'Evêque de Bâle ne faisoit pas de moindres instances pour empêcher qu'on ne donnât aucune atteinte à son droit de Seigneur direct sur la Comté de Ferrette (g).

Les Etats de l'Empire se servirent de toutes ces prétensions, pour disposer la France à passer plus aisément sur les points qu'ils luy contestoient. Ils dressèrent en effet un plan de traité, dans lequel ils réglèrent que la maison d'Autriche s'abstiendrait de porter le titre & les Armes de Landgrave d'Alsace, du Suntgau & de la Comté de Ferrette, qui appartiendroient au Roy Très Chrétien : ils insérèrent même dans la cession du Suntgau,

B 5 que

(g) Arcana pacis pag. 366.

Articles
du traité
arrêtez.

que la Comté de Ferrette y étoit comprise. Cette condescendance flatta les François ; mais ils ne furent pas longtems à s'appercevoir que dans l'article de la cession de l'Alsace, on avoit supprimé les termes les plus essentiels. Il étoit dit dans le projet de 1646. dont nous avons déjà parlé, que le Landgraviat de la Haute- & Basse-Alsace & la Préfecture Provinciale sur les dix Villes & lieux dépendans, tous les Vassaux, Habitans, sujets, hommes, Villes, Châteaux, Villages, appartiendroient à perpétuité au Roy Très Chrétien & seroient incorporez à la Couronne de France, avec toute sorte de juridiction, de supériorité & souverain-Domaine. *Cum omnimoda Jurisdictione, Superioritate, Supremoque Dominio.* Ce terme de Souverain-Domaine si décisif pour établir la Souveraineté du Roy sur toute l'Alsace, fut omis dans le projet dressé en Allemand par les États. Ils employèrent ce terme *Höchste Gewalt* de Souverain-Domaine dans la cession des trois Evê-

Evêchez (b) ; mais ils refuserent de s'en servir dans l'article où l'Alsace étoit cédée, parcequ'ils comprenoient que ce terme suffiroit pour établir la Souveraineté du Roy, aussi bien sur toute cette Province que sur les trois Evêchez. Il n'en fallut pas davantage pour engager les François à rejeter le nouveau plan, & à vouloir qu'on s'en tint inviolablement à ce qui avoit été réglé par les Plénipotentiaires de l'Empereur.

On en vint là peu de jours après; & le 11. Novembre 1647 (i), les Imperiaux envoyerent aux Médiateurs par le Secretaire du Comte de Nassau, le plan de la satisfaction de la France & de différents autres articles signez tels qu'on les voit dans le traité de paix. Ils firent d'autant plus volontiers cette démarche, que les François donnerent par un article secret de nouvelles assurances, que le Roy fourniroit à l'Empereur cinquante mille écus tous les ans, dans le tems

(b) Prælim. pacis Westph. (i) Protocol. Volmar. pag. 456.

que l'Empire feroit seulement menacé d'avoir la guerre contre les Turcs; & que dès que la guerre seroit déclarée, sa Majesté Tres Chrétienne donneroit une Armée de dix mille hommes levez à ses frais; mais à condition que le Roy ne seroit obligé à fournir ce subside que pendant trois ans, & qu'il cesseroit même de le fournir, si la France entroit en guerre avec le Turc (k).

Retour
du Comte
d'Avaux.

Les Plénipotentiaires du Roy ayant amené à Munster ce qui regardoit les intérêts de la France, au point qu'ils desiroient, partirent pour Osnabruck dans le dessein de faire avancer l'ouvrage de la paix générale. Le Comte d'Avaux n'eut pas la gloire d'y mettre la dernière main; il retourna à Paris au mois d'Avril 1648. Le Duc de Longueville y avoit été auparavant rappelé par les troubles dont la France commençoit d'être agitée: de sorte que le Comte Servien resta seul chargé du poids des affaires. Il falloit un homme de son habileté & de

(k) Arcana pacis pag. 278.

& de sa fermeté pour résister à cette multitude de Députés, qui composoient les Etats de l'Empire, dont la plupart étoient inquiets sur l'article de la satisfaction accordée par l'Empereur à la France. Les Seigneurs & les Villes renfermées dans l'Alsace, étoient les plus animés à faire réformer l'article de la cession de cette Province : entre autres les Evêques de STRASBOURG & de Bâle, les Princes de Deux-Ponts, de Veldents, de la petite-Pierre, le Comte de Montbéliard à cause d'Horbourg & de Reichenwihr, le Comte de Hanau, les Barons de Fleckenstein, l'Abbé de Mourbach & de Munster au Val-St.-Grégoire, l'Abbesse d'Andlau, la Ville de STRASBOURG & les dix Villes de la Préfecture de Haguenau. Ils ne s'étoient pas laissé ébloïir par la réserve que les Plénipotentiaires de l'Empereur avoient faite en leur faveur ; dans le projet du traité de 1646. où il étoit dit qu'ils feroient tous conservés dans la possession de leur liberté & de leur immédieté dont ils

Inquié-
tu-
des des
Seigneurs
& des Vil-
les d'Al-
face.

ils avoient jouï, envers l'Empire Romain; que le Roy se contenteroit des droits dont la maison d'Autriche avoit jouï dans leurs Etats, & qu'il ny établiroit pas une supériorité Royale. Ces clauses ne des- tiroient pas d'inquiétude, parceque le même article réservoit au Roy le Souverain-Domaine; qui luy avoit été accordé dans les articles précédens sur le Landgraviat de la Haute-& Basse-Alsace & sur la Préfecture Provinciale de Haguenau; en sorte que les exceptions faites en faveur des Etats compris dans l'une & l'autre Alsace, ne devoient avoir de force qu'autant qu'elles ne seroient pas contraires au Souverain-Domaine, qu'on avoit accordé à la France sur toute cette Province. Il n'en falloit pas davantage pour allarmer ces Etats; dès que l'Empereur & l'Empire, disoient-ils, auront cédé à la France le Domaine Souverain sur toute l'Alsace, les termes de liberté & d'immédiateté dont on nous flatte, sont des mots spécieux, qui seront dans la suite expliqués au gré du Sou-

Souverain ; & dès qu'il ne nous fera plus libre d'avoir recours à l'Empereur & à l'Empire , la liberté & les privileges dont nous jouissons, seront aisément anéantis par celui à qui on nous force d'être soumis. Les inquiétudes de ces Etats ne faisoient pas déplaire au fond au Comte Servien ; qui se confirmoit par - là dans la pensée que l'article de la cession de l'Alsace decidoit nettement en faveur de la Souveraineté du Roy sur cette Province ; puisque les parties intéressées se donnoient tant de mouvemens pour le faire réformer ; & il jugeoit que si dans la suite on prétendoit y trouver de l'ambiguité, les allarmes des Etats d'Alsace & les précautions qu'ils vouloient prendre , seroient des témoins irréprochables & des interprètes fidèles qui leveroient tous les doutes ; & qui persuaderoient que dans le tems du traité, l'article de la cession de l'Alsace avoit été entendu dans un sens favorable à la France , & qui établissoit la Souveraineté du Roy sur cette Province.

Ce-

Plaintes
des Etats
d'Alsace
portées à
Osnabruck.

Cependant les remontrances des Seigneurs & des Villes , dont nous avons parié , furent portées dans les Conférences d'Osnabruck au mois d'Août. L'assemblée entra d'abord dans leur peine ; & elle n'y trouva pas d'autre remede qu'en décidant que le Roy posséderoit ce qu'on luy cédoit en Alsace, comme fiéfs relevant de l'Empire , avec droit de séance & de suffrage dans les diètes. C'étoit retourner au premier pas des négociations, & renverser tout l'ouvrage fait à Munster. Les Etats mêmes se trouverent partagez sur ce sentiment. Le Collège des Villes ne vouloit pas consentir, qu'on accordât au Roy séance dans les assemblées de l'Empire. C'étoit à leur avis se donner un nouveau maître. Les Electeurs & les Princes jugeoient au contraire qu'il étoit bon de s'associer une puissance capable de balancer celle de l'Empereur, & la tenir dans l'équilibre. Jusqu'aux particuliers de l'Empire, chacun raisonnoit à son gré sur cette importante question.

Les

Les uns prétendoient qu'il convenoit d'admettre le Roy dans les diètes; les autres au contraire soutenoient que plutôt que d'en venir là, il falloit luy abandonner toute l'Alsace, & usant de l'ancienne formule de répudiation, dire au Roy, je ne veux point m'unir avec vous; retenez plutôt votre Alsace (1). *Conditione tuâ nator, tuam habeto Alsatiam.*

Cependant les Princes suivant le Conseil du Comte Salvius, envoyèrent des Députez au Comte Servien, pour l'engager à donner une déclaration plus formelle & plus nette, qu'en cédant à la France l'Alsace, le Sundgau & la Préfecture de Haguenau, on ne luy avoit cédé que ce qui appartenoit à la Maison d'Autriche, & ce qu'elle avoit pu elle-même céder; en sorte que cette cession ne pourroit préjudicier en rien aux droits ni aux biens des Etats de l'Empire & de la Noblesse immédiate de la Basse-Alsace, sur lesquels l'Empereur

Nouvelle
déclaration
demandée
au Comte
Servien
qui la refuse.

(1) PFANNER L. 5. pag. 673. FORSTNER
Epist. ad Scipio. Scaligerum.

reur & l'Empire se réservoient le domaine suprême. Le Comte reçut les Députez avec politesse, & marqua même quelque inclination pour ce sentiment des Electeurs & des Princes, en insinuant qu'il n'auroit pas été fâché qu'on cédât comme fiéfs relevans de l'Empire, les païs qu'on cédoit à la France; à condition que le Roy auroit voix & séance dans les diètes. Mais en même tems il fit connoître qu'il ne luy étoit pas libre de rien changer dans l'article de la satisfaction de la France, tel qu'il avoit été réglé deux ans auparavant entre les Plénipotentiaires de l'Empereur & ceux du Roy; que cette convention avoit été signée par les Secretaires, & déposée entre les mains des Médiateurs; qu'on l'avoit envoyée à sa Majesté très Chrétienne qui en avoit été contente. Il ajouta qu'on voyoit assez qu'il ne luy étoit pas permis de toucher à cet article, puisqu'au moment qu'il fut dressé les deux parties renoncèrent à tout droit d'y rien ajouter ou d'y rien retrancher. Si les Etats
d'Al-

d'Alsace , continuoit-il , trouvent qu'on leur fait tort en quelque point ils peuvent s'en prendre à l'Empereur & luy demander un dédomagement. L'Empereur a jugé que pour satisfaire la France , il étoit juste de luy abandonner les pais dont il s'agit : c'est à sa Majesté Imperiale à garantir ce qu'elle fait. Elle avoit ses droits sur ces Etats en qualité d'Empereur ; si l'Empire prétend qu'il y a les siens , c'est une affaire qui doit se discuter entre l'Empereur & l'Empire. La France a traité de bonne foy avec celui que l'Empire reconnoit pour son chef , c'est une affaire terminée avec mes Collegues ; je n'ay pas d'autorité pour réformer leur ouvrage , ni pour renoncer à ce qu'ils ont obtenu. Les Princes de l'Empire , continuoit-il , n'ignorent pas que j'ay à la Cour de mon maître des ennemis & des rivaux , qui travailleroient à me perdre , si je me relâchois en rien de tout ce qui est arrêté. Je ne puis ni empêcher ni approuver que les Etats fassent leurs remontrances au Roy :

mais de ma part je n'accepteray ni ne donneray jamais une déclaration telle qu'on la desire.

Les Députés n'ayant pu ébranler la fermeté du Comte Servien, jugerent qu'il falloit dresser eux-mêmes une déclaration qui pourroit tenir lieu de protestation, & servir à se prémunir contre les prétentions de la France. Cette pièce est trop importante pour ne pas en rapporter icy ce qui regarde l'Alsace (*m*).

“ Les Envoyez des Electeurs,
 “ Princes & Etats de l'Empire Ro-
 “ main consentent que l'Article de
 “ la satisfaction de la France soit
 “ inferé dans le traité tel qu'il a été
 “ dressé le 11. Novembre 1646. à
 “ Munster & en promettent la ga-
 “ rantie, à condition que comme
 “ l'a déclaré le Plénipotentiaire de
 “ sa Majesté Très Chrétienne, le
 “ Roy & le Royaume de France
 “ posséderont l'Alsace, le Suntgau
 “ & la Préfecture de Haguenau de
 “ la maniere dont les Archiducs
 “ d'Autriche les ont possédez, re-
 “ con-

(*m*) Arcan. pacis pag. 444.

“connoissant qu'ils les tiennent
 “comme des fiés relevans de
 “l'Empire sous le titre de Land-
 “graviat d'Alface, dont le Souve-
 “rain-Domaine restera à l'Empe-
 “reur & à l'Empire, & qu'ils don-
 “neront à l'Evêque de Bâle satis-
 “faction au sujet de la Comté de
 “Ferrette. Les mêmes Envoyez
 “consentent de plus que le Roy
 “Trés Chrétien & ses Successeurs
 “jouissent des droits de supériori-
 “té & de territoire, & de toutes
 “les prérogatives, exceptions, pri-
 “vileges, dont les Archiducs d'Au-
 “triche ont jouï; lors qu'ils pos-
 “sédoient le Landgraviat d'Alface;
 “en outre qu'ils soient appelez
 “aux diètes de l'Empire Romain
 “sous le titre de Landgrave d'Al-
 “face, qu'ils y aient voix & sé-
 “ance, & qu'on conviendra dans
 “les prochaines diètes de la place
 “qu'ils y occuperont & dans quel
 “Cercle ils seront admis.

“De plus comme dans les arti-
 “cles de la satisfaction de la France,
 “& dans la forme des cessions qu'on
 “luy a faites, il y a quelque chose

“ d’obscur ; & que les Plénipoten-
“ tiaires des Couronnes ont tou-
“ jours fait entendre que l’inten-
“ tion du Roy Très-Chrétien étoit
“ de ne préjudicier en rien aux E-
“ tats de l’Empire par la satisfac-
“ tion qu’on accordoit à la France,
“ les Envoyez des Electeurs , des
“ Princes & Etats de l’Empire dé-
“ clarent qu’ils ne consentent pas
“ à la susdite satisfaction , à l’in-
“ sertion & à la clause jointe à l’ar-
“ ticle de la garantie , que dans le
“ sens, 1. Que le Roy Très-Chré-
“ tien & le Royaume de France
“ ayent & retiennent le domaine
“ souverain sur les Evêchez de
“ Metz, Toul & Verdun.

“ Secondement que toutes &
“ quantefois qu’il est fait mention
“ dans le traité , de la satisfaction
“ & de la cession de la Haute- &
“ Basse-Alsace , du Suntgau & de
“ la Préfecture Provinciale de Ha-
“ guenau , on doit entendre qu’il
“ n’est accordé & cédé , que ce
“ qui appartenoit à la maison d’Au-
“ triche & que ce qu’elle a pu cé-
“ der, & que cette cession ne pour-

“ ra

"ra causer aucun préjudice aux E-
 tats, ou à la Noblesse immédia-
 te ; mais qu'on les laissera dans
 la possession de leur liberté en-
 vers l'Empire Romain, & dans la
 jouissance de tous leurs droits &
 de tous leurs biens, en quelque
 lieu qu'ils soient situéz. En troi-
 sième lieu que les Etats de la Pro-
 vince & les Habitans & sujets de
 ces pais cédés seront maintenus
 dans leurs droits, privileges &
 possessions, & dans la coutume
 & exercice tant dans les choses
 Ecclesiastiques & de la Religion,
 que dans les civiles, conformé-
 ment à la présente pacification.
 Le 4. article ne regarde pas l'Al-
 sace. Cette déclaration fut signée
 à Osnabruck le $\frac{1}{2}$. Août 1648.

Comme je ne fais pas une dis-
 sertation, je ne m'arrête pas à ob-
 server qu'il est difficile de com-
 prendre, que les Envoyez qui ont
 dressé cette déclaration, ayent po-
 sé comme un fait constant que les
 Plénipotentiaires de France avoi-
 ent déclaré qu'ils consentoient que
 l'Alsace fût cédée au Roy, & qu'il

la possédât comme un fief relevant de l'Empereur & de l'Empire, qui en conserveroient le Domaine-Souverain. On a assez remarqué dans le cours de cette Histoire, que les Plénipotentiaires du Roy avoient d'abord été dans ce sentiment : qu'ils en avoient changé depuis, & qu'ils avoient jugé qu'il convenoit mieux à sa Majesté de retenir sur l'Alsace le Domaine-suprême ; que sur ce plan ils avoient traité & conclu avec les Plénipotentiaires de l'Empereur, & que le Comte Servien avoit positivement déclaré, qu'il ne pouvoit rien changer dans les articles, qui avoient été concertez avec les Ministres de l'Empereur. Peut-être que les Députez avoient pris pour un consentement les politesses du Comte Servien, qui ne voulant pas entrer dans des disputes, qui étoient devenuës inutiles, avoit peut-être fait connoître par quelque expression, qu'il souhaiteroit que le Roy eût voix & séance dans les délibérations de l'Empire. Quoy qu'il en soit la déclaration des Envoyez

voyez n'étonna pas le Ministre du Roy ; il ne s'en émut pas même, & n'en fut pas moins inflexible, de sorte que les Envoyez furent obligez de tenter une autre voye.

Ils s'adresserent aux Ministres de l'Empereur qui ne voulurent pas accepter cette déclaration (n), & qui tâcherent de se tirer d'embarras, en disant qu'ils n'étoient pas assûrez que la France voulût recevoir en fief les païs qu'on luy cédoit, puis qu'elle avoit deux ans auparavant déclaré que ce parti ne luy convenoit pas (o). Ils faisoient même assez connoître qu'ils persistoient à croire qu'il étoit plus avantageux à l'Empire, qu'on ne donnât au Roy Très-Chrétien aucune entrée dans les diètes, & qu'il voyoit assez que n'étant pas membre de l'Empire, & l'Empire n'étant pas obligé de venir à son secours, il seroit plus aisé de luy enlever l'Alsace, qui suivant les apparences ne resteroit pas longtems sous sa domination. Ils ajoutoi-

C 5 ent

(n) Arcan. pacis pag. 446.

(o) PUFEND. L. 20. §. 177.

ent qu'en cédant cette Province, ils s'étoient expliquez à Munster dans des termes, qui leur paroissent suffisans pour maintenir dans tous leurs droits les Seigneurs & les Villes du païs, & que s'il restoit quelque doute on pourroit recourir aux protocollés, qu'on conservoit à Munster. Ces derniers termes tendoient à engager les Etats, sous prétexte de consulter les protocollés, de quitter Osnabruck pour venir conclure la paix à Munster.

Les Plénipotentiaires de l'Empereur tâchent de ramener le Congrès à Munster.

Les Imperiaux avoient ce point fort à cœur; ils avoient déjà plusieurs fois essayé de rompre les Conférences d'Osnabruck, où ils ne se croyoient pas assez forts pour combattre les prétentions de la France, qui vouloit que l'Empire s'obligeât à ne donner aucun secours ni au Duc de Lorraine ni à l'Espagne. Le Comte de Nassau & le Chancelier Volmar étoient sortis d'Osnabruck. Le Comte de Lamberg & le Docteur Crane y étoient restez. La jalousie de ces Plénipotentiaires animoit la con-

contestation; mais elle ne put arrêter le cours du Congrès d'Osnabruck. Les Etats assemblez à Munster, indignez qu'on entreprît de traiter la paix sans eux, firent une solennelle protestation signée des députez d'Autriche & de Bourgogne, de seize Evêques, de huit Prélats, des Barons de Suabe & de seize Villes Imperiales, par laquelle ils se plaignoient hautement de l'entreprise des Etats d'Osnabruck. Il est inouï, disoient-ils, qu'un petit nombre d'Etats ose traiter des affaires de l'Empire, disposer des Provinces, régler les intérêts des Etats, & prononcer au nom des Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, indépendamment des autres, & malgré l'opposition des Plénipotentiaires de l'Empereur. Cet acte fait connoître quelle considération on doit avoir pour la déclaration dont nous avons parlé, puis qu'elle n'étoit que l'ouvrage des Etats d'Osnabruck. Cette protestation n'interrompt pas les Conférences d'Osnabruck; mais le refus que
fai-

faisoit le Comte Servien d'accepter la déclaration, parut aux Impériaux une occasion propre à ramener les affaires à Munster.

Ils firent dans cette vûë de nouvelles instances, sur tout dans le College des Villes & auprès des Deputez de STRASBOURG & de Colmar. La France, leur disoient-ils, a dessein d'envahir les dix Villes d'Alsace; STRASBOURG même court un pareil danger. Si les articles de la satisfaction de la France sont obscurs, il est bon de les éclaircir pour obtenir une paix solide, & mettre les Villes d'Alsace plus à couvert des entreprises, dont elles sont menacées (p). La déclaration qu'elles demandent est juste, elle est même nécessaire; & si ce point est bien manié le Comte Servien sera contraint de se relâcher. Il n'y a qu'à Munster où l'on puisse donner un bon tour à cette affaire; le Chancelier Volmar y est, il a les actes & le secret de tout ce qui s'est passé; l'Empereur y a un grand nombre de partisans, qui appuy-

(p) PFANNER Hist. pac. Westph. p. 677.

buyeron fortement la justice que les Villes demandent. Vous ne devez pas vous flatter, continuoient-ils, que les Princes prennent fort à cœur ce qui ne les regarde pas ; uniquement attentifs à leurs intérêts, ils sacrifieroient sans peine les plus célèbres Villes, pour conserver quelques-uns de leurs villages.

Ces intrigues des Imperiaux eussent jetté la discorde dans les Etats, si le Comte Salvius & Boernclowe ne se fussent entremis pour concilier les esprits. Ils firent entendre raison aux Etats Protestans, qui leur étoient attachez, tandis que les Envoyez de Baviere calmoient ceux qui comme eux vouloient fortement la paix. Comme le refus que faisoit le Comte Ser-
 vient des
 vien d'accepter la déclaration, é-
 Suedois
 toit le principal obstacle, les Plé-
 sur la dé-
 nipotentiaires de Suede décidèrent
 clARATION
 que le projet de paix, dont on dé-
 deman-
 étoit convenu depuis deux ans
 pour la satisfaction de la France,
 feroit inséré dans le traité de paix,
 sans y faire aucun changement, &
 que

que le Comte Servien n'accepteroit pas la déclaration des Etats & qu'il n'en donneroit aucune (9). On acquiesça à cette décision; & sur le refus que firent encor les Impériaux de recevoir la déclaration, les Etats se contenterent de l'envoyer à la Chambre Imperiale pour lui servir de règle; comme si une partie des Etats de l'Empire sans le concours de l'Empereur, pouvoit faire des loix. Ils prirent en même tems la résolution d'écrire à sa Majesté Très-Chrétienne!, pour lui faire part de cette déclaration; nous verrons dans la suite comme elle fut reçue à Paris.

Cependant les Conférences continuoient à Osnabruck, & la nouvelle des grands dégats que les Suédois faisoient dans la Baviere, accéléroit la conclusion du traité au gré des François. On leur accorda que le titre de Landgrave d'Alsace ne seroit plus au nombre des titres de l'Empereur ni des Archiducs d'Autriche; que l'Empire ne donneroit aucun secours ni au Roy
d'Es-

(9) PUFEND. L. 20. §. 179.

d'Espagne ni au Duc de Lorraine; pour soutenir la guerre qu'ils faisoient à la France; que l'Empereur, pour luy-même, pour ses successeurs & les Archiducs d'Autriche, confirmeroit par des lettres particulieres la cession faite à la France en forme autentique; ce qui s'exécutoit le même jour, que le traité de paix seroit signé (r). Enfin tout étant ainsi réglé on déposa les traitez faits avec la France & la Suede, entre les mains de l'Envoyé de l'Electeur de Mayence en qualité de Directeur des Cercles, & on se disposa à partir pour Munster, où on avoit résolu par déference pour les Plénipotentiaires de l'Empereur, de mettre le dernier sceau à cet important ouvrage.

Tous les Plénipotentiaires, les Envoyez & les Députez s'y rendirent, & sans perdre de tems les Envoyez de Mayence, de Cologne, de Saxe, de Baviere, de Wirtemberg, de Lubeck, de Nuremberg, de Colmar & quelques autres allerent au nom des Etats qui s'étoient assembles

17. & 18.
Septemb.
1648.

(r) Iustrum. Monaster. n. 78.



blez à Osnabruck, rendre compte aux Ambassadeurs de l'Empereur, de ce qui s'étoit passé. Le Chancelier Rippersberg Envoyé de Mayence porta la parole (s); & il dit que les Etats d'Osnabruck n'avoient jamais prétendu blesser en rien l'autorité de sa Majesté Imperiale; mais que les pressans besoins de l'Empire les avoient obligé de terminer les différends qui arrêtoient la paix; qu'ils ne s'étoient pas écarté dans le traité fait avec la France, de ce que les Plénipotentiaires Imperiaux luy avoient accordé deux ans auparavant; qu'on y avoit joint une déclaration, par laquelle il étoit permis à la Couronne de France de recevoir en fief l'Alsace des mains de l'Empereur, & qu'enfin à l'égard du secours qu'on refusoit au Roy d'Espagne, on avoit suivi les constitutions de l'Empire & les capitulations des Empereurs. Ils finirent cet exposé en priant les Plénipotentiaires de l'Empereur de vouloir bien approuver tout ce qui s'étoit fait, & remirent entre leurs

(s) Arcana pacis. pag. 460.

leurs mains les traitez qui avoient été conclus avec la France & avec la Suede. Les Plénipotentiaires demanderent du loisir pour les examiner & y faire leurs remarques.

Pendant cet intervalle, les Etats ^{Les Etats} qui avoient fait à Osnabruck la dé. ^{écrivent}claration dont nous avons parlé ^{au Roy} tant de fois, écrivirent au Roy de ^{touchant}France une lettre datée de Mun- ^{la déclara-}ster le 29. Septembre 1648. par la- ^{mandée.}quelle ils remontroient à sa Majesté que son Plénipotentiaire n'avoit pas voulu recevoir la déclaration qu'ils avoient jugée nécessaire pour éviter des contestations, qui pourroient dans la suite troubler la paix. Ils supplioient ensuite sa Majesté de vouloir bien en procurer l'exécution. Cette lettre à laquelle ils joignirent une copie de la déclaration, fut adressée à Paris à l'Agent du Marquis de Bade-Dourlac, avec charge de la présenter. La Cour étoit trop informée de ce qui s'étoit passé dans les Conférences d'Osnabruck, pour avoir égard à une pièce, qui n'étoit pas approuvée par l'Empereur,

II. P. 3. T.

D

&



& à laquelle un tres grand nombre de Princes & de Villes de l'Empire, entre autre l'Evêque de STRASBOURG n'avoit eu aucune part. D'ailleurs le Duc de Longueville & le Comte d'Avaux, qui avoient eux-mêmes réglé l'article de la cession de l'Alsace, contredirent vivement ce que cette pièce alléguoit. Il y étoit dit que l'Empereur & le Roy Très - Chrétien étoient demeurez d'accord, que l'Alsace appartien-droit au Roy, comme un fief dependant de l'Empire, sur lequel l'Empire conserveroit le Souverain-Domaine. Ouvrons le traité, dirent le Duc & le Comte ; c'est le plus fidèle interprete de nos sentimens ; il est stipulé que l'Empereur, l'Empire & la Maison d'Autriche céderont au Roy tout ce qui leur appartient dans l'Alsace, le Suntgau & la Préfecture Provinciale de Haguenau, sans aucune réserve ; avec toute sorte de juridiction, de supériorité & de suprême-Domaine. C'est ainsi que nous avons pensé & que nous avons parlé en 1646. & 1647. Les Plénipotentiaires de
l'Em-

L'Empereur ont pensé & parlé de même, & le Comte Servien n'a jamais sur ce point changé de sentiment ni de langage. Il ne s'agit pas, ajoutoit le Comte d'Avaux, du sens qu'il plait à quelques États de donner à l'article de la satisfaction de la France. Les termes parlent, & ils déclarent nettement que le Souverain-Domaine est cédé au Roy sur le Landgraviat de l'une & l'autre Alsace, le Suntgau & la Préfecture de Haguenau, sans aucune réserve. La France, continua-t-il, ne fait en ce point aucun préjudice aux Seigneurs, aux Villes, ni à la Noblesse de ce païs, puis qu'elle consent de les laisser jouir de leurs privileges & de leurs immunités, & qu'elle se réserve seulement les droits que l'Empereur & l'Empire exerçoient sur eux, & ceux que la Maison d'Autriche pouvoit avoir dans l'étendûe de leur territoire. Il est étrange, disoit-il avec plus de chaleur (1); que les États accordent à la Suede une partie de la Pomeranie & du Meckelbourg,

(1) PUFEND, L. 20. §. 190.

avec les Evêchez de Brémen & de Verden , qui valent cinq - ou - six fois plus que l'Alsace, & qu'on veuille contester une petite Province à la France, qui remet à l'Empire Worms , Mayence & tout ce qu'elle occupe au delà du Rhin à titre de conquête. On voudroit la réduire à se contenter de ce que la Maison d'Autriche possédoit en Alsace ; ce n'est pas une cession qu'on luy fait, c'est un achat qu'elle fait-elle même au prix de trois millions. L'Empire si libéral envers la Suede à laquelle il abandonne avec une espèce de profusion plusieurs Provinces, & cinq millions de Reichsdales , ne doit-il donc rien donner à la satisfaction de la France, , qui a répandu tant de sang & fait des dépenses immenses pour la défense de la liberté Germanique, & qui s'engage encor à fournir des hommes & de l'argent pour arrêter les efforts du Turc, dont tout l'Empire est menacé ? Telle fut la réponse que reçut à la Cour l'Agent du Marquis de Dourlac. Le Roy n'en fit aucune

cune aux Etats, parcequ'il ſçavoit que ni la lettre ni la déclaration n'étoient pas l'ouvrage de tous les Etats de l'Empire.

Pendant que cette affaire ſe traitoit à Paris, les Plénipotentiaires de l'Empereur firent communiquer à Munſter au Comte Servien par les Médiateurs, les remarques qu'ils avoient faites; ils délibérèrent enfuite avec les Etats d'Oſnabruck, ſi on les communiqueroit de même aux Etats de Munſter; & il fut réſolu qu'ils ſeroient admis dans les Conférences, mais à condition qu'il ne leur ſeroit pas libre de contredire & de combattre ce qui avoit été réglé à Oſnabruck. La condition étoit dure; elle faiſoit dans tous les Etats une eſpèce de ſchiſme; mais il fallut céder au plus fort. Ainſi en préſence de tous les Ordres de l'Empire, le Chancelier Volmar expoſa ſes réflexions ſur le traité conclu avec la France. Il ſe plaignit d'abord de ce qu'on refuſoit à l'Empereur le titre de Landgrave d'Alſace; mais il fit entendre que ce point

Griefs ex-
posez par
le Chan-
celier
Volmar.

Traité
signé.

n'arrêteroit pas la paix : en effet l'Empereur consentit bientôt que ce titre luy fût retranché. Volmar insista vivement sur le refus que faisoit l'Empire de donner secours au Roy d'Espagne ; mais il ne dit pas un mot de la déclaration faite à Osnabruck, touchant la satisfaction de la France par rapport à l'Alsace. On se plaignit, on raisonna beaucoup sur d'autres articles, mais toutes les Conférences aboutirent à tirer l'affaire en longueur. Les Plénipotentiaires de l'Empereur demanderent trois semaines pour recevoir les ordres de sa Majesté, ils arriverent enfin & les Etats parlerent d'un ton si ferme que Volmar ne trouva plus moyen de reculer. Enfin le 24. Octobre 1648. les Plénipotentiaires de France se rendirent à l'Hôtel du Comte de Nassau ; où le Chancelier Volmar s'étoit rendu ; & le même jour à même heure les Plénipotentiaires de Suede allerent chez le Comte Lamberg où se trouva le Docteur Crane : ils y signerent le traité, & incontinent après

après les Plénipotentiaires Impériaux virent chez les Ambassadeurs de France & de Suede, pour y signer de même cette pacification si longtems attendüe. On avoit auparavant réglé quels seroient les Députez des Etats qui devoient souscrire le traité; ils le signèrent dans le lieu destiné pour le Congrès. Marc Otton Député de STRASBOURG fut choisi pour le signer au nom du Ban du Rhin.

La Ville de STRASBOURG conserve avec vénération le souvenir de ce Député, il étoit né à Ulm d'une famille tres pauvre. De-là il vint étudier à STRASBOURG où il vivoit d'aumônes. S'y étant distingué par son esprit & sa capacité, il fut choisi Orateur, ou Avocat général de la République. Il n'oublia pas à la mort sa première indigence, ayant laissé tout son bien pour entretenir de jeunes gens pauvres dans les études & dans les arts : un certain nombre de Magistrats est chargé d'administrer une si charitable fondation, dont STRASBOURG voit des fruits

encor de nos jours : revenons à Munster.

Traité
d'Osnab-
bruck.

Les Suedois y signerent leur traité, quoy qu'il porte qu'il a été passé à Osnabruck. Les François ne le signerent pas, parceque c'étoit pour eux une pièce étrangere. Cependant comme ce traité régle les intérêts de la Religion en Allemagne, & qu'on l'employe même quelquefois en Alsace pour y juger certains différends, il semble que mon Histoire demande que j'en touche icy quelques articles, qui peuvent être de quelque usage dans cette Province.

Il est porté dans l'article 5. que la transaction de Passau de 1552. suivie l'an 1555. de la paix de Religion, confirmé à Augsbourg en 1586. sera maintenüe dans sa force & sa vigueur. Il fixe ensuite au premier jour de Janvier 1624. le terme où doit commencer la restitution des choses Ecclesiastiques. Suivant cette régle les Catholiques & ceux de la Confession d'Augsbourg qui possédoient les Bénéfices ou les revenus Ecclesiastiques

1e

le 1. Janvier 1624. doivent être conservez dans leur possession jusqu'à ce qu'on soit d'accord sur ce qui regarde la Religion. Le traité cependant met une différence singulière entre les bénéfices immédiats de l'Empire , & ceux qui ne le sont pas.

Les Princes & autres de la Confession d'Augsbourg peuvent être élus où postulez pour posséder les Archevêchez , Abbayes & autres fondations immédiates , dont les Protestans jouïssient le 1. Janvier 1624 (u) : mais ils ne peuvent pas se les approprier ni les unir à leur Domaine. Ils sont même tenus conformément à la paix de Religion, de promettre de ne posséder nullement par droit héréditaire, les principautez Ecclesiastiques, dignitez & bénéfices qu'ils auront acceptez , & de ne rien faire qui puisse les rendre héréditaires (x). Les Evêchez cependant cèdent à la

D 5 Suede

(u) *Sic etiam ea occupata bona , quæ ad eos qui Imperio immediate subditi sunt, pertinent* Gc. Pax Religion. n. 5.

(x) Traité d'Osnabruck art. 5. §. 4.

Suede & au Marquis de Brandebourg sont dans le traité exceptez de cette règle. Il n'apporte pas une pareille limitation à l'égard des bénéfices médiats ; le traité les abandonne à la disposition de ceux de la Confession d'Augsbourg, qui les possédoient le 1. Janvier 1624 : cette date est générale pour tous les Etats de l'Empire, à la réserve du Bas-Palatinat. Les Electeurs & les Princes peuvent y retenir les biens Ecclesiastiques dont ils jouissoient avant les troubles de Bohême, c'est-à-dire en 1618 : je n'examine pas si d'autres Etats de l'Empire ont droit de s'appuyer sur la même date.

Quoy que l'Epoque du 1. Janvier 1624. fût une règle universelle pour tout l'Empire, les Suedois soutinrent toujours qu'elle ne comprenoit pas les biens Ecclesiastiques qu'ils y posséteroient. Cette règle, disoit le Comte Salvius (y), n'a de force qu'à l'égard des Etats de l'Empire, & elle ne regarde que les biens Ecclesiastiques qui sont

font sous leur puissance, & non pas ceux qui sont soumis à la Couronne de Suede.

Les Ambassadeurs de France eurent encor plus d'attention, pour empêcher qu'on n'étendit cette règle sur les bénéfices situés dans les païs cédés à sa Majesté Très-Chrétienne. Ils recevoient, dit Monsieur le Comte d'Avaux (2), continuellement des ordres du Cardinal Mazarin, de ne souffrir pas l'aliénation des biens Ecclesiastiques : & le Comte de Brienne leur répétoit presque dans toutes ses lettres, que rien ne plaisoit plus à la Reine que leur zèle pour la Religion Catholique. C'est dans Art. 75, cet esprit qu'ils voulurent qu'il fût dit expressement dans le traité qu'ils signerent, que Sa Majesté Très-Chrétienne seroit obligée de conserver en tous & chacun des païs qui luy étoient cédés, la Religion Catholique, & d'en bannir même les nouveautez, qui s'y étoient glissées en fait de Religion. Cet article inquieta à Osnabruck les

(2) Mém. d'Avaux. pag. 34.

les Protestans, qui craignoient que suivant cet article, le Roy ne bannît les Religions nouvelles du Landgraviat de la Haute & Basse-Alsace & de la Préfecture Provinciale de Haguenau. Ce fut pour prévenir ces suites qu'ils inférèrent dans la déclaration du 12. Août 1648. dont nous avons fait si souvent mention, que les Etats & sujets des païs cédez à sa Majesté conserveroient leurs droits; leurs privileges & l'exercice libre de leur Religion. Cette déclaration fut absolument rejetée, comme nous l'avons vû; & elle ne peut restreindre en rien la loy que le Roy s'est imposée dans le traité pour la conservation & l'accroissement de la Religion Catholique dans tous les païs qui luy ont été cédez.

Canoni-
cats de
STRAS-
BOURG
possédez
par les
Seigneurs
Luthé-
riens.

Les Plénipotentiaires de l'Empereur conspiroient avec ceux de France, pour protéger la Religion Catholique dans toute l'étendue de l'Alsace: & nous apprenons du Protocole du Chancelier Volmar, que le 14. Septembre 1646. il alla trouver le Duc de Longueville & ses

ses Collegues , à qui il remit un écrit qu'il avoit reçu du Comte de Trautmansdorff, contenant qu'on ne devoit pas écouter les Luthériens touchant les Canonicats qu'ils possédoient dans l'Eglise Cathédrale de STRASBOURG; ce que les François promirent d'observer. Ils ne purent pas cependant empêcher qu'on n'insérât dans la suite dans le traité d'Osnabruck qu'ils ne devoient pas signer, deux articles qui regardoient ces sortes de Canonicats. Il est dit dans l'un, "pour ce qui regarde les deux Canonicats que l'on prétend en l'Eglise Cathédrale de STRASBOURG, si de cette part il échéoit quelque chose aux Etats de la Confession d'Augsbourg en vertu de cette présente transaction, on donnera sur ces sortes de revenus à la famille des Ducs de Meckelbourg le revenu de deux Canonicats, sans préjudice pourtant des Catholiques. Cette disposition n'est que conditionnelle, & pouvoit-elle être exécutée sans préjudice des Catholiques? Il est dit dans l'autre article
que

que les deux premières prébendes qui viendront à vaquer dans l'Evêché de STRASBOURG, seront conférées aux Ducs Ulric & Ferdinand-Albert de Brunswick-Lunébourg. Je ne sçay si c'est par méprise qu'au lieu des prébendes de la Cathédrale de STRASBOURG, le traité ne parle que des prébendes de l'Evêché ; expression vague & générale qui ne spécifiant aucun Chapitre en particulier, laisse un doute & donne lieu à des contestations.

Quoy qu'il en soit le Duc de Wolfembuttel voulut réveiller dans le Congrès de Ryswick les prétentions de sa maison (a). Elles n'y furent point écoutées, & les Plénipotentiaires de France répondirent que le Roy ne sçavoit pas qu'aucun bénéfice Ecclesiastique pût être en France & par conséquent à STRASBOURG, donné à d'autres qu'à des Catholiques.

Nouvel-
les diffi-
cultez
après la
signature
du traité.

Après la signature des deux traités, on vit naître de nouvelles difficultés avant l'échange des ratifications. Le Roy s'étoit obligé de payer

(a) Mém. de Ryswick Tom. 4. pag. 334.

payer trois millions aux Archiducs, pour les récompenser de ce qui leur appartenoit en Alsace. Mais comme il étoit porté dans le traité qu'on fourniroit en signant les cessions de l'Empereur, du Roy d'Espagne & des Archiducs; suivant cette condition le Comte Servien demanda aux Ambassadeurs de l'Empereur ces cessions promises (b). Ils déclarerent qu'ils avoient celles de l'Empereur & de l'Archiduc; mais qu'ils ne voyoient pas d'apparence d'obtenir sitôt celle du Roy d'Espagne: sur quoy le Comte Servien répliqua qu'il ne pouvoit donc finir le traité, parceque l'Alsace étant un fief masculin, sa Majesté ne pouvoit jamais être assurée dans sa nouvelle acquisition, qu'elle n'eût la cession du Roy d'Espagne. Cet incident retardoit l'exécution de la paix, de sorte que les Etats de l'Empire qui pressoient l'échange des ratifications, s'entremirent pour faire donner au Comte Servien les sûretés qu'il demandoit; & il fut réglé

(b) Mém. d'Avaux. pag. 150.

glé que la France retiendrait les trois millions avec les quatre Villes forestières , jusqu'à ce que le Roy d'Espagne eût donné la rénonciation. L'Acte fut dressé par le Chancelier Volmar , & rapporté le 26. Janvier 1649. par Fronhol Envoyé de Brandebourg , qui le communiqua au Comte Servien.

Cet obstacle ayant été levé , les Etats prièrent les Plénipotentiaires de Suede , de parler de la déclaration qu'ils avoient tant de fois proposée , pour expliquer l'article de la satisfaction de la France , que le Comte avoit toujours rejetée. Pour appuyer ce qu'ils demandoient avec instance , les Etats répéterent ce qu'ils avoient déjà dit cent fois , qu'il n'étoit pas au pouvoir de l'Empereur & de l'Empire de céder à la France des biens & des Seigneuries qui appartenoient aux Villes & aux Seigneurs d'Alsace ; & que cette cession étoit entièrement contraire aux pactes faits entre la France , la Suede & leurs Confédérez de l'Empire,

pire ; & qu'enfin la France avoit plus d'une fois promis de ne rien prétendre au préjudice des Etats de l'Empire. Le Comte Salvius tâcha de donner du poids à ces raisons ; le Comte Servien luy répondit que si les Etats cédez souffroient quelque tort , ils devoient s'en prendre à l'Empereur ; qui avoit de son plein gré offert au Roy, la satisfaction stipulée dans le traité ; que sa Majesté Imperiale pouvoit leur donner un équivalent , & que c'étoit à elle à qui les Etats devoient demander un dédommagement ; que la condition de la France ne devoit pas être pire que celle de la Suede , à qui on avoit accordé la Pomeranie & les Evêchez de Brémen & de Verden, qui n'appartenoient pas plus à l'Empereur & à l'Empire que l'Evêché de STRASBOURG & les dix Villes d'Alsace ; qu'au fond la France ne retiendrait rien des droits utiles & de supériorité même , qui appartenoient à ces Etats d'Alsace ; mais qu'ils ne devoient pas trouver mauvais que l'Empereur & l'Em-

Réponse
du Comte
Servien.

pire cédaient à la France les droits de Domaine-Suprême , qui n'appartenoient en aucune façon à ces Etats subalternes. Le Comte Servien fit même observer aux Suédois qu'en avançant cette maxime, que l'Empereur & l'Empire ne pouvoient légitimement céder ce qui appartenoit aux Etats de l'Empire , ils préparoient des armes dont on se serviroit peut-être un jour pour combattre les cessions faites à la Suede. Le Comte Salvius parut peu touché de cette raison , parcequ'il prétendoit que les Ordres de l'Empire avoient consenti à la cession faite à la Suede ; au lieu qu'ils se plaignoient de la satisfaction accordée à la France. A quoy le Comte Servien répliqua que les Ordres de l'Empire avoient permis aux Plénipotentiaires de l'Empereur , de traiter avec les Roys Conféderez , que c'est sur ce piéd que les François avoient traité avec les Imperiaux ; & qu'enfin les Etats n'avoient contredit la satisfaction accordée à la France , que plusieurs années après que l'ou-

Pouvrage avoit été fini. Ce n'est pas assez, continua le Comte Servien, la paix est signée, & le traité porte en plus d'un endroit, qu'on doit regarder comme nulles les exceptions, les déclarations, les titres-mêmes qu'on pourroit opposer aux dispositions d'une transaction si solennelle; d'où il concluoit qu'on ne devoit avoir aucun égard à la protestation des Etats. Ces raisons de l'Ambassadeur de France si opposées aux prétentions des Etats, firent enfin décider que l'unique parti qu'il y avoit à prendre pour ne pas arrêter l'exécution de la paix, c'étoit de laisser-là la déclaration des Etats sans la condamner ni l'approuver. Ainsi tout l'avantage resta du côté de la France, puisque les instances que les Etats avoient tant de fois réitérées pour faire expliquer l'article de la satisfaction de la France, prouvoient assez que la lettre du traité accordoit au Roy la Souveraineté sur toute l'Alsace (d). Toutes ces contestations

E 2

ayant

ayant été heureusement finies, on parvint enfin à l'échange des ratifications, qui se fit le 18. Février 1649 ; mais elles ne calmerent pas pleinement les esprits sur le point de la cession de l'Alsace : comme nous le verrons dans le cours de cette Histoire.

LIVRE XVIII.

A. 1648. **D**Ez que le Nonce Fabio Chigi vit qu'on étoit sur le point de conclûre une paix, qui faisoit par tant d'endroits de si grands torts à la Religion Catholique, il ne voulut plus traiter, ni avec les Plénipotentiaires de l'Empereur, ni avec ceux de France, & il remit aux Secretaires les pièces & les mémoires, qui luy avoient été confiez (a) ; il ne pût cependant s'empêcher de louer le zèle des Ambassadeurs du Roy à soutenir la cause de la Religion. Il avoit été témoin que le Comte d'Avaux s'étoit vû sur le point de rompre avec les Suedois, en s'opposant à l'al-

ter-

(a) Arcan. pacis pag. 459.

ternative de l'Evêché d'Osnabruck en faveur des Protestans, & il avoit vû le Comte Servien insister avec chaleur jusqu'au moment de la signature de la paix, pour le rétablissement de la Religion Catholique dans le Bas-Palatinat. La France rendit de son côté justice au Nonce. Monsieur de la Barde qui l'avoit vû de-près, louë son esprit & sa capacité dans les affaires, & sur tout la sainteté de ses mœurs (b) ; & on le connoissoit à la Cour pour un Prélat à l'épreuve de l'ambition & de l'interêt, incapable d'employer de mauvais moyens pour avancer sa fortune.

Il ne se contenta pas de cesser à Munster de concourir à dresser un traité, qui luy paroissoit si désavantageux à la Catholicité ; mais craignant qu'on ne se prevalût de la part qu'il avoit eue dans les affaires, pour faire croire que le Pape n'étoit pas mécontent de la conclusion d'un ouvrage qui arrachoit à l'Eglise un si grand nombre de bénéfices, il protesta le 26.

E 3

No-

(b) LABARDE pag. 182.

Novembre 1648. contre tout ce qui avoit été accordé au préjudice de la Religion Catholique.

Les Plénipotentiaires du Roy d'Espagne protestèrent de même contre la cession faite à la France, de l'Alsace, du Suntgau & de la Préfecture de Haguenau, & contre la restitution du Bas-Palatinat: étant notoire, pour ne servir des termes de l'acte dressé à ce sujet, & personne ne pouvant douter, disoient ces Plénipotentiaires, que le Roy Catholique est le légitime possesseur du Bas-Palatinat; que sa Majesté & ses prédécesseurs en ont été rendus maîtres par des mandemens Imperiaux; qu'ils l'ont acquis par de grandes dépenses, & qu'ils ont reçu l'investiture de tous les droits & juridiction qui dépendent de cette Province (c).

Confé-
rences de
Nurem-
berg pour
l'exécu-
tion des
traitez.

Ces protestations n'empêchèrent pas qu'on ne procédât à l'exécution de la paix, après qu'elle eut été ratifiée. Nuremberg fut choisi pour y tenir les Conférences. Le Comte de Lamberg s'y rendit dès
le

(c) Apud THULDEN T. 2. p. 1. Dipl. p. 17.

le mois d'Avril 1649. de la part de l'Empereur. Messieurs Volmar & Crane ne tarderent pas de l'y suivre. Le Comte Servien étant retourné à Paris, les intérêts de la France furent confiez au Sieur de la Cour-Grullard, à qui l'on donna pour Collegues les Sieurs François Caset de Vautorte & Charles d'Avaugour. On vit dans ce nouveau Congrès Octave Piccolomini Duc d'Amalfi Général des Troupes de l'Empereur, & Charles-Gustave Généralissime des Armées & Plénipotentiaire de Suede, avec les Députez des Etats de l'Empire.

La minorité du Roy Louis XIV. les troubles causez par les Frondeurs, la prison des Princes, l'Armée d'Espagne qui agissoit presque aux portes de Paris sous les ordres de l'Archiduc Leopold Evêque de STRASBOURG & Gouverneur des Pais-Bas, la guerre civile qui s'allumoit dans le cœur du Royaume ; toutes ces circonstances affoiblissoient le crédit des Députez François, & rendoient leur négociation difficile. Ils tâchoient

de différer la conclusion , dans l'espérance que le tems rendroit leur condition meilleure ; mais ils ne se relâcherent jamais sur aucun point , qui pût donner atteinte à la cession faite au Roy , de la Province d'Alsace.

Les Espagnols étoient maîtres de Franckendal, forteresse du Bas-Palatinat ; ils y avoient une forte Garnison & toute sorte de munitions de guerre. Cette place étoit trop voisine de l'Alsace pour ne pas donner de l'inquietude aux François ; ils sçavoient que les Espagnols n'oublioient rien pour faire entrer l'Electeur Palatin dans leurs intérêts ; que l'Empereur n'avoit cédé qu'à regret des Etats appartenans à la Maison d'Autriche ; que cent fois pendant le Congrès de Westphalie il avoit laissé entrevoir qu'à la premiere occasion il feroit effort pour chasser les François de l'Alsace , où leur domination n'étant pas assez bien établie, il seroit aisé aux Espagnols de jeter la France dans de grands embarras , s'ils s'avissoient de porter
la

la guerre sur le Rhin , dès que la Suede auroit congédié ses Troupes. Toutes ces raisons obligèrent le Sieur de la Cour à déclarer que pour commencer l'exécution de la paix , il étoit nécessaire que les Espagnols remissent Franckendal entre les mains de l'Electeur Palatin , à qui elle appartenoit : rien n'étoit plus juste ; mais la justice n'est pas toujours la règle des décisions , quand il s'agit des intérêts des Princes ; & le Corps Germanique épuisé d'une guerre qui venoit d'être terminée , n'étoit pas d'humeur de reprendre les armes pour forcer les Espagnols à céder. On chercha des temperamens , & on proposa à l'Electeur Palatin de se contenter d'un équivalent, dont il jouïroit jusqu'à ce que Franckendal fût évacuée (*d*). On luy offrit Egre ou Glogow : ces places parurent à l'Electeur trop éloignées de ses Etats , & comme ce Prince portoit ses vûes pour s'étendre du côté de l'Alsace , il demanda Benfeldt , que les Suedois occupoient

Les Espagnols refusent de restituer Franckendal.

E 5 en-

Le Prince
Palatin
demande
Benfeldt.

encor. Les Envoyez de France ne furent pas les seuls , qui rejetterent cette proposition. Le Comte François Egon de Furstemberg s'y opposa de même , en qualité de Député de l'Eglise de STRASBOURG, dont il fut depuis Evêque. Il prévoyoit que si l'Electeur Palatin grand zéléateur du Calvinisme , étoit maître de Benfeldt, l'hérésie retranchée dans cette place infecteroit bientôt tout le diocèse.

A. 1649. Comme les négociations traînoient en longueur , & que les Etats de l'Empire souhaitoient avec impatience le licenciement des Troupes , ils chercherent un moyen propre à donner de la sûreté à la France contre les desseins des Espagnols, qui s'obstinoient à garder Franckendal ; ce fut pour les y obliger que les François & les Etats de l'Empire dresserent de concert & signerent un traité le 24. Septembre 1649 (e), par lequel il fut réglé que pour la sûreté de l'Empire & de la Couronne de Fran-

Traité
entre la
France &
les Etats
de l'Em-
pire.

(e) PUFEND. ibid. §. 90.

France, & accommoder les différens survenus au sujet de Franckendal, l'Electeur de Mayence tiendrait en séquestre au nom de l'Empire & de la Couronne de France, le Château d'Ehrenbreistein, à condition que si le Roy d'Espagne ne rendoit pas Franckendal le 5. Juillet 1650. ce Château seroit remis entre les mains du Roy, qui le rendroit à l'Electeur de Trèves & à son Chapitre, dès que Franckendal seroit restituée à l'Electeur Palatin. Moyennant ces conditions les Envoyez du Roy promirent que sa Majesté seroit évacuer par forme de préliminaire, Mayence, Germersheim, Neustat, Oppenheim, Baccarack, Sarbrück, la Comté de Montbéliard, & quelques autres places. Ce traité fut signé par les Plénipotentiaires de France & les Députés des Etats de l'Empire, parmi lesquels étoit Baltazar Schneider Syndic de Colmar & Bailly de Sainte-Croix, Député des dix Villes imperiales. Cette convention avoit été faite de l'agrément des Ministres

tres Imperiaux , & le Comte de Furstemberg avoit de leur part pressé les Etats de l'Empire de le publier ; mais quand l'ouvrage fut fini , il déplut aux Ministres de l'Empereur qui refuserent de le ratifier.

Bien loin que le Prince Palatin Charles- Gustave Plénipotentiaire de Suede s'offensât de ce refus , il appuya au contraire les instances de l'Electeur Palatin, qui persistoit à demander Benfeldt pour equivalent de Franckendal. Charles-Gustave se croyoit tout puissant auprès de la Reyne Christine , qu'il prétendoit épouser dans quelque tems. Il se soucioit peu des intérêts de la France qu'il voyoit dans l'agitation & dans le trouble ; & l'Electeur Palatin luy étoit fortement recommandé. Ces circonstances jetterent dans l'embarras les Plénipotentiaires de France , qui prévoyoit assez que si l'Electeur devenoit maître de Benfeldt, il ne tarderoit pas de l'échanger avec Franckendal , que les Espagnols céderoient volontiers pour entrer dans

dans une place fortifiée au milieu de l'Alsace, & qui touchoit de si près aux Etats de la Maison d'Autriche, espérant que par cet avantage cette nouvelle conquête de la France deviendrait bientôt le théâtre de la guerre. Ils sçavoient d'ailleurs que l'Electeur Palatin n'étoit pas content de la France, & que dans des affaires de cette nature, on ne devoit pas compter sur des paroles, dont on n'auroit point d'autre garant qu'un écrit signé. Ces réflexions firent résoudre les François à déclarer qu'ils ne pouvoient en aucune façon, consentir que Benfeldt tombât même pour un tems sous la puissance de l'Electeur Palatin, & que plutôt que d'en venir là ils se désisteroient du traité conclu avec les Etats de l'Empire, par lequel ils étoient convenus qu'Ehrenbreistein fût mis en séquestre. Cette déférence des François donna une grande joye à tout le Congrès & hâta la conclusion du traité d'exécution, qui fut signé à Nuremberg le 2. Juillet 1650. par les

Refus
d'échan-
ger Ben-
feldt.

les Ministres Imperiaux & ceux de sa Majesté Très Chrétienne.

A. 1640.
Traité
d'exécution con-
clu.

On convint par ce traité que l'Empereur restitueroit, & évacueroit au premier terme, c'est-à-dire le 10. Juillet; entr'autres places Ehrenbreistein, Franckendal, Offembourg, Fribourg en Brisgau, Willingue & autres, & que le Roy en même tems feroit évacuer, Mayence, Magdenbourg, Germersheim, Heilbron, Montbéliard, Horbourg, Reichenwihr, Neubourg sur le Rhin, dont les fortifications seroient rasées, Porentruy & la Ville & Prevôté de St. Ursicin. On ajouta que l'Empire feroit ce qu'il pourroit conformément au traité de paix pour procurer l'évacuation de Franckendal; mais qu'en cas qu'il ne pût l'obtenir pour le terme marqué, Heilbron seroit donnée pour caution à l'Electeur Palatin. Il fut réglé de plus que les fortifications de la Ville de Benfeldt seroient rasées au premier terme, aussi bien que celles du fort de Rhinau.

Le second terme fut fixé au 24.
Juil.

Juillet, auquel jour on devoit restituer de la part de l'Empereur Landstat, Harmenstein, Hombourg où le Duc de Lorraine tenoit Garnison ; & de la part du Roy Très Chrétien entre autres places, Spire, Worms, Dachstein, Saverne & le Château d'Hohenbaar , & que les fortifications de ces deux derniers lieux seroient rasées.

Au troisième terme fixé au 7. Août, devoient être restitués par l'Empereur Sybourg, Beinbourg, Landskron , & de la part du Roy Très Chrétien Waldshout, Seckingue , Lauffembourg , Rhinfeldt , Stollhoffen, Haguenau & Landau.

Les Ministres du Roy ne craignirent pas de consentir à l'évacuation de plusieurs places, telles qu'étoient Landau, Haguenau, Saverne, renfermées dans l'Alsace , cédées à sa Majesté par le traité de Munster : prétendant sans doute que comme l'Empereur en s'obligeant d'évacuer Offembourg, Fribourg en Brisgau, Willingue & d'autres places ne donnoit aucune atteinte à la Souveraineté de l'Empereur &
de

de l'Empire sur tous ces lieux, la France pouvoit de même pour le bien de la cause commune & la tranquillité de ses voisins, user de condescendance en retirant ses Garnisons de quelques places d'Alsace, sans blesser les droits de la Souveraineté qui luy étoit acquise sur le Lândgraviat de la Haute-& Basse-Alsace, & sur la Préfecture de Haguenau. Ainsi finit le fameux traité de Munster conclu entre l'Empereur, l'Empire & sa Majesté Très Chrétienne.

Traité
avec la
Suede

Les Plénipotentiaires de France n'eurent aucune part au traité qui fut presqu'en même tems conclu entre l'Empereur, l'Empire & la Suede, pour l'exécution du traité d'Osnabruck. On y comprit cependant dans la répartition des cinq millions de Reichsdales promis à la Milice Suedoise, quelques Villes & quelques Etats d'Alsace. L'Evêque de STRASBOURG, les Abbez de Mourbach & de Munster au Val-St.-Gregoire, les Prevôts de Seltz, & de Weissembourg, le Baron de Fleckenstein, les Villes de

de STRASBOURG, Keifersberg, Turkheim, Munster au Val-St.-Gregoire, Ober-ehenheim, Colmar, Scelestat, Haguenau, Weissebourg, Landau y furent cottisées à certaine somme. C'étoit un payement que la Suede exigeoit pour les frais d'une guerre qu'elle avoit soutenue contre l'Empire, dans un tems où ces Villes & ces Etats en faisoient partie. La France n'avoit garde de s'opposer au payement de cette espèce d'arrerages dû à son Allié. On suivit les anciennes matricules de l'Empire, la France se réservant le droit de les faire réformer, quand elle seroit en pleine possession des Etats qu'on venoit de luy céder: elle n'eut de même aucune part au traité du 2. May 1650. où on régla les prétensions des Consorts de la Confession d'Augsbourg dans Haguenau, Weissebourg & Landau. Toutes ces dispositions faites à l'insçu & sans le consentement du Roy, furent regardées comme des arrangements informés & peu solides qui n'engageoient en rien sa Majesté,

jesté, & dont on ne pourroit dans la suite exiger l'exécution sans le concours de son autorité.

Mort
d'Erlach
Gouver-
neur
de Bri-
sach.

On espéroit qu'après des négociations si longues & un traité concerté avec tant de soins, l'Alsace commenceroit enfin à goûter les douceurs de la paix; mais elle se vit bientôt sur le point d'être troublée à l'occasion de la mort d'Erlach Gouverneur de Brisach. Il étoit de l'une des familles nobles que la Ville de Berne avoit conservées, lorsque s'érigeant en République, elle se défit généralement de tout le reste de la Noblesse. Erlach qui n'étoit pas riche, avoit épousé une Demoiselle de sa famille, qui avoit beaucoup de bien. S'étant ensuite attaché au Duc Bernard de Weymar, il n'épargna ni sa bourse, ni celle de ses amis, ni celle de sa femme pour aider le Duc dans son entreprise sur Brisach. Ce fut pour le récompenser de cet important service, & rendre en même tems justice à son mérite que le Duc Bernard luy donna le Gouvernement de
cette

cette place. Le Roy le conserva dans cet employ après la mort du Duc, & Erlach s'y signala toujours constamment par sa fidélité & son zèle pour le service de sa Majesté (f) Erlach n'avoit que trois filles. Le Prince de Condé mécontent de la Cour voulant s'emparer de Brisach, ou du moins faire en sorte qu'elle fût entre les mains d'un homme dont il pût disposer, tâcha de ménager le mariage d'une de ces Demoiselles avec un de ses Confidens. Mais à peine Erlach eut-il les yeux fermés que Charlevoy Lieutenant-de-Roy dans Brisach, donna à la Cour avis de cette intrigue, avec des assurances qu'il veilleroit avec soin à tout ce qui pourroit convenir à la gloire de sa Majesté, & aux intérêts de l'Etat.

Charlevoy avoit été Aide-de-Camp du Maréchal de Guébriant. voy Lieutenant-
de-Roy
dans Bri-
sach.
Devenu habile dans le métier de la guerre sous un si grand maître, il avoit donné des preuves de sa valeur en diverses occasions, & sur

F 2

tout

tout au siège de Brisach, où il emporta l'épée à la main, un ouvrage qui couvroit le pont, & coupa par-là aux assiégés la communication avec l'Alsace. Cet exploit & ses autres services luy méritèrent la charge de Lieutenant-de-Roy, qu'il remplit toujours dans Brisach avec beaucoup de sagesse & de dextérité à se ménager l'esprit des Allemands, qui composoient en partie la Garnison. La charge dont il étoit revêtu & son attachement pour le service du Roy dont il venoit de donner des marques, en découvrant les intrigues de Monsieur le Prince, luy firent croire qu'on ne pouvoit sans luy faire injure, luy refuser le Gouvernement qui venoit de vaquer par la mort d'Erlach. Mais la Cour avoit d'autres vûes ; elle nomma pour remplir ce poste important, le Sieur de Tilladet Maréchal de Camp & Gouverneur de Bapaume. Il y a apparence que Monsieur le Tellier Secrétaire d'Etat & parent de Tilladet eut bonne part à ce choix, & qu'il luy fut aisé d'in-

nûer

nüer au Cardinal Mazarin, que dans les troubles dont la France étoit alors agitée, il étoit nécessaire de s'affûrer de Brisach en la confiant à un homme sûr, & qui pût dans l'occasion donner retraite au Cardinal & à ses partisans, au cas qu'il fallût pour un tems se mettre à couvert des orages dont ils étoient menacez. L'intérêt propre se fait toujours écouter ; ces raisons persuaderent le Ministre, & Tilladet fut nommé Gouverneur. Charlevoÿ offensé de cette préférence, fit part de son chagrin à Erlach neveu du feu Gouverneur ; vous êtes, luy dit-il, Maréchal de camp & Colonel d'un Régiment Allemand, qui est actuellement dans la place ; les forces ne nous manqueront pas, & en cas de besoin il nous sera aisé de trouver du secours chez nos voisins : il ne s'agit que de prendre la résolution de partager entre nous deux le commandement de Brisach, & de nous accorder à ne recevoir aucun Gouverneur, qui vienne nous enlever un poste qui est dû à nos services & à ceux de

Mécon-
tente.
ment de
Charle-
voy.

vôtre Oncle. La proposition étoit trop flateuse pour être rebutée par un étranger. Le complot fut fait, & tous deux de concert écrivirent à Monsieur le Tellier, qu'ils avoient résolu de fermer les portes de Brisach à celui qui se présenteroit pour en être Gouverneur.

Le Cardinal Mazarin, qui étoit alors en Bourgogne avec la Cour, dépêcha Bauffan, Eyraud & Milet pour aller rompre un si dangereux complot, & ramener dans leur devoir Erlach & Charlevoy. Erlach se laissa gagner, & moyennant dix-mille écus qu'on luy compta, il quitta Brisach pour aller à Berne jouir de sa fortune dans une vie tranquille. Charlevoy tint plus ferme, & il ne se laissa pas même ébranler par les sollicitations de la Maréchale de Guébriant, qui luy écrivit des lettres très pressantes pour l'engager à ne s'opposer pas aux desseins de la Cour. Charlevoy se souvenoit de l'amitié que le Maréchal de Guébriant avoit eu pour luy, & des graces qu'il en avoit reçues. Le mérite de la Da-
me

me faisoit impression sur luy ; il connoissoit son esprit & le crédit qu'elle avoit à la Cour : mais ces motifs disparoissent aisément aux yeux d'un homme de guerre , quand il s'imagine qu'on blesse son honneur , & qu'on arrête sa fortune. Cependant Bauffan & ses Collegues ne quittant pas prise , présenterent à Charlevoy une lettre du Roy , par laquelle sa Majesté l'assûroit qu'elle le laisseroit dans sa charge de Lieutenant-de-Roy, & qu'elle ne feroit sur ce point aucun changement qui pût luy faire peine. La Cour eut la condescendance de faire avec Charlevoy cette espèce de composition , parceque la guerre civile , qui étoit allumée en France, faisoit craindre qu'il ne prît des mesures dans l'Empire pour garder cette place en propre , en relevant seulement de l'Empereur. Quoy qu'il en soit Charlevoy touché d'une part de la bonté que Sa Majesté luy témoignoit , & d'une autre côté envisageant les suites d'une plus opiniâtre résistance , se détermina d'aller

Sage conseil du
Sieur de
Maroles.

à Soleure , pour y prendre conseil du Marquis de Maroles , qui étoit Ambassadeur en Suisse , & apprendre de luy si on pouvoit prudemment s'en fier au Cardinal Mazarin , & si son Eminence étoit en état de faire garder la promesse que sa Majesté venoit de faire. Le Marquis , qui n'avoit en vûe que le bien de l'état , luy répondit que son devoir ne devoit pas dépendre de la fortune du Cardinal ; mais qu'il luy conseilloit de s'attacher uniquement à donner à son Roy des marques de sa fidélité , & mériter par-là sa considération & son estime. Charlevoy se rendit à cette règle du véritable honneur , & consentit de recevoir dans Brisach le Sieur Tilladet.

Tilladet
Gouverneur de
Brisach.

L'Affaire parut apaisée ; mais il étoit difficile que le nouveau Gouverneur & le Lieutenant de Roy vecûssent longtems dans une grande intelligence. De Tilladet comptant sur le crédit qu'il avoit en Cour , tâcha d'affoiblir celui que Charlevoy avoit dans Brisach. Il ménagea par ses largesses les Trou-

Troupes Allemandes qui faisoient le plus petit nombre de la Garnison , & les mit insensiblement dans ses intérêts ; il entraîna en même tems dans son parti quelques Capitaines du Régiment même de Charlevoy ; qui s'étant aperçu de ces mauvaises manœuvres , obligea deux Officiers qui luy étoient suspects de sortir de Brisach , & fit hautement éclater son ressentiment. Alors les deux chefs cessèrent de garder des mesures ; il n'y eut plus de déference dans l'un , ni d'obéissance dans l'autre. La discorde enfin se porta à de telles extrémitez , que le Sieur de Tilladet quitta la partie , & obtint de la Reyne la permission de se retirer.

Ce contretems fit changer le dessein , que le Cardinal Mazarin avoit , à ce qu'on dit , formé d'aller chercher un azile à Brisach , en cas qu'il se vit obligé de quitter la Cour & de céder au plus fort. Il y fut en effet contraint ; il sortit de Paris le 6. Février 1651. & après avoir été au Havre tirer luy-même

Retraite
du Cardi-
nal Ma-
zarin.

les Princes de prison, il traversa la Picardie & une partie de la Champagne, & s'avancant toujours du côté de l'Alsace, il vint à Clermont, où il fut reçu par le Maréchal de la Ferté-Senecterre avec toutes les marques d'honneur (g). Là le Cardinal ne délibéra pas longtems sur le parti qu'il avoit à prendre. La mesintelligence du Gouverneur & du Lieutenant-de-Roy de Brisach le déterminèrent à profiter de l'offre que l'Electeur de Cologne luy avoit faite, de luy donner un azile dans ses Etats. Son Eminence se rendit en effet à Bruel petite Ville entre Bonne & Cologne à deux lieues du Rhin. Elle n'y demeura pas oisive; car outre qu'elle y faisoit secretement des levées pour le Roy, elle donnoit encor par ses conseils mouvement aux affaires de l'Etat.

Intrigues
de la Ma-
rêchale
de Gué-
briant au
sujet de
Brisach.

La Maréchale de Guébriant, qui étoit entrée dans la confiance du Cardinal au sujet de Brisach, ap-
pre-

prenant que le Sieur de Tilladet n'avoit pu s'y soutenir, écrivit à son Eminence qu'elle avoit espérance d'engager Charlevoy de sortir de Brisach, si la Cour luy ordonnoit de s'y transporter. La proposition étoit singulière, mais cette Dame avoit un génie supérieur, & joignoit à une forte passion pour les actions d'éclat, beaucoup de ces grands talents, qui distinguent une habile femme; elle les avoit fait connoître du vivant de son mary le Maréchal de Guébriant, dont elle appuyoit avec succès le mérite à la Cour, tandis qu'elle y travailloit avec ardeur pour sa propre fortune. Déjà la Reyne & le Cardinal Mazarin, parfaitement d'accord sur l'estime qu'ils faisoient de son habileté, l'avoient choisie pour conduire en Pologne avec la qualité d'Ambassadrice extraordinaire, la Princesse Marie de Gonzague qui venoit d'épouser à Paris par procureur Udaliskas Roy de Pologne. La Maréchale soutint la nouveauté de ce caractère avec tout l'esprit, toute la prudence & toute

toute la grandeur qu'il demandoit. Je ne sçay si c'étoit pour faire croître la réputation qu'elle s'étoit faite dans le monde d'une Dame importante, ou par un vray zèle pour le service de l'État, qu'elle forma le dessein de faire sortir Charlevoy de Brisach. Monsieur de Maroles qui me paroît plus croyable que tout autre sur le chapitre de cette Dame, & mieux instruit de ses intrigues, prétend qu'elle avoit en vûe de se faire un petit Etat en Alsace, & de trouver par-là le moyen de se faire payer des sommes que le Roy luy devoit. Il n'est pas aisé de démêler les secrets ressorts, qui donnent le mouvement aux grandes affaires. Un Historien ne peut gueres décider sur les motifs; ce sont les événemens qui doivent occuper sa plume.

Elle part
pour l'Al-
face.

Quoy qu'il en soit la proposition de la Maréchale fut agréée du Cardinal Mazarin, & la Reyne ne tarda pas de donner ses ordres pour le voyage d'Alsace. La Dame partit de Paris avec une nombreuse suite; & dès qu'elle approcha de Brisach,

fach, Charlevoy vint au-devant d'elle, & la reçut dans sa place avec toutes les marques de la plus grande distinction. La Maréchale y séjourna quelque tems, mettant tout en œuvre pour persuader à Charlevoy, d'obéir au Roy & d'acquiescer aux volontez de la Reyne & aux instances du Cardinal. Il n'y va pas seulement de vôte honneur, luy disoit-elle, de sortir de Brisach puisque le Roy l'ordonne; mais cent mille livres vous seront comptées au moment que vous aurez pris le parti d'obéir. Ne croyez pas même qu'on ait dessein de vous déplacer; on peut prendre un expédient propre à contenter la Cour, & à vous conserver le commandement dans Brisach. J'espère même que la reconnoissance que vous avez pour tous les bons offices que vous avez reçus de Monsieur le Maréchal, vous fera goûter l'expédient que je veux vous proposer. J'obtiendray, continuoit-elle, de la Reyne & du Cardinal que je feray moy-même Gouvernante dans Brisach. Mais le commandement

Elle aspire au Gouvernement de Brisach.

dement vous en fera réservé, à condition que vous donnerez parole que vous ne remettrez jamais la place qu'à moy. Ne comptez pas au reste sur une guerre civile; si elle s'allume l'incendie ne sera pas de durée. Le Roy touche à sa Majorité, & vous connoissez l'attachement qu'a la nation pour son légitime Souverain. Si vous vous obstinez contre ses ordres, dès que les troubles seront apaisez, il tournera contre vous toutes ses forces, & je ne voy pas trop quelles seroient alors vos ressources; prenez le parti tout-à-la-fois le plus sûr & le plus glorieux pour vous, & faites en sorte qu'on vous sçache gré de vôtre obéissance. Je vous le répète; il y a cent mille livres qui vous sont assurées; chaque Capitaine aura mille écus, & vos Soldats un mois de paye. Ce discours n'enchantait pas Charlevoy; il dissimula ce qu'il pensoit, & il attendit que le tems luy fit connoître le parti qu'il devoit prendre.

La Maréchale lassée de voir que sa négociation n'avançoit pas, retourna

tourna en France , & jelle se retira à Moret , terre appartenante au Marquis du Bec son neveu. Elle n'étoit pas d'humeur à demeurer longtems dans la solitude. Brisach luy tenoit au cœur ; ayant trouvé moyen de s'abboucher avec Siron l'un des plus ardens Emissaires du Cardinal , elle s'entretint avec luy des dispositions de Charlevoy ; il fera par honneur ce qu'on luy demande , disoit-elle , mais il est retenu par la crainte d'une guerre civile. Si son Eminence le desire, je retourneray à Brisach pour obtenir de Charlevoy ou de gré ou de force, ce qu'on attend de luy. Le Cardinal goûta ce nouveau projet ; mais il voulut que Siron & des Fourneaux fussent du voyage, pour aider la Maréchale de leurs conseils , & peut-être pour prendre sans elle des mesures plus propres à rappeler Charlevoy à son devoir. Dès que ce second voyage fut résolu , Siron pria instamment Madame de Guébriant de prendre au nombre de ses femmes une certaine veuve , dont il connoissoit les talents.

lents. Siron étoit de ces gens qui se persuadent que la galanterie est d'un grand secours dans une négociation, & qui comptent pour rien des crimes colorez du prétexte, que tout est bon pourvû qu'on réussisse. La Maréchale demeura tout l'hiver à Brisach, sans trop presser sa négociation, se contentant d'insinuer à Charlevoy des maximes d'honneur, de fidélité & de devoir qu'elle soutenoit par de grandes promesses, s'il s'attachoit au Roy. La veuve fit de plus grands progrès sur l'esprit de Charlevoy; il l'aima jusqu'à s'affliger quand on parloit de retourner en France. La Maréchale s'en apperçut, & profita de la conjoncture, pour insister plus ouvertement sur la cession du Gouvernement de Brisach. Charlevoy luy répondit qu'il étoit prêt de faire ce qu'elle desiroit; mais que les lettres qu'elle avoit obtenues ne luy paroissent pas suffisantes pour abandonner la place, ajoutant que tous ses amis jugeoient qu'il étoit nécessaire qu'elle obtint des lettres patentes en

en meilleure forme , sur tout dans un cas aussi extraordinaire, où il s'agissoit de donner à une Dame le Gouvernement d'une forteresse.

Cette défaite picqua vivement la Maréchale, & luy fit prendre le parti d'arracher par force, ce qu'il ne vouloit pas accorder à ses remontrances. Le Cardinal Mazarin étoit retourné à la Cour dès le commencement de Février 1652, où il avoit plus d'autorité & plus de crédit qu'auparavant. La Maréchale luy écrivit qu'il devoit se défier de deux Officiers de Brisach qui s'étoient rendus auprès de luy, sous prétexte de solliciter le payement de la Garnison, mais au fond pour examiner de près & par eux-mêmes la situation des affaires de l'Etat. Elle ajoutoit que son avis étoit qu'on arrêtât ces deux Officiers & qu'on se feroit même de Charlevoy. Le Cardinal approuva ce conseil; mais l'exécution n'en étoit pas aisée, sur tout par rapport à Charlevoy que les Officiers & les Soldats & la Garnison, qui avoient vieilli avec luy sous les armes, aimoi-

II. P. 3. T. G ent

ent & respectoient comme leur pere.

Cependant le Sieur de Champagne Comte de la Suze, Gouverneur de BÉFORT, fit donner avis à Charlevoy, qu'il devoit se défier de la Maréchale, & qu'elle tramoit contre luy de secretes intrigues (b). Cet avis ne put donner de la défiance à un esprit trop prévenu en faveur de la Dame, & trop passionné pour la Veuve. On ne parloit à Brisach & on ne pensoit qu'à des parties de plaisir. Le jour étant venu où l'on vouloit enlever Charlevoy, on trouva moyen de faire sortir de la place le plus grand nombre des Colonels. Bouillac luy-même Lieutenant-Colonel du Régiment de Charlevoy s'en absenta. Volter Colonel d'un Régiment Allemand, & Moiroux Intendant en Alsace pour Monsieur le Comte d'Harcourt, entrèrent dans le complot. Tout étant ainsi disposé, on proposa une partie de plaisir à Charlevoy dans une maison de campagne à trois lieues de la Ville. Il y alla avec la Veuve & un grand

Charlevoy est enlevé.

(b) LABARDE pag. 739.

grand nombre d'Officiers. La Maréchale ne voulut pas s'y rendre, sous prétexte qu'une affaire luy étoit survenuë. Siron se trouva sur la route avec un corps de Cavalerie, Charlevoy fut enlevé, & mené prisonnier à Philisbourg dont le Comte d'Harcourt étoit Gouverneur. Cette nouvelle jetta l'alarme dans Brisach: il n'y étoit resté qu'un seul jeune Colonel, qui fit d'abord mettre son Régiment sous les armes, à qui il confia la garde des portes; il fit entourer le logis de la Maréchale, & il eut peine à contenir les Soldats qui vouloient égorger & la Maréchale & la Veuve, qui avoient tendu le piège à leur Commandant. Les Colonels & Bouillac étant rentrez dans la place, firent d'abord sortir la Maréchale qui se retira à Neubourg & de-là à Bâle (i).

Elle ne fut pas abbatuë par la honte de se voir chassée de Brisach. La Maréchale se retire à Bâle.
 A l'entendre & à lire les lettres qu'elle écrivoit de toutes parts, on eût dit qu'héritière du courage & du génie du Maréchal son mary, elle luy avoit succédé dans la charge

G 2

(i) Idem pag. 737.

charge de Général d'Armée. Elle débitoit avec un ton qui la faisoit croire , qu'elle alloit prendre à sa solde la Cavalerie que le Marquis de Brandebourg avoit licentiee; que le Maréchal de la Ferté viendrait à son secours , & que la Fougé qui commandoit en Alsace la Cavalerie Lorraine , étoit prêt d'obéir à ses ordres. Les Suisses la crurent , & vinrent la supplier que les Troupes de Lorraine & de Brandebourg n'entraissent pas dans les terres des Cantons. Cependant elle étoit secrètement agitée par une violente crainte, que Bouillac & la Garnison de Brisach qu'elle avoit irritée , ne prissent des mesures pour céder la place à qui voudroit la bien acheter. Elle avoit d'ailleurs peu d'argent , & personne qui pût l'aider de ses conseils ; dans cet embarras elle écrivit à Monsieur le Marquis de Maroles pour le prier de venir conférer avec elle, luy ajoutant que Siron étoit un homme trop vif & d'une opiniâtreté qu'on ne pouvoit vaincre. Le
Mar-

Marquis trouva son excuse dans cet aveu. Nôtre entrevûë seroit inutile , luy répondit-il , puisque celui qui vous a été donné pour conseil est de caractère à ne pas se rendre à nos raisons.

Tandis que la Maréchale se donnoit tous ces mouvemens , ses desseins furent entierement déconcertez par Moiroux qui prenoit soin en Alsace des affaires du Comte d'Harcourt. Pour mettre mon lecteur au fait , il est nécessaire de reprendre les choses de plus haut. ^{Le Comte d'Harcourt} Incontinent après la paix de Munster le Roy ayant égard aux importants services que luy avoit rendu , ^{comman-} Henry de Lorraine Comte d'Harcourt , Grand-Ecuyer de France & Lieutenant-Général dans les Armées de sa Majesté , luy donna la charge de Gouverneur & de son Lieutenant-Général en Haute- & Basse-Alsace , avec l'Office de Grand-Bailly de Haguenau (k). Il en reçut les provisions datées du 20. Avril 1649. Cette date fait connoître l'erreur qui s'est glissée

• G 3 dans

(k) Acta Colmar. pag. 51.

dans les mémoires attribuez à Madame de Nemours (1). Ils disent que le Comte d'Harcourt avoit été fait Gouverneur de Brisach, pour récompense d'avoir mené les Princes au Havre. Le Comte ne fut jamais Gouverneur de Brisach, & les Princes ne furent faits prisonniers qu'en 1650, près d'une année après que le Comte eut reçu ses provisions pour le Gouvernement d'Alsace: revenons à l'affaire de Charlevoy.

Le Comte de Cerny commandoit à Philisbourg en l'absence du Comte d'Harcourt Gouverneur de cette place. Moiroux s'y rendit dès qu'il sçut que Charlevoy y étoit prisonnier. Là de concert avec le Comte de Cerny il persuada au prisonnier que n'ayant rien à espérer du Roy ni du Cardinal Mazarin, qui sans doute avoit été offensé de sa résistance, il devoit recourir au Comte d'Harcourt, & luy livrer la Ville de Brisach, & par-là, en la cédant à un Prince du caractère du Comte d'Harcourt, dont toute l'Europe connoissoit la générosité,

se

(1) Mém. de Nemours pag. 137.

se conserver une place où il auroit toujours les mêmes avantages & la même autorité. Charlevoy qui sentoit déjà l'ennuy d'une prison, consentit à ce qu'on luy proposoit, & ayant pris avec Moiroux les mesures qu'il jugeoit nécessaires pour l'exécution de ce dessein, le Comte de Cerny se rendit à Brisach sous prétexte d'y appaiser les troubles (*m*). Il parla d'abord avec beaucoup d'honnêteté à Bouillac & aux autres Colonels, & il tâcha de gagner les Soldats. Mais la Garnison craignant qu'on ne voulût luy tendre un piège, & se défiant de ce que leur Commandant avoit écrit dans un lieu où il n'étoit pas en liberté, tous conclurent à retenir le Comte de Cerny dans Brisach, jusqu'à ce qu'on leur eût rendu Charlevoy.

Le Comte
de Cerny
détenu
prison-
nier à Bri-
sach.

La Maréchale informée de ce nouvel incident, comprit qu'il luy seroit difficile de conserver le prétendu Gouvernement de Brisach. Une pareille Charge ne con-

venant guerres à une personne de son sexe, elle s'en démit en faveur de son neveu le Comte de Moret-du-Bec, à qui le Roy en accorda les provisions. Ce Comte vint en diligence en Alsace, & ayant conféré à Bâle avec sa tante, il se présenta ensuite à Philisbourg dont on luy refusa l'entrée. On ne voulut pas même luy accorder la permission de parler à Charlevoy. Il essaya à Brisach un pareil refus. Tandis que la Maréchale cherchoit de nouveaux expédiens, le Marquis d'Arson fils du Comte de Cerny, parut inquiet de la détention de son pere, & feignant de craindre que la Garnison de Brisach ne se portât à de plus grandes extrémitez, il ordonna qu'on ramenât Charlevoy à Brisach, où le Comte de Cerny resta. La Maréchale voyant que son entreprise avoit échouée écouta son dépit, & elle engagea la Cavalerie de Brandebourg dont nous avons parlé, & les Troupes de Lorraine que la Fougé commandoit, à fatiguer la Garnison de Bri-

Brifach , en l'empêchant d'aller au fourage, & de tirer de la Campagne les contributions & les vivres, dont elle avoit besoin. Ces ordres sont toujours reçus avec agrément par les Soldats, qui courent volontiers à la proye que d'autres prétendent ravir. Le païs d'alentour exposé à ces rapines , inquiéta les Suisses qui en son voisins; ils s'assemblerent à Bâle, où ils conclurent que douze mille hommes se tiendroient prêts à marcher, & qu'on feroit dans tous les lieux de la frontiere des retranchemens propres à mettre en sûreté les bornes de Bâle & celles de l'Evêché. Monsieur de Maroles Ambassadeur en Suisse fit des remontrances sur ce decret de la diète; mais il n'insista pas beaucoup, sçachant que les Suisses n'exécutent pas aisément ce qui leur doit coûter quelque dépense. Ces résolutions des Suisses ébranlerent la fermeté de la Maréchale qui sortit enfin de Bâle & de l'Alsace. On parla beaucoup du mauvais succès de ses vastes desseins; elle n'en fut pas déconcertée, son

La Maréchale sort de Bâle.

adresse & son mérite luy donnerent toujours crédit à la Cour; elle fut même désignée quelques années après pour être la première Dame d'honneur de la Reyne Marie-Thérèse; mais la mort la surprit à Périgueux le 2. Septembre 1659. pendant le voyage que fit la Cour en Guyenne, dans le tems où cette Dame espéroit de prendre bientôt possession de sa nouvelle dignité; car on ne doutoit plus alors du mariage du Roy avec l'Infante d'Espagne (n).

A peine la Maréchale de Guébriant fut sortie d'Alsace, qu'une autre Dame y parut sur la scène; mais elle n'entreprit pas comme elle d'y faire le personnage d'une guerrière. C'étoit Marguerite du Cambout de Pont-Château épouse de Monsieur le Comte d'Harcourt, Dame également distinguée par sa vertu & par sa naissance. Le Comte l'envoya en Alsace pour préparer les voyes à l'exécution du dessein qu'il avoit formé, de venir commander dans Brisach. Cette place

La Comtesse d'Harcourt vient en Alsace.

(n) Idem pag. 739.

place luy paroïſſoit dûë à ſa dignité de Gouverneur de la Haute- & Baſſe-Alſace. Il ſe perſuadoit qu'on ne devoit pas la reſuſer aux importans ſervices qu'il avoit rendus au Roy & au Cardinal Mazarin. C'eſt luy qui arrêta en Guyenne les progrès du Prince de Condé en l'obligeant de lever le ſiège de Cognac , & prenant la Reole qui étoit défenduë par un des plus zéléz partifans du Prince. Dès que Madame d'Harcourt fut en Alſace , elle travailla à faire ſortir de Bâle, Girole qui avoit été Tréſorier Général de Briſach & de toute la Province, & qui s'étoit hautement déclaré pour le Prince de Condé. Il n'en fallut pas davantage pour le rendre ſuſpect à la Comteſſe: elle écrivit aux Magiſtrats de Bâle pour les engager à contraindre Girole de ſe retirer de leur Ville; ils réſiſterent quelque tems , & ils n'en vinrent-là qu'après que le Marquis de Maroles eut déclaré aux Suiffes, qu'il n'étoit pas de l'intérêt du Roy que Girole trouvât auprès d'eux un aſile.

Le

Le Comte
d'Harcourt vi-
ent en
Alface.

Le Comte d'Harcourt quitta en suite la Guyenne sur la fin de Décembre 1652. ayant laissé le Commandement de son Armée au Comte de l'Isle-Bonne son neveu, fils du Comte d'Elbeuf. Il vint en Alface où il trouva les esprits disposez à luy permettre l'entrée de Brisach, sur la promesse qu'il fit à Charle- voy de luy ménager un accommodement avantageux (o). Comme le Comte étoit mécontent de la Cour, & qu'il tenoit au Duc de Lorraine pas les liens du sang, & qu'il étoit d'une réputation extraordinaire par sa valeur, on craignit qu'étant à Brisach il n'y prit des engagements contraires aux intérêts du Roy. Les Archiducs d'Inspruck, le Duc de Lorraine & le Roy d'Espagne firent en effet tenter la fidélité du Comte, à qui ils promettoient de tres grands avantages, s'il vouloit leur remettre Brisach. On crut même alors que c'étoit pour donner à ce dessein quelque couleur de justice, que l'Archiduc d'Inspruck Chales-Ferdinand en- voya

(o) Idem pag. 799.

voya à Melun des Députez pour presser le Roy de luy payer les trois millions, qui luy étoient accordés par le traité de Munster (p); comme s'il avoit ignoré que le Roy n'étoit tenu de les payer qu'après que sa Majesté Catholique auroit renoncé à tous ses droits sur l'Alsace.

Ces intrigues des ennemis de la France inquiétoient le Cardinal Mazarin : mais il ne tarda pas d'avoir le plaisir de voir le Baron de Milet & l'Abbé de la Charente venir luy proposer de la part du Comte d'Harcourt, le moyen de pacifier les troubles d'Alsace. Tout étoit presque réglé, & on publioit déjà que le Comte en remettant Brisach au Roy, se contenteroit du Gouvernement d'Anjou & de la Fère en échange de celui qu'il avoit en Alsace (q). Mais cette négociation fut rompue par un avis qu'on donna au Comte : on luy manda qu'on vouloit arrêter le Comte d'Armagnac son fils aîné, qui

A. 1653.

(p) Mém. d'Avaux. pag. 149. (q) Hist. du Min du C. Mazarin Tom. 2. p. 97.

Il s'établit dans Brisach.

qui faisoit ses études à Paris. Cet avis, peut-être mal fondé, trouva créance dans l'esprit d'un pere déjà prévenu contre la Cour. Le Comte fit venir secretement son fils à Brisach & ne voulut plus entendre parler d'accommodement. De là les soupçons & les défiances. Malgré les propositions que firent au Comte les ennemis du Roy, il ferma l'oreille à tout ce qui pouvoit blesser son honneur & la fidélité qu'il devoit à sa Majesté. Il se contenta de se bien établir dans Brisach & dans toute la Province, non seulement en payant luy-même les Garnisons, mais en se rendant maître de quelques petites places, telle qu'étoit Thann, en attendant que les orages de la minorité fussent dissipés & que la France eût repris son ancien calme. Il profita même de la situation où il se trouvoit pour se faire reconnoître Grand-Bailly de Haguenau, & se mettre en possession de la Landvogté ; cette affaire fut ménagée par Moiroux qui y trouva d'abord de la résistance de la
part

part des dix Villes. On prétend même qu'on fit enlever le troupeau de Colmar pour réduire cette Ville à son devoir (r) Le Com-^{Il est re-}te d'Harcourt fut reconnu Grand-^{connu}Bailly, & ce Prince donna de son^{Grand-}côté aux dix Villes des réversales^{Bailly de} ou des lettres de reconnoissance da-^{Hague-}tées du 11. Juillet 1653. par lesquelles il déclare que la Landvogté ayant été cédée au Roy par le traité de Munster, avec tout ce qui en a dépendu de tems immémorial, sa Majesté luy à accordé des provisions pour l'administrer ainsi qu'elle la été cy-devant par les autres Landvogts, particulièrement par les Comtes Palatins, & les Archiducs d'Autriche (s). Il s'engage ensuite à laisser les dix Villes Imperiales qui dépendent de la Préfecture, dans leurs franchises, possessions, libertez & immédieté envers le Saint-Empire, comme elles l'ont eu de tout tems, & même de les y conserver & maintenir. Le Roy ne s'étoit pas
ainsi

(r) PFANNER Hist. Comit. L. pag. 352.

(s) Acta Colmar.

ainsi expliqué dans les provisions qu'il accorda au Comte en 1649. ni dans les lettres que sa Majesté écrivit aux dix Villes le 27. Septembre 1651. De là vient que la Cour dans la suite réforma les reversales que le Comte avoit données sans son agrément, & même à son insçu ; & les dix Villes de leur côté s'en plainquirent dans les diètes comme nous le verrons bientôt.

Après que le Comte eut fait cette démarche, le Cardinal crût qu'il étoit tems de prendre des mesures pour empêcher qu'il ne se fît rien en Alsace contre les intérêts de sa Majesté. Jusqu'alors son Eminence avoit tiré la négociation en longueur, parcequ'elle esperoit que le Comte manqueroit bientôt d'argent, & que ne pouvant plus payer la Garnison, elle se revolteroit contre luy. Il falloit d'ailleurs régler dans le traité les intérêts de Charlevoy, qui partageoit l'autorité du Comte dans Brisach. Enfin on s'assura que le Comte aimoit trop

trop la gloire, pour prendre aucun engagement avec les ennemis de l'Etat (t). Ces raisons avoient retardé la négociation; cependant le Cardinal voyant que le crédit du Comte augmentoit en Alsace, il envoya à Brisach son Capitaine des Gardes le sieur de Monlesunde Besmeaux, sous prétexte d'avancer le traité, mais au fond pour assurer Philisbourg, où il fit entrer des Troupes à l'insçu du Comte d'Harcourt qui en étoit Gouverneur. On défendit ensuite à tous les Officiers de la Grande-Ecurie du Roy de recevoir les ordres du Comte, en qualité de Grand-Ecuyer de France; & le Maréchal de la Ferté fut commandé pour mener l'Armée du Roy en Alsace, avec ordre de s'y saisir des places que les Partisans du Prince de Condé & du Comte d'Harcourt y tenoient encor, & forcer par là le Comte de se rendre aux conditions qu'il plairoit à la Cour de luy accorder. Les ar-

II. P. 3. T. H mes

(t) Hist. du Min. du C. Mazarin. T. 2. pag. 99.

Le Maréchal de la Ferté entre en Alsace, après avoir pris Belfort.

mes du Roy prenoient par tout le dessus contre les Rebelles; sa Majesté étoit venuë en personne presser le siège de Sainte Menehould que Montal défendoit, & qui fut enfin forcée de se rendre le 26. Novembre. La rigueur de la saison n'empêcha pas le Maréchal de la Ferté de marcher pour attaquer Belfort. La Garnison en étoit nombreuse; elle avoit pour Gouverneur le sieur de Champagne Comte de la Suze. Le Maréchal commença le siège le propre jour de Noël: les assiégés se défendirent avec beaucoup de valeur; mais se voyant sans espérance de secours, ils se rendirent le 23 Février 1654, après cinquante-neuf jours de siège.

Le Maréchal fut à peine maître de Belfort, qu'il somma le Comte d'Harcourt de luy remettre Brisach, & de se retirer dans Philisbourg (*). Le Comte n'hésita pas à luy répondre qu'il étoit prêt d'obéir au Roy; mais il le pria en même tems de considérer qu'il n'étoit

(*) Idem pag. 100.

n'étoit pas maître absolu dans la place, où Charlevoy avoit son parti, & dont la Garnison étoit en partie composée de Troupes Allemandes, qui demandoient d'être payées de ce qui leur étoit dû. Cette réponse donna lieu à une négociation entre le Comte & le Maréchal, & elle finit par un traité que tous deux signèrent & qui portoit, qu'on donneroit au Comte quarante mille pistoles pour payer Charlevoy & la Garnison de Brisach, & qu'on en ajouteroit dix mille pour dédommager le Comte de ce qu'il avoit avancé pour les Garnisons de Brisach & de Philisbourg. Le Maréchal demanda à la Cour la ratification de ce traité, qu'il y envoya par le Sieur de Brinon son neveu, qui s'étoit depuis peu de mois distingué par la prise de Commercy, Mais parce que le Cardinal avoit des assurances que le Comte d'Harcourt ne pouvoit traiter ni avec les Espagnols, parcequ'il n'étoit pas maître absolu de la place, & que le Roy avoit pris la supériorité sur

Il négocie pour faire sortir de Brisach le Comte d'Harcourt: le traité est conclu.

Il n'est
pas ap-
prouvé.

eux, ni avec l'Empereur qui craignoit de toucher à Brisach & de donner par là aux Suedois occasion de reporter la guerre en Allemagne, la négociation du Maréchal de la Ferté ne fut pas approuvée. La Cour renvoya le Sieur de Brinon avec le Sieur d'Autichamp que le Comte d'Harcourt avoit député de sa part, & elle les chargea d'un ordre qui desavouoit, & qui révoquoit tout ce que le Maréchal & le Comte avoient arrêté.

Monfieur de Senecterre pere du Maréchal écrivit à son fils par le même Brinon, de se donner de garde de témoigner le moindre ressentiment : il obéit, & il envoya Brinon au Comte avec des lettres d'excuses, qui luy donnoient avis que la Cour n'avoit pas agréable le traité qu'ils avoient passé. Le Comte surpris de cette nouvelle, se crut en droit d'obliger le Maréchal de garder la parole qu'il luy avoit donnée, & retint à cet effet Brinon prisonnier à Brisach. Le Maréchal piqué de ce procédé, ne
rendit

rendit pas seulement la pareille au Comte en faisant arrêter Autichamp, mais il commenda au Marquis de Castelnau Lieutenant-Général, d'aller sans délai former le siège de Thann. Autichamp appréhendant que cette entreprise n'embarassât le Comte d'Harcourt dans une guerre qu'il n'étoit ni en état, ni dans la volonté de soutenir, obtint du Maréchal à force de prières, qu'on le traitât en prisonnier de guerre & qu'on luy permit d'aller sur sa parole à Brisach s'abboucher avec le Comte d'Harcourt.

Cependant Castelnau avoit ^{Prise de} commencé le siège de Thann: ^{Thann.} Autichamp y arriva au moment qu'on étoit prêt de donner assaut aux retranchemens du Fauxbourg; il écrivit sur le champ au Maréchal pour le supplier de faire surseoir cette attaque, l'assurant que le Comte d'Harcourt ordonneroit au Sieur de Grum Gouverneur de la place, d'en faire ouvrir les portes. Le Maréchal ne croyant pas qu'on dût assez compter sur la pa-

role d'un prisonnier, ne voulut pas qu'on differât; le Fauxbourg fut pris & on accorda aux assiégés une suspension d'armes jusqu'au retour d'Autichamp; elle fut ensuite prolongée jusqu'au 9. Mars 1654. pour donner le loisir de recevoir les réponses qu'on attendoit du Comte d'Harcourt. Le Comte envoya promptement ses ordres au Sieur Grum, de recevoir dans la place les Troupes du Roy. Un Garde du Comte fut dépêché pour les porter, & Autichamp le suivit sans perdre de tems. Mais soit que le Maréchal eût été choqué de ce qu'on ne luy renvoyoit pas Brinon son neveu, soit qu'il voulût avoir la gloire de prendre une Ville & donner par là toujours plus de réputation à ses armes, il ne voulut pas admettre à son audience ni le Garde ni Autichamp; il fit donner l'assaut à la place, plusieurs Officiers y furent blesez de part & d'autre; le Marquis de Castelnau fut du nombre, ayant reçu à la tête un coup de mousquet. Cependant le

le Gouverneur qui venoit de soutenir les efforts de l'ennemy avec beaucoup de bravoure, voulant obéir aux ordres du Comte, sortit luy-même de sa place, pour aller s'abboucher avec le Maréchal. Cette démarche faite avec trop de confiance luy coûta la liberté; il fut arrêté prisonnier. Les Troupes du Roy entrèrent dans la Ville, pillèrent le logis du Gouverneur, qui fut encor condamné à payer trois mille pistoles. Il se plaignit envain de la prétendue violence dont on usoit à son égard. Le Maréchal ne luy avoit pas donné sa parole, & le Gouverneur s'étoit rendu grièvement coupable en prenant les armes contre son Roy. On crut même luy faire grace de ne le pas traiter comme rebelle. Le Maréchal maître de Thann, le fut bientôt du Château; il parla à Autichamp à qui il fit sentir le chagrin que luy causoit la détention de Brion. Le Comte le relâcha, & le Maréchal rendit en même tems la liberté à Autichamp, qui partit

Soumission du
Comte
d'Harcourt &
de Charlevoix.

d'abord pour la Cour, où il alla déclarer que le Comte se soumettoit entièrement & sans réserve à la volonté du Roy; qu'il étoit prêt de se retirer à Philisbourg pour y attendre les ordres de sa Majesté, & que Charlevoix content des assurances qu'on luy donnoit, recevoit avec soumission le Sieur de Besmeaux Gouverneur à Brisach (x).

Le procédé du Comte d'Harcourt plut extrêmement à la Cour; ses ennemis en furent consternez, & le Cardinal Mazarin témoigna au Duc d'Elbeuf que le parti que le Comte avoit pris, augmentoit l'estime qu'il avoit toujours faite de son mérite, & l'engageroit à chercher l'occasion de luy rendre service; elle ne tarda pas à se présenter; car le Marquis de Castelnau s'étant chargé de travailler à achever l'accommodement du Comte, tout fut réglé à sa satisfaction. Le Roy luy accorda de choisir dans la Garnison de Brisach quatre cens Soldats François ou Allemands, qu'il luy feroit libre de

conduire

(x) Hist. du Min. de Mazarin T. 2. p. 423.

conduire à Philisbourg, & que le reste sortiroit de Brisach le 1. Juin 1654, pour aller où il luy plairoit, s'il ne vouloit pas prendre parti dans le Régiment de Charlevoy, pour servir en Alsace dans les Troupes du Roy; qu'on payeroit à Charlevoy & à la Garnison, qui se trouvoit alors à Brisach, 32000. pistoles, partie à Brisach, partie à Bâle deux jours avant qu'elle fortit de la place, & qu'ensuite Charlevoy donneroit sa démission de la charge de Lieutenant-de-Roy. Le Marquis de Castelnau promit encor au Comte d'Harcourt de la part de sa Majesté, qu'en attendant qu'il eût traité du Gouvernement de l'Alsace & de Philisbourg, on luy compteroit cinq mille pistoles par mois, tant pour ses appointements de Gouverneur, que pour la Compagnie de ses Gardes, outre pareille somme qu'il toucheroit à STRASBOURG, dès qu'il seroit hors de Brisach. On l'assura de plus que dès qu'il auroit donné ses otages. on luy mettroit entre les

main la déclaration du Roy , portant amnistie générale pour luy & pour ceux de son parti , laquelle seroit vérifiée en Parlement , & qu'enfin dès que le Marquis de Castelnau seroit entré dans Brisach , on laisseroit le Comte en possession de son Gouvernement de la Haute & Basse- Alsace , & de la charge de Grand-Bailly de Haguenau.

Les otages furent ensuite donnez de part & d'autre pour la sûreté du traité. Ceux du Comte furent le Comte d'Armagnac son fils aîné , avec le Baron de Merlug qui devoient demeurer à Bâle entre les mains du Magistrat : le Baron de l'Aubespine , le Marquis d'Arson & les Sieurs de Valcour & d'Autichamp devoient être remis au Marquis de Castelnau , à qui Charlevoy donna de son côté quelques Officiers de son Régiment , & les Allemands quelques-uns des leurs : de la part du Marquis , la Marquise sa femme , sa sœur & les Sieurs des Fourneaux , de Besmeaux & de la Neuville devoient demeurer en otage à Bâle entre les mains

mains du Magistrat ; mais à condition que les trois derniers seroient au pouvoir du Comte d'Harcourt , jusqu'à ce que la déclaration du Roy portant amnistie , luy fût remise en bonne forme , & bien vérifiée. Tout le traité s'exécuta de bonne foy de part & d'autre , & le Marquis de St. Geniez fut établi Gouverneur à Brisach avec une forte Garnison. Le Comte d'Harcourt céda quelques années après au Cardinal Mazarin, son Gouvernement d'Alsace avec la charge de Grand-Bailly de Haguenau , & le Comte écrivit à ce sujet aux dix Villes de la Préfecture d'Alsace , une lettre datée de Thoulouze du dernier Décembre 1659. Pour ne pas interrompre le fil de ma narration par le récit de divers incidents , qui ont entre eux peu de liaison , j'ay raconté tout de suite les mouvemens qui se firent en Alsace dans les tems orageux de la minorité du feu Roy. Les troubles qui désoloient alors tout le Royaume , & la guerre que l'Espagne continuoît de

Le Gouverne-
ment
d'Alsace
cédé au
Cardinal
Mazarin.

faire

faire à la France, suspendirent pour un tems la pleine exécution du traité de Munster. Comme une nouvelle domination fait toujours peine à ceux qu'on contraint de changer de maître , les droits que la France venoit d'acquérir sur l'Alsace , trouverent des contradicteurs , qui opposoient aux prétentions du Roy tout ce que l'amour de leur ancienne liberté pouvoit leur suggerer. Je vas tâcher de développer & d'éclaircir ces contestations par la simple exposition des faits que l'Histoire nous fournit.

LIVRE XIX.

A. 1653. L'Archiduc d'Autriche Ferdinand-François fils aîné de l'Empereur FERDINAND III. ayant été élu Roy des Romains à Augsbourg en 1653. Leurs Majestez se rendirent à Ratisbonne pour le Couronnement (a). Leur présence donna tout-à-la-fois de l'éclat & de l'autorité à la diète , qui s'y tint pour

(a) BRACHEL. L. I. pag. 76.

pour y régler les affaires de l'Empire. La plupart des États qui avoient quelques intérêts dans la cession faite au Roy, de l'Alsace & de la Préfecture de Haguenau, y portèrent leurs grièfs. L'Evêque de Bâle y répéta ce qu'il avoit déjà dit plusieurs fois dans les Congrès de Munster & de Nuremberg, que la Comté de Ferrette étant un fief de son Evêché, n'avoit pû sans son aveu, être cédée à la France, qui cependant s'en étoit mise en possession, comme faisant partie du Suntgau (b). L'Evêque de Spire se plaignit que les François ne se contentant pas de tenir Garnison dans Philisbourg, y occupoient son Palais & avoient desarmé la Bourgeoisie. Les dix Villes de la Préfecture de Haguenau parurent les plus vives à représenter à la diète, que Moiroux & Wolker Agents du Comte d'Harcourt Grand-Bailly de Haguenau, en prenant pour leur maître possession de cette Charge, bien loin de les laisser jouir de leurs privilèges,

Plusieurs grièfs portez à la diète au sujet de l'Alsace.

vou-

(b) PFANNER Hist. Comit. pag. 284.

vouloient asservir à la France des Villes libres, qui ne reconnoissoient point d'autre Souverain que l'Empereur & l'Empire (c).

Le Sieur Cafet de Veautorte Envoyé de sa Majesté Très-Chrétienne, arriva à Ratisbonne dans ces conjonctures. Ce Ministre avoit assisté au Congrès de Nuremberg de 1650. avec deux autres Plénipotentiaires du Roy, & suivant Monsieur de la Barde, son mérite & ses talens le rendoient supérieur à ses deux Collegues. A peine fut-il informé qu'on avoit porté des plaintes contre la France, que dès le 15. Août 1653. il fit de fortes instances pour en avoir communication, assurant qu'il luy seroit aisé de faire connoître à tout l'Empire que le Roy étoit attentif à ne déborder en rien, de tout ce que la justice & les traitez pouvoient exiger. La diète qui d'abord avoit pris le parti d'accorder au Sieur de Veautorte ce qu'il demandoit, changea de résolution & ne voulut pas entrer dans ces dis-

La diète
refuse
d'entrer
dans ces
discussions.

(c) PFANNER Hist. Comit. pag. 355.

discussions ; soit qu'elle voulût éviter de faire naître des disputes , qui avoient inutilement fatigué pendant plusieurs années les Plénipotentiaires de Munster & de Nuremberg ; soit que l'Empereur craignît que si on touchoit ces matieres , les Etats n'insistassent sur la déclaration du 22. Août 1648, dont nous avons parlé fort au long, par laquelle les Etats déclaroient qu'ils entendoient qu'on céderoit à sa Majesté Très-Chrétienne, le Landgraviat de la Haute- & Basse-Alsace & la Préfecture de Haguenau, en fief perpétuel de l'Empire ; qu'on donneroit au Roy sous le titre de Landgrave d'Alsace, voix dans les diètes , & une séance telle qu'elle seroit réglée dans la prochaine diète. L'Empereur qui avoit toujours apprehendé que le Roy ne fût admis dans les délibérations de l'Empire , éloigna tout ce qui regardoit la cession de l'Alsace ; de peur que les Etats suivant le projet de leur déclaration, ne vinssent à régler la séance que le Roy devoit avoir dans les dié-

diètes en qualité de Landgrave d'Alsace. Les Etats ne statüerent rien sur ce point , & par là l'Empereur trouva moyen de supprimer la déclaration , qui avoit fait tant de bruit à Munster , & de la laisser sans exécution & sans effet.

La diète refuse de communiquer les griefs à l'Envoyé du Roy.

Cependant Monsieur de Veau-
torte insistoit toujourns qu'on luy
communiquât ce qu'on avançoit
contre la France (d). Il écrivit même à la diète qu'il n'ignoroit pas ,
que les Etats avoient pris deux ou
trois fois la résolution de luy en
faire part, & que néanmoins elle de-
meuroit toujourns dans le silence. Il
fit plus ; car pour obliger la diète à
s'expliquer, il se plaignit luy-même
de l'atteinte que l'Empire avoit don-
né à la paix de Westphalie, en four-
nissant du secours au Roy d'Espa-
gne, à qui quelques Princes avoi-
ent donné des Troupes , de l'ar-
gent & des quartiers d'hyver. La
diète luy répondit que l'Empire n'a-
voit jamais favorisé les ennemis de
la France , ni permis qu'on leur
donnât secours ; qu'on ne devoit
pas

(d) PFANNER Hist. Comit. pag. 464.

pas l'accuser d'avoir violé la paix, parceque quelques Princes avoient souffert, qu'on fit des levées dans leurs Etats, conformément aux loix & aux coutumes établies dans l'Empire; & qu'on avoit donné des ordres pour empêcher que les Troupes du Duc de Lorraine ne prissent des quartiers, & qu'elles n'eussent un passage libre sur les terres de l'Empire. Enfin la diète toujours pressée par l'Envoyé de France, délibéra au mois de Mars 1654. A. 1654. sur les grièfs de l'Evêque de Spire, de celui de Bâle & des dix Villes de la Préfecture de Haguenau. Les sentimens furent d'abord partages; les uns prétendoient que c'étoit assez que quelques Députés de la diète pressentissent par occasion le Sieur de Veautorte, & qu'ils tâchassent de pénétrer ce qu'il voudroit accorder pour la satisfaction des Etats qui se croyoient lésés. Il n'est pas, disoient-ils, de la dignité de la diète de requerir en forme, ce qu'elle n'est pas en état d'obtenir; la situation de l'Empire

II. P. 3. T. I fait

fait croire que c'est assez de faire prier le Roy d'avoir égard aux plaintes qu'on fait contre ses Officiers : on trouvera dans la suite, continuoient-ils, des voyes propres à arrêter les entreprises de nos voisins si tout est bien d'accord dans l'Empire.

Ce sentiment fut combattu par l'avis de ceux qui soutenoient, qu'il falloit recourir à des remèdes plus violents. Si l'Empire, disoient-ils, regarde avec indifférence les justes plaintes des Etats qui souffrent, on ne tardera pas de voir naître la division entre les membres du Corps Germanique; & déjà nous devons compter tout le Haut-Rhin perdu, si on se contente de luy donner la frivole espérance, qu'on trouvera dans la suite le moyen de le secourir. L'E-vêque de Spire est accablé, celui de Bâle a été obligé de s'épuiser luy-même pour mettre son país à couvert contre les François : les dix Villes d'Alsace se trouvent soumises à un Bailly que la France y a nommé : si on ne veut pas écouter

ter ces griëfs, il ne faut pas attendre que ces Etats fournissent leur contingent à l'Empire, ni qu'ils implorent dans la suite, le secours de ceux dont ils se voyent si indignement abandonnez. Il seroit honteux de céder aux difficultez qu'on imagine, & ce seroit faire sentir une trop grande foiblesse, que de renvoyer à la justice du Roy, des Etats qui ont tout le droit d'attendre de nous, que nous les tirerons de l'oppression; c'est trop ménager la France que de n'oser pas même la sommer, d'exécuter les traitez de meilleure foy.

Malgré toutes ces raisons la diète fit prévaloir le sentiment contraire, & il fut conclu que sans entrer dans la discussion des griëfs dont on s'étoit plaint, on en parleroit tout au plus au Sieur de Veautorte, par occasion & par forme d'entretien (f). Je rapporte ce fait sur la foy d'un Auteur Allemand, qui presque à toutes les pages de son livre, traite la France de la manière la plus outrageante; style qui en

La diète persiste à ne pas entrer dans la discussion des griëfs.

I 2

in-

indignant un lecteur qui a de la politesse, luy fait sentir la vérité de ce que cet Auteur avance , en faveur de la nation qu'il maltraite. Il restoit dans l'Empire , continuë-t'il, une si grande vénération pour la France, que quoy qu'il fût évident qu'elle avoit violé la paix de Westphalie, cependant de peur de l'offenser, il fut ordonné que dans le decret qui avoit été dressé , on bifferoit les termes dont avoient usé ceux qui se plaignoient d'elle, tâchant de faire voir que quant au fait & quant au droit, elle avoit agi contre les traitez. Telle fut la résolution prise dans la diète de 1654. par rapport aux griëfs qui firent alor tant de bruit dans l'Empire , au sujet de la Comté de Ferrette & des dix Villes de la Préfecture d'Alsace. La diète ne voulut plus discuter des matieres , qui avoient été épuisées dans les Congrès de Munster & de Nuremberg, & elle laissa le Roy paisible dans sa possession. Peut-être que Monsieur de Veautorte qui n'avoit pas appréhendé d'entrer dans de plus
am-

amples discussions, auroit obtenu un decret plus décisif, si la mort ne l'avoit pas enlevé le 19. Avril, au grand regret de tous ceux qui connoissoient son mérite.

Tout s'étant passé dans la diète d'une maniere qui persuada le Roy que les Princes de l'Empire avoient à cœur de vivre avec luy en bonne intelligence, sa Majesté fit travailler ses Ministres à de nouveaux traitez d'alliance. L'Electeur de Brandebourg conclut le sien le 24. Février 1656. par lequel il s'engage de secourir le Roy, en cas que sa Majesté fût attaquée dans l'étendue des trois Evêchez, Metz, Toul & Verdun, les Landgraviats de la Haute & Basse-Alsace, du Suntgau, de Brisach, de Philisbourg & des droits en dépendants. L'Electeur Palatin suivit la même année l'exemple de l'Electeur de Brandebourg. Plusieurs autres Princes ne tarderent pas à signer de même avec le Roy, un traité de Confédération qu'on nomma l'alliance du Rhin.

A. 1656.

Traitez
d'alliance
avec les
Princes
de l'Em-
pire.

A. 1657. Pendant le cours de ces négociations, l'Empereur FERDINAND III. mourut le 2. Avril 1657. Son fils le Roy des Romains Ferdinand-François étoit mort avant luy ; de sorte qu'il fallut que l'Empire s'assemblât pour luy choisir un successeur ; & le Roy de France jugea que dans ces conjonctures il étoit à propos d'envoyer un Ambassadeur en Allemagne. Le Maréchal de Grammont, qui fut choisi pour cette importante commission, se mit en chemin avec Monsieur de Lionne qui luy avoit été donné pour Colleague. Dès qu'ils furent arrivez à Saverne ils prièrent le jeune Monsieur Colbert, qui dès lors étoit Intendant d'Alsace, d'aller pressentir les Magistrats de STRASBOURG, sur la maniere dont cette Ville recevroit les Ambassadeurs du Roy (g). Les Magistrats répondirent que le Sénat envoyeroit au devant d'eux hors de la Ville, & qu'on leur feroit les présents accoutumez. A la demande que Monsieur de Colbert leur fit s'ils ne tireroient

Honneurs
rendus
par
STRAS-
BOURG
à l'Ambassadeur
du Roy.

(g) Mém. de Grammont. Tom. 2.

ent pas le Canon , ils répondirent sans hésiter que non ; mais pour addoucir un peu une réponse si sèche, ils ajoutèrent qu'ils n'avoient pas fait cet honneur au Duc d'Angoulême , lorsqu'il fut envoyé en Allemagne avec Monsieur de Béthune. Le Maréchal fut picqué de ce refus , parcequ'il étoit informé que STRASBOURG avoit fait trois salves de Canon à l'Electeur Palatin, lors qu'il entra dans la Ville. Monsieur deGrammont s'attendant qu'on ne devoit pas faire de moindres honneurs à l'Ambassadeur du Roy, & craignant d'ailleurs que les autres Villes de l'Empire, ne se réglassent sur l'exemple de STRASBOURG, renvoya Monsieur de Colbert se plaindre aux Magistrats, du peu d'égard qu'ils avoient pour un Roy, qui regarderoit leur procédé comme une injure. Il leur fit en même tems déclarer qu'il ne passeroit point par leur Ville, mais qu'il rendroit compte , de la manière dont ils en usoient, à sa Majesté qui pourroit bien dans la suite trouver occasion de leur mar-

quer son ressentiment. Ce discours fit changer de résolution aux Magistrats, qui députerent dès le moment au Maréchal, pour l'assurer que les Bourgeois se mettroient sous les armes pour le recevoir, & qu'on luy feroit trois salves de Canon. Les Ambassadeurs entrèrent dans STRASBOURG & continuèrent leur route ; ils arrivèrent enfin à Francfort où les Etats de l'Empire étoient assemblez ; ils y trouverent un grand crédit, sur tout depuis qu'ils eurent fait connoître que toutes les vûes de sa Majesté tendoient à empêcher les contraventions au traité de Munster. Ce fut par leur conseil qu'on obligea le futur Empereur à signer la célèbre capitulation de Francfort, qui met des bornes à la puissance Imperiale, & la rend en plusieurs points dépendante du consentement de l'Empire : elle luy prescrit de ne fournir aucunes armes, argent, Soldats, vivres ou autres commoditez aux ennemis de la Couronne de France ; & elle déclare de plus qu'au cas que les
Elec-

Capitulation de l'Empereur.

Electeurs, Princes ou Etats de l'Empire soient attaquez par guerre, ou qu'ils implorent le secours de la France, il sera libre à sa Majesté Très Chrétienne, de les secourir. Dès que l'Archiduc Leopold d'Autriche eut signé cette capitulation, il fut proclamé Empereur le 18. Juillet 1658.

Leopold
d'Autri-
che est
choisi
Empe-
reur.

Le Roy s'étant ainsi assuré de la volonté de tout l'Empire, à maintenir la paix de Munster & à en procurer l'exécution, jugea qu'il étoit tems de donner à la Province d'Alsace, qui avoit été incorporée à sa Couronne, une maniere de Gouvernement uniforme à celle de son Royaume. C'est dans ce dessein qu'il fit publier le 4. Novembre 1658. un Edit par lequel il établissoit un Conseil Provincial à Ensisheim, où l'on rendroit la justice à ses nouveaux sujets. Le Roy s'explique en ces termes ; „ en „ conséquence de la cession & du „ transport à nous fait & à nos „ successeurs Roys, par l'Empereur, „ l'Empire & toute la Maison d'Autriche dans le traité de Munster, „

Conseil
Provin-
cial établi
en Alsace

“ d’avoir & retenir à perpétuité, la
“ propriété, Seigneurie, possession
“ & juridiction qu’avoient l’Em-
“ pereur , l’Empire & la Maison
“ d’Autriche en la Ville de Brisach ,
“ au Landgraviat de la Haute &
“ Basse-Alsace, Suntgau , & en la
“ Préfecture des dix Villes Impe-
“ riales sises en Alsace, sçavoir Ha-
“ guenau, Colmar & les autres, &
“ en tous les lieux qui en dépen-
“ dent ; ensemble tous les droits
“ Royaux appartenants & dépen-
“ dants desdits Landgraviats de la
“ Haute & Basse-Alsace & Sunt-
“ gau , de la Préfecture Provincia-
“ le desdites Villes ci-dessus nom-
“ mées & lieux dépendants , tout
“ ainsi & avec les mêmes droits
“ que le tout appartenoit à la Mai-
“ son d’Autriche. “ Ce prélude
explique nettement les deux arti-
cles du traité de Munster qui ren-
ferment la cession de l’Alsace. Dans
l’un l’Empereur , l’Empire & la
maison d’Autriche cèdent la Sei-
gneurie , possession , juridiction
qu’avoient l’Empereur , l’Empire,
& la Maison d’Autriche dans la
Haute-

Haute & Basse-Alsace , & la Préfecture des dix Villes , & lieux en dépendants. Par-là l'Empereur & l'Empire abandonnent au Roy la Souveraineté qui leur appartenoit sur tous ces païs. Le second article cède à Sa Majesté les droits Royaux & tout le domaine utile , dont la Maison d'Autriche jouïssoit ou devoit jouïr. C'est sur cette base que le Roy appuye l'établissement du Conseil souverain d'Alsace.

Sa Majesté veut qu'il soit composé d'un Président & Garde-des-Sceaux originaires François , d'un Abbé & d'un Gentilhomme originaires d'Alsace , de deux Conseillers du Parlement de Metz , qui seront commis pour servir dans le Conseil , jusqu'à ce que sa Majesté ait fait choix de deux autres François de nation , qu'elle pourvoira de Charges de Conseillers ; d'un Docteur en droit de nation Allemande qui sera versé en langue François , d'un Procureur-Général originaire François , & d'un Avocat-Général Allemand , qui
sca-

ſçache le François , un Greffier & ſix Secretaires interprètes en langue Latine , François & Allemande.

Sa Majeſté attribué au Conſeil le pouvoir de juger ſouverainement & en dernier reſſort; de toutes les cauſes civiles & criminelles, dans toute l'étenduë de la Haute- & Baſſe-Alſace , Suntgau & de la Préfecture des dix Villes, Briſach & tous les lieux en dépendans ; voulant qu'on procéde en la même forme & maniere que faiſoit la Régence qui y étoit établie , & conformément aux loix, coutumes, uſages , & privileges des lieux, ſans aucune innovation ; ſi ce n'eſt qu'il ſera loiſible de plaider & écrire en Latin, en François ou en Allemand , mais les arrêts ſeront rédigez en François ou en Latin.

Il eſt enſuite ordonné au Conſeil , de prendre un ſoin particulier du culte & ſervice de Dieu & du maintien de la Religion Catholique , Apoſtolique & Romaine , que les Eglifeſ ſoient dûement ſervies , que les poſſeſſeurs des

Béné-

Bénéfices fassent leur devoir , & que les Prélats Ecclesiastiques, Séculiers & Réguliers , observent leurs institutions & leurs régles , & généralement qu'ils tiennent la main à tout ce qui est de la police extérieure & conservation du bon ordre & des biens de l'Eglise, des droits de Souveraineté , prééminence & protection appartenants à sa Majesté.

Et d'autant qu'entre les Officiers de la Régence établie audit païs , le Landvogt ou Gouverneur étoit le Président , & que suivant les coutumes du Royaume les Gouverneurs & Lieutenants-Généraux des Provinces n'ont aucune fonction de juges , sa Majesté entend qu'ils ne soient pas réputez Présidents du Conseil , mais seulement qu'ils y ayent entrée, séance , & voix délibérative , toutes les fois qu'ils voudront s'y trouver ; sans toutefois qu'ils puissent recueillir les voix, signer les arrêts, ni faire aucune fonction de la charge de Président. C'est sur ce plan que fut formé le Conseil Souverain d'Alsace.

Avant

Avant la publication de cet Edit le Président Colbert de Vandier, si connu depuis sous le nom de Monsieur de Croissy Ministre d'Etat, donna avis à l'Evêché de Bâle, à celui de STRASBOURG, & à la Ville de STRASBOURG & aux dix Villes de la Préfecture de Haguenau, & à plusieurs autres Villes, de la résolution que sa Majesté avoit prise d'établir un Conseil Souverain à Ensisheim : ils y envoyèrent des Députez à qui on communiqua l'Edit d'établissement (b). Ceux des dix Villes ayant crû trouver des clauses contraires à leurs privileges & à leurs droits, protesterent par écrit contre le nouvel établissement. Ils se plaignirent 1. de ce que dans l'énoncé de l'Edit, on avoit placé les dix Villes de la Préfecture, entre Brisach & les lieux qui dépendent de cette Ville, ce qui pouvoit donner lieu de croire que les dix Villes devoient être soumises à sa Majesté comme celle de Brisach & les lieux de sa dépendance, qui ont été absolument & pleinement cédés à sa Majesté

Trés.

25. Oct.
1658.
Plaintes
des dix
Villes de
la Préfec-
ture.

(b) Acta Colmar. pag. 60.

Trés-Chrétienne; au lieu que le traité de Munster au paragraphe *Teneatur*, réserve aux dix Villes leur liberté & leur immédiateté envers le Saint-Empire. Les Députés des dix Villes prétendoient en 2. lieu, que c'étoit à tort que l'Edit donnoit au Conseil Souverain, le pouvoir de juger tant au civil qu'au criminel dans l'étendue de la Préfecture, pouvoir que la Maison d'Autriche n'avoit jamais entrepris de s'attribuer. C'est sur tout sur ces deux chefs que rouloit la protestation des dix Villes. Tous les autres États qui avoient été citez se turent & ne formerent aucune plainte. L'Edit fut publié par le Ministère de Monsieur Colbert Procureur-Général, de l'Avocat-Général Monsieur Bassant, & du Secrétaire Monsieur Klinglin qui fut bientôt Conseiller au Conseil. Il étoit fils du fameux Jean Klinglin Trésorier & Receveur-Général sous les Archiducs dans tous les païs de l'Autriche-anterieure, & Président de la Chambre des finances sous le Duc Bernard de Saxe-Wey-

Weymar. Peut-être que les Villes connoissant l'inégalité de leurs forces , n'auroient osé s'opposer seules & avec tant d'éclat à l'autorité Royale , si elles n'avoient compté sur la puissance de l'Empereur , qui venoit de promettre dans sa Capitulation du 18. Juillet 1658. que les dix Villes Imperiales unies en Alsace , demeureroient Provinciales incorporées & unies au Saint-Empire , de même que les autres Etats immédiats suivant le traité de paix, sans préjudice toutefois de la juridiction Préfectoriale. Ces derniers termes auroient fait balancer les Villes , si elles avoient fait réflexion que la juridiction Préfectoriale que l'Empereur laissoit au Roy , devoit être suivant le traité de paix exercée par sa Majesté, avec toute sorte de Souverain-Domaine. Mais il est aisé de se laisser ébloüir par l'amour de sa liberté , & par la crainte de changer d'usages & de maître. Quoy qu'il en soit on n'eut point d'égard à la protestation des dix Villes. Le Conseil d'Ensisheim exerça les pou-

pouvoirs que le Roy luy avoit donné, & bientôt l'Alsace devint encore plus incontestablement soumise à la France, par le célèbre traité des Pyrenées conclu le 7. Novembre 1659.

Le Roy d'Espagne avoit jusqu'alors refusé de donner sa rénonciation à tous ses droits & à ceux de la Maison d'Autriche, sur la Province d'Alsace & sur la Préfecture de Haguenau. Ce refus étoit une racine qui n'étoit pas encore coupée, & qui pouvoit faire renaître les anciennes contestations : mais enfin l'article 61. du traité conclu entre la France & l'Espagne, s'expliqua en ces termes. " Le Roy Catholique tant en son nom qu'en celui de ses héritiers, successeurs & autres à qui il auroit donné quelques droits, renonce par ce traité à tous les droits sans exception & sans aucune réserve, qui pouvoient appartenir tant à luy qu'à tout autre dans la Haute & Basse-Alsace, le Suntgau, la Comté de Ferrette, Brisach & ses dépendances, & dans tous les pays,

Traité des
Pyrenées:
articles
qui regardent l'Alsace.

„ Villes & droits que le traité con-
“ clu à Munster le 24. Octobre
“ 1648. a accordé au Roy Très-
“ Chrétien pour l'incorporer à son
“ domaine; sa Majesté Catholique
“ ratifiant, ledit traité de Munster,
“ en ce qui regarde les biens aux-
“ quels il renonce. “ En consé-
quence de cette nouvelle renon-
ciation, le Roy Très Chrétien pro-
met de payer aux Archiducs d'Ins-
pruck, les trois millions qu'il s'é-
toit auparavant engagé de leur faire
compter,

Il n'est parlé dans cet article
qu'en termes généraux de la Pré-
fecture de Haguenau , & on n'y
emploie pas le terme de Landgra-
viat d'Alsace , parceque la France
& l'Espagne concevoient alors que
la cession de la Haute & Basse- Al-
sace comprenoit tout ce qui étoit
renfermé dans cette Province; que
la Préfecture de Haguenau & les
Villes qui la composent, devoient
être soumises au Roy, puis qu'el-
les étoient situées en Alsace, & que
le titre de Landgraviat ou Comté
de la Haute & Basse-Alsace, n'étoit
pas

pas moins un terme synonyme avec celui de la Province de Haute & Basse-Alsace, que celui du Comté de Flandres avec celui de la Province de ce nom. Les contestations cependant qui s'étoient plusieurs fois élevées au sujet de la Comté de Ferrette, obligèrent le Roy à insister que sa Majesté Catholique y renonçât expressément.

La France ne tarda pas de payer aux Archiducs d'Inspruck les trois millions qu'elle s'étoit engagée de compter. Pour finir cette affaire l'Archiduc Ferdinand-Charles en-
Trois mil-
lions pa-
yez aux
Archi-
ducs.

voya vers sa Majesté Très Chrétienne, le Sieur de Wicka son Conseiller en la Chambre des Provinces superieures d'Autriche; & sa Majesté commit de sa part le Comte de Brienne Ministre & Secrétaire d'Etat, le Sieur de Lionne Marquis de Frêne & le Comte de Brienne fils, pour régler la satisfaction dûë aux Archiducs d'Inspruck. Le traité en fut conclu le 16. Décembre 1660 (k); & dans l'article 1. l'Archiduc Ferdinand-

K 2

Char-

(k) Recueil des Tr. de paix de Leon. T. 3.

Charles d'Autriche déclare avoir entendu & entendre que dans la cession qui a été faite à la France de la Haute & Basse- Alsace & du Sundgau par le traité de Munster au paragraphe, *tertiò imperator* , a été & est compris la Comté de Ferrette, & par conséquent qu'il a renoncé & renonce encor présentement à tous droits généralement quelconques, sans rien réserver ni retenir, sçavoir, tels que d'ancienneté & en tout tems ils luy avoient appartenu sur ladite Comté de Ferrette , ses appartenances & dépendances , ainsi qu'il en jouïssoit avant la dite cession , comme aussi à toutes déclarations & exceptions qu'il pourroit avoir faites au contraire , sans toutefois que cette déclaration & rénonciation puisse l'obliger à aucune garantie ni le charger , ni directement ni indirectement d'en rendre raison à qui que ce soit , au cas qu'il y survint d'ailleurs quelque difficulté , & qu'il fût fait des protestations ou exceptions par d'autres sur ce sujet. Ces termes du payement furent

rent ensuite fixez ; mais la mort ayant surpris l'Archiduc Ferdinand-Charles avant l'entière exécution de ce traité, son Frere Sigismond-François confirma le 4. Juin 1663. tout ce qui avoit été conclu dans les traitez de Munster, dans celuy des Pyrenées & dans celuy de Paris le 3. Décembre 1660 ; & les trois millions furent enfin comptez & payez le 3. Décembre 1663 ; & par là il ne resta plus à la Maison d'Autriche aucun droit sur la Haute & Basse-Alsace, le Suntgau, la Comté de Ferrette, Brisach & ses dépendances. Comme les Empereurs & les Princes de la Maison d'Autriche, qui de tems immémorial avoient mis au nombre de leurs titres celuy de Landgrave d'Alsace & de Comte de Ferrette, s'en défisterent dans le traité de Munster, ils ont toujours cessé depuis de prendre ces titres dans les traités subséquents qu'ils ont conclu avec la France.

Les contestations de la Maison d'Autriche ayant été absolument terminées, on en vit bientôt naître

Nouvel-
les con-
testations
au sujet
de la Pré-
fecture
de Ha-
guenau.

tre de nouvelles , au sujet de la
Préfecture de Haguenau. Le Com-
te d'Harcourt Grand-Bailly depuis
plusieurs années, se démit comme
nous l'avons déjà dit de cette Char-
ge & du Gouvernement de la
Haute & Basse-Alsace , ayant reçu
en échange le Gouvernement d'An-
jou. Le Roy gratifia ensuite de
cette importante Charge son Pré-
mier-Ministre le Cardinal Mazarin.
Le premier soin de son Eminence
fut de s'informer des droits du
Landvogt d'Alsace , & de la ma-
niere dont il devoit être présenté
aux dix Villes de la Préfecture. Il
fit travailler sur ce sujet tout ce
qu'il y avoit en Alsace de gens ha-
biles. On rechercha les titres ; on
consulta les Anciens , & les per-
sonnes les mieux instruites dans
les affaires du païs ; & après une
exacte perquisition on dressa un
mémoire qui fut envoyé en Cour
le 26. Février 1660 (1). Comme
nous avons en main la minute ori-
ginale tirée des Archives publiques
sous le N. 3693. & que cette pièce
peut

(1) Archivum D. Garnier.

peut beaucoup éclaircir l'Histoire que je traite, il me paroît qu'il est bon d'en inferer icy les principaux articles.

“La Charge de Grand-Bailly de ^{“Mémoire} Haguenau, dit le mémoire, est un ^{“sur la na-} pouvoir de gouverner, protéger ^{“ture & les} & défendre les dix Villes imperia- ^{“droits de} les sises en Alsace, avec attribu- ^{“la Préfec-} tion de la même juridiction sur ^{“ture de} ces Villes que l'Empereur, comme ^{“Hague-} Chef de l'Empire, avoit droit d'e- ^{“nau.} xercer sur elles. “ On ne trouve aucune particularité de l'origine & création de cette Charge, si ce n'est qu'elle fut érigée en 1163. par l'Empereur FRIDERIC-Barberousse, que son fils FRIDERIC II. luy donna la dernière main, & qu'ensuite les Ducs de Luxembourg, les Electeurs Palatins & les Archiducs d'Inspruck en ont jouï consécutivement à titre d'engagement de l'Empire.

On procédoit à la réception du Grand-Bailly en cette manière. Les Commissaires Imperiaux, le Grand-Bailly ou son Lieutenant, & les Députés des dix Villes, se

trouvoient à Haguenau au jour marqué. Ces derniers demandoient à voir les lettres de présentation de l'Empereur, les lettres de réverses ou de reconnoissance du Grand-Bailly, ensemble le pouvoir par luy donné à son Député de prêter serment. On s'assembloit le lendemain à la maison de Ville de Haguenau, où les Commissaires Imperiaux s'étant assis au haut bout, le Grand-Bailly ou son Lieutenant & les Députez à leur droite en descendant, les Officiers de la Préfecture étoient à l'opposite debout & têtes nuës, & les Députez des dix Villes de suite à la gauche chacun à son rang & têtes nuës. Les Commissaires Imperiaux ayant fait lecture de leur commission, présentoient aux Députez des Villes celui qui devoit être Grand-Bailly, lequel leur faisoit lire & délivrer ses lettres de nomination, comme aussi les lettres de l'Empereur auxdites Villes; & en son absence les Députez faisoient voir le pouvoir qu'ils avoient de jurer & de prêter serment dans l'ame du Grand-

Grand-Bailly. On faisoit auffi lecture des réverfales que le Landvogt a coutume de donner à la Ville de Haguenau ; & toutes ces pièces se trouvant en bonne forme , le plus ancien des Bourgmestres de Haguenau demandoit au Grand-Bailly ou à son Député, s'il étoit prêt de faire le serment accoutumé ; à quoy consentant, il juroit en ces termes, “ je jure & fais serment, “ (si c'étoit un Substitué, il ajoutoit en l'ame du Grand-Bailly) “ de faire tenir & observer tout ce “ que les réverses ou déclarations “ qui viennent d'être luës portent, “ & que les anciennes coutumes requierent, aussi vrai que Dieu m'aide & ses Saints. “

Le serment étant fait, le Bourgmestre demandoit au Bailly s'il avoit dessein de résider en personne, si non qu'il pourroit nommer un Sous-Bailly. Sur quoy le Bailly donnoit une présentation par écrit, signée de luy aux Villes pour la personne de son Sous-Bailly, auquel le plus ancien des Bourgmestres de Haguenau lisoit les réverses ou

K 5 déclara-

déclarations, que le Sous-Bailly a coutume de donner, en luy demandant s'il étoit prêt de faire serment qu'il observeroit le contenu. A quoy ayant consenty ; il scéloit les réverses de son sceau, & faisoit le serment la main entiere levée, dans la même forme que le Grand-Bailly. Ce qu'étant fait on luy demandoit un Prévôt de l'Empire (*Reichsvogt*) lequel étant nommé par le Bailly ou le Sous-Bailly, le plus ancien Bourgmestre luy présentoit des réverses qu'il scéloit de son sceau, & faisoit le serment comme ci-dessus.

Toutes les Villes à la réserve de Weissembourg, prétoient ensuite serment par des Députez en
„ cette forme vous jurés & promet-
„ tés à . . . de le tenir & de le re-
„ connoître pour vôte Grand-
„ Bailly, & à . . . pour vôte
„ Sous-Bailly, & de luy être fidèles
„ au nom du saint-Empire en toute
„ bonne chose, comme cela est en
„ coutume d'ancienneté, tant & si
„ longtems qu'il sera Grand-Bailly.
Weissembourg donnoit seulement
la

la main, ce qu'on appelle en Allemand HANTREW, ou foy de main.

Le mémoire rapporte ensuite en dix articles, le pouvoir que le Grand-Bailly exerçoit avant que la Préfecture fût cédée au Roy, & il les prouve tous par des titres qu'il y joint sous différentes Cottes.

1. Le Grand-Bailly avoit droit de mettre Garnison dans les Villes, toutes les fois qu'il le jugeoit nécessaire pour la conservation des Villes ou du païs. Le nom seul de Protecteur semble le démontrer; puis qu'en vain auroit-il droit de protéger les dites Villes, s'il ne luy étoit pas loisible d'y mettre des forces suffisantes pour les défendre. Aussi voit-on par l'extrait joint au mémoire, que le Grand-Bailly à mis Garnison dans Haguenau, Colmar & Scelestat. *Cotte A.*

2. Il avoit pouvoir de châtier ceux des Villes qui avoient intelligence avec les ennemis. *Cotte B.*

3. Les Villes luy devoient obéissance & fidélité. *Cotte C.* 4. Il avoit pouvoir de visiter les magasins,
pour

pour voir s'il y avoit des munitions de guerre & de bouche.

5. Les Habitans des Villes ne peuvent procéder au renouvellement des Magistrats, sans y appeler le Grand-Bailly ou son Lieutenant, & s'ils le fond, l'acte est nul, & ceux qu'ils reçoivent sont sans juridiction. Pour l'intelligence de ces termes de rennouvellement & de remplacement, continuë le mémoire, il est nécessaire de sçavoir qu'encor que ceux qui sont une fois promûs à la Magistrature y demeurent toute leur vie, à moins qu'ils ne commettent quelque crime qui les en prive, néantmoins ils changent tous les ans de fonctions, en sorte que celuy qui a été le premier Bourgmestre une année, devient le dernier l'année suivante. Ceux qui ont été dans la justice sont quelquefois ensuite nommez pour prendre soin de la police, & ainsi des autres. Ce qui fait qu'ils s'assemblent tous les ans à certain jour, pour procéder à ce renouvellement ; & si pendant l'année quelqu'un des Officiers vient

vient à mourir , ils remettent audit jour à pourvoir à leurs charges ; ce qu'on prétend qu'ils ne peuvent faire que de l'agrément du Grand-Bailly ou de ses Officiers, comme on voit par les pièces.
Cotte D.

6. Les appels des sentences rendues par les Officiers de justice de Rosheim, Ober-ehenheim, Turkheim, & Kaisersberg doivent être relevés , & ne peuvent l'être ailleurs que par devant les Officiers de la Préfecture de Haguenau, ainsi qu'il est prouvé par les extraits.
Cotte E.

Plusieurs même soutiennent qu'outre cela, de tout tems il a été au choix des Habitants de Colmar, Scelestat & autres Villes Imperiales, de relever les appels par eux interjettez des sentences de leurs Magistrats, soit à la Chambre de Spire, ou par devant le Grand-Bailly, qu'ils disent avoir à l'égard des dix Villes Imperiales, une juridiction Souveraine concurrente avec la Chambre de Spire, aussi bien que le Conseil Aulique de l'Empereur à l'égard de tous les
Etats

Etats de l'Empire. Mais jusqu'à présent on n'a trouvé aucun acte qui prouve ce droit ; & apparemment depuis que le Roy a la Préfecture, les Magistrats ont fait défense à leurs Habitans d'appeller par devant la justice d'appel du Grand - Bailly , qu'ils appellent *Hoffgericht* ou justice de Cour. Enfin si on en croit la définition de Besold & de Mezyng, la Charge de Grand-Bailly est un pouvoir d'exercer dans les Villes, même juridiction que l'Empereur a droit d'y exercer ; & puis qu'il est constant que la Chambre Aulique a une juridiction concurrente avec celle de Spire , à l'égard de tous les Etats de l'Empire , il en faut revenir là que le Grand - Bailly peut prétendre le même pour son *Hoffgericht* ou justice de Cour, à l'égard de ces Villes. Les lettres de l'Empereur FERDINAND de 1632. dont nous parlerons dans la suite, semblent démontrer ce droit.

7. Le Grand-Bailly , poursuit le mémoire, a aussi droit de connoître & de juger des différends entre
tre

tre les Bourgeois, & les Magistrats, & pareillement entre les Villes & les Ecclesiastiques, qui sont sous sa protection : comme aussi des soulèvements des Bourgeois, de l'administration du bien public, d'y prescrire des règles pour obvier aux abus, & réformer la police. Cela se prouve par les extraits. *Cette F.*

8. Le Grand-Bailly avoit aussi la Haute-justice dans Haguenau, Turkheim; Rosheim, & vray-semblablement en d'autres Villes, y ayant apparence qu'elles n'ont pas plus de privileges que ces premières.

9. Il avoit aussi la nomination des Prévôts de Haguenau, Weissembourg & Rosheim, & des Reichsvogts ou Baillys de l'Empire, de Keifersberg & Weissembourg, lesquels pouvoient ensuite présenter le Sous-Reichsvogt à Kaisersberg, Turkheim, Ammerschweir, Morschweir, Wintzenheim &c. ce qui se prouve par les extraits. *Cette G.*

10. Le Sous-Bailly, & en son
ab-

absence le Principal Officier de la Préfecture, avoit en tout tems entrée & féance dans le Conseil de la Ville de Haguenau, comme on le voit dans l'extrait. *Cette H.*

Reste à voir maintenant, continuë le mémoire, de quelle maniere on doit procéder à la présentation de son Eminence pour Grand-Bailly. Il n'y a point de doute qu'il seroit plus avantageux au service, de traiter séparément avec chacune des Villes, que de les convoquer toutes ensemble, & suivre en ce point, l'ancienne coutume. Cependant il y a lieu de croire que ce changement de coutume confirmeroit puissamment ces Villes dans le soupçon qu'elles ont déjà, & qu'elles ont même toujours eu sous la Maison d'Autriche, qu'on vouloit opprimer leur liberté, & que si on ne les convoquoit pas à Haguenau, elles envoyeroient toutes d'elles-mêmes à STRASBOURG, comme elles ont fait depuis la guerre d'Allemagne, & par le conseil des Magistrats de cette Ville, elles prendroient
ent

ent des résolutions plus nuisibles au Grand-Bailly,

Tels sont les principaux éclaircissements qui furent envoyez à la Cour en 1660. & qui devoient passer sous les yeux de Monsieur le Tellier Secrétaire d'Etat. On y remarque assez la sage précaution de ceux qui furent chargez de les donner, à ne rien avancer qui ne fût appuyé sur des titres, & l'attention qu'avoit la Cour de se conformer aux usages établis dans la Préfecture, & de ne pas porter les droits du Roy au delà des bornes que la justice prescrivait. On avoit alors affaire à des Villes jalouses de leur liberté, & de leurs privilèges, dépositaires des titres qui pouvoient faire connoître jusqu'où s'étendoit le pouvoir que le Grand-Bailly avoit sur elles: elles étoient soutenuës par les conseils des Magistrats de STRASBOURG, grands zélateurs de l'indépendance, & qui avoient eux-mêmes intérêts à donner crédit aux maximes des Républicains. Enfin il s'agissoit d'établir la domination du Roy dans un

païs, où les loix & les coutumes étoient, aussi bien que le langage, tres étrangères à la France, & qui depuis longtems se mettoient en garde contre le Despotisme. De là vient qu'il étoit difficile d'acquérir d'abord toutes les connoissances nécessaires pour mettre les droits du Roy dans tout leur jour ; mais il se trouvoit en Alsace des gens instruits des usages du païs, & que la probité faisoit parler. L'espérance & l'amour de leur fortune engageoit les autres à communiquer leurs lumieres. Le tems a fait sortir dans la suite des titres de l'obscurité où on les tenoit enfoüis. Ceux qu'on produisit dés lors au Cardinal Mazarin*, pour servir de plan à la maniere avec laquelle on devoit procéder, en se mettant en possession de la Préfecture de Haguenau, parurent solides & plus que suffisants. On trouva dans l'exécution des difficultez, dont nous allons faire le récit sur la foy des actes publics.

A. 1661. La mort ne laissa pas le loisir au Cardinal Mazarin de jouir. de la
Char-

Charge de Grand-Bailly de Hague-
 nau ; mais il en obtint la sur-vivan-
 ce pour son neveu le Duc Armand
 Mazarin. Les provisions en furent
 expédiées le 2. Mars 1661 ; le Car-
 dinal n'y survéquit que sept jours.
 Sa mort laissa en furséance pen-
 dant quelque mois les affaires d'Al-
 sace. Ce ne fut que le 18. de No-
 vembre que sa Majesté ayant résolu
 de faire renouveler les actes de re-
 connoissance , obéissances & ser-
 ment de fidélité, que les dix Villes
 de la Préfecture devoient luy ren-
 dre conformément au traité de
 Munster , fit expédier les lettres
 pour faire recevoir en la charge de
 Grand-Bailly , le Duc Mazarin
 Grand-maître de l'Artillerie de
 France, Gouverneur & Lieutenant-
 Général représentant la personne
 du Roy en Alsace. Sa Majesté indi-
 qua à ce sujet l'assemblée qui devoit
 se tenir à Haguenau le 18. Décem-
 bre, & elle nomma pour ses Com-
 missaires Monsieur Colbert de Van-
 dier Conseiller d'Etat & Président
 au Conseil Souverain d'Alsace, les
 Comtes de Ripaupierre & de Tracy,

Le Duc
 Mazarin
 Grand-
 Bailly de
 Hague-
 nau.

& Monsieur Colbert Procureur-Général. Outre ces lettres sa Majesté en écrivit d'autres, par lesquelles elle donnoit avis aux Bourgmestres, Conseil & Etat des Villes Imperiales de la Préfecture Royale de Haguenau, & leur déclaroit qu'elle avoit commis Monsieur Colbert & ceux que nous venons de nommer pour assister de sa part à l'assemblée de Haguenau, & recevoir en son nom le serment de fidélité en la forme & maniere acoutumée, & qui est dû à sa Majesté à cause de la Préfecture. Ces lettres étoient datées du 18. Novembre & chaque Ville eut la sienne en particulier, par laquelle il les convie & leur mande de faire choix d'un nombre convenable de Députez de la part de leur communauté, avec les pouvoirs & procurations suffisantes pour rendre tous leurs devoirs, & passer tous les actes de serment nécessaires.

Assemblée de
Haguenau pour
prêter le serment
au Roy.

Les députez se rendirent en effet à Haguenau au jour indiqué au nombre de vingt-sept. On leur proposa d'abord la formule de serment

ment qu'ils devoient prêter au Roy, & un modèle des Réverſales que le Duc Mazarin leur donneroit, en qualité de Grand-Bailly. Ces deux actes fournirent matière à de longues conteſtations. La formule du ſerment étoit conçue en ces termes. „ Vous jurez & promet-
tez à Dieu d'être fidèles & obéiſ-
ſants au Roy vôtre tres gracieux,
Seigneur & Protecteur ſouve-
rain, & de reconnoître Mon-
ſieur le Duc de Mazarin pour
vôtre Grand-Bailly, & luy être,
obéiſſants en toutes choſes bon-
nes & faiſables; le tout confor-
mément au traité de paix de Mun-
ſter. „

Les Députez s'excuſerent de prêter ce ſerment, qui les mettant ſous la protection & la Souveraineté du Roy, ſembloit les retrancher de l'Empire; & ils vouloient ſe contenter de prêter ſerment non au Roy, mais au Landvogt, en ces termes; „ nous jurons de recon-
noître pour Landvogt celui que
ſa Maieſté a nommé, en vertu du
traité de la paix, & de luy rendre „

„obeissance convenable selon
„l'ancien usage entant qu'il est
„nôtre Landvogt. „ Les Commis-
saires n'avoient garde d'accepter
un tel serment ; mais ils presse-
rent envain les Députez ; qui
ne craignirent pas de leur présen-
ter le 22. Décembre un écrit dans
lequel ils exposoient les raisons de
leur résistance. Il portoit en sub-
stance que toute la difficulté se
réduisoit , à sçavoir si les Villes
doivent prêter au Roy serment de
fidélité : c'est un point, disoient
les Députez, sur lequel il ne nous
est pas libre de décider, sans avoir
reçu des ordres exprés de nos
Principaux. Nous craignons mê-
me qu'ils ne jugent qu'il ne dé-
pend pas d'eux de nous permet-
tre de prêter serment de fidélité au
Roy, puisque ce seroit bleffer la
religion du serment que les Vil-
les ont prêté à l'Empereur & à
l'Empire , comme membres du
Corps Germanique. Nous ne re-
fusons pas de reconnoître, que la
Préfecture de Haguenau, a été cé-
dée irrévocablement au Roy, &
nous

nous sommes prêts de faire au Grand-Bailly que sa Majesté à nommé, le même serment que les Villes faisoient aux Archiducs d'Autriche, quand ils ont été Grands-Baillys. Nous avons fait serment à l'Empereur & à l'Empire; l'obligation qu'on veut nous imposer d'en faire un troisième au Roy, seroit une pratique nouvelle, à laquelle nous n'osons nous soumettre que du consentement de nos Supérieurs (m).

Les Commissaires du Roy ne tarderent pas de répondre par écrit aux Députez, que les difficultez qu'ils faisoient, de prêter au Roy comme à leur Protecteur souverain le serment de fidélité, ne pouvoient leur être suggerées que par leurs ennemis (n); car, disoient-ils, quand même il seroit vray que les Villes n'ont pas prêté aux Archiducs un pareil serment; il y a grande différence du titre en vertu duquel ces Princes possédoient la Préfecture Provinciale, d'avec celui

L 4 de

(m) Acta Colmar pag. 10. (n) Eadem Acta pag. 15.

de sa Majesté. Cès Princes ne tenoient la Préfecture que pour autant de tems qu'il plaisoit à l'Empereur & à l'Empire ; en forte qu'elle pouvoit leur être révoquée : ainsi les Villes pouvoient s'excuser de leur prêter serment de fidélité. Mais aujourd'huy que le Roy possède cette Préfecture incommutablement pour luy & ses successeurs, & indépendamment de l'Empire, avec tous les droits que l'Empereur & l'Empire y avoient à raison de la dite Préfecture, ils ne peuvent pas se dispenser de promettre à sa Majesté en cette qualité, de luy être fidèles en toutes choses bonnes & faisables, conformément au traité de paix de Munster. Mais comme les Députés s'excusoient toujours sur le manque de pouvoirs, les Commissaires leur accorderent un délai de cinq jours, pour les obtenir de leur Principaux.

A. 1662. Le Duc Mazarin étant retourné de STRASBOURG le 1. Janvier 1662. il convoqua les Députés pour apprendre d'eux la réponse qu'ils avoi-

Refus de
prêter
serment
au Roy.

avoient reçue. Les Députés obéirent, & présentèrent le lendemain une seconde déclaration, dans laquelle ils répétoient ce qu'ils avoient déjà dit, que les Villes ne pouvoient se résoudre de prêter immédiatement le serment de fidélité au Roy, puisque ce seroit reconnoître sa Majesté pour leur immédiat Souverain, & renoncer par là à leur immédiateté envers l'Empire, que le traité de paix leur avoit réservée. Nous convenons, disoient les Villes dans leur déclaration, "qu'il est indubitable que le Roy Très Chrétien a sur les dix" Villes le droit de Préfecture ou de "protection; mais ces titres ne" les obligent pas à prêter à sa Ma-" jesté le serment de fidélité, qu'on" ne prête pas à un grand nombre" de Protecteurs ou de Préfects, qui" se trouvent dans l'Empire & dans" toute l'Europe. Il faudroit que" les Villes y fussent obligées par" une clause spéciale du traité de" paix. D'ailleurs ce serment pa-" roît peu nécessaire, puisque les" Villes ne refusent pas de promet-"

“tre obéissance au Grand-Bailly
“que le Roy leur a nommé. En-
“fin comme le traité de paix re-
“tient les Villes immédiatement at-
“tachées à l’Empire, elles ne peu-
“vent sans son consentement faire
“immédiatement au Roy, serment
“de luy être fidèles. Nous sup-
“plions sa Majesté, concluoient-
“elles, de traiter avec l’Empire
“cette importante affaire, dans la-
“quelle nous ne pouvons entrer
“sans blesser le serment que nous
“luy avons fait. “

Les Députez assaisonnerent leurs remontrances d’expressions très respectueuses & très sournises; mais les Commissaires s’attachèrent sur tout à leur faire sentir la foiblesse de leurs raisons: ils leur dirent que puisque les Villes reconnoissoient que le Roy avoit sur elles le droit de Préfecture & de protection en toute Souveraineté, il étoit nécessaire qu’ils prêtassent immédiatement au Roy un serment de fidélité, tel qu’on doit le prêter au Souverain. Que si dans l’Empire les Clients ne rendoient pas de pa-
reils

reils hommages à leurs protecteurs, c'est qu'ils n'avoient pas sur eux le Domaine-Souverain, & que le Protecteur & le Client étoient également dépendants de l'Empire ; qu'ils ne devoient sur ce point ni consulter l'Empire ni en craindre les reproches, puisque le traité de Munster devoit leur servir de règle & de loy ; qu'ils pouvoient y lire que l'Empereur & l'Empire avoient par une clause speciale délié les Officiers & sujets des païs cédez à sa Majesté, des engagements & des sermens, par lesquels ils avoient été jusqu'à-present liez à luy & à la Maison d'Autriche, & les remettent & obligent à rendre la sujétion, l'obéissance & la fidélité au Roy & au Royaume de France : ils ajoutèrent enfin que le Roy ne vouloit point toucher à l'article du traité, qui leur réservoir leur liberté & leur immédiateté envers l'Empire, puisque sa Majesté consentoit de leur laisser leurs immunités, & les privileges dont ils avoient jouï & qu'ils avoient reçus immédiatement

ment des Empereurs & de l'Empire ; mais qu'ils devoient faire attention que le même article, qui leur réservait leur immédieté & les privilèges dont ils avoient joui, décidait qu'on ne retrancheroit rien des droits de Souverain-Domaine, qui avoit été cédé à sa Majesté.

Refus de
recevoir
les réver-
sals du
Duc Ma-
zarin.

Ce n'étoit point seulement sur le point du serment de fidélité, que les Villes formoient des oppositions : elles refusoient encor de recevoir les réversals du Duc de Mazarin, dans la forme qu'elles étoient dressées. On nomme réversal l'acte que le Grand-Bailly donne aux Villes, lorsqu'il prend possession de la Préfecture. Celles qui leur furent présentées par le Duc Mazarin, étoient conçûes en ces termes. “ Nous Armand-Charles Duc Mazarin &c. Déclarons qu'ayant “ plû au Roy de nous pourvoir “ de la Charge de Grand-Bailly, “ ou *Ober-Landvogt* de la Préfec- “ ture Provinciale de Haguenau, “ pour la tenir, posséder, exercer & “ en jouir aux honneurs, préroga-
tives,

“tives , prééminences & émolu-
 “ments, ainfi que l’ont tenuë &
 “en ont jouï les précédents Grand-
 “Baillys , particulièrement les
 “Comtes Palatins du Rhin & les
 “Archiducs d’Autriche , nous a-
 “vons prêté ferment corporel de
 “maintenir , comme nous promet-
 “tons par les présentes, protéger
 “& défendre au mieux qu’il nous
 “fera poffible , par nous-mêmes
 “comme Grand-Bailly , les hon-
 “norables Prévôts, Bourgmestres,
 “les Confeils & les Tributs de la
 “Ville imperiale de . . . apparte-
 “nante à la Préfecture Provincia-
 “le de Haguenau , contre toute
 “injuftice, violence, & infraction
 “de leurs droits , avec promeffe
 “de ne les point troubler dans leur
 “immédiateté envers l’Empire,
 “franchifes, anciennes coutumes,
 “lettres de grâces & privilèges gé-
 “néralement quelconques , par
 “eux cy-devant obtenus ou qu’ils
 “pourront obtenir à l’avenir , en
 “tant qu’ils ne préjudicieront
 “point aux droits. cédez au Roy
 “par le traité de Munfter. “

Quel-

Quelque juste que fût cette réserve, de s'en tenir aux termes du traité de Munster, elle déplût aux Députez, parcequ'il leur paroissoit que le Roy consentoit de les laisser jouir de leur immédiateté & de leurs privileges, non pas absolument & sans exception, mais seulement à condition & en tant qu'ils ne préjudicieront point aux droits de sa Majesté. Ce fut pour se défendre encor de prêter le serment de fidélité, & d'admettre la clause des réversales, qu'ils dressèrent une troisième déclaration. Mais l'ayant présentée aux Commissaires du Roy assemblez dans l'Hôtel de Fleckenstein, Monsieur le Président Colbert leur déclara qu'il ne s'agissoit pas de multiplier les écritures, qu'il étoit résolu de n'en recevoir dorenavant aucune; que les droits du Roy étoient assez éclaircis; qu'il falloit se rendre à ce que sa Majesté desiroit avec tant de justice; que plusieurs Princes & Electeurs de l'Empire convenoient que le Roy n'en demandoit pas trop; que les Villes de

devoient tâcher par leur soumission de se ménager la protection, d'un Roy, qui n'étoit pas moins puissant qu'il étoit juste, qui sçau-roit tout à la fois & leur faire des graces & maintenir ses droits ; & qu'enfin s'ils s'obstinoient dans le refus qu'ils faisoient, les Commis-saires du Roy se retireroient, après avoir protesté qu'ils ne seroient pas cause des malheurs, qui se-roient la suite de leurs résistances ; il finit par ces mots : C'est à vous Messieurs d'y songer. Adieu.

Les Députez ébranlez par ce dis-cours, envoyèrent quelqu'un d'en-tre eux au Duc Mazarin, pour tâ-cher de renoüer la négociation. Le Duc ne fut pas moins ferme que l'avoit été le Président ; & il ne leur dissimula pas que devant re-connoître le Roy pour leur Pro-tecteur-souverain, ils ne pouvoient se dispenser de luy prêter serment de fidélité. Quatre autres Dépu-tes allèrent rendre visite le 5. Jan-vier à Monsieur le Président Col-bert, qui leur proposa de changer dans la formule du serment, le
 terme

A. 1662.

terme de Protecteur-souverain , en celui de Protecteur perpetuel ou protecteur cessionnaire de tous les droits de l'Empereur & de l'Empire : cette proposition ne fut point acceptée. Un Gentilhomme voulut le lendemain s'entremettre pour accommoder cette affaire, en proposant aux Villes de faire serment en ces termes. “ Nous jurons d'être fidèles & obéissants au “ Grand-Bailly au nom du Roy, & “ comme il est conforme au traité “ de Munster. “ Cet expédient ne fut point approuvé des deux parties. Les Commissaires voulant qu'on fit serment immédiatement au Roy , & les Députés ne voulant pas s'engager à jurer d'être fidèles & obéissants à celui qui representoit la personne du Roy. Ils chercherent eux-mêmes un tempérament, en proposant une nouvelle formule de serment conçu en ces termes. “ Nous jurons à Dieu “ que nous rendrons fidèlement à “ sa Majesté Très Chrétienne, tous “ les droits préfectoriaux , qui luy “ ont été cédez dans le traité de “ Mun-

Autre
formule
de ser-
ment.

Munster par l'Empereur & par “ l'Empire, sur les dix Villes impé-
 periales unies en Alsace, & que “ nous ne ferons rien au contraire.”
 Ce projet fut rejeté, parceque les Villes promettoient seulement d'exécuter fidèlement les dispositions du traité de Munster, & le Roy vouloit un serment de fidélité.

Cependant Monsieur Gallinger Officier de la Régence d'Ensisheim, & qui servoit d'interprete aux Commissaires, traita avec les Députez le 7. Janvier, & leur proposa une formule de serment, qui paroissoit plus recevable. La voicy. “Nous jurons à Dieu que nous rendrons” avec fidélité & obéissance, à sa “ Majesté Très-Chrétienne, tous “ les droits qui luy ont été cédés “ dans le traité de Munster par l'Em-
 pereur & par l'Empire, sur les dix “ Villes impériales en Alsace &c. “ Les termes d'avec fidélité & obéissance firent peine aux Députez, parce qu'ils engageoient les Villes d'obéir au Roy avec fidélité ; ce qui étoit proprement luy faire serment de fidélité. Le Sieur Gal-

linger rapporta aux Commissaires ce qui s'étoit fait dans la conférence, & leur présenta le projet de serment qu'il avoit luy-même traduit en latin, les Députez n'ayant pas voulu le traduire eux-mêmes, parceque suivant la coutume ils devoient jurer en allemand.

Les Députez se rendirent ensuite en la Chambre d'audiance en présence du Duc Mazarin & des Commissaires : on y discuta le terme d'avec fidélité, & on y insista sur la clause *entant qu'ils ne préjudicieront pas &c.* Le Président Colbert leur fit entendre que les termes avec fidélité, étoient nécessaires, parceque les Villes devoient faire au Roy serment de fidélité, & qu'à l'égard de la clause des Réversales, *entant &c.* elle avoit été ajoutée, parceque les Villes pouvoient avoir obtenu depuis la paix de Munster des privileges, que l'Empereur & l'Empire n'étoient pas en droit alors de leur accorder. Les Députez ne se rendant pas à ces raisons, & s'excusant sur le défaut de pouvoirs, prièrent

rent les Commissaires de leur accorder encor quelques jours. Mais le Président Colbert leur répondit que cette affaire duroit depuis trop de tems, qu'il envoyeroit son procès verbal au Roy, & que Monsieur le Grand-Bally sçauroit ce qu'il auroit à faire. Après ce discours les Députez se retirèrent.

Cependant on traitoit en secret avec les Députez de Haguenau, ^{Haguenau se soumet.} qui est la principale Ville de la Préfecture ; ils se rendirent & donnèrent des réversales à Monsieur le Duc Mazarin dressées en ces termes. “ Nous promettons à sa “ Sacrée & Royale Majesté de France & de Navarre, que nous luy “ rendrons avec fidélité tout ce que “ nous sommes tenus de luy rendre en vertu de la pacification de “ Munster, au sujet de la cession “ faite à sa Majesté par l'Empereur, “ l'Empire & la Maison d'Autriche, “ de la Préfecture provinciale de “ Haguenau, & que nous ne ferons “ rien au contraire ; & en outre “ que nous reconnoîtrons le très “ Haut-Seigneur le Duc Mazarin “

“pour nôtre Grand-Bailly, qui
“nous a été présenté au nom &
“de la part de sa Royale Majesté,
“& que nous luy rendrons obéif-
“sance en toute chose convena-
“ble, comme il est de coutume
“de toute ancienneté & pour au-
“tant de tems qu’il fera Grand-
“Bailly.

A. 1662. Le Duc Mazarin muni de cette
pièce, manda aux Députez de se
trouver chez luy à cinq heures le
8. Janvier. Les Députez voulant
auparavant concerter entre eux les
mesures qu’ils avoient à prendre,
firent prier les Députez de la Ville
de Haguenau de se rendre avec eux
dans la Chambre d’audience; ceux-
cy s’en excusèrent. Les Députez
des neuf autres Villes conférerent
entre eux, & conclurent qu’il fal-
loit aller chez le Duc Mazarin,
mais qu’ils devoient persister dans
leurs résolutions. Ils se rendirent
en effet chez le Duc, où ils furent
surpris de trouver les Députez de
Haguenau. Après s’être plaints de
l’opiniâtre résistance des neuf Vil-
les, le Duc déclara aux Députez
que

que Haguenau s'étoit soumise; ils en furent étonnez, & ayant demandé à ceux de Haguenau ce qui en étoit, ceux-cy répondirent qu'ils avoient jugé à propos de donner leurs réversales, que le Duc Mazarin montra dressées dans la forme que nous venons de rapporter. Comme elles étoient en Latin, un Officier prit soin de les expliquer en Allemand à chaque Député en particulier.

Les Députez de Colmar & de Landau s'excusèrent de suivre l'exemple de Haguenau. Le Duc indigné de leur réponse, les obligea de sortir de sa Chambre. Les Députez des sept autres Villes furent plus dociles, & convinrent enfin de faire le serment sur le plan dont Haguenau étoit convenu. Colmar & Landau se voyant abandonnées par les huit autres Villes, conçurent qu'une plus longue résistance pourroit leur attirer de plus grands reproches; de sorte que dès le lendemain 9. ils déclarèrent au Duc Mazarin qu'ils étoient prêts de se soumettre.

Les Villes
se ren-
dent à l'e-
xemple
de Ha-
guenau.

qu'ils eurent quitté le Duc, ils allèrent joindre les autres Villes que Haguenau avoit convoquées. On résolut de s'assembler l'après-midy pour dresser l'acte de présentation ; & sur le soir les Commissaires du Roy leur envoyèrent leurs réversales en original , pour leur donner le loisir d'y faire leurs réflexions. Une nouvelle difficulté se présenta , mais qui fut bientôt levée : les Députés demandoient que suivant la coutume le Grand-Bailly fît son serment avant que les Villes prêtassent le leur. Les Commissaires leur répondirent que les Villes devoient d'abord faire un serment immédiatement au Roy ; que ce serment ne se feroit qu'une seule fois & pour toujours , parce que les Roys & les Villes étoient immortels , & que le Grand-Bailly devoit prêter son serment au Roy ; mais que cet arrangement ne devoit pas leur faire de peine , parcequ'on leur donneroit des réversales , où il seroit dit que si on ne suivoit pas la coutume pour cette fois , cela ne préjudicieroit pas pour l'a-

l'avenir à l'usage , qui prescrit au Grand - Bailly de prêter son serment avant celui des Villes. Ainsi on convint que le Duc prêteroit d'abord son serment aux Commissaires comme tenant la place du Roy ; que les Villes prêteroiént ensuite le serment aux Commissaires , comme représentants la personne de sa Majesté , que le Duc prêteroit ensuite son serment aux Villes , & enfin les Villes au Grand-Bailly. On ne pensa plus après cela qu'à exécuter ce qui avoit été concerté avec tant de peine , & c'est ce que nous allons voir dans le livre suivant.

LIVRE XX.

DEjà depuis vingt-deux jours A. 1662.
 les dix Villes de la Préfecture de Haguenau dispu-toient sur la forme du serment que le Roy attendoit d'elles , & sur la teneur des réversales que le Grand - Bailly devoit leur donner. Elles avoient défendu le terrain

M. 4 pas-

pas-à-pas, contesté tous les mots, & pesé jusqu'à la moindre syllabe, se retranchant toujours dans l'article du traité de Munster, qui leur réservoir leur liberté & leur immédieté, & tâchant d'échapper à la clause du même article, qui reservoit au Roy tous les droits de Souverain-Domaine, que l'Empereur & l'Empire luy avoient cédez sur la Préfecture de Haguenau, & sur le Landgraviat de la Haute & Basse-Alface. Elles se rendirent enfin non pas à la violence; car l'Histoire nous a fait remarquer que les Commissaires du Roy ne parurent pas les armes à la main, & qu'ils ne les menacerent que de se retirer & de faire au Roy rapport de leur résistance: elles furent plutôt touchées des raisons qu'on leur fit sentir, & de la condescendance des Commissaires à souffrir dans les actes, tout ce qui pouvoit addoucir la peine que les Villes avoient de changer de maître. Tout étant réglé, on procéda le Mardy 10. Janvier 1662. à la Cérémonie de la

la prestation du serment (a). Après Cérémonie de la
 qu'on eut assisté dans l'Eglise au prestati-
 service divin, le Duc Mazarin & les on du ser-
 Commissaires du Roy se rendirent ment.
 entre 9. & 10. heures à la maison
 de Ville de Haguenau, accompa-
 gnez des Députez des Villes. Là
 chacun ayant pris place dans la
 chambre ordinaire, Monsieur le
 Président Colbert fit une harangue
 latine, les portes étant ouvertes &
 en présence d'une foule de monde
 de toute condition, que la nou-
 veauté du spectacle y avoit attiré.
 La harangue fut des plus éloquen-
 te; elle roula d'abord sur la digni-
 té des Préfets & des Préteurs Ro-
 mains, dont Monsieur le Président
 exposa les devoirs & les droits,
 comme le modèle de l'Office des
 Grands-Baillys de la Préfecture; il
 fit un précis de tout ce qui s'é-
 toit passé dans les Conférences, &
 il n'oublia pas d'insister sur tout &
 à plusieurs fois, sur l'obligation
 qu'avoient les Villes de prêter au
 Roy serment de fidélité & de le re-
 connoître pour leur Protecteur-

M 5

Sou-

(a) Acta Colmar pag. 45.

Souverain , voulant que tout le Peuple fût bien informé du sens qu'on devoit donner aux actes, qui avoient été dressez, & du but qu'on s'étoit toujourns proposé dans la négociation.

La harangue ayant été écoutée avec un applaudissement général, le Sieur Zipper Trésorier Préfectorial fit à haute voix lecture des pouvoirs des Commissaires, & des provisions accordées à Monsieur le Duc Mazarin de la Charge de Grand-Bailly ; le Duc prêta son serment aux Commissaires, comme représentants la personne de sa Majesté ; les Députez des Villes prêterent le leur par devant les mêmes Commissaires, comme tenants la place du Roy. Ceux qui sçavoient le Latin le firent en cette langue, les autres en Allemand & tous suivant la forme des réversales que Haguenau avoit données ; à la réserve qu'au lieu de nous promettons, termes dont Haguenau avoit usé, les Députez des autres Villes se servirent des termes, nous jurons au Roy &c. Nous avons rapporté ces

ces réversales dans le livre précédent. Haguenau s'attachant à l'usage ancien les munit du grand sceau de la Ville. Weiffembourg suivant de même ses usages, se contenta de donner la main, pratique qui luy tenoit lieu de ferment dans les Cérémonies Préfectoriales. Après la prestation de ferment, Monsieur le Président ayant fait l'éloge du Duc, le Sieur Zipper lû les réversales que le Grand-Bailly devoit donner aux Villes, en prêtant ferment en ces termes (b). „ Nous „ jurons au nom du Roy de France & de Navarre & pour nous „ en particulier comme Grand-Bailly , d'observer fermement „ tout ce que les lettres réversales „ contiennent, que nous avons „ bien entenduës, comme d'ancienneté, ainsi Dieu nous ayde & tous „ les Saints., Tout étant fini à l'Hôtel de Ville, les Députés des Villes conduisirent dans sa Maison le Grand-Bailly accompagné de ses gardes : les Députés marchoi-
ent sur deux lignes, le Duc les sui-
voit

(b) Acta Colmar pag. 47.

voit à pied avec ses Officiers & ses domestiques : étant arrivé dans son Hôtel , il fit un discours en François ; pour assurer les Villes de sa protection ; il donna la main à tous les Députez & leur fit ensuite un repas magnifique avec des salves de Canon.

A. 1662. Deux jours après c'est-à-dire le 12. Janvier, Monsieur le Marquis de Rusé en qualité de Sous-Bailly, fit son serment dans la Maison de Ville, les portes étant ouvertes, & donna ses réverfales aux Députez. L'ancienne coutume demandoit que le Sous-Bailly ou *Under-Landvoegt*, allât dans chaque Ville s'acquitter de ce devoir ; mais on voulut bien le dispenser pour cette fois de faire ces voyages ; & tout se termina à Haguenau à la prière du Duc Mazarin, qui régala tous les Députez de médailles, dont les unes représentoient le Roy, & les autres avoient l'image du Cardinal Mazarin.

Après une reconnoissance si solennelle du suprême-Domaine sur la Préfecture de Haguenau & lieux
en

en dépendants, sa Majesté voulant accoutumer les Peuples d'Alsace à recourir aux tribunaux de France, donna au Parlement de Metz la juridiction de juger souverainement par appel & en dernier ressort tous les procès, mûs & à mouvoir, entre les sujets de sa Majesté du Landgraviat de la Haute & Basse-Alsace, du Suntgau, de la Comté de Ferrette & Bèfort, de Brisach & des dix Villes Imperiales de la Préfecture de Haguenau; l'Edit en fut publié le 6. Février 1662. Le Roy établissant un Conseil-Souverain à Ensisheim, avoit réglé qu'il y auroit deux Conseillers du Parlement de Metz, qui serviroient par commission dans le nouveau Conseil. Peut-être que la Province d'Alsace ne fournissoit pas encore assez de Sujets instruits des loix & des ordonnances de France, ni qui en scûssent la langue, & que sa Majesté crut que la justice se rendroit mieux dans un Parlement nombreux, que dans un Conseil, où on ne pouvoit mettre que peu de juges, & dont le ressort étoit

Le Parlement de Metz re-
çoit le
droit de
juger les
causes
d'appel.

Déclaration favo-
rable à
l'Alsace.

étoit alors peu considérable. Quoy qu'il en soit le Roy ne laissa à Ensisheim qu'un Conseil Provincial, dont les causes seroient par appel portées à Metz. Les Peuples se virent avec peine obligez d'aller plaider hors de la Province ; ils furent cependant un peu consolez par la déclaration du mois de Novembre 1662, dont l'objet étoit de repeupler l'Alsace , & de réparer les ruines que la guerre y avoit attirées. Par cette déclaration sa Majesté exempté pendant six ans de toute sorte de charge, ses sujets & les étrangers faisant profession de la Religion Catholique, Apostolique & Romaine , qui voudront se retirer dans l'Alsace pour s'y habiter & en cultiver les terres ; veut que les Commissaires nommez par le Roy leur distribuent celles que les anciens propriétaires auront abandonnées ; elle ordonne de plus qu'il leur soit permis de prendre dans les forêts appartenantes à sa Majesté , tout bois qui leur sera nécessaire pour rebâtir les maisons, qui avoient été ruinées par les
les

les guerres, & en bâtir même de nouvelles ; mais tous ces Privileges ne doivent être que pour ceux qui feroient Profession de la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, dont le Roy s'étoit engagé par le traité de Munster, de soutenir les intérêts & de procurer l'accroissement. Rien n'étoit plus conforme au zèle que ce Prince à toujours eu pour le bien de la Religion & de l'Eglise. Toutes ces graces attirerent en peu de tems dans l'Alsace, une grande multitude de toute sorte de gens, qui peuplerent les Villages & les Villes, ramenerent l'abondance dans la Province, & luy rendirent son ancien lustre.

Ce fut dans cette année 1662. Mort de
 que mourut à Vienne le 10. No- l'Evêque
 vembre à l'âge de 48. ans, l'Archi- de STRAS-
 duc Leopold-Guillaume Evêque B O U R G
 de STRASBOURG, de Passau, d'Hal-Leopold-
 berstat, d'Olmütz & de Breslau, me. Guillau-
 Grand-maître de l'Ordre Teuto-
 nique, Abbé de Murbach & de
 Leure & Gouverneur-Général des
 Pais-bas. Il avoit été élu Evêque
 de

de STRASBOURG dès l'âge de treize ans, comme nous l'avons remarqué. Le grand nombre de ses dignitez, & les guerres qui agiterent pendant toute sa vie, la Religion, l'Empire & la Maison d'Autriche, ne luy permirent pas de venir consoler par sa présence, son diocèse de STRASBOURG, que l'hérésie & les guerres avoient désolé; mais il luy fit toujours sentir les effets de sa puissante protection. Digne héritier du zèle que son pere l'Empereur FERDINAND II. avoit eu pour la défense de l'Eglise, il en soutint toujours les intérêts avec courage; & après sa mort on à trouvé dans ses papiers, que ce seroit pour luy la plus grande de toutes les faveurs, si aidé de la grace, il pouvoit un jour souffrir les plus rudes tourments pour la confession de la Foy. Sa conduite répondoit à ses sentimens. Non seulement les Peuples, mais les Princes mêmes le regardoient comme un vray modèle d'une piété toute Chrétienne. Témoin des ravages que le Luthéranisme avoit fait dans tout
l'Em-

Vertus de
ce Prince.

l'Empire, il craignit que le Janfé-
nisme ne fit dans les Païs-bas d'auſ-
ſi funeſtes progrès; il ſçavoit que
l'héréſie eſt un torrent, qui porte
bientôt le dégât par tout, ſi on le
laiſſe groſſir, & ſi on ne luy oppo-
ſe pas d'abord de fortes digues,
De là vint que dès que la Doctrine
de Janſenius eut été condamnée,
il ſe fit une loy dans toute l'éten-
duë de ſon Gouvernement, de ne
donner aucune dignité Eccleſiaſti-
que, aucun Canoniat, ni aucun
Bénéfice, à ceux qui ſe feroient
rendus ſuſpects de donner dans les
erreurs de Janſenius, s'ils ne ré-
nonçoient pas entierement à cette
ſecte, ou s'ils reſuſoient de pro-
mettre avec ſerment qu'ils ren-
droient au Siège Apoſtolique l'o-
béiſſance qui luy étoit dûë (c).
Cet Edit qu'il fit publier dans les
Païs-bas luy mérita les bénédicti-
ons du Pape INNOCENT X. qui luy
écrivit en ces termes. „ Nous ad-
mironſ l'attachement que vôtre „
fraternité a pour la Religion Catho- „
II. P. 3. T. N lique

(c) Jean. Lud. SCHÖNLEBEN Proleg.
pag. 2. cap. 9. §. 8. pag. 193.

„lique, & vôte zèle plein de fol-
 „licitude pour la conserver & la
 „défendre. Ce zèle qui a pris nais-
 „sance dans la Maison d'Autriche
 „aussitôt qu'elle a commencé a
 „toujours crû chez elle, à mesure
 „qu'elle s'est plus aggrandie ; ce
 „que vous faites pour la Religion
 „en donne tous les jours de nou-
 „velles preuves. Nous scavons
 „continuë le Pape, qu'elle est vô-
 „tre attention à soutenir la cause
 „de Dieu ; parceque vôte sagesse
 „vous persuade que tel est le mo-
 „yen de procurer le salut des Peu-
 „ples , d'affermir les Etats & de
 „rendre les Souverains heureux. „
 Tels furent les éloges dont le Sou-
 verain-Pontife couronna les vertus
 de l'Evêque de STRASBOURG, Leo-
 pold-Guillaume d'Autriche.

A. 1663.

François
 Egon de
 Furstem-
 berg élu
 Evêque
 de STRAS-
 BOURG.

Dés qu'il eut les yeux fermés
 le Chapitre de STRASBOURG pensa
 à luy donner un successeur, qui par
 sa prudence, son zèle & son cré-
 dit pût rétablir l'Evêché dans son
 premier éclat. Tous les suffrages
 s'accorderent le 19. Janvier 1663.
 à choi-

à choisir François Egon Comte de Furstemberg Chanoine & Trésorier, ou comme en parle ordinairement Custos de l'Eglise de STRASBOURG. Il étoit fils d'Egon Comte de Furstemberg de l'une des plus anciennes familles & des plus illustres de la Suabe. Quelques Auteurs font descendre les Comtes Egon de la Race d'Agilofing, qui se rendit célèbre en 670 (*d*). Il est du moins sûr que les Comtes de Furstemberg ont conservé le nom d'Egon comme propre de leur famille. Le Pere du Comte dont nous parlons, fut marié à Anne-Marie d'Hohenzollern ; & il eut de son mariage six fils, dont deux moururent en bas âge ; les quatre autres furent Ferdinand-Frédéric Egon l'aîné de tous, qui s'attacha à l'Empereur & fut Capitaine de ses Gardes; François Egon, dont nous parlons ; Harman Egon, Grand-maire de la Maison de l'Electeur de Baviere & favori de ce Prince, qui n'eut pas moins de part que son aîné aux bonnes grâces de

N 2

l'Em-

(*d*) SPENER & BUCELIN.

l'Empereur, lequel l'honnora avec ses freres en 1667. du titre de Prince de l'Empire ; il fut reçu en cette qualité dans le College des Princes, mais à condition que ses seuls descendants prendroient ce titre, ses freres ne devant le conserver que pendant leur vie. Le quatrième fils fut Guillaume Egon, né le 21. Octobre 1629. & qui succéda à son frere François Egon dans l'Evêché de STRASBOURG, comme nous le dirons dans la suite. Ce détail m'a paru nécessaire pour faire connoître le sage choix que fit le Chapitre de STRASBOURG. Les dignitez, les talents & le crédit de François Egon sembloient répondre que l'Eglise de STRASBOURG seroit heureuse sous un si grand Evêque.

François Egon étoit tout à la fois Chanoine dans l'Eglise de Cologne, de STRASBOURG, de Liège, d'Hildesheim & de Spire, Doyen de Cologne, Prévôt de St. Gerion dans la même Ville, Prévôt d'Hildesheim & Trésorier de STRASBOURG. En succédant dans l'Evêché

ché à l'Archiduc d'Autriche Leopold-Guillaume, il devint après luy Abbé de Mourbach & de Leure, les plus nobles Abbayes de toute l'Alsace. L'Electeur de Cologne luy céda ensuite les Abbayes de Stavelo & de Malmedy. Sa prudence & son habileté dans le manieement des grandes affaires, le distinguerent encore plus que ses dignitez. Maximilien-Henry Duc de Baviere Archevêque & Electeur de Cologne, Prince dont les qualitez étoient au dessus de sa naissance, le choisit pour son conseil & son Premier-Ministre, & on le vit à la diète de Ratisbonne de 1653. dans la Cérémonie du Couronnement du Roy des Romains FERDINAND IV. marcher avec l'Electeur de Mayence immédiatement après le nouveau Roy. L'Electeur de Cologne qui étoit à Ratisbonne, n'ayant pas voulu assister à la Cérémonie, parcequ'il prétendoit que c'étoit à luy de couronner le Roy des Romains, le Comte de Furstemberg eut l'honneur d'y tenir sa place (e). N 3 Tout

(e) PFANNER Hist. Com. L. 2. p. 273. & 282.

Tout conspiroit à donner à François Egon un grand crédit. Car outre que son frere Herman Egon en avoit un tres grand dans la Cour de l'Empereur & dans celle de l'Electeur de Baviere , il avoit luy-même toute la confiance de l'Electeur de Cologne. Cet Electeur étoit tres attaché à la France, avec laquelle il s'étoit allié dès l'an 1658. par un traité qui fut confirmé par plusieurs autres qui le suivirent. François Egon avoit plus que personne contribué à cette Confédération ; & pour la cimenter son frere Guillaume Egon avoit été plusieurs fois à Paris en qualité d'Envoyé Extraordinaire de l'Electeur de Cologne ; où il fut toujours reçu avec des honneurs, que l'Electeur de Brandebourg prit pour règle de ceux, qu'il vouloit obtenir pour son Envoyé à la Cour de France (*f*). Les deux freres méritèrent par ces services toute l'estime de sa Majesté Très Chrétienne, dont ils soutinrent toujours constam-

(*f*) PUFEND. *Rerum Brandenburg* l. 4.
n. 56

tamment & de concert les intérêts. De là on peut croire que le Roy, qui étoit alors dominant en Alsace, s'employa pour faire choisir François Egon Evêque de STRASBOURG. On doit du moins, présumer de la sagesse des Capitulaires qu'ils firent attention de mettre sur le siège de cette Eglise, un sujet qui fût agréable au Roy: ils ne se tromperent pas; le nouvel Evêque reçut en toute occasion des marques de la protection de sa Majesté, & c'est par son secours qu'il rétablit son Evêché & qu'il eut la consolation de rentrer dans la Cathedrale, d'où les Evêques étoient pros crits depuis plus d'un siècle.

L'Electi on du nouvel Evêque inquieta les Magistrats de STRASBOURG; ils craignirent qu'étant appuyé de la France, de l'Empereur & de l'Electeur de Baviere, il ne réveillât les anciennes querelles. D'ailleurs comme ils avoient été témoins de la soumission que le Roy avoit exigée des Villes de la Préfecture de Haguenau, ils appré-

STRAS-
BOURG
augmen-
te les for-
tifications

henderent que sa Majesté n'entreprit de vouloir les comprendre dans la cession de l'Alsace. Ces réflexions leur firent prendre la pensée d'ajouter de nouvelles fortifications à leur Ville. Ils y travaillèrent près de la tour de l'Hôpital, où ils trouverent le 2. Septembre 1663. à huit pieds en terre, une espèce de tombeau fermé avec huit briques posées en dos d'asne, quatre d'un côté, quatre de l'autre (g); chacune étoit haute d'un pied neuf pouces & large d'un pied quatre pouces, & sur chacune on lisoit ces mots **LEG. VIII.** Ce tombeau renfermoit un squelette, dont les os étoient si durs qu'on ne pouvoit les casser; ce qui surprit d'autant plus que cet endroit avoit été sous les eaux du moins deux fois chaque année. On trouva près de ce corps des vases de terre & de verre, des lampes, des ossemens brulez & des médailles. Mais rien ne put faire deviner, ni qui il étoit, ni le tems où il avoit été enterré L'In-

scrip-

Ancien
tombeau
trouvé.

(g) Balth. BEBELIUS Antiquit. Argent.
pag. 90.

scription fit seulement juger que c'étoit quelque Officier Romain de la Legion VIII. laquelle suivant les anciennes histoires avoit dans STRASBOURG ses quartiers ordinaires. Je laisse à d'autres rechercher comment les os de ce squelette ont pû se durcir dans la terre & & même sous les eaux. Je passe à des faits plus importants.

Un incident d'abord assez léger fit renaître en 1663. de nouveaux troubles dans l'Alsace. Malgré l'Edit du Roy de 1661. qui avoit attribué au Parlement de Metz la connoissance des causes du Landgraviat de la Haute & Basse-Alsace, & même celles des dix Villes Impériales de la Préfecture de Haguenau, pour y être jugées en dernier ressort; les Villes de Munster, de Turkheim & Colmar entreprirent de traduire à la Chambre impériale de Spire l'Abbé de Munster, qui étoit en procès avec elles (b). Monsieur de Rusé Sous-Bailly de la Préfecture regarda le procédé de ces Villes, comme un

Procédé
des Villes
de Turk-
heim &
de Mun-
ster.

N 5

éclat-

(b) Acta Colmar.

éclattant attentat à la Souveraineté du Roy , & leur fit défense le 28. Juillet 1663. sous peine de deux mille livres , de se pourvoir en aucune façon à la Chambre de Spire. Non seulement il suivoit en ce point les ordres du Roy , mais il se conformoit au réglement fait

Etat de la
Préfectu-
re sous
l'Empe-
reur Fer-
dinand en
1632.

par l'Empereur FERDINAND en 1632. dans lequel sa Majesté Impériale s'explique en ces termes à ses Officiers de la Préfecture de Hanguenau , & à tous ceux qui en dépendent (i). “ Vous reconnoîtrez, “ leur dit-il, nôtre Chambre d’En- “ fisheim & celle d’Inspruck; & en “ cas qu’il surviene quelque af- “ faire difficile , & ayez besoin de “ leurs Officiers , vous prendrez “ avis auprès d’eux , conseil & as- “ sistance ; néanmoins ils ne vous “ feront point de préjudice aux “ immédietés de l’Empire.

“ Dans tous les cas vous vous “ servirez des Privileges & im- “ munitez de nôtre Maison d’Au- “ triche , & vous vous maintien- “ drez fermement par leurs secours “ pour

(i) Ex Archiv. D. GARNIER.

“ pour vous protéger & vous défendre , & ne vous assujettirez point à la Chambre de Spire , ni à celle de Rotweil , & ne leur ferez aucune parition. “

Tel est l'état où se trouvoient les Villes de la Préfecture en 1663. tems auquel commença la guerre qui fut terminée par le traité de Nimegue. Il n'étoit pas alors permis à ces Villés , d'appeller à la Chambre de Spire ni à celle de Rotweil. Les lettres imperiales veulent qu'on leur conserve leur immédiateté : mais il n'est pas toujours nécessaire pour être immédiat de l'Empire , que les causes de cet Etat soient portées à la Chambre Imperiale. Le Cercle de Bourgogne quoyque membre de l'Empire , n'étoit pas soumis à la juridiction de cette Chambre (k), *Camera imperialis jurisdictioni , non parret*, dit Knipschild. L'Electeur de Trêves en qualité d'Evêque de Spire & de Prévôt de Weissembourg, contesta même aux Villes de Landau

(k) KNIPSCHILD de Civit. Imp. L. 4. c. 2. n. 11.

dau & de Weiffembourg en 1647. la faculté de porter leurs causes à la Chambre imperiale. Tout le monde fçait que les Archiducs d'Autriche exercent dans leurs Etats une justice sans appel ; & le traité de Munfter a fait entrer le Roy dans tous leurs droits , par rapport au Landgraviat d'Alsace & la Préfecture de Haguenau. Enfin les Villes de cette Préfecture alléguoient les privileges qu'elles avoient obtenus des Empereurs : Monsieur le Marquis de Rusé leur oppofoit des lettres posterieures d'un Empereur , qui leur défend de faire aucune parition à la Chambre imperiale.

A. 1664. Ces Villes obéirent à l'ordre du Sous-Bailly : mais comme elles faisoient toujours sentir leur répugnance à se soumettre, le Duc Mazarin se transporta en Alsace, & en qualité de Grand-Bailly, il vint visiter toutes les Villes de la Préfecture. Il commença par Colmar où il se rendit le 22. Mars 1664. ; il assembla tout le Magistrat dans l'Hôtel de Ville, & luy intima les or-

Le Grand-Bailly visite les Villes imperiales.

ordres du Roy contenans quatre chefs principaux.

1. Il déclara que les tribunaux établis par le Roy, avoient sur les dix Villes la même juridiction que les tribunaux de l'Empire avoient autrefois sur elles.

2. Qu'il appartenoit au Roy de disposer de tout ce qui regarde la guerre, des fortifications, & des arcenaux.

3. Que le Grand-Bailly avoit droit de présider à l'élection des Magistrats.

4. Que les choses Ecclesiastiques devoient être à la disposition de sa Majesté.

Ce dernier article allarma sur tout Colmar où le Lutheranisme dominoit ; de sorte qu'elle répondit au Grand-Bailly ce qu'elle avoit déjà dit plusieurs fois, qu'il ne luy étoit pas permis de transiger sur les droits de l'Empire, dont la juridiction & l'autorité paroissoient intéressées dans les quatre articles qu'on luy proposoit : d'où elle conclut qu'elle ne pouvoit s'y soumettre que de l'aveu & du consentement

tement de l'Empire. Landau, Weissebourg & Munster-au-Val-St. Gregoire suivirent l'exemple de Colmar : Haguenau avoit fait à part son traité ; les cinq autres Villes se soumirent. Cependant comme Colmar & quelques autres Villes avoient paru trop inquietes, au sujet de la disposition des choses Ecclesiastiques, que le Roy vouloit se reserver, cet Article fut changé, & il fut dit en sa place que sa Majesté pourroit faire passer ses Troupes dans les Villes & les y mettre en quartier.

1665. 28.
Janvier.

Après le départ de Monsieur le Duc Mazarin, les dix Villes entraînées par l'exemple de Colmar, se réunirent ; du moins on porta les plaintes au nom de toutes, à la diète de Ratisbonne (1), non pas comme au juge de sa Majesté Très Chrétienne, mais comme au Corps de l'Empire, qui devoit avec elle garantir la paix ; & elles demanderent aux Electeurs, aux Princes & aux Etats de l'Empire, que sans avoir égard à ce qui s'étoit

Les Villes
de la Pré-
fecture
portent
leurs
plaintes à
la diète.

(1) Acta Colmar. Memor. Civit. pag. 15.

toit passé à Haguenau en 1662, & au serment qu'elles y avoient prêté au Roy, on nommât des arbitres pour régler les différends, qui étoient entre elles & sa Majesté Très-Chrétienne.

L'Evêque de Saltzbourg étoit à la diète Commissaire de sa Majesté Imperiale, & Monsieur de Gravel agissoit au nom du Roy. Nul n'avoit plus d'expérience que luy dans les affaires d'Allemagne, où il avoit conclu jusqu'à dix-sept traitez avec divers Princes de l'Empire; & à en juger par l'écrit qu'on luy attribue daté du 21. Août 1661. & qui fut publié à la Haye en 1697. par le soin des ennemis de la France, il étoit parfaitement instruit des prétentions des dix Villes, & des raisons qui pouvoient les appuyer (*m*). Ainsi un habile Ministre sçait faire connoître à son maître, le fort & le foible des matieres qui se traitent: il marche à pas plus sûr, quand il a sçu développer tout ce qui pouvoit luy faire obstacle. Mais Monsieur de Gravel

(*m*) Mém. du Traité de Ryswick, T. 2. p. 17.

Gravel n'avoit pas alors vû les titres sur lesquels sa Majesté fondoit ses droits sur les dix Villes; & dès qu'il les eut connus, il sçut les faire valoir avec fermeté, sans s'éloigner jamais des ménagemens que sa Majesté jugeoit nécessaires, pour se conserver l'affection des Princes de l'Empire & les persuader de son attachement à la paix. Monsieur de Gravel opposa à tout ce que les Villes avançoient, des réponses auxquelles il sembloit que la diète devoit se rendre: elle prit cependant un autre parti, en écrivant au Roy le 19. Août 1665. une lettre dans laquelle elle exposoit à sa Majesté; que les dix Villes de la Préfecture de Haguenau se plaignoient, qu'on donnoit atteinte à l'immédiateté qui leur étoit réservée par le traité de Munster; qu'on exigeoit d'elles un serment de fidélité qui bleffoit la dépendance qu'elles avoient de l'Empire; & qu'on leur imposoit des charges, auxquelles elles n'avoient jamais été assujetties. La lettre ajoute que les Villes proposent que cette affaire

A. 1665.
La diète
écrit au
Roy.

faire soit réglée par des Arbitres ; & la diète prie sa Majesté d'en vouloir bien nommer de sa part , afin que par ce moyen la paix puisse se conserver sans aucune alteration.

Dés le 18. Septembre suivant le Roy répondit à la diète , qu'il ne doutoit pas que si les Députés qui étoient assemblez à Ratisbonne, avoient bien examiné les réponses que le Sieur Gravel avoit faites aux plaintes des Villes , ils n'eussent aisément reconnu que ces plaintes, ou ne sont pas bien fondées , ou que la matiere dont elles sont tirées peut être interprétée aussi favorablement pour sa Majesté, que pour les dix Villes (*n*). Cependant le Roy ajoute que pour marquer le soin qu'il a de maintenir la paix , il veut bien que tout soit réglé suivant la teneur du traité de Munster , & que pour cet effet il a prié les Electeurs de Mayence & de Cologne, la Couronne de Suede comme Etat de l'Empire, étant Duc de Bremen , & la maison de Hesse-Cassel de vouloir bien s'y en-

Arbitrage
consenti
par le
Roy.

II. P, 3. T. . O tre-

(*n*) Null. & iniq. reun. Alsatia Diplom. p. 17.

tremettre & employer leurs bons offices pour terminer ces différends, tant à la satisfaction de sa Majesté que de l'Empire. L'Electeur de Saxe, les Evêques d'Eistet & de Constance & la Ville de Ratisbonne furent nommées de la part des Villes. Le Roy ne voulant rien omettre de tout ce qui pouvoit hâter un accommodement qu'il desiroit, écrivit aux Princes qu'il avoit nommez, une lettre très gracieuse datée du 25. Novembre 1665. par laquelle il leur dit, que l'amour qu'il a pour la justice, & le desir de conserver le repos de l'Empire, l'ont engagé à les prier de s'employer à terminer les différends qu'il a avec les dix Villes d'Alsace; " nous étant promis, " ajoute-t'il, que vous auriez pour " agréable, cette nouvelle marque " que nous vous donnons de la " confiance que nous avons en vôtre équité. L'affection que vous " avez pour nous & dont vous " nous avez donné des preuves en " toutes rencontres, vous conviera en celle-cy à prendre en-

" cor

“cor un soin particulier de nos in-
“térêts.

Ces avances de sa Majesté firent Monnoye
croître les espérances de la Ville de Col-
de Colmar, qui ne craignit pas mar.
même de faire battre une monnoye
d'argent de la grosseur d'un écu,
où il y avoit d'un côté le buste de
l'Empereur LEOPOLD, & dans le
revers les armes de la Ville de Col-
mar, avec ces mots qui en faiso-
ient la legende, *Moneta libera civi-*
tatis imperialis Colmariensis 1666. Ainsi A. 1667.
cette Ville déclaroit avec éclat,
qu'elle persistoit à refuser de se sou-
mettre à la domination de la Fran-
ce. Ce ne fut que le 11. Septem-
bre 1667. que les Arbitres se trou-
verent prêts d'entrer dans la dis-
cussion de cette affaire. Elle fut
entamée par une déclaration que
fit Monsieur de Gravel Plénipoten-
tiaire du Roy, par laquelle il té-
moigna aux Arbitres, (nous nom-
merons ainsi ceux qui avoient été
choisis, non pas pour être juges,
mais seulement pour être media-
teurs de ces différends,) il leur
témoigna que sa Majesté desiroit.

Condi-
tions pro-
posées
aux arbi-
trés.

1. Qu'on ne fit aucun rapport à la diète de l'Empire des points qui auroient été traitez avant qu'on fût convenu à quoy on pourroit s'en tenir. 2. Qu'il seroit agréable à sa Majesté qu'on laissât en son entier le serment de fidélité que les dix Villes luy avoient prêté, n'étant plus une question sur laquelle on dût former de nouvelles difficultez. Cependant comme les Villes insistoient qu'elles n'avoient fait ce serment que par contrainte & qu'on avoit mis en œuvre les menaces & d'autres moyens violents, pour les obliger à promettre fidélité au Roy, Monsieur de Gravel usant d'une nouvelle condescendance à leur égard, voulut bien proposer le 14. Juillet 1668. une nouvelle forme de serment, qui paroissoit se concilier plus expressément, avec les privileges que les Villes croyoient leur être réservez; il étoit conçu en ces termes. " Nous jurons à Dieu & promettons que nous serons fidèles & obéissants à sa Royale Majesté Très- Chrétienne, dans toutes

“tes les choses à quoy nous som-
 “mes tenus, à cause de la Préfec-
 “ture cédée au Roy avec tous les
 “droits de Souverain-Domaine,
 “par le traité de paix, & qu’en
 “outre nous reconnoîtrons le Duc
 “Mazarini pour nôtre Grand-Bail-
 “ly présenté au nom & de la part
 “de sa Majesté, & que nous luy
 “obéïrons en toutes choses con-
 “venables, qui concernent la Pré-
 “fecture tandis qu’il sera Grand-
 “Bailly.

Bien loin d’accepter cette nou-
 velle formule, les Villes la com-
 battirent, & s’appuyant toujours
 sur le paragraphe *Teneatur*, elles
 prétendirent que le Roy n’ayant
 sur elles qu’un droit de protection,
 elles ne devoient pas luy faire un
 serment, ni luy rendre des hom-
 mages qui marquassent leur sou-
 mission, d’autant qu’elles ne de-
 voient être assujetties qu’à l’Empe-
 reur & à l’Empire. Monsieur de
 Gravel leur répondit le 17. Novem-
 bre 1668. que l’Empereur & l’Em-
 pire avoient cédé à sa Majesté tous
 leurs droits sur la Préfecture; d’où

Réponse
 de Mons.
 de Gravel
 aux Villes
 de la Pré-
 fecture.

il s'ensuivoit qu'elle devoit recevoir des Villes les hommages qu'elles rendoient auparavant à l'Empereur & à l'Empire, à la place desquels le Roy étoit subrogé ; qu'il ne s'agissoit pas des droits de la Maison d'Autriche, mais de ceux que l'Empereur & l'Empire avoient eu & qu'ils avoient cédé au Roy ; qu'en qualité de cessionnaire de l'Empereur, c'étoit à luy de mander les Villes & de les convoquer pour leur présenter un Bailly, & par conséquent pour en recevoir le serment ; que comme il étoit réservé aux Empereurs de nommer un Préfet, ce droit étoit dévolu à sa Majesté ; que les Villes payoient à sa Majesté Très-Christienne cette espèce de subsides impériaux qu'on nomme en Allemand *Reichs-Steuer*, qu'elles payoient autrefois aux Empereurs seuls en reconnaissance de leur immédiate Souveraineté (o) ; qu'il y a plusieurs exemples que les Empereurs ont ordonné aux Villes, de prêter hommage ou le serment de fidélité
au

(o) Null. & iniq. reu. Alsatiæ p. 21.

au Grand-Bailly ; que dans un grand nombre d'actes les Grands-Baillys appellent les Habitans des Villes Amez & Féaux ; qu'en un mot elles se retranchent envain à dire que le Roy ne peut prétendre sur elles qu'un droit de protection, qu'elles devroient sur tout s'attacher à faire connoître que la Préfecture cédée avec le Souverain-Domaine, n'est qu'un simple droit de protection ; ce qu'elle ne pourront jamais démontrer.

Ces raisons étoient pressantes ; mais les Villes résolûes de ne pas se rendre, répondirent le 24. Décembre, que le Souverain-Domaine que l'Empire avoit cédé au Roy, ne s'étendoit pas sur les Villes, qui avoient leur immédieteté réservée dans le traité de paix, mais seulement sur les Villages & les Lieux dépendans de la Préfecture ; que le Roy avoit même déclaré dans le traité de paix, qu'il ne prétendoit sur elles aucune Supériorité ; que le droit de constituer un Préfet n'emportoit aucune Souveraineté & bien moins un serment de fidélité ;

lité ; que les subsides Imperiaux qu'elles avoient payé aux Empe-
reurs, n'avoient été par elles pay-
ez au Roy que par force & par
contrainte ; qu'il étoit libre aux
Empereurs de nommer des Baillys
pour recevoir le serment de fidé-
lité qu'elles devoient prêter à sa
Majesté Imperiale ; que si les Pré-
fets avoient nommé les Habitans
Amez & Féaux , c'étoit un stile
d'où on ne pouvoit tirer aucun a-
vantage ; & qu'enfin suivant le trai-
té de paix , elles devoient être uni-
quement soumises à l'Empereur &
à l'Empire, qui avoient droit d'e-
xercer sur elles un droit de pro-
tection générale ; que dans les
Conférences de Haguenau en 1662.
elles n'avoient pas voulu donner
au Roy le titre de tres gracieux
Seigneur & de Protecteur-Souve-
rain , & que les Officiers de sa Ma-
jesté avoient consenti que ces ter-
mes fussent omis dans le serment
qu'elles prêterent.

A. 1669. Comme les mémoires grossissoi-
ent , les Arbitres pour abrégier
matiere, voulurent écouter les par-
ties

ties dans une Conférence, qui se tint le 1. Mars 1669. & qui se passa dans des répétitions de ce qui avoit été allégué de part & d'autre. Confé-
rences
des par-
ties.

Comme on n'y décidoit rien, Monsieur de Gravel jugea à propos de déclarer par écrit aux Arbitres (p) que le traité de paix devoit être la base & la règle de leur sentiment; que sa Majesté ne prétendoit pas toucher à l'immédiateté réservée aux Villes; mais qu'on ne pouvoit en même tems refuser de reconnoître que le traité avoit cédé au Roy le Souverain-Domaine sur la Préfecture des dix Villes, avec tous les droits qui y étoient attachez; que c'étoit un point sur lequel sa Majesté ne se relâcheroit jamais, & qu'elle ne souffriroit pas qu'on déterminât les droits de l'immédiateté des Villes, de maniere qu'on donnât atteinte à sa Souveraineté. Que ce n'étoit pas à luy de juger si l'immédiateté que les Villes prétendoient, étoit incompatible avec la Souveraineté cédée en termes si

O 5 ex-

(p) Idem pag. 25.

exprés à sa Majesté ; mais qu'il ne pouvoit comprendre comment on pouvoit refuser à un Souverain le serment de fidélité ; que le Roy étoit prêt de laisser aux Villes leurs privileges & les droits même de Superiorité, si elles en avoient ; mais que la Souveraineté qui luy étoit acquise par le traité , devoit luy rester inviolablement & sans qu'on y donnât aucune atteinte.

Cependant les Villes présentèrent aux Arbitres de nouveaux mémoires, qui contenoient de nouveaux griefs de moindre conséquence. Comme par là les pièces se multiplioient toujours plus , & que la négociation trainoit en longueur, les Arbitres chercherent le

Formule
de ser-
ment pro-
posée par
les Arbi-
tres.

4. Décembre 1669. un expédient qu'ils croyoient propre à concilier les parties, en leur proposant une nouvelle formule de serment que les Villes feroient au Roy. Il est dressé en ces termes (q) ; „ Nous „ les Députés des Villes libres & „ immédiates du saint-Empire Ro- „ main , spécialement nommez à cet

(q) Idem pag. 28. & 46.

„ cet effet & munis de plains-pou-
 „ voirs jurons à sa Majesté Tres
 „ Chrétienne le Roy de France &
 „ de Navarre, au nom des dites Vil-
 „ les, qu'elles exécuteront fidèle-
 „ ment & avec obéissance, tout ce
 „ a quoy elles sont tenuës en ver-
 „ tu du traité de Munster, à rai-
 „ son de la Préfecture de Hague-
 „ nau cédée à sa Majesté par l'Em-
 „ pereur, l'Empire & la Maison
 „ d'Autriche, avec tout droit de
 „ Souverain-Domaine, & que nous
 „ ne ferons rien au contraire. „
 Mais il étoit ajouté que de sa part
 sa Majesté assureroit les Villes, que
 ce serment ne préjudicieroit point
 à leur immédiateté.

La nécessité d'informer la Cour A. 1670.
 de ce nouveau plan, fit différer la
 réponse jusqu'au 18. Mars 1670.
 tems auquel Monsieur de Gravel
 déclara aux Arbitres que le Roy se
 promettoit de leur équité, qu'ayant
 égard aux raisons qu'il leur avoit
 fait exposer, ils reconnoitroient
 que les Villes devoient luy prêter
 le serment de fidélité & d'obeissan-
 ce, tel que sa Majesté avoit proposé,
 &

& qu'ils rejetteroit eux-mêmes la nouvelle formule comme contraire aux droits de sa Majesté. En effet déjà dans les Conférences de Haguenau le terme de fidèlement avoit été rejeté. Le Roy vouloit un serment de fidélité, & non une simple promesse qu'on exécuteroit fidèlement ce à quoy on seroit obligé. Les Villes au contraire déclarerent qu'elles souscriroient à ce que les Arbitres avoient proposé; mais à condition que le Roy les assureroit de ne les point troubler dans leur immédiateté envers l'Empire. De ces dispositions si différentes des parties, les Arbitres conçurent que pour finir cette affaire, il falloit entrer dans le détail des droits que le Roy pouvoit prétendre & des exceptions des Villes; & ils proposerent aux Plénipotentiaires de sa Majesté Tres Chétienne de vouloir bien agréer ce parti. Monsieur de Gravel leur répondit qu'on devoit avant toutes choses régler le point du serment. Cette réponse ayant arrêté tout court les Arbitres, ils
se

se déterminèrent d'écrire au Roy le 26. Janvier 1670. pour le prier d'agréer qu'on fît une recherche exacte des droits que sa Majesté avoit en vertu de la Préfecture qui luy étoit cédée , & qu'en même tems on examineroit ceux qui étoit réservés aux dix Villes par le traité de paix , prétendant que par cette méthode on leveroit plus aisément les difficultez , qui restoient sur le point du serment.

Les arbitres écrivent au Roy.

La réponse que leur fit le Roy dans une lettre écrite de Chambor le 23. Octobre 1670. n'avoit rien d'ambigu , & elle étoit tout-à-fait digne de la fermeté d'un Prince qui sent que la justice est pour luy. „ Je vous réitere encor , leur dit-il (r), ce que j'avois ordonné „ au Sieur Gravel , de faire sçavoir „ à vos Députez , que le plus ou le „ moins de droits que jay en vertu „ du traité , ne doit rien changer à „ la nature du serment , qui a été „ proposé par mes ordres , ni par „ conséquent empêcher que les „ Villes ne me le prétent , puis- „ qu'el

(r) Idem pag. 50. Diplom.

„ qu'elles y sont obligées aujourd-
 „ huy envers moy, en tout ce qui
 „ peut regarder la Préfecture : &
 „ comme elles ne peuvent plus en
 „ cela avoir aucune dépendance de
 „ l'Empire ni de la Maison d'Autri-
 „ che, il ne peut leur arriver aucun
 „ préjudice de tomber d'accord de
 „ la veritable maniere qu'elles doi-
 „ vent rendre le dit serment, avant
 „ qu'on passe à la connoissance de
 „ quelques droits qu'elles mettent
 „ en dispute. „

Cette lettre fit impression sur les Arbitres qui déclarerent le 31. Décembre 1670. que pour trouver moyen de finir les contestations, les Villes commenceroient par prêter serment au Roy, mais suivant la formule qui avoit été réglée à Haguenau en 1662 ; par laquelle elles promettoient de rendre au Roy avec fidélité, tout ce qu'elles étoient tenuës de luy rendre en vertu de la pacification de Munster, au sujet de la cession faite à sa Majesté par l'Empereur, l'Empire, & la Maison d'Autriche, de la Préfecture Provinciale de Haguenau. Par cette

Serment
 fait à Ha-
 guenau
 approuvé
 par les Ar-
 bitres.

cette déclaration, les Arbitres déboutoient les Villes de leurs prétentions & sembloient donner gain de cause au Roy, en ratifiant tout ce qui avoit été conclu à Haguenau, lors que le Grand-Bailly prit possession de sa nouvelle charge. Mais les Arbitres ayant en même tems déclaré que les Villes ne feroient pas le serment suivant la formule proposée en 1668. qui portoit qu'elles jureroient d'être fidèles & obéissantes au Roy à raison de la Préfecture cédée à sa Majesté; Monsieur de Gravel s'aperçut qu'il y avoit du mystere dans la résolution des Arbitres; & il vouloit un serment de fidélité, qui fût sans équivoque. Puisque les Villes, leur dit-il, ont rejeté dans les premières Conférences qu'elles ont eues icy, le serment qu'elles avoient prêté à Haguenau en 1662. malgré l'offre que sa Majesté avoit fait de s'en contenter, & que le Roy a été informé que par le sens qu'elles donnoient à ce serment, elles prétendoient ne s'obliger qu'à être fidèles & obéissantes à
l'Em-

l'Empire & non au Roy, en ce qui regarde la Préfecture, ce qui renverferoit le Souverain-Domaine cédé à sa Majesté Tres Chrétienne par le traité de paix, le Roy voulant éviter les ambiguités dans une matière de cette conséquence, a fait proposer en 1668. une nouvelle formule de serment plus propre à prévenir les contestations qu'on pourroit faire naître dans la suite: il ajouta cependant par respect pour les Arbitres, que si les Villes refusoient de s'y soumettre, sa Majesté souhaitoit sçavoir les raisons pour lesquelles les Arbitres ne jugeroient pas à propos de les y obliger. Telle fut la proposition que fit Monsieur de Gravel le 4. Juin

A. 1671. 1671. Les Arbitres ne voulurent pas avoir cette condescendance, prétendant que ce moyen reculeroit toujours plus la décision de cette importante affaire.

Propositions faites aux Arbitres.

Cependant sa Majesté ne se lassant pas d'en faciliter la conclusion, demanda aux Arbitres que du moins ils voulussent bien expliquer leur sentiment sur deux questions.

tions. La premiere, s'ils ne convenoient pas que toute sorte de droits, de Supériorité, & de Souverain-Domaine ont été cédez au Roy sur la Préfecture des dix Villes d'Alsace, & s'ils ne luy appartiennent pas purement & absolument. La seconde quel est le véritable sujet de cette Supériorité, & de ce Souverain-Domaine, & sur quoy ils doivent s'étendre. C'est ainsi que le Roy s'expliqua par son Ministre le 11. Novembre 1671. A. 1672.

Les Arbitres répondirent à ces deux questions le 3. Février 1672, en déclarant ultérieurement qu'ils espéroient que le point du serment resteroit dans l'état où il étoit, & que par là on pourroit aisément régler les autres difficultez (s). Venant ensuite aux deux questions proposées ils y répondirent en ces termes. „ 1. Qu'on étoit déjà convenu que la Préfecture Provinciale „ des dix Villes Imperiales situées „ en Alsace, a été cédée par l'Empereur & par l'Empire à sa Majesté & à la Couronne de France,

II. P. 3. T. P avec

(s) Null. & iniquit. &c. n. 56.

„ avec tout droit de Souverain-
„ Domaine , en toute propriété ,
„ sans aucune dépendance, absolu-
„ ment & d'une maniere différente
„ de celle que la Maison d'Autriche
„ l'avoit possédée , & qu'ainfi elle
„ appartient à present à sa Majesté.
„ Ils repondirent à la seconde ques-
„ tion, que le propre sujet de ce
„ Souverain Domaine étoit la mê-
„ me Préfecture Provinciale ; qu'en
„ vertu du traité de paix ce Souve-
„ rain-Domaine s'étend en partie
„ sur les territoires & les lieux dé-
„ pendants d'ancienneté de la Pré-
„ fecture, & auxquels les dix Villes
„ Imperiales sont tenuës de satis-
„ faire, avec certaine mesure & d'u-
„ ne maniere qui ne détruise pas
„ l'immédiateté & la liberté qui
„ leur est reservée par le traité de
„ paix & qui ne donne point au
„ Roy une Superiorité-Royale qui
„ y soit contraire. „ Les Arbitres
„ prièrent ensuite sa Majesté de leur
„ suggerer un moyen plus facile de
„ terminer cette épineuse affaire.

Cette déclaration étoit trop fa-
vorable aux droits de la France ,
pour

pour être agréée des dix Villes; car elle laissoit le serment qu'elles avoient fait à Haguenau en 1662. & contre lequel elles avoient réclamé pendant plus de trois ans; dans l'état où il étoit, *in statu suo*; c'est-à-dire dans l'état de sujétion & de dépendance, dont le Roy s'étoit mis en possession, en vertu de ce serment, qui obligeoit les Villes à rendre au Roy avec fidélité tout ce qui luy étoit dû à raison de la Préfecture.

Elles conçurent que la déclaration des Arbitres établissoit le Roy dans une Souveraineté absolue & pleinement indépendante, & telle que la Maison d'Autriche ne l'avoit jamais possédée; que par conséquent elles ne pourroient plus dire qu'on n'avoit cédé au Roy que les droits dont la Maison d'Autriche avoit joui.

Elles ne se consolôient que sur la restriction dont on vouloit les flatter en disant que la Souveraineté du Roy s'étendoit sur les Villages, les Bourgs & les territoires dependants d'ancienneté de la

Préfecture, & non pas sur les Villes : elles sentirent qu'il y avoit trop de subtilité dans cette distinction ; car les Villes étant comme les Villages renfermées dans la Préfecture, qui donnoit au Roy sur les Villes des droits qu'il pouvoit exiger en Souverain, il étoit naturel de juger que si les Villes avoient plus de privilèges , & plus d'immunités que les Villages , au fond elles faisoient comme eux partie de la Préfecture soumise à la Souveraineté du Roy. Qu'à la vérité la déclaration des Arbitres n'accordoit au Roy sur les Villes, que des droits qui n'emportoient pas une Souveraineté contraire à la liberté & à l'immédiateté qui leur étoit réservée par le traité de paix : que les Plénipotentiaires du Roy avoient toujours tenu le même langage ; que le point étoit de concilier leur immédiateté avec la Souveraineté du Roy , que ce point étant indécis & la Souveraineté du Roy étant au contraire solennellement reconnue & devant s'étendre sur la Préfecture & les

les lieux qui en dépendoient d'ancienneté & sur les droits auxquels les Villes étoient tenuës de satisfaire envers le Roy, leur immédiateté & leur liberté n'étoient plus que des titres vuides, dont elles ne pourroient user sans se voir exposées à des contestations contre une puissance qui leur étoit infiniment supérieure.

Elles comprirent enfin que si on vouloit toucher à la conciliation de leur immédiateté avec la Souveraineté du Roy, sa Majesté seroit fondée à dire que leur liberté ne leur donnoit pas plus de droits, que ceux qu'elles avoient eu sous la Maison d'Autriche; qu'il étoit clair que les lettres de l'Empereur FERDINAND de 1632. avoient déclaré que les dix Villes de la Préfecture étoient comprises dans les Etats de la Maison d'Autriche; que tel seroit le plan sur lequel leur immédiateté seroit réglé: de sorte que comme les Etats de la Maison d'Autriche ne pouvoient avoir leur recours, ni à la Chambre de Spire ni au Conseil Aulique;

que l'Empereur & l'Empire ne faisoient sur eux aucune imposition, & qu'enfin les lettres de FERDINAND I. de 1558. datées de Vienne du 6. Septembre déclarent que les Bourgmestres, Magistrats, Bourgeois, & Communautéz des Villes & Villages appartiennent à la Préfecture; elles auroient peine à se défendre d'être de même assujetties à la France, qui ne croiroit pas porter ses entreprises trop loin, en suivant les pas des Archiducs d'Autriche leurs anciens Landvögts; qui sur tout depuis MAXIMILIEN I. ont, suivant l'expression d'un Docteur Allemand, porté leur domination jusqu'à la faite de la Royauté (1): *Ab vneribus Imperii liberi aliisque eximiis privilegiis ornati ad Regium prope fastigium evaluerunt.*

Ces Villes pressées par ces réflexions, & par les conseils de certaines gens qui aimoient le trouble, voyant d'ailleurs que l'Empereur & l'Espagne se joignoient aux

Les Villes
ont re-
cours à
l'Empe-
reur.

Hol-

(1) HERRIUS & Spec. Rom. Imp. Rebus publicis n. 2.

Hollandois contre la France, rompirent enfin la convention stipulée des le commencement de l'Arbitrage, par laquelle il avoit été réglé qu'on ne rapporteroit à la diète ce qui auroit été traité qu'après qu'on en feroit convenu. Les Villes ne laissant pas aux Arbitres le soin de faire le rapport de ce qui s'étoit passé, porterent elles-mêmes leurs plaintes à la diète le 24. Février 1673. en la suppliant d'engager l'Empereur de les soutenir dans les droits qui leur étoient acquis d'ancienneté, & qui leur étoient réservés par le traité de Munster. Cette démarche fut le signal qui annonça que les Villes, pour se soustraire à la Souveraineté du Roy n'oublieroient rien pour armer l'Empire contre la France. Cette prière qu'elles firent à l'Empereur étoit à proprement parler une invitation d'entrer dans l'Alsace, où elles étoient prêtes de luy ouvrir leurs portes.

La Noblesse d'Alsace ne fut pas moins attentive que les dix Villes de la Préfecture, à tâcher de se

maintenir dans ses libertez & son indépendance. Mais comme celle de la Basse-Alsace fait un Corps séparé, & que celle de la Haute avoit pris des engagements différents, elles ne s'unirent pas pour la conservation de leurs droits : pour démêler ces faits il est nécessaire de reprendre les choses de plus loin.

Dés que le Roy eut établi une Chambre - Souveraine dans cette Province, la Noblesse de la Haute-Alsace luy présenta un mémoire contenant les privileges & les droits, dont elle prétendoit devoir jouir. Ce mémoire qui m'a été communiqué a été tiré du Cabinet de Monsieur le Président Colbert, par un Conseiller du Conseil Souverain d'Alsace. Il comprend divers articles sur lesquels on lit à la marge différentes réflexions. Il n'est pas de mon sujet de rapporter icy tous ces articles ni toutes ces réflexions ; il me suffit de faire observer que la Noblesse y déclare d'abord que les Comtes, les Chevaliers & les Nobles qui composoient l'Etat de la Noblesse
de

de la Haute-Alsace, dont la plu-
part dépendoient autrefois im-
médiatement de l'Empire ou des
Cantons Suisses, s'en étant reti-
rez s'étoient soumis à la Maison
d'Autriche, dans l'intention seu-
lement, comme parle le mémoi-
re, de se procurer de plus grands
privileges que ceux dont ils avoi-
ent jouï sous la domination de
l'Empire, ou du moins de se con-
server dans la possession de ceux
qu'ils avoient obtenus."

Les Comtes de Ribeaupierre ou
Rapschwir, autrefois Barons de
l'Empire dont ils dépendoient im-
médiatement avec droit de séance
& de voix délibérative dans les dié-
tes, furent les premiers engagez,
disent nos anciens mémoires (u),
par les grâces & les caresses des
Archiducs, à les reconnoître pour
leurs Souverains. Comme ces
Comtes étoient les plus riches &
les plus puissants Seigneurs d'Al-
sace, ils entrainerent par leurs sol-
licitations & leur exemple la No-
P 5 bleſſe

(u) Mémoire de Monsieur GAUTHIER
Roy du Chœur de la Cathédrale.

blesse à suivre le parti qu'ils avoient pris. Ainsi les Barons de Montjoye, les Nobles de Reinach, d'Andlau, de Valdeher, de Schauenbourg, de Landenberg, d'Haguenbach, de Reichenstein, de Ferrette, d'Eptinguen, de Flachsland, de Truckses, en un mot tous les Nobles de la Haute-Alsace, se soumirent aux Archiducs d'Autriche. Après une pareille démarche ils ne pouvoient plus méconnoître la Souveraineté du Roy qui par le traité de Munster étoit entré dans tous les droits que les Archiducs avoient possédés en Alsace. De-là vient qu'en finissant le mémoire qu'ils présentèrent à la Chambre, ils n'hésiterent pas de nommer sa Majesté Très-Chrétienne leur Souverain Roy & Prince.

La Noblesse de la Basse-Alsace ne fut pas si prompte à reconnoître le supreme-Domaine de la France. Comme elle ne s'étoit jamais soumise à la Maison d'Autriche, & qu'elle s'étoit toujours conservée dans l'immédiate dépendance de l'Empire, il lui parut que la ré-fer-

serve faite en sa faveur dans le paragraphe *Teneatur* du traité de Munster, étoit un titre, qui la dispensoit de se soumettre à la Souveraineté du Roy.

Prévenus de cette idée, tous les Nobles de la Basse-Alsace incontinent après le traité d'exécution conclu à Nuremberg, dresserent à STRASBOURG le 6. Novembre 1651. une espèce de pacte, qui devoit leur servir de réglemens & de loix, dont ils convinrent, qu'ils signerent, qu'ils scélèrent de leurs armes, & qu'ils firent ensuite approuver & ratifier par l'Empereur FERDINAND III. le 10. Juin 1651. (x). “ Ils y déclaroient dès le premier article, qu'ils vouloient être fortement attentifs à regarder sa Majesté Imperiale, les Empereurs, & Roys des Romains, ses successeurs au Saint-Empire, comme leur seul, unique, & Souverain Chef & Seigneur sans aucune médiateté, & exclusivement à tous autres, leur être & demeurer fidèles, obéissans, attachez,

“ &

(x) Procès de la Noblesse pag. 4.

“ & ne jamais se séparer ni distraire de sa dite Majesté ni de la Couronne Imperiale. “ Cet acte fut signé par près de quatre-vingt Gentilshommes de la Noblesse la plus distinguée de la Basse-Alsace.

Pour se mettre toujours plus en état de soutenir une convention si solennelle , & pouvoir se conserver dans leur immédiateté envers le Saint-Empire , & dans la possession de leurs privileges , ils renouvelèrent presqu'en même tems sous l'autorité du même Empereur , leur ancienne correspondance ou association avec trois Cercles de l'Empire , sçavoir les Cercles de Franconie , de Suabe & du Rhin , dans l'espérance que ces Etats voisins s'interesseroient à les défendre , en cas qu'on entreprît de les troubler dans leurs droits. Jean-Christophe de Wangen, Jean-Rudholff de Berchem, Jean-Wirrick de Berstett & Wolff, Jacques Boëckle de Boëklinsau, tous quatre Gentilshommes de la Basse-Alsace, furent chargez de ménager cette importante affaire. Ils réussirent,
&

& il fut réglé que le Corps de la Noblesse du Canton de la Basse-Alsace seroit fermement attaché aux trois Cercles, que ses Députés auroient voix & séance dans les assemblées, mais qu'ils n'y occuperoient que la quatrième place; qu'ils fourniroient à la commune dépense par des contributions volontaires, mais qu'ils n'auroient pas l'alternative dans le Directoire-Général, qu'après qu'ils auroient étendu leur district par le recouvrement de la Noblesse de la Haute-Alsace & celle de la Lorraine-Allemande; à quoy la Noblesse de la Basse-Alsace promet de contribuer de tout son pouvoir. Enfin ces quatre Cercles ainsi associés s'obligent de s'assister dans tous leurs besoins, par toutes les voyes possibles.

Ce fut pour s'assurer encor de plus puissants secours, qu'ils firent insinuer en 1653. leurs privilèges dans la Chambre impériale de Spire, tâchant d'engager l'Empire dans leurs intérêts, en déclarant si hautement qu'ils prétendoient

ent luy demeurer toujours unis, & ne reconnoître jamais le Conseil-Souverain d'Alsace. Toutes ces mesures disposerent toujours plus l'Empereur à écouter favorablement la Noblesse d'Alsace, & à luy accorder volontiers les graces qu'elle demandoit.

Ces démarches & ces graces ne furent pas une assez forte barriere pour empêcher le Roy, de se mettre en possession de ce qui luy avoit été cédé par le traité de Munster. Les Peuples mêmes commençant à sentir qu'il seroit difficile de ne pas se soumettre à sa Souveraineté, on vit les Habitans des Villages dépendants de la Noblesse, refuser de luy payer les contributions ordinaires; & quelques Gentilshommes voulant se ménager avec la France, dont ils connoissoient la puissance, & peut-être la justice de ses prétentions, cessèrent de se trouver dans les assemblées de la Noblesse, & négligerent même d'obéir à ce qui y avoit été conclu. Ces resistances embarrasserent ceux des Nobles, qui avoi-

avoient le plus à cœur de se maintenir sous la domination de l'Empire; & on les vit s'adresser à l'Empereur LEOPOLD qui par ses lettres de 1670. donna un rescrit, par lequel il tâcha de rappeler à leur devoir & les Nobles, & les Habitans des Villages de la Noblesse, contre lesquels on luy avoit porté des plaintes comme contre des rebelles.

Ces rescrits imperiaux flattoient la Noblesse, & fomentoient toujours plus dans son cœur son ancien attachement à l'Empereur & à l'Empire. Le Roy le comprit, & cette conduite de la Noblesse de la Basse-Alsace, qui continuoit de s'adresser à l'Empereur, jointe à l'éclat que les Villes de la Préfecture avoient fait pour mettre tout l'Empire dans leurs intérêts, fit aisément juger que l'Empereur ne tarderoit pas de chercher l'occasion, de venir au secours de ceux qui faisoient tant d'efforts pour se maintenir dans sa dépendance. Ce fut pour les prévenir que le Roy vint luy-même dans
cet-

cette Province , où sa sagesse luy fit prendre des mesures convenables pour mettre obstacle aux entreprises de ses ennemis.

Avant que de raconter ce qui se passa en Alsace, depuis que l'Empereur se fut ligué avec les Hollandois contre la France , je ne dois pas omettre de parler des mouvemens que les prétendus Réformez se donnerent à STRASBOURG pour y avoir l'exercice libre de leur Religion. Tandis qu'on étoit occupé à Ratisbonne à rechercher les droits que sa Majesté Très-Chrétienne avoit sur les dix Villes de la Préfecture de Haguenau , comme nous l'avons dit , les Princes qui dans l'Allemagne font profession de la Religion qu'ils appellent réformée ou Evangelique , employoient tout leur crédit pour obtenir du Magistrat de STRASBOURG, que leur Doctrine y fût librement & publiquement enseignée. Déjà ils avoient sçu gagner quelques principaux de la Magistrature ; mais malgré les promesses & les liberalitez mêmes de ces Princes, parmi

Mouve-
mens des
Calvinis-
tes dans
STRAS-
BOURG.

parmi lesquels les Electeurs Palatin & de Brandebourg tenoient le premier rang, le Sénat déclara qu'il falloit s'en tenir à la Confession d'Augsbourg, & que tout exercice public seroit dans la Ville interdit à la prétenduë Religion réformée. Il permit aux Ministres de cette Religion de demeurer à STRASBOURG, mais à condition que s'ils y faisoient aucune fonction publique de leur ministère, & qu'ils entreprissent de baptiser ou de marier les enfans des Luthériens, ils seroient d'abord chassés de la Ville. On délibéra en 1663. s'il falloit accorder aux Calvinistes le droit de Bourgeoisie : ce point fut examiné avec beaucoup de soin dans le Conseil des Treize, qui conclut à l'affirmative le 25. & 28. Mars, mais avec de grandes restrictions.

I. Qu'on n'accorderoit pas indifferemment à tous les Calvinistes le droit de Bourgeoisie, mais seulement à ceux qui de leur profession ne feroient ni Ministres ni Maîtres d'écoles, qui seroient gens

Les Calvinistes peuvent être Bourgeois à certaines conditions.

II. P. 3. T.

Q

de

de négoce , ou qui auroient des métiers propres à rendre service à la Ville , & qui auroient du bien pour la valeur de mille florins.

2. Que les Bourgeois Calvinistes ne pourroient être Echevins ni exercer aucune autre Charge dans les Tribus , & qu'aucun ne pourroit faire l'office de Tuteur ou de Curateur des Veuves & des Orphelins Lutheriens.

3. Qu'à l'égard du mariage, les Lutheriens des deux sexes ne pourroient se marier avec les Calvinistes ; qu'en cas qu'ils voulussent se marier , il seroit expressément porté dans le contract , que les enfans provenants du mariage , seront élevez non pas dans la Religion de Calvin , mais dans nôtre Religion , (c'est ainsi que le decret s'explique ,) & que celui qui contrevient à ce contract , voudra élever ses enfans dans la Religion de Calvin , dés-là même il sera déchu du droit de Bourgeoisie.

4. Que ceux qui se marièrent avec les Calvinistes ne pourront être admis à aucun employ public de

de la Ville, & que ceux qui sont actuellement pourvus de quelques Charges seront obligez d'y renoncer, s'ils venoient à se marier ailleurs avec des Calvinistes; que les Parens mêmes ne pourront être admis à aucune dignité, ni posséder aucune Charge dans la Ville, & seront obligez d'y renoncer, s'ils en avoient quelqu'une, à moins qu'ils ne pussent attester par serment, que le mariage s'est fait sans leur consentement & sans leur participation. Le Sénat avoit compris que l'union d'un mary & d'une femme de différente Religion aboutit à des divisions domestiques; le cœur se détache aisément, dés lors que les sentimens ne sont pas d'accord. Les disputes produisent des querelles, & l'opiniâtreté à ne pas se rendre fait naître des aigreurs, des averfions & souvent la haine. Or une femme qui aime son mary, peut-elle se dispenser de le presser de sortir de son égarement; & un mary peut-il se taire dez qu'il est persuadé que sa femme marche dans la voye de perdition?

Inconveniens des mariages entre les Luthériens & les Calvinistes.

tion ? Que si pour avoir la paix ils prennent le parti de se laisser mutuellement vivre à leur mode , cette tolérance seroit pire que la division même ; car si en fait de Religion il est libre de penser & d'agir comme on voudra , que deviendra la règle de St. Paul qui veut que les Chrétiens n'ayent qu'une foy , comme ils n'ont qu'un baptême ? chacun se formera chaque jour un nouveau plan de Religion , qu'on ne sera pas en droit de contredire. On sera obligé de souffrir les schismes sans oser même les condamner : on regardera le zèle qu'ont eu les Conciles & les Peres à foudroyer les hérésies , comme des inquiétudes d'Esprits outrez , qui aiment à forcer la liberté & à troubler la paix : de sorte que dans l'Eglise il y aura moins de police que dans un Etat , ou une République , où l'on doit se conformer aux loix & aux coutumes , qui y sont établies. Enfin si un pere & une mere pensent différemment en matiere de Religion , les enfans recevant des instructions dif-

différentes, se détermineront lorsqu'ils auront les yeux ouverts, à regarder la Religion avec indifférence, ou choisiront celle qui leur paroîtra la plus commode, persuadez par l'exemple du pere ou de la mere qu'elle est toujours assez bonne. Ce fut pour ces raisons, & sur tout pour conserver dans leur République la paix & l'union, que malgré les instances des Princes, le Sénat de STRASBOURG refusa de tolerer l'exercice public de la Religion prétenduë réformée. Envain les Suisses firent dans la suite de nouveaux efforts, pour donner atteinte à cette ordonnance: le Sénat résista toujours. Il est vrai que lorsqu'il y eut dans la Ville une nombreuse Garnison de Suisses prétendus réformez, on leur accorda l'Eglise de St. Guillaume pour s'y assembler & y faire l'exercice de leur Religion: mais le Magistrat eut la précaution de mettre à la porte de cette Eglise deux Bourgeois, pour empêcher qu'aucun habitant n'y entrât. Un Suisse Calviniste voulant même quelque tems

après épouser une Veuve Luthérienne, nommée Decimator, elle ne pût jamais en obtenir la permission. Zurich s'en plaignit, prétendant, que STRASBOURG bleffoit par ce refus la fraternité qui étoit entre les Lutheriens & les Evangéliques ; mais Zurich reçut une réponse, qui luy déclara que les Lutheriens de STRASBOURG ne regardent pas les Sacramentaires comme leurs freres.

Projet de
réforme
dans la
discipline
Luthé-
rienne.

Le Consistoire de STRASBOURG marqua encor plus sensiblement l'éloignement qu'il avoit des Calvinistes, lorsqu'il travailla à une nouvelle édition des ordonnances Ecclesiastiques, qui furent en effet réimprimées en 1670. Avant que d'en venir là, les Ministres proposerent aux Magistrats, ce qu'ils jugeoient à-propos d'y ajouter, ou d'y réformer ; ne craignant pas de consulter comme leur Docteur & d'écouter comme leur juge un Sénat séculier, eux qui refusoient de se soumettre aux décisions du Pape & des Evêques, à qui comme Successeurs des Apôtres, JESUS-CHRIST

a promis son assistance , pour enseigner toute l'Eglise jusqu'à la fin des Siècles. Le Consistoire proposa au Sénat jusqu'à trente doutes. Je n'en rapporte icy que deux qui paroissent mériter de tenir place dans mon histoire.

“Il demande dans le 7. Article“
 s'il ne faut pas introduire la pra-“
 tique de se mettre à genoux, lors-“
 qu'on reçoit le Corps & le Sang“
 de JESUS-CHRIST dans la Commu-“
 nion ; pour donner ; disent les“
 Ministres , un témoignage pu-“
 blic que nous nous conformons“
 aux Eglises de Saxe, de qui nous“
 avons reçu l'Evangile. Les Puri-“
 tains ou Sacramentaires, conti-“
 nuent-ils , réprouvent cette pra-“
 tique, parce qu'ils nient la pré-“
 sence réelle du Corps & du Sang“
 de JESUS-CHRIST, & qu'ils nous“
 accusent comme si nous n'ado-“
 rions que du pain. Mais comme“
 nous croyons la présence réelle“
 du Corps de JESUS-CHRIST, en-“
 qui habite toute la plénitude de“
 la Divinité , que St. Paul nous“
 fait un commandement exprez“

“de fléchir le genoüil devant son
 “nom, & que nous nous éle-
 “vons avec zèle contre ceux qui
 “n’ôtent pas le chapeau lors qu’on
 „le prononce, ne devons-nous
 “pas trouver mauvais qu’on ne fle-
 “chisse pas les genoux, lorsqu’on
 “reçoit JESUS - CHRIST même.”

Malgré les instances du Consistoire les Magistrats répondirent qu’il ne falloit rien innover : ne devoient-ils pas au moins reprocher aux Ministres l’injure qu’ils faisoient à STRASBOURG, en avançant qu’elle avoit reçu l’Evangile des Eglises de Saxe, étant certain que la Ville de STRASBOURG avoit reçu l’Evangile, plusieurs siècles avant que la Saxe eût quitté l’Idolatrie.

Les Minis-
 tres de-
 mandent
 le retab-
 lissement
 de la Con-
 fession.

Le Consistoire demande dans le 30. article le rétablissement de la Confession auriculaire. Les Ministres y déclarent à la vérité qu’ils ne prétendent pas établir la Confession des Catholiques, parcequ’elle est impossible, à ce qu’ils disent ; comme si une pratique usitée depuis tant de siècles par plusieurs milliers d’hommes, peut pas-

passer pour impossible. La Confession des Catholiques peut paroître impossible , à ceux qui aiment leurs desordres, ou qui ont honte de les découvrir. Cette impossibilité est une vraie foiblesse, semblable à celle d'un malade qui dit qu'il luy est impossible de prendre un remède. L'Eglise Catholique n'exige pas qu'on révèle aux Prêtres les fautes qu'un penitent n'a pû reconnoître, où qui ont échappé à son souvenir; elle se contente qu'on ne luy cache pas ce qu'un prudent examen à sçu découvrir. Les Ministres ne demandent pas qu'on rétablisse ni la Confession domestique qui se feroit dans la chambre du Ministre, elle feroit trop suspecte; ni celle qui se faisoit dans l'Eglise de St. Nicolas de STRASBOURG, où une personne se confessoit au nom de toute sa famille, de toute sa parenté & même de tout son voisinage; ce feroit une école de médisances & souvent d'impostures. Mais ils entendent, continuent-ils, une Confession & une absolution qui se donne dans

Q 5

l'Egli-

l'Eglise par l'imposition des mains du Ministre , à un seul pénitent à la fois. Pour engager les Magistrats à permettre cette pratique, le Consistoire luy cite les paroles du fils de Dieu. *Matth. 16. v. 18.* où St. Pierre a reçu les clefs du Royaume des Cieux & le pouvoir de lier & de délier. Les Pénitents, disent les Ministres, en vertu de ce pouvoir sont remis dans l'amitié de Dieu & rendus participants des promesses de JESUS-CHRIST: Ils ajoutent à ce passage, le témoignage de la Confession d'Augsbourg , qui déclare qu'elle n'a pas aboli la Confession, & d'une foule de leurs Docteurs, qui ont écrit en faveur de cette pratique; ils avouent de plus que c'est en partie par la pratique de la Confession, qu'ils diffèrent des Anabaptistes & des Puritains ou Sacramentaires: ils appellent même Carlostad, Calvin, Zanchius, Piscator & les autres Sacramentaires, des Loups qui dissipent le troupeau de JESUS-CHRIST, qui ont porté trop loin la réforme, & qui sous prétexte de retrancher les abus, ont
abo-

aboli les plus saints usages. Les Ministres répondent enfin aux objections qu'on peut leur faire. La Principale est qu'il ne faut pas imposer aux fidèles un nouveau joug, qui gêne la liberté des consciences; mais, disent-ils, tout joug & toute gêne ne sont pas à blâmer ni à rejeter. Si cela étoit, il faudroit abolir toutes les loix qui gênent la liberté: d'ailleurs, poursuivent-ils, les effets consolants qui sont le fruit d'une bonne Confession, doivent prévaloir à la peine qu'il y a de confesser ses pechez. Enfin après avoir cité le sentiment de leurs prédécesseurs dans le Ministeriat, qui ont eu tant de zèle pour empêcher que STRASBOURG ne devint tout-à-fait Sacramentaire comme Bâle & Colmar, ils protestent aux Magistrats qu'ils ne leur font ces remontrances, que pour satisfaire à leur Conscience & à leurs plus importantes obligations.

Les Magistrats répondirent encore à cet article qu'il ne falloit rien innover. Heureux si leurs Ancêtres eussent parlé de même, lorsqu'on

VOU-

vouloit les tirer du sein de l'Eglise Catholique ; on verroit aujourd'hui comme autrefois l'Eglise de STRASBOURG adorer JESUS-CHRIST dans l'Eucharistie, & recourir à la Confession. Son Consistoire a reconnu que les Réformateurs qui ont retranché ces pratiques , sont allez trop loin. Genève & Bâle soutiennent qu'elles n'en ont pas trop fait : ce combat ne peut être terminé par la parole de Dieu, qui fournit des armes à l'un & à l'autre parti. STRASBOURG a voulu prendre un milieu , mais elle ne peut être assurée qu'elle ne s'égare pas, qu'en prenant pour juge & pour guide l'Eglise qu'elle a quittée, étant la seule qui par la mission & la succession de ses Pasteurs peut se répondre de l'assistance du St. Esprit pour enseigner.

LIVRE XXI.

A. 1672. **L**E Roy ayant résolu de faire la guerre aux Hollandois, s'y prépara par des traitez d'alliance qu'il fit avec le Roy d'Angleterre, l'Evêque

Alliances
contre les
Etats-Gé-
néraux.

que

que de Munster & l'Electeur de Cologne, qui avoient des raisons particulieres de se plaindre des Etats-Généraux. Le traité avec l'Electeur de Cologne fut ménagé par François Egon de Furstemberg Evêque de STRASBOURG, & par le Prince Guillaume Egon de Furstemberg son frere ; & c'est ce qui anima si vivement contre eux l'Empereur & toute l'Allemagne. Ce traité facilita le moyen de faire de grands magasins dans le païs de Liège & de Cologne, où le Roy fit conduire tout ce qui étoit nécessaire pour la subsistance de ses Armées. Après avoir pris ces mesures, il déclara la guerre aux Etats-Généraux le 5. Avril 1672. & se mit luy-même en Campagne. Rien ne luy résistant, en peu de mois il prit quarante Villes, & porta ses armes jusques aux portes d'Amsterdam. Ces étonnans progrès allarmerent toute l'Europe, & plusieurs Princes craignant pour leurs propres Etats, se liguerent pour arrêter les victoires de la France ; l'Empereur, le Roy d'Espagne les Elec-

Electeurs de Saxe & Brandebourg, & quelques tems après la Maison de Lunébourg, s'engagerent de concert à envoyer des Troupes au secours des Hollandois. L'Empereur & l'Electeur de Brandebourg firent même avancer sans délai leurs Troupes vers le Rhin, au nombre de trente-cinq mille hommes. L'Electeur commandoit luy-même les siennes, & le Comte Montécuculi étoit à la tête de celles de l'Empereur. Enfin l'Electeur de Brandebourg, sur je ne sçay quel prétexte, déclara la guerre à l'Electeur de Cologne & à l'Evêque de Munster alliez de la France. Cette diversion obligea le Roy à diviser ses forces, & à donner ordre au Vicomte de Turenne de s'opposer aux Allemans. Cet habile Général marcha d'abord du côté de Cologne, pour couvrir le païs de l'Electeur; & ayant passé le Rhin il déconcerta les desseins des Ennemis; & trouva moyen de prendre malgré eux des quartiers d'hyver en Westphalie.

Tan-

Tandisque Monsieur de Turenne ne agissoit sur le Bas-Rhin, le Roy prévoyant que les Imperiaux pourroient prendre le dessein d'entrer en Alsace, pour tomber en suite dans la Lorraine, envoya Monsieur le Prince de Condé à Metz avec un Corps de Troupes (a). Le Prince voulant fermer aux ennemis l'entrée de l'Alsace, fit brûler le pont de STRASBOURG : cette précaution luy parut nécessaire, soit qu'il crût, comme on le debitoit alors, que malgré la neutralité qu'elle avoit promise, cette Ville donneroit passage aux Armées Imperiales ; soit qu'il craignit que malgré sa résistance, les ennemis ne se rendissent maîtres de son pont, qui n'étoit défendu du côté de l'Allemagne, que par un mauvais ouvrage tres aisé à emporter. Il se persuada du moins que STRASBOURG devoit luy savoir gré, d'empêcher que l'Alsace ne fût inondée par des Armées, qui quoy qu'en apparence amies, ravageroient les terres de la République.

(a) Mém. Hist. pag. 50.

publique. Monsieur de l'Efcouette Commandant de Brisach chargé de cette expédition, sortit de sa place le 16. Novembre 1672. sur des bateaux pleins de godrons & de feux d'artifices : il approcha pendant la nuit du pont de STRASBOURG, qui posoit alors en partie sur des bateaux : il coupa aisément les cordages qui les tenoient en état, & mit sans peine le feu aux chevalets, & aux madriers de sapin, qui soutenoient & qui couvroient le pont. Comme il est éloigné de la Ville & qu'il est d'une fort grande longueur, ayant soixante arches fort larges, la Ville ne s'apperçût que le lendemain de l'expédition des François. Le Peuple en fut émû ; il s'en prit aux Magistrats les soupçonnant d'avoir connivé à cette entreprise ; mais le tems calme aisément une Populace ; elle se consola le même jour, dès qu'elle eût vû que le pont n'étoit pas entierement brûlé.

Déclaration
du
Roy faite
à la diète.

Cependant le Roy qui n'avoit rien plus à cœur que de conserver la paix avec l'Empire, fit renouveler

veller à la diète de Ratisbonne & à tous les Princes d'Allemagne, les assurances de la sincere intention qu'il avoit de ne rien faire qui pût donner atteinte au traité de Westphalie, à moins que l'Empereur ne l'y contraignît ; il fit même déclarer à la diète le 26. Mars 1673. par Monsieur de Gravel son A. 1673. Envoyé, qu'il étoit prêt de faire sortir ses Troupes des terres de l'Empire, dès qu'on auroit pourvu à la sûreté des Princes ses Alliez, & réduit l'Electeur de Brandebourg à cesser de leur faire la guerre. Sa Majesté offrit de plus de dédommager tous ceux qui avoient souffert du passage de ses Armées dans les terres de l'Empire, & en particulier de faire rétablir le pont de STRASBOURG, dès que l'Empire l'auroit assuré qu'il n'entreroit pas dans la querelle des Hollandois (b).

Ces offres n'ébranlerent pas l'Empereur trop prévenu par les Ministres d'Espagne. Envain mé-

II. P. 3. T. R me

(b) BREYER Tract. Hist. Polit. p. 6.
pag. 33.

me l'Electeur de Baviere & le Duc de Neubourg luy remontrèrent qu'on attribuerait à sa Majesté Imperiale tous les maux où la guerre alloit précipiter l'Empire ; elle persista toujours dans la résolution de défendre les Etats Généraux, & s'empressa plus que jamais à lever des Troupes dans les païs héréditaires. L'Electeur de Brandebourg fut plus touché des remontrances que luy fit le Duc de Neubourg, qui comme luy avoit tant d'intérêt à se conserver le Duché de Cleves, la Comté de la Marck & de Ravensberg, & les autres païs appartenans à l'Electeur ou au Duc, & dont le Roy s'étoit emparé (c). L'Intérêt particulier est plus pressant que celui de la cause commune. L'Electeur de Brandebourg envoya son Plénipotentiaire au Camp de Vosse, où Monsieur Arnaud de Pomponne se rendit de la part du Roy : ils y conclurent un traité le 6. Juin 1673. par lequel l'alliance faite avec l'Electeur fut renouvelée, & le Roy ne se réserva de toutes les

Traité
avec l'E-
lecteur de
Brandebourg.

les places qu'il occupoit, que Wefel, avec le fort de la Lippe & Rééz avec son fort, qu'il s'engagea de rendre à l'Electeur, dès que la paix avec les Etats auroit été conclue

(d) L'Empereur travailloit de son côté à faire entrer des Princes dans ses desseins, & ses partisans répandoient sans cesse des Manifestes, pour animer les Peuples contre la France. Il fit enfin publier le 20. Août des lettres avocatoires, par lesquelles il ordonnoit à tous les sujets de l'Empire, de quitter le service de la France. Ces lettres furent une déclaration de guerre que l'Empereur se croyoit en état de soutenir, ayant déjà ses Troupes prêtes, dont il alla luy-même faire la revûe en Bohême & qu'il fit marcher au mois de Septembre du côté de Rhin.

Cependant le Roy s'étoit déjà rendu maître de Mastrich en quatorze jours de tranchée ouverte; & le Duc de Lorraine étant entré dans la ligue conclue à la Haye

Le Duc de Lorraine prend parti contre la France.

R 2 con.

(d) RECUEIL des Traitez de paix
Tom. 3.

Plusieurs
places
d'Alsace
démantelées.

contre sa Majesté, le Roy fit fortifier Nancy, prit Bitsch & Hombourg, & étant passé luy-même en Alsace, il fit démolir les fortifications de Colmar & de Scelestat, & abattre une partie des murailles de la plupart des Villes de la Préfecture de Haguenau. Toutes ces précautions parurent nécessaires à sa Majesté ; mais comme elle ménageoit toujours l'Empire à qui elle ne cessoit pas d'inspirer des sentimens de paix, elle donna ordre à Monsieur de Gravel d'informer la diète de Ratisbonne, des raisons qui l'avoient obligées de démolir les fortifications de Colmar & de Scelestat, & de brûler le pont de STRASBOURG. Le Roy, dit Monsieur de Gravel, à été bien averti que ces places s'étoient offertes de recevoir en Garnison des Troupes de l'Empereur, & que le pont de STRASBOURG étoit destiné pour leur donner passage. Il a même eu avis que dans les traitez faits récemment à Vienne avec le Pensionnaire d'Amsterdam, il à été convenu que le Duc de Lorraine à la tête

tête de ses propres Troupes & de celles qu'il tireroit de Suabe & du Brisgau , entreroit dans l'Alsace par Rhinfeld, & qu'ayant mis Colmar & Scelestat en sûreté par de bonnes Garnisons, il passeroit dans la Comté de Bourgogne , d'où il iroit porter la guerre dans la Duché. Ces projets , continuoit Monsieur de Gravel , font assez connoître que le Roy ne pouvoit se dispenser de démolir ces places, à moins que sa Majesté ne voulût y mettre un grand nombre de Troupes qui leur feroient beaucoup plus à charge que le rase-ment de leurs fortifications. Il ajoutoit qu'enfin ces Villes avoient bien mérité un pareil traitement, puis qu'elles étoient entrées dans les desseins de l'Empereur, malgré l'obligation que le traité de Munster leur avoit imposée de reconnoître le Roy pour leur Protecteur-Souverain. C'est ainsi que l'Envoyé de France s'expliqua à la diète le 16. Septembre 1673.

Toutes ces remontrances du Roy ne purent l'emporter dans la

Congrès
de Colo-
gne pour
y traiter
de la paix

diète, sur l'autorité de l'Empereur qui ne pensoit qu'à la guerre. Son Armée devenant tous les jours plus forte, Monsieur de Turenne fut obligé de sortir de l'Allemagne, & de venir repasser le Rhin à Philisbourg, pour prendre des quartiers d'hyver dans la vallée de Neustat, & mettre l'Alsace à couvert, tandis que les Allemands s'avançoient pour assiéger Bonn, qui fut forcée de leur ouvrir ses portes. Pendant tous ces mouvemens de guerre, on continuoit de travailler à la paix dans Cologne, qui après de grandes difficultez avoit été agréée par toutes les parties pour le lieu du Congrès. Les Ambassadeurs de France s'y étoient rendus avant tous les autres dès le 3, Juin 1673, ceux d'Angleterre, de Suede, de Hollande, d'Espagne & ceux de l'Empereur y vinrent ensuite. Le Prince Guillaume Egon de Furstemberg y avoit la qualité de Plénipotentiaire de l'Electeur de Cologne, & le Sieur Smising y étoit Plénipotentiaire de l'Evêque de Munster. De sorte qu'au

qu'au mois de Juillet le Congrès fut presque complet : les pleins-pouvoirs furent échangés & les Conférences ouvertes dès le 25. Les affaires s'y traitèrent d'abord avec beaucoup de lenteur : mais lorsqu'on voyoit de plus grandes espérances d'une prompte paix, le Congrès fut absolument rompu à l'occasion de l'enlèvement du Prince Guillaume de Furstemberg. Cet événement paroît devoir tenir place dans l'Histoire d'Alsace, parce que ce Prince étoit alors Chanoine de STRASBOURG & qu'il en devint Evêque après son frere François Egon. Voicy comme l'affaire se passa.

A. 1674.
Le Prince Guillaume de Furstemberg allant faire sa Cour à l'Electeur de Cologne, dont il étoit Plénipotentiaire, fut attaqué le 24. Février 1674. dans une rue proche l'Eglise de St. Maurice, par huit ou dix Officiers du Regiment de Grana. Le Prince étoit dans son carosse avec l'Ecuyer de la Comtesse de la Marck, le sien & son Secrétaire, suivi de six laquais ou

Guillaume Egon de Furstemberg est enlevé dans Cologne.

Heiduques , faisant en tout avec son Cocher onze personnes. D'abord quelques Officiers barrèrent la rue & se saisirent des resnes des Chevaux , tandis que celui qui commandoit intimoit au Prince qu'il le faisoit prisonnier de la part de l'Empereur. A peine eût-il parlé qu'on tira sur luy & qu'il fut renversé par terre avec un Capitaine-Lieutenant de la même troupe ; les Officiers firent feu de leur côté & tuerent le cocher & deux laquais ; tout le reste de la suite du Prince fut blessé à la réserve d'un seul Heiduke. Le Prince voulut échapper en sortant de son Carosse ; mais un Officier luy présentant le bout de sa Carabine le força d'y rentrer ; trois Officiers s'y placerent avec luy ayant l'Epée nuë. Le Comte Francisco Petro Bagnascò neveu du Marquis de Grana se mit avec un autre Officier sur le siège du Cocher ; le reste de la Troupe monta derriere le Carosse à la place des laquais, tous l'Epée à la main. Le Prince fut ainsi conduit au grand trot des che-

chevaux à la porte de la Ville où il trouva une vingtaine de Soldats, qui le conduisirent jusqu'à une certaine distance, où il y avoit de la Cavalerie qui l'attendoit. Il arriva à Duits sans aucun obstacle; il y passa la nuit & dès le lendemain on l'emmena à Bonn, d'où le Marquis de Grana écrivit à un de ses amis à Cologne une lettre datée du 15. Fevrier, par laquelle il déclaroit que c'étoit par ordre de sa Majesté Imperiale, que le Prince avoit été arrêté : & qu'il n'avoit point d'autre part dans cette affaire que celle de l'obéissance. Le Marquis Obizzi, qu'un coup de pistolet qu'il avoit reçu dans l'action, empêcha de se sauver, répondit de même aux Magistrats de Cologne, qu'il n'avoit rien fait que par ordre de l'Empereur.

Nonobstant ces témoignages qui ne sembloient laisser aucun doute, Louis XIV. toujours ennemy de l'emportement, & dont la modération étoit l'un des plus beaux traits de son caractère, crût que c'étoit deshonnorer l'Empe-

R 5 reur,

reur, que de luy attribuer une action si contraire à la foy publique; il se contenta d'écrire à tous les Princes. " Je ne me détermine
" pas à croire , leur disoit-il (e),
" que l'Empereur ait donné ses ordres pour exécuter l'attentat
" commis à Cologne par ses Officiers. La punition qu'il fera des
" coupables, & la liberté qu'il rendra incessamment au Prince Guillaume de Furstemberg, régleront
" la croyance que j'en dois avoir.
" Que s'il autorise par son aveu ou par l'impunité , une infraction si
" visible non seulement de la foy publique , mais de celle même
" qu'il a donnée à tout l'Empire dans la diete , tout l'Empire devra connoître qu'il n'affecte de
" rompre par cette voye les Conférences de la paix , que dans la
" crainte qu'elle ne luy ôtat les armes de la main. J'ordonne , ajoutoit-il , à mes Ambassadeurs
" de demeurer encor à Cologne , jusqu'à ce que je voye quels seront les sentimens de l'Empereur,
" sur

“sur une action qui ne peut être
 “autorisée par la guerre. Mais je
 “leur enjoins en même tems de
 “suspendre leur négociation qu'ils
 “continueroient inutilement, lors-
 “que mes ennemis employent des
 “voies extraordinaires pour la
 “rompre.” Sa Majesté fit joindre
 à cette lettre une copie de celle
 que l'Empereur avoit écrite à l'E-
 vêque d'Eystet en date du 13. des
 Calendes de May 1673. par laquel-
 le il le chargeoit de déclarer à la
 diete de Ratisbonne où cette let-
 tre fut enregistrée, que sa Majesté
 Imperiale promettoit en parole
 d'Empereur, que tous & un cha-
 cun des principaux interessez, leurs
 Ambassadeurs avec leurs gens, &
 généralement tous les Electeurs,
 Princes & Etats pourront entrer &
 sortir de la Ville de Cologne en
 toute sûreté & y demeurer, sans
 qu'ils aient sujet de craindre d'y
 recevoir aucun déplaisir de la part
 du Régiment de Grana.

Les Magistrats de Cologne, l'E-
 lecteur, l'Evêque de STRASBOURG
 & le Roy de Suede en qualité de
 mé-

médiateur , n'omirent rien pour obtenir de l'Empereur la liberté du Prince. Ces sollicitations furent inutiles : le Prince fut conduit à Vienne , où on le renferma dans une étroite prison. L'Empereur soutint même qu'en faisant arrêter ce Prince , il n'avoit pas violé le droit des gens , alleguant que le Prince Guillaume n'avoit pu être regardé comme Plénipotentiaire de l'Electeur de Cologne , d'autant qu'aucun pouvoir n'a lieu où se trouve celui qui le donne ; qu'étant vassal de l'Empereur & de l'Archiduché d'Autriche, il n'avoit pu prendre cet employ contre les intérêts de sa Majesté ; que ce Prince étoit Colonel d'un Régiment au service de France , & qu'il avoit manqué d'obéir aux lettres avocatoires ; que toute la Chrétienté sçavoit ce qu'il avoit fait au préjudice de l'Empire , & devoit le reconnoître pour le principal auteur de la guerre ; & qu'enfin les Ambassadeurs des Princes & des Roys ne doivent pas abuser de leurs charges dans les lieux de
leurs

leurs fonctions , ni agir contre ceux à qui ils doivent être particulièrement attachez par le droit de la naissance & de l'obéissance. Je laisse à mon lecteur à juger de ces raisons.

L'enlèvement du Prince ne fut pas la seule injure que les Ministres d'Autriche firent au Roy ; ils osèrent même arrêter aux portes de Cologne les chariots des Ambassadeurs de France, dans lesquels étoient les livrées qu'ils faisoient venir de Paris pour leurs équipages , & quarante-huit mille écus qui appartennoient au Roy. Ils enleverent cet argent, sans que les Magistrats de Cologne pussent obtenir qu'ils le rendissent. Le Roy ne pouvant plus dissimuler donna ordre à ses Ambassadeurs de sortir de Cologne , où ils ne trouvoient pas la sûreté due à leur caractère. La guerre s'alluma plus que jamais , & l'Empereur obtint de la diète de Ratisbonne qu'il se feroit dans l'Empire un armement général contre la France. L'Electeur Palatin parut plus vif qu'aucun au-
tre

Tout
l'Empire
arme con-
tre la
France,

tre Prince à se déclarer contre elle. Les Ducs de Brunswick & de Lunébourg renoncèrent à la neutralité ; l'Electeur de Brandebourg arma même contre le Roy, malgré le traité d'alliance qu'il avoit fait récemment avec luy. Enfin l'Electeur de Cologne & l'Evêque de Munster se trouvant de toutes parts investi par les Troupes imperiales, furent contraints de quitter l'alliance de la France, & de céder au torrent. De sorte que le Roy compta presqu'autant d'ennemis qu'il avoit de voisins. Mais la valeur de ses Troupes & les sages mesures qu'il sçut prendre, firent évanouïr les grands projets que cette foule de Confédérez formoient contre Sa Majesté.

Le Duc Charles de Lorraine leur avoit promis d'entamer la France par la Franche-Comté. Dans cette vûë il envoya à Besançon son fils le Prince de Vaudemont, jeune Prince dans qui dez-lors on voyoit briller les grandes qualités que toute l'Europe a admirées depuis, & dont la France a tant de fois fait

fait l'éloge. Le Duc vouloit que son fils disposât toutes choses dans la Franche-Comté , en attendant qu'il entrât luy-même dans l'Alsace pour exécuter ses desseins. Il fut prévenu ; le Roy ayant envoyé en Comté le Duc de Navailles qui soumit à l'obéissance du Roy Grey, Vesoul, & quelques autres places. Les Ministres d'Autriche tâchant d'arrêter le cours de ces conquêtes , firent de fortes instances auprès des Suisses , pour les engager à empêcher que le Roy ne se rendit maître d'une Province , qui jointe à l'Alsace les ressereroit de trop près , & les mettroit peu-à-peu sous la dépendance de la France : mais il n'est pas aisé d'ébloûir une nation qui s'attache au solide & qui pèse les raisons au poids de ses intérêts. Le refus qu'avoit fait l'Espagne d'accepter pour cette Province la neutralité que le Roy luy offroit sous la garantie des Cantons , fit comprendre aux Suisses que la Maison d'Autriche vouloit perpetuer la guerre dans leur voisinage : ils conçurent qu'ils joui-

roient

Le Roy
s'empar
d'une
grande
partie de
la Fran-
che-Com-
té.

roient d'une tranquillité plus grande, dès que la Franche-Comté & l'Alsace obéïroient à un même Souverain, & ils se souvinrent que le Roy avoit toujours bien payé leurs services ; au lieu que l'oppression où ils avoient été sous la Maison d'Autriche, les avoit heureusement forcez d'en secouer le joug ; ils craignirent enfin que si cette Maison devenoit dominante, elle ne pensât peut-être à faire revivre ses anciens droits. Ces raisons déterminèrent les Suisses à conclure avec le Roy un traité, par lequel ils s'engageoient à n'accorder aucun passage sur leurs terres, aux Troupes de l'Empereur ny de ses Alliez. Ce traité laissa le champ libre au Roy. Etant venu luy-même en Franche-Comté, il prit Besançon en huit jours. Le Baron de Soye Gouverneur, & le Prince de Vaudemont se jetterent dans la Citadelle où ils se défendirent jusqu'au 22. May. Dole & le reste de la Province suivirent le sort de la Capitale & se soumirent au Roy.

Dès que le Duc de Lorraine, qui étoit

étoit encor à Francfort, eut appris ^{Passage} que l'armée Françoisé étoit entrée ^{fermé par} dans la Franche-Comté, il marcha ^{les Suif-} à grandes journées & se rendit près ^{ses au Duc} de Rhinfeldt. Envain tenta-t'il le ^{de Lor-} raine.

passage sur les terres des Cantons; les Suisses s'y opposerent toujours avec une inflexible fermeté ; de sorte qu'il ne resta au Duc que le seul parti d'entrer dans l'Alsace pour se jeter dans la Franche-Comté. Mais Monsieur de Turenne se hâta de venir luy-même s'opposer à cette entreprise. Ayant rassemblé un Corps de Cavalerie & de Dragons, il s'avança près de Bâle, où faisant faire divers mouvemens à sa petite Armée, il empêcha le Duc de rien entreprendre. Cependant les environs de Rhinfeldt ne pouvant plus fournir à la subsistance des Troupes Imperiales, & n'ayant pas assez d'argent pour engager les Suisses à y porter des vivres, le Duc fut obligé de retourner sur ses pas, & de laisser l'Alsace en repos, & la Franche-Comté en proye aux Armées du Roy.

Monsieur
de Turen-
ne entre
en Alsace.

II. P. 3. T.

S

Tan-

Tandis que le Duc de Lorraine essayoit d'entrer dans la Haute-Alface , le Général Caprara projettoit d'entrer dans la Basse , par Germersheim , que l'Electeur Palatin étoit convenu le 14. Juin 1673. de remettre entre les mains de sa Majesté Imperiale. Le Roy en ayant eu avis tenta d'abord d'engager l'Electeur à s'en tenir aux termes de la neutralité qu'il avoit promise. Il envoya dans ce dessein , le Marquis de Bethune presser l'Electeur de ne point rompre avec sa Majesté , & luy offrir même de le dédommager de tous les dégâts que ses Troupes avoient faits dans le Palatinat (f). Il sembloit que l'Electeur Charles-Louis qui venoit de s'allier si étroitement au Roy par le mariage de la Princesse sa fille avec le frere de sa Majesté, devoit se rendre sensible à cette avance , & que du moins il feroit réflexion qu'en quittant le parti de la neutralité , il exposoit son païs à toutes les horreurs de la guerre. L'Electeur peu touché de ces raisons

Propositions de la France
rejetées
par l'Electeur
Palatin.

(f) Mém. Hist. pag. 114.

sons refusa d'écouter les propositions du Marquis de Bethune , de sorte que n'ayant pû ramener ce Prince que le Roy vouloit épargner , les Marquis de Vaubrun & de Rochefort assemblerent des Troupes en-deçà du Rhin , & vinrent présenter le 16. Février devant Germersheim , qui se rendit avec son Château le 3. de Mars. A. 1674.
 L'Auteur de l'Histoire du Palatinat dit que les François se saisirent de cette Ville, sous prétexte qu'elle étoit une dépendance de l'Alsace (g). Prise de Germersheim. Comme elle est sur la Queich & de toutes parts environnée de marais , les Troupes qui y entrèrent trouverent de la facilité à s'y fortifier. Ce coup déconcerta les projets du Comte Caprara qui se vit contraint d'aller prendre des quartiers du côté de Manheim , où il demeura jusqu'à la fin du mois de May , tems auquel il vint joindre le Duc de Lorraine qui étoit venu de Rhinfeldt se poster près de STRASBOURG. Ces deux Généraux allerent eux-mêmes dans

S 2

cette

(g) TOLNER Histor. Palat.

STRAS-
BOURG
refuse son
pont aux
Troupes
Imperia-
les.

cette Ville demander aux Magistrats passage sur leur pont. Ils employèrent d'abord les promesses & les prières ; le Comte Caprara en vint ensuite aux menaces , faisant sonner bien haut le nom & la puissance de l'Empereur ; mais les Magistrats répondirent toujours qu'en accordant leur pont, ils livreroient tout leur país à une désolation inévitable. Le Duc de Lorraine outré de ce refus , pressa le Comte de s'emparer de la redoute qui étoit au-delà du Rhin à la tête du pont. Mais le Général Caprara s'excusa de l'entreprendre, avant que d'avoir reçu des ordres de la Cour de Vienne. Les deux Généraux voyant que l'Alsace leur étoit fermée de toutes parts, se virent obligés de mener leurs Troupes entre Heidelberg & Philisbourg, où le Duc de Bournonville devoit les joindre avec un Corps considérable des Troupes de l'Empereur. Avant que de décamper ils se vengerent de la Ville de STRASBOURG, en ravageant les terres de sa dépendance où ils brûlerent jusqu'aux arbres fruitiers. A

A peine les Imperiaux se furent-ils éloignez du Rhin que Monsieur de Turenne qui étoit campé entre Saverne & Haguenau, rassembla en diligence ses Troupes, & donna ordre qu'on fit un pont à Philisbourg. Pour mieux couvrir son dessein, & prévenir les irruptions que les ennemis pourroient faire en Alsace, il laissa ses gros équipages à Hochfeld, & le Marquis de Vaubrun près de Haguenau avec un Corps de Cavalerie. Il marcha ensuite à Philisbourg où il trouva le 14. Juin 1674. le pont qu'on achevoit au moment de son arrivée. Il passa le Rhin, prit quatre Régiments d'Infanterie qui étoient campez sur la Contre-escarpe & deux Régiments de Cavalerie avec les Dragons du Gouverneur: de sorte que son Armée étoit composée de six mille chevaux & de trois mille hommes de pied. (b). Tout en chemin faisant, elle surprit dans un Village 200. hommes des ennemis, & quatre cens chevaux; ils furent attaquez & se défendirent avec vigueur,

Monsieur
de Turenne
ne passe
le Rhin.

S 3

(b) MS. Coll. Argent.

vigueur, mais il fallut enfin se rendre. Les 400. Chevaux s'enfuirent à la faveur d'une haye ; mais ayant donné dans l'avant-garde de l'Armée Françoise , la plupart furent tuez ou pris. Envain l'Electeur Palatin dépêcha des couriers la nuit du 16. au 17. pour presser les Généraux des Confédérez d'arrêter Monsieur de Turenne dans sa marche. Les Généraux crurent qu'il étoit plus sûr d'aller se poster à Sentzheim , en attendant la jonction du Duc de Bournonville. L'Armée Françoise les y alla chercher , & quoyqu'il fût difficile de les attaquer dans un poste , où on ne pouvoit aller à eux que par un défilé fort étroit , où quatre hommes pouvoient à peine passer de front , & qu'ils eussent devant eux une rivière qui n'étoit pas gayable, & la Ville de Sentzheim où ils avoient jetté douze cens hommes, & quatre cens Dragons ; le Vicomte de Turenne qui n'étoit pas venu si loin pour s'en retourner sans combattre , fit attaquer les avenues & la Ville de Sentzheim par son Infanterie , qui l'emporta

porta après une heure-&-demie d'une résistance assez vive. Elle fit quatre cens prisonniers ; les ennemis ne défendirent pas le défilé , l'Infanterie Françoisse y monta avec six pièces de Canon & se mit en Bataille à la tête des clos fermez de hayes, qui étoient à droite & à gauche. A peine la Cavalerie s'étoit mis en état de combattre, les Chevaux de l'Artillerie n'étant pas même encore dételez, lorsque les ennemis chargerent avec beaucoup de bravoure, & enfoncerent même quelques Escadrons François. Mais le grand feu de l'Infanterie les obligea bientôt à se retirer. Ils revinrent une seconde fois à la charge, qui fut encor plus sanglante que la première ; mais ayant été encor repoussé, ils reculèrent peu-à-peu du côté du bois, pendant que quelquesuns de leurs Escadrons soutenoient une troisième charge, pour couvrir la retraite de leur Armée (i) ; elle abandonna enfin le champ de Bataille : une partie prit le chemin d'Heidelberg, & l'autre celui d'Heilbron, qui ay-

S 4

ant

(i) Relat. de la Camp. de 1674.

ant fermé les portes aux Lorrains, ils se virent contraints de passer le Neckre à la nage où plusieurs se noyèrent. Monsieur de Renty poursuivit les Imperiaux qui perdirent dans ce combat trois - à - quatre mille hommes tant tuez que prisonniers.

Quatre jours après cette victoire les François passèrent le Rhin à Philisbourg, & se saisirent de Neustat, qui se rendit à discretion. Les Troupes y trouverent en abondance de quoy se rafraîchir ; leur repos ne fut pas d'une longue durée : dès le 3. Juillet le Vicomte de Turenne revint à Philisbourg à la tête d'une Armée de quinze mille hommes ; il y prit de l'Artillerie & des pontons de cuivre pour passer le Neckre. Les ennemis que le Duc de Bournonville avoit joint, s'étoient retranchés à Ladembourg, à dessein de disputer le passage à l'Armée Francoise : mais Monsieur de Turenne ayant trouvé un gué à Veiblingen, les Confédérez n'osant attendre qu'il eût passé le Neckre, décampèrent pour éviter le combat. Les François les poursuivirent & ils ne
s'arre-

s'arreterent que lorsqu'ils virent les ennemis au-delà du Mein.

Le Vicomte de Turenne maître absolu du Palatinat, y rétablit son Armée dans des quartiers, où elle trouvoit des vivres suivant ses desirs. L'Electeur Palatin voyoit avec douleur son païs ravagé par des Troupes irritées. La cruauté que les Païsans exerceoient sur les Soldats qui s'étoient débandez, animoit leur fureur. Il vit même brûler quelques Villages parcequ'ils avoient refusé de payer les contributions, ou peut-être pour empêcher les ennemis de subsister, en cas qu'ils voulussent entrer en Alsace (k). Outré par un si triste spectacle, ce Prince envoya faire un appel à Monsieur de Turenne, qui répondit qu'il ne pouvoit l'accepter sans la permission du Roy ; mais qu'il étoit prêt de vuidier leur querelle à la tête de leurs Armées. Cependant ce Prince redoubla ses instances & ses plaintes, pour engager les Etats de l'Empire à se réunir pour venir à son secours. L'ar-

Le Palatinat occupé par les François.

S 5

gent

(k) Mém. du Chev. Temple.

gent des Hollandois fut encor un motif plus pressant pour armer les Princes de l'Empire contre la France. Le Duc de Lunébourg fut le premier prêt ; il vint luy-même joindre près de Francfort l'Armée des Confédérez , avec quelques Troupes de Cologne & du nouvel Evêque de Munster. L'Electeur de Brandebourg qui avoit abandonné l'alliance de la France, prépara contre elle un plus puissant renfort. Cependant le Roy n'avoit rien omis pour empêcher ces Princes de se laisser entraîner, par le prétexte de la cause commune de l'Empire. Dès le 13. Juillet il avoit fait publier un Manifeste, par lequel il déclaroit qu'il étoit prêt de faire sortir ses Troupes de toutes les places d'Allemagne , aussitôt que l'Empereur & les Princes de l'Empire voudroient faire rentrer les leurs dans leurs Etats. Les esprits étoient trop aigris pour écouter des offres si raisonnables. La diète au contraire toujours souple aux volontez de l'Empereur, régla le contingent de tous les Etats de l'Empire pour

pour fournir aux frais de la guerre. Ces préparatifs firent prendre à Monsieur de Turenne la résolution de repasser le Rhin & de venir camper à Landau , où il demeura jusqu'au 27. Août, tandis que les ennemis s'assembloient vers Mayence. Ils y passerent le Rhin au commencement de Septembre avec une Armée de 25 -à- 26. mille hommes, au lieu que celle de Monsieur de Turenne n'étoit composée que de 12 à 13. mille. Ils marcherent à Worms, vinrent à Manheim, & s'avancerent jusqu'à Spire vis-à-vis de Philisbourg.

Là les Confédérez déliberent longtems sur le parti qu'ils avoient à prendre. L'Armée de France étoit postée de sorte que les ennemis n'osoient ni l'attaquer, ni tenter le siège de Philisbourg. Le Duc de Lorraine proposa de se mettre à la tête de la Cavalerie & d'entrer en Lorraine , tandis que le Duc de Bournonville avec l'Infanterie tiendroit le Vicomte de Turenne en échec, & feroit tête à son Armée ; l'Electeur Palatin se lassant de voir les

L'Armée
Imperiale
avance
vers l'Al-
sace.

les Armées vivre aux dépens de ses sujets, combattit la proposition du Duc; Il vouloit qu'on attaquât l'Armée Françoisé, ou que du moins on entrât dans l'Alsace, pour y prendre des quartiers d'hyver. Cette mesintelligence des Généraux arrêta leurs entreprises jusqu'au 20. Septembre : l'avis de l'Electeur prévalut enfin, & le 22. les Confédérez passerent le Rhin & s'approcherent de STRASBOURG, dans l'espérance que cette Ville leur accorderoit le passage sur son pont. On dépêcha un courier à l'Empereur, qui approuva le dessein d'aller chercher des quartiers d'hyver en Alsace : il écrivit même de sa propre main aux Magistrats pour appuyer la négociation du Comte d'Holac, qui sollicitoit fortement cette Ville de donner passage aux Confédérez. Le Vicomte de Turenne tâcha de traverser cette négociation, en envoyant à STRASBOURG Monsieur de Machaut Intendant de l'Armée, qui remontra aux Magistrats, combien le Roy se trouveroit offensé, si au préju-
dice

STRAS-
BOURG
sollicitée
par l'Em-
pereur.

dice de leur parole , ils donnoient passage à ses ennemis ; que le Roy étoit un voisin dont ils devoient ménager l'amitié ; qu'ils sçavoient assez qu'en prenant parti contre luy , ils exposeroient leur propre païs & ouvrieroient l'Alsace à des Armées , qui ne vivoient que de pillage ; qu'ils ne devoient se laisser ébloüir , ni par le nombre des Troupes confédérées , ni par le grand nom des Princes qui les commandoient ; qu'ils devoient connoître la valeur & l'expérience du Vicomte de Turenne qui venoit de battre plus d'une fois ses ennemis , & qui étoit prêt de venir secourir STRASBOURG ; qu'enfin il étoit de leur honneur & de de leur intérêt de déclarer que la conservation de leur païs & la crainte de se donner pour ennemy un Roy , qui n'oublieroit pas l'injure qu'ils luy feroient , les obligeoient de se tenir dans la neutralité qu'ils luy avoient promise. Il conclut son discours en proposant aux Magistrats, ou de confier aux François la garde de leur pont , ou de donner
des

des otages qui assureroient sa Majesté de leur inviolable résolution de le défendre.

Les Magistrats après avoir remercié le Roy, répondirent qu'ils croyoient que la qualité de Ville Imperiale les mettoit à couvert des violences de l'Armée des Confédérez ; qu'à tout événement ils se tiendroient sur leurs gardes, qu'ils redoubleroient les Troupes destinées à la défense de leur pont, & qu'ils y donneroient si bon ordre qu'ils ne doutoient pas qu'ils ne pussent le défendre ; que s'ils se trouvoient pressés ils auroient recours à l'Armée de France ; qu'à l'égard de l'alternative qui leur étoit proposée, ou de confier la garde de leur pont aux armes du Roy, ou de donner des otages, c'étoit une proposition à la quelle ils ne pouvoient répondre qu'après une mûre délibération. Cependant le Comte d'Holac mettoit tout en œuvre pour gagner le Peuple : comme il parloit allemand, il trouvoit de la facilité à communiquer avec les Bourgeois dans les auberges & jusques dans les boutiques

tiques. Tantôt il exagéroit la puissance de l'Empereur, & tantôt il leur parloit de la liberté de STRASBOURG, qui ne risquoit rien en entrant dans les intérêts de tout l'Empire. Quelques largesses acheverent de gagner la Populace, de sorte que Monsieur de Machaut insistant sur les propositions qu'il avoit faites aux Magistrats, en reçut une réponse, qui le fit desesperer du succès de sa négociation. Ils luy dirent qu'il étoit luy-même témoin des dispositions du Peuple, & qu'il voyoit assez qu'il n'étoit pas en leur pouvoir ni de confier aux François la garde de leur pont, ni de leur donner des otages dans la conjoncture présente : mais qu'à quelque prix que ce fût, ils vouloient éviter d'encourir l'indignation du Roy. Monsieur de Machaut entendit ce langage, il fit son rapport de tout ce qui s'étoit passé à Monsieur de Turenne, qui étoit encor campé à Winden entre la Queich & la Loutre à une lieuë de Bergzabern. Ce Général conclut qu'il n'y avoit pas

Elle refuse de se rendre aux propositions de la France.

pas de tems à perdre, & que STRASBOURG ne tarderoit pas à se déclarer ouvertement pour le parti Imperial. Pour en prévenir les suites, il détacha le Marquis de Vaubrun avec trois Bataillons, quelques Escadrons & les Dragons de Lyftenay, pour tâcher d'empêcher les ennemis de se rendre maîtres du pont de STRASBOURG.

La Riviere d'Ill qui traverse cette Ville, & qui va se jeter dans le Rhin au dessous de Vantzenau, communique au Rhin par un large canal à la portée du Canon, qui forme de tout le terrain de Ruperchsaw une tres grande Isle: il y avoit deux ans qu'après l'embrasement de quelques arches de leur pont, les Magistrats de STRASBOURG avoient élevé un fort à quatre Bastions dans l'angle où le Canal se jette dans le Rhin; ils aggrandirent en même tems la redoute, qui étoit à la tête du pont proche du Village de Kell, & la fortifierent par de grosses poutres, qui soutenoient les terres. Le Marquis de Vaubrun ayant passé
la

la riviere d'Ill avec son détachement, mit aisément en fuite quelques milices & les Païsans qui s'étoient réfugiés dans l'Isle de Ruperchaw. La retraite précipitée de ces Païsans jetta l'alarme dans STRASBOURG: les Habitans coururent aux armes & tirèrent de l'Arsenal l'Artillerie pour en garnir leurs remparts. Le Comte d'Holac profitant de ce tumulte, mit en mouvement le Peuple & déterminâ les Magistrats à abandonner leur pont aux Troupes de l'Empereur. Envain le Marquis de Vaubrun en entrant dans l'Isle avoit fait déclarer aux Magistrats qu'il n'en vouloit point à la Ville, & qu'il n'avoit d'autre dessein que d'empêcher les ennemis de forcer le passage du pont; il ne fut point écouté, desorte qu'il se vit contraint de faire quantité de fascines, pour tâcher d'emporter le fort, qui étoit en deçà du Rhin. Il le fit d'abord reconnoître par six Capitaines, qui s'apperçurent que l'expédition étoit trop difficile: il falloit pour investir ce fort, passer

Elle abandonne son pont aux Troupes imperiales.

II. P. 3. T. T le

le Canal tres profond & d'une tres grande largeur. Le fossé étoit même hérissé de pieux ferrez, qui débordoient au dessus de l'eau de la hauteur d'un piéd; l'eau du Rhin qui y couloit, entraînoit les fascines qu'on y jettoit pour le combler : enfin on ne pouvoit l'attaquer sans s'exposer à tout le Canon de la Ville & à toutes les forces des Imperiaux, qui n'attendoient que le moment de passer le Rhin. Toutes ces difficultez obligerent le Vicomte de Turenne, de se contenter de dresser une batterie pour rompre le pont à coups de Canon. A peine étoit-elle en état qu'il apprit que le Comte Caprara à la tête de quatre mille hommes, s'étoit emparé du pont & que le reste de l'Armée n'étoit pas éloigné. Cet avis luy fit prendre le parti de retourner à son camp de Vantzenau. Lorsqu'il se disposoit à repasser l'Ill, les Députez de STRASBOURG vinrent luy déclarer qu'ils ne pouvoient plus observer la neutralité avec la France, puisque l'Armée du

Elle se
déclare
contre la
France.

du Roy étoit entrée sur leurs terres; & dès le moment ils ordonnèrent au Sr. de Frischman Résident de sa Majesté, de sortir de leur Ville, & donnerent aux Troupes des Confédérez un libre passage sur leur pont.

A peine ces Troupes affamées furent entrées dans STRASBOURG & dans les lieux de sa dépendance, qu'elles y commirent des desordres, qui firent bientôt repentir la République de la condescendance qu'elle avoit eüe pour elles. Les Généraux voulurent aussitôt être instruits de la quantité de blé & de vin & des autres provisions de guerre & de bouche, qui étoient dans leur Ville; ils s'en rendirent les maîtres & les firent distribüer à leur gré, sous prétexte qu'il étoit juste que la Ville fournît à la subsistance d'une armée venue à son secours. Tandis que les Confédérez vivoient à STRASBOURG presque à discrétion, Mr. de Turenne demeuroit dans son camp de Vantzenau, attentif à observer les démarches des ennemis.

Après que les Confédérez eurent séjourné quelques jours dans STRASBOURG & aux environs, prévoyant que cette Ville ne pourroit fournir longtems à la subsistance d'une armée si nombreuse, ils résolurent de s'étendre dans l'Alsace & de passer même dans la Lorraine, comme ils l'avoient publié dans toute l'Allemagne. Voulant couvrir leurs desseins, ils jetterent dans l'Isle de Ruperchsau un corps de Cavalerie, feignant qu'ils alloient passer l'Ill, pour venir attaquer les François dans leur Camp: mais en même tems toute leur armée défila au dessus de STRASBOURG du côté d'Illkirck & de Growenstat, pour marcher ensuite à couvert de la Brusck du côté de Molsheim.

A. 1674.

Quoyque cette armée fût plus forte que la Françoisse de neuf-ou-dix mille hommes, le Vicomte de Turenne résolut de la combattre, avant que le Marquis de Brandebourg l'eût jointe avec vingt mille hommes, qui étoient en marche. Ce dessein demandoit toute la pruden-

prudence & toute la valeur d'un si habile Général, il partit de son camp de Vantzenau à minuit du 3. Octobre, & ayant passé un marais sur plusieurs ponts, il se trouva à la pointe du jour dans la plaine de STRASBOURG. La pluie qui ne cessa point pendant tout le jour, rendoit les chemins très difficiles, & augmenta beaucoup les fatigues de l'armée; elle s'avanc^{Bataille} cependant à Osthofen, marchant d'Entz-^{heim.} toujours en bataille. De-là Mr. de Turenne vint se poster près d'Holtzheim, ayant la Brusck devant soy, & un bois à son côté où il mit de l'Infanterie. Dès la pointe du jour 4. d'Octobre jour de St. François, l'armée du Roy passa la Brusck sur le pont d'Holtzheim, & s'approcha de l'armée ennemie, qui étoit campée près du village d'Entzheim, au pied de la montagne de Glokelsberg, en deça de la riviere d'Ill qu'ils avoient passée, & ayant d'erriere eux des retranchemens, qu'ils avoient préparé pour s'y poster. Le Vicomte de Turenne craignant qu'ils

ne s'emparassent d'un bois que les Confédérez avoient à leur gauche. commanda dès les sept heures du matin, deux Régiments de Dragons sous les ordres de Mr. de Boufflers & quelques Bataillons d'Infanterie pour occuper ce bois. La résistance y fut fort opiniâtre, & le combat y dura presque tout le jour. Cependant les François gagnant toujours du terrain s'en rendirent enfin maîtres, & prirent aux ennemis dix pièces de canon.

Pendant que l'attaque du bois occupoit l'Infanterie & les Dragons, le Duc de Lorraine fit remarquer au Duc de Bournonville, qui commandoit l'armée de l'Empereur, que le Vicomte de Turenne dégarnissoit le centre de sa première ligne, pour fortifier ceux qui combattoient dans le bois. Le Duc de Bournonville & le Comte Caprara profitant de cet avis, s'avancèrent avec deux Corps considérables. Le premier à la tête de deux mille-cinq cens chevaux, vint fondre sur huit bataillons commandez par Mr. de Foucault
Lieute-

Lieutenant-Général. Le grand feu qu'ils firent obligea le Duc de Bournonville de se retirer avec perte. Le Comte Caprara à la tête des Cuirassiers de l'Empereur, fut plus heureux; il rompit d'abord les Escadrons de la première ligne, & donna jusque dans le corps de réserve qui fut fort maltraité. Mais les Comtes de Lorge & d'Auvergne étant survenus, rallierent la Cavalerie. Le premier s'étant mis à la tête de quelques Escadrons, & le second combattant avec le Régiment de Montmouth, ils repoussèrent les ennemis jusqu'au delà du village. Les Cuirassiers furent entièrement mis en déroute, & un grand nombre resta sur la place. Le Duc de Bournonville fit encor quelque mouvement pour arrêter la Cavalerie Française; mais le Chevalier d'Hoquincour étant venu à son secours avec les Dragons de la Reine, les ennemis se contenterent de faire une décharge de leur Artillerie, qui ne fit pas grand effet. La nuit mit fin au combat; les

ennemis à sa faveur se retirèrent au delà de l'Ill, & Mr. de Turenne resta maître du champ de bataille, où les ennemis laisserent un très grand nombre de cuirasses, d'armes & de bagages: ils perdirent dans cette action plus de deux mille-cinq cens hommes sans les blesez, avec vingt tant drapeaux qu'étendarts, & dix pièces de canon. Cette victoire coûta aux François beaucoup de monde & plusieurs Officiers de distinction. J'ay suivi dans le détail que je viens de faire une relation manuscrite & une autre imprimée en 1675. Celle que STRASBOURG donna au public la même année, diminuë la perte des ennemis, prétendant qu'ils n'eurent que trois cens quatre-vingt-treize morts, & six cens quatre-vingt-trois blesez, & qu'ils ne perdirent que quatre drapeaux & six pièces de canon; au lieu qu'elle donne quatre mille morts aux François, deux mille blesez, & huit cens Officiers tuez. Il n'est pas rare de voir un ennemy

my battu, se consoler en exagérant les pertes du vainqueur.

Cette défaite de l'armée des Confédérez jetta STRASBOURG dans la consternation; mais cette Ville fut bientôt rassurée par l'arrivée du Marquis de Brandebourg, qui amena le 14. Octobre vingt mille A. 1674. hommes aux Confédérez, avec quarante-cinq pièces de Canon.

Un si puissant renfort obligea le Vicomte de Turenne d'aller se retrancher à Marlheim à quatre lieues de STRASBOURG (1). L'Electeur Le Mar-
de Brandebourg vint camper à quis de
Blesheim sur la riviere d'Ergers, Brande-
bourg
où d'abord il manqua de pain pen- entre en
dant quatre jours. Dès qu'il en Alsace,
eut provision, il resolut d'aller l'Armée
forcer le camp du Vicomte de Tu- François
renne. Toute l'Armée décampa se retran-
che.
dans ce dessein le 18. Octobre; el-
le passa la Brusch sans que les
Francois s'y opposassent; de là
elle vint occuper Dachstein &
Moutzig. L'Electeur vouloit con-
tinuer sa marche; mais il fut arrê-
té par le Duc de Bournonville qui

T 5 pré-

(1) PUFEND. Reium Brandeb. L. 12. §. 47.

prétendoit que les avenuës du camp de l'Armée Françoisse étoient insurmontables (*m*). Ce n'étoit pas sa principale raison ; il fut sur tout retenu par la nouvelle de l'arrivée de l'Arrière-ban, que le Roy envoya au Vicomte de Turenne, sous le commandement du Maréchal de Créqui. L'ancienne réputation de la Noblesse Françoisse, presque toujours invincible dans toutes les batailles où elle s'est trouvée en Corps, tint si fort en respect les Allemands, quand ils sçurent que six mille Gentilshommes avoient joint l'Armée de France, qu'ils furent longtems en balance s'ils viendroient attaquer le Vicomte de Turenne, quoy qu'ils fussent encor supérieurs en nombre.

Pendant qu'ils déliberoient, Monsieur de Turenne décampa pour aller occuper le poste de Ditweiler, & couvrir tout à la fois Haguenau & Saverne. Il fit cette retraite à la vûe de cette nombreuse Armée, avec tant d'ordre

(*m*) Mém. Hist.

dre & une contenance si fière, qu'ils ne se mirent pas même en mouvement pour l'attaquer. L'Electeur de Brandebourg vouloit au moins détacher toute la Cavalerie pour donner sur l'Arriere-Garde: le Duc de Bournonville l'en détourna, en luy remontrant que le Vicomte de Turenne étoit trop habile, pour marcher sans avoir pris les précautions nécessaires pour assurer sa retraite. Le Duc se contenta de commander le Marquis de Brisach, avec quinze Escadrons & tous les Cravates de l'Armée, avec ordre d'aller couper les François du côté de Haguenau; mais bien loin d'obéir le Marquis se rendit auprès de l'Electeur pour contester sur l'ordre qui luy étoit donné. Ainsi la mesintelligence des Généraux Allemands donna le loisir aux Troupes Françoises de camper avec avantage.

Cependant les Confédérez manquant de forages aux environs de Marlheim, s'avancerent jusqu'au Kokersberg, d'où l'Electeur détacha trois mille hommes d'Infanterie

rie sous le commandement du Général Goltz , avec ordre d'assiéger le Château de Vasselone. Ce poste leur paroissoit important , parce-qu'après la bataille d'Entzheim , Monsieur de Turenne avoit fait conduire les grains & les fourages de tous les lieux voisins de STRASBOURG dans Haguenau, Saverne & Vasselone, faisant mettre le feu à tout ce qu'il n'avoit pû enlever, afin d'ôter à l'ennemy le moyen de subsister. Déjà son Armée avoit consommé une partie de ce qu'il avoit refféré dans Vasselone , où il avoit laissé un Officier & quelques Soldats pour amuser les Confédérez ; l'Electeur les fit attaquer & battre le Château à coups de Canon pendant trois jours : la brèche étant faite , l'Officier demanda composition , qui luy fut accordée. Pendant cette expédition Monsieur de Turenne quitta le camp de Dittweiler & s'avancant toujours plus dans les montagnes, il vint se poster à Ingweiler, pour être plus à portée de recevoir les Troupes qui avoient été

té détachées de l'Armée de Flandre, pour venir renforcer la sienne. L'Electeur de Brandebourg persiftoit dans le dessein de l'attaquer ; mais il avoit laissé échapper le moment , & le Duc de Bourbonville refusa plus opiniâtement que jamais d'engager une affaire. De sorte qu'après que l'Armée des Conféderez eut resté pendant huit ou dix jours à une lieue de celle de France sans oser l'inquiéter, manquant de pain & de provisions & perdant tous les jours beaucoup de Soldats par les maladies , elle fut obligée d'aller reprendre son premier camp de Blaisheim , où elle souffrit une si grande disette de fourages qu'elle se vit réduite à donner aux Chevaux la paille, qui couvroit les toits.

Le Duc de Lorraine lassé de demeurer dans un repos , qui luy paroissoit ne pas faire honneur à ses Alliez , résolut de passer en Lorraine. Il se mit à la tête de sa Cavalerie , & tout vieux qu'il étoit & usé de fatigues, il fit une si grande diligence par des chemins qu'on avoit

Le Duc de Lorraine passa dans cette Province.

avoit cru jusqu'alors impraticables ; que les François qui occupoient la Lorraine , n'eurent pas la moindre nouvelle de sa marche. De sorte que le Colonel Dupuy qui avoit pris les devants avec sept - cens Chevaux , surprit au Village de Benameuil , le Marquis de Sablé qui commandoit l'Arriere - Band d'Anjou , le fit prisonnier , luy tua quatre-cent Gentilshommes , prit le reste , ou le mit en fuite. Ce malheur attira à cette Noblesse un blame que le Peuple ne luy pardonna pas ; mais les plus sçavez sçavent qu'un manque de discipline n'est pas toujours un manque de courage , & qu'on doit excuser ce trop de confiance , dans des gens qui depuis longtems n'ont pas vû l'ennemy. Quoy qu'il en soit le Duc de Lorraine n'osa pénétrer du côté de Nancy ; il cotoya les Vôges & se jetta dans Espinal & dans Remiremont , espérant toujours qu'ayant frayé le chemin aux Allemands, ils prendroient enfin la résolution de le suivre. Mais ils persisterent à ne vouloir pas s'éloi-

s'éloigner du Rhin , & ne pouvant plus vivre au tour de STRASBOURG, A. 1675. ils prirent enfin le 19. Novembre le parti de mettre leurs Troupes en quartier dans toute l'étendue de la Haute-Alsace. Les Troupes de l'Empereur occuperent tout ce pais , depuis Ensisheim jusqu'à Bèfort, Montbéliard & Bâle. L'Electeur de Brandebourg posta les siennes depuis Colmar & les lieux des environs jusqu'à Mafmunster. Tout le pais depuis Scelestat jusqu'à STRASBOURG fut destiné aux Troupes de Lunébourg (n). Dès le premier de Décembre, l'Electeur Palatin repassa le Rhin avec deux mille Cavaliers dont mille étoient à piéd, & vint joindre le 6. les Troupes des Cercles à Dourlac. Les Confédérez vivoient en Alsace dans une si grande licence, qu'ils n'obligerent pas seulement les Habitans de désertir les Villages & les Villes, mais ils ne s'épargnoient pas même les uns les autres, chacun s'arrachant la proye, sans vouloir se contenir dans les quar-

(n) Ms. Coll. Argent.

quartiers qui leur avoient été marquez.

Les Suiffes font follicitez de se déclarer contre la France.

Il étoit d'une importance extrême pour le salut de la France, que les Suiffes demeuraffent fermes dans son alliance. Déjà depuis longtems le Comte Cafati Ambassadeur d'Espagne, & le fleur Wirtz Envoyé de l'Empereur, soutenus par l'Envoyé des Etats Généraux, follicitoient les Cantons de rappeler les Suiffes, qui étoient au service du Roy, & de se joindre aux Confédérez, pour accabler une bonne fois la France : ces instances n'avoient pas ébranlé les Suiffes (o). L'Electeur de Brandebourg, l'Electeur Palatin. & le Prince George-Guillaume de Lunébourg, espérant qu'ils feroient plus heureux, envoyerent sur la fin du mois de Novembre le Sr. Thomas Knesbec affûrer les Cantons, & en particulier celui de Bâle, que leur Armée ne toucheroit point aux lieux de leur dépendance, & les prier en même tems non seulement d'empêcher la France

(o) PUFEND. L. 12. §. 48.

France de faire des levées dans leur païs, mais de retirer même les Troupes qu'ils avoient à la solde du Roy. Knesbec raisonna beaucoup pour faire entrer les Suisses dans ses sentimens & dans les intérêts des Confédérez: mais les Cantons assemblez à Arau répondirent le 17. Décembre, qu'ils avoient donné des ordres pour empêcher leurs Troupes d'agir contre les Princes Allemands; que les deux partis pourroient venir librement acheter des denrées chez eux; mais qu'ils ne pouvoient défendre que le Roy fit des levées dans leurs Etats, ni se déclarer contre luy. Cette réponse définitive donna plus de joye à Monsieur de Turenne, que les victoires qu'il avoit remportées pendant la campagne.

Tandis que les Confédérez négocioient en Suisse, & qu'ils prenoient leurs quartiers en Haute-Alsace, Monsieur de Turenne quitta la Basse-Alsace, après avoir laissé quatre Bataillons dans Saverne & six dans Haguenau, & ayant

II. P. 3. T.

V

passé

passé les montagnes de la Petite-Pierre, il entra dans la Lorraine où il refit sa Cavalerie, qui avoit été extraordinairement fatiguée. Il y trouva un Corps de Troupes de dix mille hommes qui avoit été détaché de l'Armée de Flandre, & qui étoit arrivé sur la Sâre à la fin du mois d'Octobre, sous le commandement du Comte de Saulx, depuis Duc de Lesdiguieres. Dès que le Vicomte de Turenne vit ses Troupes en état d'exécuter l'expédition qu'il méditoit depuis longtems, il donna ordre au Comte de Saulx de le venir joindre avec le corps qu'il commandoit; & toute l'Armée se mit en marche du côté de St. Nicolas & s'avança droit à Epinal, où elle ne trouva personne. De-là Monsieur de Turenne envoya un détachement pour enlever quatre cens hommes, qui étoient à Remiremont; mais ils n'attendirent pas les François, le Duc de Lorraine leur ayant fait repasser les montagnes pour venir rejoindre les Confédérez.

Pendant que l'armée Françoisse
traver-

traversoit la Lorraine où les ennemis se persuadoient qu'elle vouloit prendre des quartiers d'hiver, l'Electeur de Brandebourg pressé par les prières de l'Ambassadeur d'Espagne, détacha de son armée six mille hommes, pour entrer dans la Franche-Comté sous la conduite d'Auguste Duc de Holstein. Ce Prince croyant qu'il emporteroit Bèfort en six jours, le fit battre par vingt-quatre piéces de canon, tandis que les Impériaux insultoient Brisach qu'ils faisoient mine de vouloir investir.

Ces projets des ennemis furent Le Vientôt déconcertez; car après des fatigues qui ne peuvent être imaginées que par ceux qui connoissent le passage des montagnes de Bussan, malgré la rigueur de l'hiver le plus rude, le Vicomte de Turenne arriva à Thann le 23. Décembre, & toute son armée entra le 29. dans les plaines de Mülhausen. Le Duc de Holstein ayant abandonné le siège de Bèfort, pour aller rejoindre l'Electeur de Brandebourg, la Gendar-

Le Vi-
comte de
Turenne
rentre en
Alsace.

merie François avec 15-ou-1800 Chevaux arriva le 30. sur le bord de la riviere d'Ill, dans le tems que 4000 Chevaux des ennemis marchaient de l'autre côté de cette riviere avec les bagages pour gagner Mülhausen. Mr. de Turenne ne balança pas un moment de les faire attaquer (p): le Marquis de Montauban passa la riviere avec le Régiment d'Orleans, qui fut d'abord vivement poussé par les Allemands commandez par le Duc de Bournonville. Le Marquis de Montauban y fut même fait prisonnier; mais la Gendarmerie, qui avoit à sa tête le Marquis de la Trouffe & les Chevaux légers commandez par le Chevalier de Sourdis, ayant passé l'Ill par deux guéz différents, prirent les ennemis en flanc & les renverserent. Trois Régiments de Cuirassiers & des meilleures Troupes de l'Empereur vinrent à la charge; mais ayant apperçu que les Anglois & les Ecoissois qui ne faisoient qu'un Escadron, avoient joint la Gendar-

Combat
prés de
Mülhausen.

(p) Mém. de M. de la Fare.

darmerie , les Cuirassiers tournerent le dos & furent poursuivis jusqu'à Mülhausen. Cependant d'autres Escadrons des ennemis qui continuoient leur marche dans la Vallée, parmi lesquels étoient les Chevaux légers du Duc de Lorraine, tombèrent sur un Escadron de Chevaux légers commandez par le Comte de Broglio ; mais la compagnie des Gens-d'armes de Monseigneur le Dauphin étant venuë à son secours, les Allemands furent repoussez au delà de la montagne. Enfin Monsieur de Turenne ayant fait passer la riviere à de nouvelles Troupes, les ennemis ne résistèrent plus, & leurs Officiers firent de vains efforts pour les rallier. Les François prirent dans ce combat quatorze Estandarts.

Après cette déroute les Impériaux se retirèrent à Sainte-Croix où l'Electeur de Brandebourg vint à leur rencontre. De-là il retourna à Colmar où le Duc de Bourbonville le suivit dès le lendemain ; mais il n'eut pas le loisir de retirer

toutes les Troupes qu'il avoit mises en divers quartiers, du côté de Mülhausen & de BÉFORT. Le Chevalier d'Humieres fit prisonniers cent-cinquante hommes choisis, qui étoient dans le Château d'Altkirck. Huit cens hommes du Régiment de Portia eurent un même sort, après la prise du Château de Bruntat près de Mülhausen. Quatre-ou-cinq cens hommes des Troupes de Brandebourg s'opiniâtrèrent à se vouloir défendre dans Rouffach; Monsieur de Turenne les laissa en arriere, comptant qu'ils n'échapperoient pas, dès qu'il auroit battu les ennemis qu'il alloit chercher vers Colmar. Il les trouva rangez en Bataille entre Colmar & Turckheim, ayant devant eux le ruisseau de Turckheim. Il résolut de les attaquer & se mit en marche la veille des Roys au point du jour; mais au lieu de marcher droit au ruisseau & à Colmar, il enfourna toute l'Armée sur deux Colonnes dans le Vallon de Turckheim. Trois cens Dragons qui étoient dans cette Ville se retirèrent

Bataille
de Turck-
heim.

rent aux premières approches des François. Dès que Monsieur de Turenne en fut maître, il fit jeter des ponts sur le ruisseau à une demie lieue au-dessous de Turckheim. Les ennemis se portèrent en cet endroit avec une grande partie de leur Infanterie: celle de France leur fit avant la nuit quitter l'autre bord du ruisseau; le Combat y fut vif, mais l'Electeur de Brandebourg voyant enfin Monsieur de Turenne dans son flanc, prit le parti de se retirer pendant la nuit. Au moment que cette résolution fut prise il fit sortir ses bagages de Colmar, avec ordre de passer l'Ill & de marcher à Scelestat; l'Electeur décampa luy-même à dix heures du soir. Le Duc de Bournonville précipita sa marche, de sorte qu'il arriva à Scelestat trois heures avant l'Electeur. Monsieur de Turenne les fit observer dans leur retraite par le Comte de Roye & le Baron de Monclar, qui les suivirent jusqu'à St. Hippolyte. Les Allemands ne s'arrêtèrent pas à Scelestat; désespérant de pouvoir sub-

sister dans un pais ruiné, ils se déterminèrent à repasser le Rhin à STRASBOURG, pour aller prendre des quartiers en Allemagne. Le Duc de Lorraine mécontent de ce que les Confédérez n'avoient pas voulu suivre ses conseils, monta sur la tour de STRASBOURG pour voir arriver cette Armée délabrée, & comme il aimoit à dire de bons mots, il en laissa échapper un sur le mauvais succès des armes des Alliez, & sur l'avantage que Monsieur de Turenne avoit eu sur eux; "un Prince par la grace du Roy, "disoit-il, a fait repasser le Rhin à "cinq Princes par la grace de Dieu, "& cela sur le même pont, où on "avoit vû passer la même année "soixante - & - dix mille Allemands "armez pour la cause commune."

Outre le chagrin de n'avoir pas réüssi, l'Electeur de Brandebourg Frideric-Guillaume eut la douleur de perdre à STRASBOURG son fils Charles-Emile, qu'une fièvre ardente enleva brusquement sur la fin de la Campagne à l'âge de 19. ans. Le Prince d'Orange son cousin

fin

fin qui comptoit beaucoup sur les belles qualitez de ce Prince , regretta vivement sa perte. La Ville de STRASBOURG ne put voir le desordre de l'Armée des Conféderez , sans en être allarmée ; elle craignit que Monsieur de Turenne ne se vengeât de ce qu'elle avoit si hautement rompu la neutralité. Peut-être que cette Ville auroit retenu chez elle une Garnison imperiale , si Monsieur de Turenne qui prévoyoit tout , ne luy eut envoyé en diligence un Courier par Brisach , pour assurer les Magistrats de la part du Roy , que l'Armée de France ne passeroit pas Scelestat & qu'ils pouvoient être en sûreté contre toute sorte d'entreprise de sa part. Ainsi après avoir donné pendant toute la Campagne d'inignes preuves de sa valeur & de sa prudence , le Vicomte la finit en donnant à STRASBOURG une nouvelle marque de sa modération , & en faisant connoître à toute l'Europe qu'il sçavoit & vaincre ses ennemis & les épargner quand ils cessoient de l'être : ainsi se termina la Cam-

Les Fran-
çois mé-
nagent
STRAS-
BOURG.

pagne de 1674. qui ayant fait échoïer les grands projets que les Imperiaux avoient formez pour envahir l'Alsace, fut également glorieuse à Monsieur de Turenne & avantageuse à la France.

LIVRE XXII.

A. 1674. **L**Es Armées qui se répandirent dans l'Alsace dès le commencement de la guerre, forcèrent l'Evêque de STRASBOURG, François-Egon de Furstemberg, de suspendre les grands desseins qu'il avoit formez pour le rétablissement de son Diocèse. Il y venoit chaque année passer trois mois, & non seulement il y vivoit avec la magnificence d'un Prince, mais il y donnoit d'inignes marques de sa charité pour son Peuple, & de son zèle pour la Religion. Nous avons vû ailleurs qu'il retira des mains du Duc de Wirtemberg le Baillage d'Oberkirck que ce Prince tenoit par engagement, & où il tâchoit de faire glisser l'hérésie, dont ses Etats étoient infectez. Le

Doc-

François
Egon de
Furstem-
berg veil-
lé au bien
de son
Diocèse.

Docteur Pleister que François-Egon avoit choisi pour partager avec luy le soin de son Diocèse en qualité de son Grand-Vicaire , ramenoit par sa vigilance & par sa douceur les Ecclesiastiques qui s'écartoient de leur devoir. Comme il prenoit plaisir à faire des graces, il s'étoit attaché le cœur de ceux qu'il gouvernoit : quand une fois le cœur est gagné le joug de la loy paroît léger. Il n'y avoit que douze ans que François-Egon étoit Evêque ; & quoyque son Evêché eût été desolé par des guerres qui duroient depuis plus d'un siècle, il trouva moyen de bâtir un Château à Moutzig, de rétablir celui de Vantzenau , & d'en commencer un plus magnifique à Saverne. Les guerres & la mort qui le suivit de près, le contraignirent d'abandonner ce superbe ouvrage, auquel son successeur le Cardinal Prince de Rohan ajoute tous les jours des embellissemens, qui passent de beaucoup les projets mêmes de son Prédécesseurs. Comme le Roy fut toujours maître de

Sa-

Saverne pendant les guerres , le Château de l'Evêque ne fut jamais exposé à la fureur du Soldat ennemy. Il n'en fut pas de même des vins & des grains qu'il tenoit en réserve dans la Ville de STRASBOURG. Dès que les Allemands y furent entrez, ils y pillèrent tout ce qui appartenoit à François-Egon: il s'en plaignit à l'Electeur de Brandebourg par une lettre qu'il luy écrivit le 12. Septembre 1674 (a); & il luy remontra en même tems l'injure que l'Empereur luy avoit faite, en défendant à la diète de Ratisbonne d'admettre ses Députés dans les délibérations de l'Empire , ordonnant même qu'on luy fit son procès, sur ce qu'il demeurait à Paris & qu'il n'avoit pas obéi aux lettres avocatoires, que sa Majesté imperiale avoit publiées. “Je
 “suis, disoit-il à l'Electeur, Prince
 “de l'Empire avec droit de séance
 “dans les diètes. S'ils souffrent
 “que l'Empereur de sa seule autho-
 “rité, me dépouille de mes droits,
 “ne doivent-ils pas craindre que
 “cet

Il écrit à
 l'Electeur
 de Bran-
 debourg.

(a) PUFEND. L. 12. §. 50.

“cet exemple n'autorise sa Majesté
 “imperiale, à forcer les Princes
 “de subir le même joug ? on me
 “reproche de ce que je fais mon sé-
 “jour à Paris : ferois-je en sûreté
 “en Allemagne, où on tient mon
 “frere en prison, & voudroit-on
 “que je restasse dans mon Diocèse
 “tandis qu'il est en proye à ceux
 “qui me regardent comme un en-
 “nemy ? On m'a même ôté les
 “moyens d'y subsister, en m'en-
 “levant des denrées que j'avois
 “réfugiées dans une Ville libre sous
 “le sceau de la foy publique.

L'Electeur de Brandebourg ré-
 pondit à cette lettre le 18. Décem-
 bre, que c'étoit à tort qu'il traitoit
 de violence, l'usage qu'on avoit
 fait de ses revenus, puisqu'ils avoi-
 ent servi à la subsistance de ceux
 qui combattoient pour la Patrie ;
 qu'il seroit à souhaiter que l'Em-
 pire jouît d'un parfait repos, que
 c'étoit à luy d'examiner s'il n'avoit
 pas contribué à allumer la guerre ;
 que Dieu en seroit le Juge, & que
 ce qu'il avoit déjà souffert n'étoit
 qu'un prélude des vengeances, que
 le

le Ciel préparoit contre les Auteurs des troubles , qui avoient déjà couté le sang de tant de milliers d'hommes. Une réponse si dure fit comprendre à l'Evêque de STRASBOURG, qu'il ne devoit attendre du côté de l'Empire ni protection ni justice: il n'en fut pas cependant moins zélé pour luy procurer la paix, comme nous le verrons dans le livre suivant. Quelque tems après cette réponse, l'Electeur se vit obligé de prendre un ton moins fiér, se trouvant dans la nécessité non seulement de repasser le Rhin avec son armée ruinée, mais de courir au secours de la Poméranie Electorale où les Suédois entrèrent au mois de Janvier 1675. après luy avoir déclaré la guerre. Cette puissante diversion rappella ailleurs les armées des Confédérez , qui venoient de ravager l'Alsace; mais cette Province ne cessa pas encore d'être le théâtre de la guerre.

Le mauvais succès de la campagne précédente , fit sentir à l'Empereur l'importance d'opposer

fer à Mr. de Turenne un Chef de la capacité & de l'expérience la plus consommée. Il mit dans cette vûë à la tête de son armée le Comte Raymond Montécuculi, vieux Capitaine qui faisoit la guerre depuis plus de cinquante ans, & qui, avec beaucoup de pénétration & de sagesse pour former un dessein, avoit malgré son grand âge dans l'exécution la bravoure & la valeur d'un jeune Capitaine. Dès que le Comte eut été choisi pour commander sur le Rhin, il se hâta de donner ses ordres, pour assembler le 4 May les Troupes qui devoient composer son Armée. Elles se rendirent au jour marqué à Bruchsal, Château appartenant à l'Evêque de Spire. Le Comte Montécuculi en fit la revûë deux jours après & s'approcha de Spire où il fit faire un pont, les Magistrats de STRASBOURG n'ayant pas voulu luy donner passage sur le leur, parcequ'ils étoient rentrez pendant l'hyver dans la neutralité avec la France (b). Mon-

A. 1675.

(b) Mém. Hist. pag. 227.

Monsieur
de Turenne
entre
en Alsace.

Monsieur de Turenne eut avis de tous ces mouvemens en arrivant à Nancy, où il apprit par les lettres du Marquis de Vaubrun, que la Ville de STRASBOURG avoit promis au Comte Montécuculi de le laisser passer sur son pont. Il étoit important de prévenir ce coup, si on vouloit garantir l'Alsace & faire échouer les desseins des ennemis. Il n'y avoit que la présence de l'Armée du Roy qui pût arrêter les résolutions de STRASBOURG, toujours très disposée à favoriser les projets des Imperiaux. Monsieur de Turenne qui n'en doutoit pas, fit marcher jour & nuit ses Troupes avec une extrême diligence; de sorte qu'il se rendit au camp de Chatenoy sous Scelestat le 24. May, & sans perdre de tems il fit avancer sa Cavalerie jusqu'à Benfeldt, où les Magistrats de STRASBOURG l'envoyerent assurer qu'ils se tiendroient dans les termes d'une exacte neutralité, & qu'ils empêcheroient les Imperiaux de passer sur leur pont, ajoutant même que pour n'être pas
forcez

STRAS-
BOURG
se déclare
pour la
neutralité

forcez à manquer à la parole qu'ils donnoient , ils avoient reçu fix cens Suiffes dans leur Ville, à qu'ils avoient fait prêter ferment de la défendre contre tous ceux qui voudroient l'attaquer. Malgré cette parole le Comte Montécuculi compta que cette Ville feroit toujours prête à se déclarer pour l'Empire, & qu'il feroit bientôt maître du pont, s'il pouvoit éloigner l'Armée Françoisé. Il n'est ni mouvement ni ruse qu'il ne mit en œuvre pour en venir à bout: il marcha avec son Armée près de Philisbourg, fit dresser un pont vers Spire & passer le Rhin à une partie de ses Troupes, qui s'approcherent de Landau: ses Cravates avancerent jusqu'à Lauterbourg, dans l'espérance que Monsieur de Turenne voulant l'attaquer quitteroit le voisinage de STRASBOURG; mais il avoit affaire à un Capitaine trop pénétrant pour se laisser donner le change.

Cependant Monsieur de Turenne ne crût que ce n'étoit point assez de conserver l'Alsace, & qu'il é-

toit de la gloire du Roy de faire subsister son Armée dans les terres des ennemis. Ayant pris la résolution de passer le Rhin, il détacha le Marquis de Vaubrun avec la Brigade de Rambure, trois Régiments de Cavalerie & six pièces de Canon, pour travailler à faire un pont à Ottenheim, Village situé au delà du Rhin à quatre lieues au dessus de STRASBOURG. Comme le Rhin, s'y divisant en plusieurs bras, forme diverses Isles couvertes de bois, on trouva beaucoup de facilité à la construction d'un pont; à peine fut-il achevé que le Vicomte de Turenne apprit que le Comte Montécuculi avoit fait passer son Armée en deçà du Rhin. Ce mouvement étoit une nouvelle feinte, dont usa le Général de l'Empereur, pour engager l'Armée Françoisé à quitter son poste. Mais comme elle ne branla pas, deux jours après les Imperiaux repassèrent le Rhin proche de Spire. Le Vicomte de Turenne fit à l'instant passer le Rhin à toute son Armée, qui s'avança le même jour

Jour 7. Juin, jusque sur la Kintzig à deux lieues de STRASBOURG: elle se saisit de Wiltet dans le même tems que Montécuculi faisoit donner avis aux Magistrats de STRASBOURG, qu'il marchoit pour s'en emparer. Il avoit en effet détaché le Prince Herman de Baden & le Comte de Chavagnac Lieutenant-Général avec six mille hommes, mais ils trouverent le poste de Wiltet occupé par les François.

Montécuculi prévenu encor une fois par la diligence du Vicomte de Turenne, vit avec chagrin ses mesures rompuës & la communication fermée avec la Ville de STRASBOURG, de laquelle il attendoit de quoy faire subsister ses Troupes plus à l'aïse. Il s'en approcha cependant, & vint camper le 14 Juin avec toute son Armée à Offembourg le long de la Kintzig, enforte que la droite de son Armée n'étoit qu'à une lieue & demie de celle de France, n'y ayant entre deux qu'un ruisseau guéable par tout.

Les Impériaux s'approchent de STRASBOURG.

meux Capitaines avoient chacun une Armée de vingt-deux mille hommes : leurs Troupes étoient les meilleures & les plus aguerries de France & de l'Empire. L'un & l'autre étoit campé d'une manière à ne pouvoir être aisément attaqué, de sorte que pendant près de six semaines ils ne travaillèrent qu'à mettre tout en usage pour s'affamer & se couper les fourages.

La Ville de STRASBOURG souffroit de leur voisinage, & le Peuple toujours impatient quand il sent le besoin, pressoit les Magistrats de se déclarer pour l'un ou pour l'autre parti. Mais les plus jaloux de leur liberté remontoient que pour la conserver ; il ne falloit se fier ni aux Imperiaux ni aux François ; que dès qu'ils auroient admis les uns dans leur Ville, ils s'y rendroient bientôt les maîtres, & que les autres, en même tems deviendroient leurs ennemis, & qu'en un mot il valoit mieux souffrir la disette que la servitude. Ces grandes maximes n'étoient

toient pas du goût de la Populace, qui se flattoit qu'en se livrant aux Allemands, tout l'Empire seroit garant de la conservation de leur liberté. Monsieur de Turenne de son côté ne comptant plus trop sur la résolution des Magistrats, mettoit tous ses soins à fermer le pont du Rhin, & à empêcher que STRASBOURG ne portât aucun secours à l'ennemy. Cependant le Comte Montécuculi quitta son camp d'Offembourg le 18. Juin, A. 1675. & après trois lieues de marche, il vint camper à l'Abbaye de Schutteren, comme s'il avoit résolu de se saisir du pont d'Ottenheim, d'où l'Armée Françoisse tiroit des vivres d'Alsace. Monsieur de Turenne prévoyant ce dessein, fit descendre son pont jusqu'à Altenheim, entre Vilstet & Ottenheim. En rapprochant ainsi son pont de STRASBOURG, il trouvoit plus de facilité à le garder, en même tems qu'il fermeroit l'entrée de celui de STRASBOURG.

Le Comte Montécuculi ayant manqué son coup, & voyant qu'il

Divers
mouve-
mens de
l'Armée
Imperia-
le.

ne pouvoit plus toucher ni au pont d'Altenheim, ni à celui de STRASBOURG, quitta son Camp de Schutteren le 26. Juin, & retourna à son premier camp d'Offembourg. Le Vicomte de Turenne qui régloit ses marches sur les siennes, vint de même reprendre son camp de Wiltet & les deux Armées demeurèrent ainsi campées jusqu'au 3. Juillet, sans rien entreprendre de considérable de part ni d'autre. Cependant le Comte Montécuculi faisoit amasser dans STRASBOURG une grande quantité de pain & de farine, & préparer un pont de bateaux, dont il prétendoit se servir pour passer le Rhin au-dessous de STRASBOURG, & contraindre par-là Monsieur de Turenne à sortir des terres de l'Empire. Dès qu'il eut avis que le convoi & le pont étoient prêts dans STRASBOURG, il quitta Offembourg le 4. Juillet pour s'approcher du Rhin, & alla camper près de Lichtenau sur la rivière de Renchen à cinq lieues au-dessous de STRASBOURG, laissant la rivière devant
foy.

soy. Monsieur de Turenne dé-campa le même jour , & vint se poster à Freistet , ayant à sa droite la forêt de Renchenloch. Cette situation le mettoit à portée de se rendre maître du cours du Rhin: il se servit de cet avantage pour arrêter le convoi & le pont que les Allemands attendoient de STRASBOURG. Comme le Rhin se partage en cet endroit en plusieurs bras , il fit faire des redoutes & garder le grand-Canal par des bateaux chargez de Soldats soutenus par des Batteries , qu'il fit dresser dans les Isles du Rhin ; Montécuculi luy laissa faire sans branler , toute cette manœuvre , qui luy coupoit les vivres sur lesquels il avoit compté.

Cependant l'Armée Françoisse souffroit beaucoup dans ce camp, n'ayant à ses derrières qu'un pais ruiné par le long séjour des deux Armées, & la Ville de STRASBOURG, qui n'étoit pas dans la disposition de la secourir ; les pluies étoient continuelles & les Soldats toujours campez dans la bouë , n'a-

voient que le pain pour nourriture. Dès que le Soleil eut rendu les chemins plus fermes , Monsieur de Turenne résolut d'étendre son fourage au-delà de la rivière de Renchen. Les ennemis n'occupoient sur les bords, que l'espace de trois quarts de lieuë , depuis sa chute dans le Rhin en remontant vers sa source , & avoient négligé de prendre des postes plus haut. Monsieur de Turenne se saisit le 15. Juillet d'un gué à cinq-cens pas du dernier poste des ennemis; il y fit faire un pont & des retranchemens gardez par trois Bataillons , sous le commandement du Comte d'Hamilton. Trois jours après il envoya le Chevalier du Plessis à Wagshurst au-delà de la Forêt à une demie lieuë au-dessus du pont , qu'il venoit de faire dresser. Mais comme il prévit que cet éloignement donneroit de la facilité aux ennemis d'enlever le Chevalier du Plessis , il fit faire de grands abbatis dans le bois & marcha luy-même à pied à la tête des Grenadiers , la nuit du 24. au 25. Juil-

Juillet. Cette précaution étoit nécessaire ; car le Prince Charles de Lorraine , qui venoit de donner tant de marques de sa valeur dans la Bataille de Seneff , où il fut blessé , se mit la même nuit à la tête de quatre mille hommes & de mille Dragons , pour attaquer les François retranchez à Wagshurst , tandis qu'un autre corps seroit effort pour emporter les retranchemens du Comte d'Hamilton. Dès qu'un parti eut donné avis à Monsieur de Turenne de la marche du Prince de Lorraine , le Marquis de Vaubrun à la tête d'un Corps de Cavalerie , & le Marquis de Rannes avec un détachement de Dragons , dont il étoit Général , eurent ordre d'aller reconnoître l'ennemy. Le Prince de Lorraine tomba si rudement sur eux , qu'il fit plier les Dragons & mit la Cavalerie en déroute : elle eût été taillée en pièce , si Monsieur de Turenne n'eût fait avancer quatre Bataillons d'Infanterie , dont le grand feu arrêta les Allemands. Le Sieur de Tracy Major-Général de

Avantage
remporté
par le
Prince de
Lorraine.

l'Infanterie fut pris dans cette action ; Monsieur de Vaubrun y fut blessé au pied d'un coup de pistolet , & le Marquis de Rannes ayant eu un cheval tué sous luy , se sauva à peine à pied par les bois. Ce Combat eût peut-être donné aux Allemands une grande victoire , si le Prince de Lorraine avoit été secondé ; mais se voyant seul aux prises avec les François , & ayant sur tout appris que Monsieur de Turenne avançoit en personne , le nom de ce grand Capitaine inspira du respect au jeune Prince ; il se retira & laissa à l'Armée Françoisse la liberté de passer le Renchen & de s'emparer du Village de Gamshusen. Ce poste donnoit beaucoup d'étendue aux fourages de Monsieur de Turenne , & acheva de resserer les Imperiaux dans leur camp ; desorte que le Comte Montécuculi prit le parti de décamper , & ayant fait un grand tour il vint se poster le 26. Juillet au pied de la montagne de Saspach. Mais quelque diligence qu'il fît, il trouva
en

en arrivant que le Vicomte de Turenne avoit fait brûler le Village de Saspach & dresser des Batteries, pour attaquer l'Eglise & le cimetiere environnez d'un double fossé. Les deux Armées se virent alors en présence, n'étant séparées que par un ruisseau qui couloit dans la plaine, ce qui faisoit juger qu'il seroit difficile d'éviter d'en venir à une action. Le Vicomte de Turenne cherchant à l'entamer avec avantage, trouva sur la gauche du Village un lieu propre à passer le ruisseau & attaquer les ennemis. Sur les dix heures du matin du 27. Juillet, il retourna visiter une seconde fois ce passage; mais pendant qu'il régloit la maniere dont il falloit se porter aux ennemis, on l'avertit qu'on voyoit faire du côté de la montagne un mouvement à leur Infanterie; il y alla promptement & donna ordre à Monsieur de St. Hilaire de reconnoître les postes pour établir des Batteries. St. Hilaire revint aussitôt; mais pendant qu'il rendoit compte de l'exécution des

A. 1675.

Mort du
Vicomte
de Tu-
renne.

des ordres qu'il avoit reçus, un boulet de Canon frappa le Vicomte au milieu du corps : & le même coup qui le renversa mort, emporta la main droite du sieur de St. Hilaire. Ainsi finit non seulement l'un des plus grands Capitaines, mais l'un des plus honnêtes hommes que la France eût jamais vû. Les regrets du Roy, la consternation des Soldats qui l'aimoient comme leur pere, & la douleur que sa mort répandit dans tout le Royaume, en font un digne éloge. La France n'oubliera jamais les glorieux services, qu'il luy a rendus, & l'Alsace doit toujours se souvenir, qu'il a versé son sang pour sa conservation.

Tout le monde s'attendoit qu'après une si triste perte, les Impériaux accableroient les François, & tout le monde se trompa; l'armée de France se tint trois jours en présence des Allemands, sans qu'ils osassent l'attaquer. Enfin comme elle manquoit de provisions, elle se mit en marche pour aller chercher le pont d'Altenheim, sous le commandement

ment du Marquis de Vaubrun, plus ancien Lieutenant-Général, & du Comte de Lorges Neveu de Monsieur de Turenne, Lieutenant-Général. Les mesures furent si bien prises que déjà une partie de la Cavalerie avoit repassé le pont lorsque le Comte Montécuculi fut averti qu'elle luy alloit échapper ; il se hâta pour donner sur l'arrière-garde, qui étoit sur le point d'entrer dans le bois. Monsieur de Vaubrun ayant le pied cassé & la jambe sur l'arçon de la selle, repassa le Rhin à la tête de quelques Escadrons pour soutenir l'Infanterie. Le Prince de Lorraine, le Comte de Chavagnac & le Comte de Dunevald presserent les François de toutes parts : le Comte de Dunevald mit à la droite la Cavalerie en desordre ; mais il fut ensuite repoussé par le Marquis de Vaubrun, qui fut tué dans cette action. Quelques Bataillons souffrirent beaucoup à la gauche, sur tout le Régiment de Champagne, qui se trouvoit dans un terrain fort serré, exposé à quatre pièces de canon. Il y per-

L'Armée
Françoise
repasse le
Rhin.

y perdit jusqu'à vingt-sept Officiers ; enfin le Comte de Lorge qui étoit demeuré seul Général, disposa ses troupes avec tant de conduite, & trouva tant de valeur dans le moindre de ses Soldats, que les Imperiaux furent obligez de se retirer, & de laisser l'armée Françoisse repasser en Alsace avec plusieurs Etendarts : elle campa de l'autre côté du Rhin & s'y conserva fort heureusement jusqu'à l'arrivée du Prince de Condé, qui avoit été envoyé de Flandre avec un grand détachement, pour s'opposer aux projets des Imperiaux en Alsace.

STRAS-
BOURG
accorde
son pont
aux Im-
periaux.

Après cette retraite, qui fut au Comte de Lorge aussi glorieuse qu'une victoire, l'armée Imperiale tourna vers STRASBOURG, qui luy donna d'abord passage sur son pont, & vint camper à Wantzenau où elle reposa cinq-ou-six jours. De là le Comte Montécuculi marcha à Haguenau pour en former le siège. Un vieux Officier Gascon nommé Matthieu de Castellas y commandoit : il y avoit fait faire quelques retranchemens & un petit

tit fort , qu'il appelloit son tombeau , se flattant que la place ne feroit renduë qu'après qu'il y feroit enterré. Les Imperiaux croyoient l'emporter d'emblée ; mais il fallut ouvrir la tranchée & dresser des batteries : déjà depuis quatre jours ils pouffoient le siège avec beaucoup de vigueur ; ils étoient même si proches de la place, que le Prince de Lorraine reçut un coup de mousquet, si favorable qu'il put à peine passer pour une blessure (d). Mais tout-à-coup le Comte Montécuculi leva le siège le 22. Août , ayant appris que le Prince de Condé , qui étoit arrivée en Alsace, marchoit pour venir secourir la place.

Levée du
siège de
Hague-
nau.

A. 1675.

La grande réputation du Prince & son rare génie pour la guerre, fit appréhender aux Imperiaux qu'il ne vint les attaquer dans leurs lignes. Ils crurent qu'il étoit mieux d'aller à sa rencontre, dans l'espérance de le surprendre dans quelques postes où ils pourroient le combattre avec avantage.

Déjà

(d) Mém. du Chev. Temple.

Déjà l'armée Françoisse s'étoit avancée à la hauteur de STRASBOURG ; son voisinage inquiéta cette Ville, qui envoya des Députés au Prince de Condé , pour s'excuser de ce qu'elle avoit souffert que les Imperiaux passassent sur son pont. Le Prince ne s'arrêta pas à réfuter ses raisons : la cessation du pont étoit un fait trop criant, & il n'est pas aisé de défabuser un Prince à qui on a man-

Le Prince
de Condé
campe
près de
STRAS-
BOURG.

qué. Bienloin de recevoir gracieusement les Députés, il leur répondit en deux mots , qu'après qu'il auroit couru au plus pressé, il iroit les voir si le Roy l'en vouloit croire(e). Cependant le Prince se mit en bataille le long de la Brusck entre Holtzheim & Lingselsheim à une lieuë de STRASBOURG, & se retrancha de manière, que le Comte Montécuculi désespéra de l'y forcer. Il se contenta de mettre en batterie douze pièces de canon sur une hauteur près d'Achenheim, qui obligea le Prince à faire un mouvement

pour

(e) Vie du Prince de Condé L. 5.

pour se mettre à couvert du bois de Lingelsheim. Il décampa la nuit & vint camper à Chatenoy où Montécuculi le suivit de loin. Ce Général reconnut qu'il ne pouvoit attaquer les François sans trop risquer ; de sorte qu'il retourna sur ses pas & vint se poster à Ober-ehenheim , où il reçut un grand renfort de Troupes. Mais comme l'Armée Françoisse se fortifioit dans son camp avec une extrême diligence, le Comte Montécuculi desespérant de pouvoir combattre avec succès, se jeta sur Molsheim , où il fit quelques prisonniers, & s'approcha ensuite de Saverne. Le 10. Septembre une partie de son Armée arriva devant la place ; on ouvrit la Tranchée, on dressa des Batteries, on jeta des Bombes dans la Ville ; mais quoyque le Prince de Condé n'eût fait aucun mouvement pour la secourir, l'Armée Imperiale leva le siège le 15. on n'a jamais bien compris les raisons d'une retraite si soudaine. Les uns disent que c'étoit par un ordre exprés reçu

A. 1675.

II. P. 3. T. Y de

de Vienne le soir d'auparavant (f) ; d'autres que c'étoit dans le dessein de livrer combat à l'Armée de France , ou d'assiéger Philisbourg. Ni l'un ni l'autre n'arriva, & ce qui fut plus étrange Montécuculi finit la campagne en repassant le Rhin, & laissa toute l'Alsace à la discrétion des François.

Régle-
ments du
Conseil
souverain

Après la retraite des Imperiaux le Conseil Souverain d'Alsace, qui avoit été transféré à Brisach , où il étoit plus en sûreté, profita du repos , où on le laissoit, pour faire des réglemens propres à assurer toujours plus cette Province à la domination du Roy. Connoissant l'importance, qu'il y a de ne confier les bénéfices qu'à des sujets affectionnez au service de sa Majesté , & qu'il convient d'en exclure les étrangers , il ordonna le 16. Septembre 1675. que tous ceux qui en seroient pourvus dans toute l'étendue de la Province d'Alsace , seroient tenus avant que de prendre possession, de se présenter au Conseil pour être in-

(f) Mém. du Chev. Temple pag. 118.

informé de leur naissance, affection & fidélité au service du Roy. Il arrêta par un règlement du même jour, l'entreprise de quelques Gentilshommes, qui vouloient mettre leurs terres dans une espèce d'indépendance: ne se contentant pas d'avoir des Baillys, qui jugeoient les causes en première instance, ils avoient osé établir des Sièges supérieurs, qui connoïtroient des causes d'appel. Tandis que le Conseil travailloit à rétablir l'ordre & à affermir la Souveraineté du Roy dans l'Alsace, tout étoit dans l'Empire en mouvement pour faire de nouveaux efforts contre cette Province.

Avant que le Comte Montécuculi la quittât, le Prince Charles de Lorraine en sortit pour aller rendre ses derniers devoirs à son Oncle, le Duc Charles de Lorraine mort à Lasback dans le païs de Birckenfeld le 18. Septembre. De là le jeune Prince alla à Vienne, où l'Empereur le reconnut pour Duc de Lorraine & le fit Généralissime de ses Troupes. Il s'attacha

A. 1676.
Mort du
Duc de
Lorraine
Charles
IV.

Philis-
bourg at-
taqué par
le Duc de
Lorraine.

d'abord à attaquer le fort que Philisbourg avoit en deçà du Rhin. Il n'y avoit que deux mois que les François travailloient à cet ouvrage; trois cens hommes & six Capitaines le défendoient sous la conduite de Monsieur de St. Just Lieutenant-de-Roy de la place. Les Ennemis commencerent à ouvrir la tranchée le 10. May & à le foudroyer par leurs bombes & leur Canon: il tint cependant neuf jours. Les Imperiaux ayant dressé au delà du Rhin une Batterie, qui tiroit à revers dans la gorge, qu'on n'avoit pas eu le loisir de couvrir du côté de la place, les François furent obligez de l'abandonner le 21. May à onze heures du soir, mais ils prirent soin d'embarquer sur des bateaux les Officiers, les Soldats, le Canon & les munitions, qui restoient dans cet ouvrage, sans que les ennemis s'en apperçussent qu'au moment qu'ils se préparoient à monter à l'assaut.

Le Duc de Luxembourg que le Roy avoit choisi pour commander en Alsace, ayant assemblé son Armée

mée sous Scelestat , partit de son camp le 24. May avec vingt piéces de Canon qu'il avoit tirées de Brisach : il marcha pour s'opposer aux entreprises du Duc de Lorraine. Les deux Armées se trouverent en présence le 4. Juin au delà du Kockersberg, n'étant séparées que par le petit ruisseau de Ror. Le Major-Général Dunevaldt le passa avant que d'être averti que l'Armée Françoisse approchoit : ses mille Chevaux & les cent Dragons qu'il commandoit furent accablés près de Gugenheim par dix Escadrons , qui tuerent plus de trois cens des ennemis , & firent cent prisonniers : le Comte de Tilly fut du nombre des morts. Dès le même soir le Duc de Lorraine décampa & marcha du côté de Saverne , peut-être à dessein de se saisir de cette Ville qui lui eût ouvert les passages dans ses nouveaux Etats. Mais le Duc de Luxembourg le prévint. Le Duc de Lorraine s'étant apperçu que les François le devançoient, tomba sur trois Régiments Anglois

Combat
près de
Saverne.

commandez par le Comte d'Hamilton, à qui le Duc de Luxembourg avoit laissé la garde d'un défilé ; les Anglois furent d'abord secourus par l'Infanterie Françoisse : le combat s'opiniâtra & fut assez sanglant de part & d'autre. Le Comte d'Hamilton y fut tué, les Marquis de Beaupré & de la Ferté, le Comte du Bourg & quelques autres y furent blesez. Après cette action, le Duc de Luxembourg continua sa marche, & ayant passé la Sorr qui traverse Savérne, il vint camper sur la Contre-escarpe de cette Ville : les Imperiaux le suivirent & s'étant saisis d'une hauteur, ils canonèrent pendant trois jours l'Armée Françoisse avec vingt-deux pièces de Canon. L'Artillerie Françoisse répondit à celle des ennemis sans beaucoup d'avantage de part & d'autre.

Cependant le Duc de Lorraine quitta prise, soit qu'il eût reconnu l'impossibilité de forcer les François dans leur camp, soit qu'il eût reçu les ordres de l'Empereur pour faire le siège de Philisbourg.

lisbourg. Il prit le 9. Juin la route de STRASBOURG, qui s'étoit déclarée pour l'Empereur, depuis la mort de Monsieur de Turenne (g). Il fit embarquer son gros Canon & marcha à Philisbourg. Le ^{Siège} Prince Frideric de Bade-Dourlac ^{de Philisbourg.} Général des Cercles fut chargé de conduire le siège. Il avoit sous luy le Prince Herman de Bade Général de l'Artillerie de l'Empereur, & le fameux Ingenieur Wertmuller. Mais comme le succès de cette entreprise dépendoit du soin d'empêcher le secours, le Duc de Lorraine repassa le Rhin le 15. à Lauterbourg, & vint camper à Weiffembourg, où il demeura le reste du mois, tandis que les Imperiaux, qui avoient ouvert la tranchée dès le 22. continuoient le siège avec beaucoup de lenteur.

Le Maréchal de Luxembourg ayant eu ordre de secourir la place, décampa de Brumpt le 3. Juillet, & vint se poster entre Wihersheim & Drusenheim, dans

Y 4

une

(g) Vie du Duc de Lorraine, L. 3.

une campagne propre à rafraichir son Armée , pendant qu'on préparoit les machines , qu'il destinoit pour brûler les ponts de bateaux , que les ennemis avoient près de Philisbourg. Le Duc de Lorraine quitta en même tems Weiffembourg pour aller camper sur le bord du Rhin vis-à-vis de Philisbourg , dans un terrain qu'on nomme la petite Hollande , parce qu'il est environné de marais. Le Maréchal de Luxembourg quitta de même le 2. Août son camp de Sultz , où il étoit depuis le 22. Juillet , & ayant passé par Weiffembourg & par Landau , il arriva le 6. à Germersheim à une demie lieuë du camp des ennemis. Ils s'étoient mis en Bataille derriere un bois , qu'il falloit nécessairement traverser pour aller à eux. L'entreprise étoit difficile ; mais quand on auroit pu en venir à bout , on n'eût pas trouvé à la sortie du bois assez de terrain pour mettre dix mille hommes en bataille. Le Duc de Luxembourg crut qu'il ne devoit pas risquer de
perdre

perdre son Armée , étant sur tout incertain si après avoir battu les Imperiaux , il luy seroit possible de passer le Rhin pour ietter du secours dans la place , les assiégeans ayant déjà gagné la contrescarpe , & les machines , qu'il avoit fait préparer ayant été rendues inutiles par la précaution des Allemands ; la place se défendit cependant toujours avec beaucoup de vigueur jusqu'au 9. Septembre, jour auquel elle se rendit après quatre mois de siège.

Le Duc de Luxembourg ne fut pas spectateur de cette perte que fit la France ; dès le 26. Août , il avoit marché du côté de Brisach , & il étoit entré dans le Brisgaw , où son Armée trouva des fourages en abondance. Le Duc de Lorraine craignant que les François ne voulussent tenter de secourir les assiégés , passa luy-même le Rhin & s'avança jusqu'à Offembourg pour couvrir le siège ; mais dès que la place fut rendue , il rassembla toutes ses Troupes & marcha vers Brisach , dans le dessein d'en-

L'Armée
Françoise
entre
dans le
Brisgau.

trer dans la Haute-Alsace , où il avoit résolu de prendre des quartiers. Le Maréchal de Luxembourg, pénétrant les vûes de l'ennemy, repassa le Rhin en diligence à Brisach , envoya le Comte de Roye & le Marquis de Boufflers auprès de Bâle, le Chevalier du Plessis à BÉfort & fit dresser trois batteries à Huningue. Il se posta à REXS-heim sur le bord de l'Ill à une lieue d'ENsisheim. Cette situation de l'Armée Françoisse fermant entièrement au Duc de Lorraine l'entrée de l'Alsace , il ne luy restoit d'espérance que dans le point de Rhinfeldt. Mais les Suisses fidèles à garder les traitez qu'il avoient faits avec le Roy, & ne voulant pas exposer leur païs aux ravages d'une Armée affamée, prirent les armes pour empêcher les Allemands de forcer le passage sur leurs terres. Le Duc de Lorraine voyant qu'il luy étoit impossible de pénétrer dans l'Alsace , & que son Armée dépérissoit tous les jours par la disette des vivres & des fourages, fut contraint de l'envoyer au
com-

commencement de Novembre prendre ses quartiers d'hiver sur les terres de l'Empire. Le Duc de Luxembourg répandit la paille en Alsace & dans la Lorraine, après avoir obligé le Prince de Montbéliard de recevoir Garnison Francoise, afin qu'étant sous la protection du Roy, son païs, l'Alsace & la Franche-Comté fussent en sûreté contre les entreprises des Impériaux.

Le succès qu'avoit eu le Duc de Lorraine ranima ses espérances de rentrer dans ses Etats la campagne suivante. La prise de Philisbourg, & la sage conduite qu'il avoit gardée pour arrêter les efforts du Maréchal de Luxembourg, luy méritèrent à juste titre les applaudissemens & la confiance de l'Empereur & de tout l'Empire. On venoit avec empressement se ranger sous ses étendarts; de sorte qu'avant la fin du mois d'Avril 1677. son Armée étoit de soixante-&-quinze mille hommes effectifs. Les Cercles avoient à l'envy grossi leurs Troupes & mis sur pied une

A. 1677.
Nom-
breuse
Armée du
Duc de
Lorraine.
mée

mée de douze mille hommes sous le commandement du Duc de Saxe-Eisnach , qu'ils avoient choisi pour Général à la place du Marquis de Bade-Dourlac mort de maladie après la prise de Philisbourg. L'Armée des Cercles devoit agir en Alsace , tandis que le Duc de Lorraine conduiroit sa nombreuse Armée dans le cœur de la France.

Cependant le Roy ayant porté ses principales forces du côté de la Flandre, où il s'étoit lui-même mis en campagne dès le 22. Mars, y faisoit coup sur coup d'étonnantes conquêtes. Sa Majesté se vit contrainte de faire brûler les fourrages & les grains , qui étoient dans les Villages d'Alsace , pour ôter à l'ennemy le moyen de subsister : il fit en même tems démolir les murailles de la pluspart des Villes, ne conservant que les fortifications de Scelestat & de quelques autres places, qu'il crût propres à arrêter les Imperiaux. Ces mesures n'étonnerent pas le Duc de Lorraine, qui ne doutant pas du

du succès de ses armes & de son retour dans ses Etats, avoit mis sur ses étendarts ces deux mots Latins: *aut nunc aut nunquam*, maintenant ou jamais (b). Il assembla son Armée, passa le Rhin sur le pont de STRASBOURG, & prit le chemin de Metz, tandis que le Duc de Saxe-Eisnach se préparoit à se jeter dans l'Alsace. Il n'est pas de mon sujet de raconter ce qui se passa dans la longue marche du Duc de Lorraine, que le Maréchal de Créqui cottoyoit toujours avec une Armée plus foible que la sienne. Le Duc s'avança le 30. Juillet jusqu'à Mouzon, dans l'espérance de pouvoir joindre ses forces avec celles du Prince d'Orange, qui assiégeoit Charleroy. Mais ce Prince ayant été forcé de lever le siège, le Duc qui voyoit son Armée s'affoiblir tous les jours par la disette & la désertion, prit la résolution le 16. Août de retourner sur ses pas & de quitter les terres de France, la Fortune ne luy étant pas aussi favorable qu'il avoit espéré.

Le Duc de
Lorraine
s'avance
jusqu'à
Mouzon.

Pen-

(b) Vie du Duc de Lorraine.

L'Armée
des Cer-
cles en-
tre en Al-
face.

Coup
hardi du
Partisan
Varnier.

Pendant que l'Armée imperiale passoit la Seille & la Moselle, & s'avançoit jusque sur la Meuse, l'Armée des Cercles entra dans l'Alsace le 18. Juin, par le pont de STRASBOURG. Comme le Roy n'avoit laissé dans cette Province qu'environ quatre mille hommes, ce fut envain que le Baron de Montclar, qui les commandoit essaya d'arrêter vers Scelestat le Duc de Saxe : il fallut céder au plus fort. Le Duc marcha sans résistance jusqu'à Colmar, tandis que la petite Armée François se tenoit retranchée au Neuf-Brisach, qu'on nommoit alors la Ville de paille. Le séjour de Colmar parut au Duc de Saxe trop délicieux pour en sortir sitôt ; il laissa au Baron de Montclar le loisir de recevoir quelque secours & à Monsieur de Veissac de mener un détachement à Sainte-Croix où il y avoit un Château, que les François occupoient. Veissac voulant prendre langue des ennemis envoya le fameux partisan Varnier, homme résolu & très instruit dans la Carte du

pays,

païs, avec ordre d'observer le Duc de Saxe. Varnier se jetta dans le bois de Colmar, tandis que l'Armée ennemie le traversoit sur une espèce de chaussée fort étroite, pour aller s'établir plus avant dans la Haute-Alsace. Dès que le Partisan vit paroître la tête de l'Armée, il fit sur elle une rude décharge. Le Duc irrité qu'un parti eût osé tirer sur une Armée, résolut de le prendre & de s'en venger. Varnier trouva le moyen d'échapper & suivant l'ordre qu'il avoit reçu, il se retira au Château de Herlisheim. Le Duc de Saxe l'y fit investir, & ayant fait tirer le canon contre le pont-levis, il en rompit les chaines, de sorte que le pont étant tombé la porte du Château demeura ouverte. Varnier se mit sur le pont avec ses deux pistolets & son épée dans les dents, résolu de tuer le premier qui approcheroit. Il fut tué luy-même, le Château fut pris & tout ce qui étoit dedans fut passé au fil de l'épée, à la reserve d'une trentaine de Soldats, qui échappèrent

perent à la faveur des roseaux. Le Duc mit le feu au Château , & ayant marché du côté de Brisach , il s'empara sans beaucoup de peine du Château , ou plutôt de la tour d'Huningue , qui étoit gardée par un Lieutenant & cinquante Soldats : il s'y retrancha & y fit faire un pont , pour recevoir le renfort de Troupes & l'Artillerie qu'il attendoit.

Cependant le Baron de Monclar dont l'Armée étoit fortifiée par le secours qu'il avoit reçu , ne laissa pas longtems le Duc en repos. Il l'alla chercher , il le battit & le poussa jusqu'à Michelfeldt. Le Duc à la faveur des bois se retira dans ses retranchemens d'Huningue , où le Baron de Monclar le ferra de si près , & l'incommoda si fort par une batterie qu'il avoit fait sur une hauteur , qu'il le contraignit de repasser le Rhin avec un tel desordre , qu'il abandonna son Canon ; ses munitions & ses bleffez, brûlant son pont à mesure qu'il passoit, dans la crainte d'être poursuivi. Le Baron de Mon-

Le Duc de
Saxe-Eis-
nach for-
cé de re-
passer le
Rhin.

Monclar profitant de son avantage, fit mener en diligence du canon jusque sur les retranchemens des Imperiaux ; il y fut conduit assez à tems pour tirer sur eux , & en tuer un grand nombre avant qu'ils eussent achevé de passer le pont, & qu'ils se fussent mis à couvert de l'autre côté du Rhin.

Le Duc de Saxe ne fut pas long-tems tranquille dans le Brisgaw. Car le Maréchal de Créqui ne craignant plus rien de l'Armée du Duc de Lorraine qui étoit étrangement affoiblie , marcha en diligence en Alsace, & passa le Rhin à Brisach à la tête de dix mille hommes. Au premier bruit de son approche, le Duc de Saxe jetta deux mille hommes dans Fribourg ; & s'avança du côté de STRASBOURG à dessein de joindre le Duc de Lorraine : le Maréchal de Créqui le poursuivit & l'atteignit près de Wilstet ; il le battit & luy tua beaucoup de monde. Le Duc de Saxe eut peine à se sauver avec le débris de son Armée, à la faveur du fort de Kell ; il passa enfin le Rhin sur le pont

STRAS-
BOURG
intimidée
par le Ma-
réchal de
Créqui.

de STRASBOURG & se tint enfermé entre le Rhin & la Ville dans une espèce d'Isle, avec trois ou quatre mille hommes qui luy restoient. STRASBOURG intimidée par les menaces du Maréchal de Créqui n'osa ouvrir ses portes au Duc de Saxe; mais elle s'empressa de ménager son accommodement: elle en vint à bout, en obtenant pour le Duc de Saxe un passeport du Maréchal portant permission de se retirer en Allemagne, à condition que ni luy ni ses Troupes ne porteroient pas les armes contre la France le reste de la campagne. Cet événement allarma tout le païs, & le Duc de Lorraine en eut un chagrin, dont il eut peine à se consoler: il arriva enfin en Alsace, ou le Maréchal de Créqui, qui avoit repassé le Rhin, l'attendoit près du Kockersberg à portée de traverser les desseins, que les Imperiaux pourroient former.

Le Duc de
Lorraine
rentre en
Alsace.

Le Duc de Lorraine détacha le 7. Octobre un gros de Cavalerie sous les ordres du Major-Général Schultz, pour reconnoître l'Armée de

de France (i). Le Maréchal de Créqui luy épargna la peine d'une longue marche, ayant envoyé à sa rencontre trente-six Escadrons, qui à leur approche obligerent les Allemands de se retirer à la hâte & en desordre, vers trois Regiments Imperiaux commandez par le Comte d'Harran. Avant que la Cavalerie eût pu joindre ces trois Regimens, les François les attaquèrent & les mirent en déroute. Ce combat fut vif ; le Chevalier d'Estrades & le Marquis de Villars s'y signalèrent ; les Officiers Allemands s'opiniâtrant à tenir ferme y furent presque tous tuez ou faits prisonniers : du nombre de ceux-cy furent douze Capitaines, plusieurs Lieutenants, le Comte de Sarbruk, le Comte de Ritberg & le Comte d'Harran qui commandoit. On attribua cette défaite à l'excès d'une débauche, qu'il avoit faite pour se préparer au combat ; ne faisant pas attention que les fumées du vin donnent de l'ardeur & de la confiance, mais qu'un Commandant

Z 2

a sur

(i) Mém. Hist. Tom. 2. pag. 114.

a sur tout besoin de raison & de sens froid.

A. 1677. Après cette action l'Armée Imperiale continua de passer le Rhin sur le pont de STRASBOURG, & le Duc de Lorraine alla camper à Ofsembourg, ne pensant qu'à refaire ses Troupes fatiguées, qui demandoient avec instance leurs quartiers d'hyver. Le Maréchal de Créqui voulant engager le Duc à prendre ce parti, prit de son côté des mesures propres à faire croire qu'il vouloit finir la campagne. Il décampa du Kockersberg la nuit du 18. au 19. Octobre, & marcha vers Molsheim & Dachstein, & de-là à Barr, Bourg appartenant à la Ville de STRASBOURG. Tandis que l'Armée Françoisse avançoit pour aller gagner le camp de Chatenoy, quelques Députez de STRASBOURG vinrent à Barr trouver le Maréchal, qui voulut se servir du Magistrat chef de la députation, pour déterminer le Duc de Lorraine à séparer son Armée. Il avoit fait à ce dessein expédier des routes pour envoyer ses Troupes en quartiers :
elles

Feinte du
Maréchal
de Créqui.

elles étoient toutes arrangées sur sa table couvertes d'une grande carte de Géographie. Le Magistrat dont il connoissoit le caractère ; fut introduit dans sa Chambre pour luy parler seul à seul : après quelques discours le Maréchal se retira dans sa garderobe , le priant d'attendre. Le Magistrat saisit ce moment d'absence, il leva la carte, vit les routes qu'elle cachoit, & il ne douta plus que l'Armée François ne fût incessamment séparée. Le Maréchal observoit avec plaisir par un trou la contenance du Magistrat. Dès qu'il vit que sa curiosité étoit satisfaite, il rentra & ne tarda pas à le congédier. Le Magistrat différa encor moins à son retour, d'aller donner avis au Duc de Lorraine de ce qu'il avoit vu , détaillant même pour mériter plus de créance, les quartiers destinez à certains Régimens , & que déjà quelques uns s'étoient mis en marche du côté de sainte Marie-aux-mines. Le Duc de Lorraine ne doutant pas de la verité du rapport, dispersa son Armée. Le Maréchal

Siège de
Fribourg.

de Créqui, qui n'attendoit que ce moment, fit au contraire marcher la sienne en diligence à Brisach, où elle passa le Rhin sur un pont de bateaux. Déjà le Baron de Monclar avoit investi Fribourg le 9. Novembre : Deux jours après le Maréchal de Créqui fit emporter deux redoutes, où il fit dresser une batterie. Les travaux furent poussés avec tant de succès malgré la rigueur du froid, que le Major-Général Schultz Gouverneur de la place, fut forcé de se rendre le 17. avec sa Garnison forte de huit cens hommes d'Infanterie, & de quatre cens chevaux.

On accusa le Général Schultz de n'avoir pas tenu assez longtems, & le Duc de Lorraine d'avoir trop tôt séparé ses Troupes. Les plus habiles Capitaines sont exposez à de tels reproches ; & le public qui n'écoute que son chagrin, veut qu'un Général soit toujours invincible & jamais malheureux. La Cour de Vienne jugea plus sagement de la conduite de l'un & de l'autre. A peine le Maréchal fut
mai-

maître de Fribourg, qu'il fit attaquer deux mille Allemands, qui s'étoient avancez jusqu'à Valdkirck, pour secourir la place : ils ne résisterent pas longtems & ils perdirent dans cette occasion cent-cinquante maîtres & quelques Officiers. Après cette expédition le Maréchal de Créqui donna ses ordres pour conserver Fribourg ; il repassa le Rhin & finit sa longue campagne, avec la gloire d'avoir sauvé l'Alsace & les Provinces de France, que toutes les forces de l'Empire avoient si hautement menacées.

Il ne fut pas moins heureux la campagne suivante, quoyqu'il eût encor affaire au Duc de Lorraine le plus redoutable chef, que l'Empereur pût luy opposer. Ce Prince se mit dès le mois de May à la tête d'une Armée de quarante mille hommes, & vint d'abord camper entre Offembourg & le fort de Kell. Il se proposoit de reprendre Fribourg ; mais le Maréchal de Créqui, l'avoit déjà prévenu, en passant le Rhin pour couvrir cette place.

A. 1678.

Le Maréchal de Créqui couvre Fribourg.

place. Le Duc essaya de faire prendre le change au Maréchal: il jeta à cet effet à Altenheim un pont sur le Rhin, & fit passer sur un pont volant trois cens Chevaux dans l'Isle de Ruprechfaw, avec ordre de s'avancer à Blobsheim pour couvrir le pont qu'il faisoit construire: tout paroissoit disposé à faire entrer son Armée en Haute-Alsace: ces mouvemens obligèrent le Maréchal de Créqui de renforcer la Garnison de Fribourg, & de traverser le Rhin pour venir entre Scelestat & Colmar, & se mettre à portée de secourir l'Alsace, & de rentrer en cas de besoin dans le Brisgaw. Mais dès qu'il eut appris que le Prince Herman de Bade faisoit accommoder par deux mille Païsans les chemins de Fribourg, & qu'on préparoit les magasins pour un siège, il repassa le Rhin avec toute son Armée, partie à Brisach & partie sur le pont qu'il avoit dressé à une lieuë au dessous de cette Ville.

Le Duc de Lorraine n'osa laisser à la mercy des François le Brisgau
& la

Le Maréchal campe entre Colmar & Scelestat.

& la partie de l'Allemagne, qui en ^{Les Impe-} est voisine ; il se feroit attiré de ^{riaux re-} trop criants reproches de la part ^{passent le} des Princes & des Peuples de l'Empire, qui auroient vû ravager leurs terres : il rompit son pont d'Altenheim & s'approcha de l'Armée Françoise le 6. Juin, de sorte que les deux Armées n'étoient séparées ^{A. 1678.} que par la petite riviere d'Eltz ; mais elles n'osèrent jamais donner combat, à cause des défilez qu'elles n'auroient pu traverser en présence de l'ennemy, sans s'exposer à une défaite : elles demeurèrent dans cette disposition jusqu'à la fin du mois de Juin, & tous leurs mouvemens aboutirent à quelques escarmouches.

Cependant Monsieur de Créqui fut renforcé par un détachement de près de dix mille hommes, que le Roy luy envoya de Flandre, sous les ordres du Marquis de St. Gelais Brigadier & Colonel de Cavalerie du Régiment de Monsieur le Dauphin. Dès que le Maréchal de Créqui eut reçu ce renfort, il détacha le 26. Juin le Comte de

Les François s'avancent du côté de Rhinfeldt.

Choiseul & le Marquis de Boufflers avec six Bataillons & quinze Escadrons, pour aller se saisir des avenues de Rhinfeldt, & donna ordre au Marquis de la Frezelier de marcher avec du canon, pour s'emparer des Châteaux de Rotelen & de Brombach, entre Rhinfeldt & Bâle, dans la vûe d'étendre ses quartiers du côté des Villages forestieres & de prévenir le Duc de Lorraine, qui avoit dessein des'emparer du pont de Rhinfeldt. Il décampa luy-même & marcha avec le plus de diligence qui luy fut possible, pour aller reprendre son premier camp dans la plaine de Neubourg. Le Marquis de Montrevel, qui commandoit quatre Escadrons de l'Arriere-Garde de l'Armée, fut surpris par le Prince de Bade, qui pouffoit un parti: le Marquis tint ferme; mais comme il s'étoit posté dans un terrain trop ferré, ayant derriere luy une double haye, qui bordoit un ruisseau, les Escadrons ne purent faire les évolutions nécessaires. Le Prince de Bade les battit rudement

ment & les mit en déroute, tandis que l'Armée continuoit son chemin du côté de Rhinfeldt.

Dés que le Duc de Lorraine s'aperçut que les François s'avançoient vers les Villes forestières, il détacha le Comte de Staremberg avec huit mille hommes, qui arriverent au Pont de Rhinfeldt, dans le tems que Messieurs de Choiseul & de Boufflers se postoi-
 toient sur la hauteur qui est vis-à-vis. Les Imperiaux se retrancherent d'abord à la tête du pont; mais avant que leurs ouvrages fussent finis, le Maréchal de Créqui

ayant résolu de les forcer, se mit le 6. Juillet à la tête de la Cavalerie & des Dragons que l'Infanterie suivoit lentement. Aux approches des François, la Cavalerie Imperiale ne se sentant pas assez forte pour leur disputer le passage des défilez, lâcha le pied après une légère résistance, & se retira dans les retranchemens. Mais étant trop pressée elle fut obligée de passer le pont de Rhinfeldt, pour aller au delà du Rhin se mettre au large,

Les Trou-
 pes Impe-
 riales ob-
 ligées de
 se retirer-

Les re-
tranche-
ments de
Rhinfeld
forcez.

large, & n'être pas forcée d'en venir à un combat. Le Maréchal de Créqui voulant profiter de ce mouvement, fit mettre pied à terre aux Dragons, qui ayant à leur tête le Marquis de Boufflers, le Comte de Tessé & le Marquis de Listenay, attaquèrent les retranchemens, les forcerent, & mirent en fuite l'Infanterie Allemande, qui les défendoit : elle se sauva dans la Ville avec précipitation, sur le pont dont le passage étoit très étroit. Les Dragons les suivirent pêle-mêle, tuant tout ce qui se trouvoit devant eux. Le Général Mercy qui commandoit dans Rhinfeldt, craignant que les François n'entraissent avec les fuyards, fit lever le pont-levis. Les Imperiaux, qui n'avoient pu entrer dans la Ville, furent misérablement exposez à la fureur du Soldat, ou contraints de se précipiter dans le Rhin, Les Dragons plantèrent leurs étendarts au bout du pont, où malgré le feu du Canon, le Marquis de Boufflers se retrancha, & se maintint jusqu'à ce que le Général Mercy eût

eût fait brûler la partie du pont qui étoit de bois, & que le Marquis de Joyeuf eût bombardé la Ville. Le Comte de Staremburg fut dangereusement blessé dès le commencement de l'action, & on compte que les Imperiaux y perdirent près de quatre mille hommes. C'est sur la foy d'un Seigneur du premier rang, & qui a eu part à tout ce qui s'est fait, que je raconte ce qui s'est passé du côté de l'Alsace pendant cette glorieuse campagne.

Dès que les retranchemens de Rhinfeldt eurent été forcez, le Marquis de la Frezeliere se rendit maître de Rotelen & de Brombach, dont il rasa les fortifications; Monsieur de Créqui s'avança luy-même avec un Corps de Troupes pour reconnoître Lauffembourg & Seckingue. Ce fut-là où le Marquis de Rannes fut tué en observant certains postes. Cependant le Duc de Lorraine craignant pour les Villes forestieres, avoit marché par des chemins presque impraticables pour les couvrir. De sorte que le Maréchal
de

de Créqui ne jugeant pas à propos de rien entreprendre de ce côté-là, forma le dessein d'aller faire le siège d'Offembourg qui étoit alors fortifiée. Il marcha en diligence, mais il fut encor prévenu par le Duc de Lorraine, de manière qu'arrivant à la Kintzig il trouva le Duc qui s'opposoit à son passage, en faisant couler derrière luy des Troupes qu'il jeta dans Offembourg. L'Armée Françoisse passa la Kintzig en présence des ennemis, à dessein d'engager une Bataille; le Duc de Lorraine vouloit combattre, mais son Conseil de guerre s'y opposa, de peur qu'étant battus toute la Suabe ne fût livrée à la discrétion des François. Le Duc qui se trouvoit tout seul de son avis, fut contraint de se retirer sous Offembourg (k). La retraite ne put se faire sans perte, sous les yeux d'un ennemy qui l'observoit de près, & dans un pais coupé de défilez. Le Régiment d'Harran & quelques Dra-

L'Armée
imperiale
se retire.

(k) Vie du Duc de Lorraine Tom. 3.
pag. 259.

Dragons voulurent tenir ferme ; mais ils furent taillez en pièce. Le Maréchal de Créqui y fut légèrement blessé, & le Comte de Schomberg s'étant engagé trop avant y fut blessé & pris: cette retraite coûta aux Imperiaux plus de huit cens hommes tuez, & les François y firent quatre cens prisonniers.

Le dessein d'assiéger Offembourg n'ayant pas réüssi, le Maréchal de Créqui se rapprocha de l'Alsace sur la fin du mois de Juillet. La superiorité qu'il avoit prise, le déterminâ à oter enfin aux Imperiaux le passage du pont de STRASBOURG, d'où ils tireroient des munitions & des vivres, dès qu'il feroit éloigné. Il demanda d'abord aux Magistrats qu'ils luy remissent le Fort de Kell, pour s'assurer de la neutralité qu'ils s'étoient tant de fois obligez de garder.

Les Magistrats s'étant excusé de Le Fort de Kell pris par les François. livrer un fort, qu'ils ne pouvoient céder sans se déclarer contre l'Empire, se préparèrent à se défendre: mais malgré leur résistance, A. 1678.

ce,

ce, le fort fut emporté d'assaut le 26. Juillet par Monsieur de Bois-David, qui commandoit l'attaque, à la tête du Régiment de Champagne. Tout ce qui étoit dans le fort fut passé au fil de l'épée, à la réserve de cent tant soldats qu'Officiers, que Monsieur de Créqui renvoya dans la Ville, avec assurance qu'il la laisseroit en repos, si elle vouloit s'engager à demeurer neutre. Les partisans de l'Empereur dissuaderent les Habitans d'accepter cet offre, de sorte que le Maréchal de Créqui indigné de ce refus, fit raser le fort, & brûler le pont aussi loin qu'on le put du côté de l'Allemagne.

Le Maréchal de Créqui repasse en Alsace & vient camper à Schlick. Après cette expédition le Maréchal de Créqui passa le Rhin le 7. Août, sur un pont de bateaux qu'il fit descendre du Vieux-Brisach jusqu'à Altenheim, & rentra dans l'Alsace avec toute son Armée, qui vint camper hors de la portée du canon sur les hauteurs de Schlick. Ce voisinage donna de vives inquietudes à STRASBOURG, qui se voyoit d'un côté presque investie

vestie par l'Armée des François, & hors d'état de recevoir du secours du côté de l'Allemagne, son pont étant rompu. Dans une si triste conjoncture elle envoya des Députés au Maréchal de Créqui, pour accepter la neutralité, aux conditions qu'il voudroit luy prescrire; mais pendant qu'on dressoit les articles du traité dans le camp du Maréchal, le Prince Herman de Bade étant entré dans la Ville, ébloüit le Peuple par ses discours & ses promesses, de maniere que bien loin de ratifier le traité, elle fit tirer sur l'Armée du Roy, dès que ses Députés furent rentrez dans ses murailles. Elle reprit même toute sa fierté, dès qu'elle vit arriver sur des ponts volants cinq ou six Bataillons Imperiaux & douze ou quinze cens Chevaux, que le Duc de Lorraine luy envoya sous le commandement du Général Comte de Mercy. Ce renfort STRAS- que STRASBOURG reçut avec BOURG joye & le canon qu'elle fit tirer reçoit des sur l'Armée Françoisse, parut à Mon- Troupes sieur de Créqui une ouverte déclai- imperia- les.

II. P. 3. T. A a ra •

ration de guerre, qui mettoit le Roy en droit de traiter cette Ville en ennemy, & de se venger de l'inconstance de ses Habitans.

Il y avoit deux forts situëz entre la Ville & le Rhin, l'un assez près de la maison du péage, construit dans l'angle que le Canal qui communicoit à l'Ill, formoit avec le Rhin : on le nommoit le fort de l'Etoile, parcequ'il avoit quatre bastions. L'autre étoit dans une Isle du Rhin : l'un & l'autre étoient destinez pour garder la tête du pont. Le Maréchal de Créqui passa dans l'Isle de Ruprechtsau pour attaquer le fort de l'Etoile. Il fit ouvrir la tranchée le long du Rhin, & la même nuit il fit occuper la maison du péage, par cent-cinquante Dragons commandez par un Capitaine nommé la Faye. Le Magistrat voyant que par-là la communication entre la Ville & le fort étoit coupée, fit dès le matin sortir ses Troupes à dessein de chasser les François & de reprendre ce poste. Mais les Escadrons qui étoient de garde à la

la tranchée s'étant montrez, les Troupes de la Ville se retirerent. Le Comte de Mercy comptant sur les siennes plus aguerries & mieux disciplinées, se flatta qu'il auroit plus de succès. Il sortit l'après-midy de la Ville, à la tête de l'Infanterie & de la Cavalerie de l'Empereur qu'il avoit amenées; il s'avança pour attaquer la maison du Péage: mais la Cavalerie de la Le Comte
 queue de la tranchée avec le pre- de Mercy
 mier Bataillon de Languedoc, battu sur
 marcha à la rencontre du Général le glacis
 Mercy, sous les ordres de Mon- de STRAS-
 sieur le Comte du Bourg alors Co- BOURG.
 lonel du Régiment Royal. Après quelques décharges il culbuta le Comte de Mercy, & malgré le canon de la Ville, il le poursuivit jusqu'à la barriere. La perte des ennemis fut tres considerable, & fit desesperer au Comte de Mercy de pouvoir sauver les forts. Les Comtes de Choiseul & de Broglie tous deux Officiers Généraux de jour à la tranchée, temoins de ce qui venoit de se passer, louerent beaucoup l'intrépidité & la conduite

duite du jeune Comte, qui dès-lors donna des preuves de la sagesse avec laquelle nous le voyons de nos jours commander dans l'Alsace, d'une manière qui contente également la Province & la Cour.

Les forts de STRASBOURG se rendent aux François. La communication avec les forts n'ayant pû être rétablie, ils demandèrent l'un & l'autre à capituler, ce qui leur fut accordé. Monsieur le Maréchal de Créqui mit Garnison dans l'un & dans l'autre, pour resserrer toujours plus la Ville du côté du Rhin; & pour soutenir sa nouvelle conquête, il posta Monsieur de Monclar à Vantzenau à deux lieues au dessous de STRASBOURG, & Monsieur de Langalerie à Hochfeldt pour couvrir les convois, qui descendoient de Saverne pour la subsistance de son Armée.

Cependant le Duc de Lorraine toujours plus persuadé que le siège de STRASBOURG étoit résolu, descendit avec son Armée le long du Rhin, à dessein de le passer pour entrer dans l'Alsace & venir
au

au secours de STRASBOURG. Mais pendant qu'il faisoit travailler à un pont de bateaux, Monsieur de Créqui, qui veilloit à tout, envoya le sieur de la Roque Brigadier de Cavalerie avec quatre cens Dragons, pour disputer aux Impériaux le passage du Rhin. La Roque eut le bonheur d'arriver à Statmatt où on travailloit au pont vis-à-vis de Stollhoffen, au moment qu'il n'y avoit encor que mille fantassins de passez; Il tomba sur eux, & les défit, quatre cens y furent tuez plusieurs se noyerent en voulant repasser le Rhin, le reste fut fait prisonnier. Le Duc de Lorraine ne s'obstina pas à vouloir forcer le passage: son Armée étoit trop affoiblie, par les pertes qu'il avoit faites à Rhin-feldt, par le détachement qu'il avoit envoyé à STRASBOURG, & & par l'extrême disette qu'il avoit soufferte dans ses marches précipitées. Il sçavoit d'ailleurs que le Maréchal de Créqui avançoit dans la Basse-Alsace pour s'opposer à ses entreprises; & les principaux

Les Français empêchent les Impériaux de faire un pont sur le Rhin.

Officiers de l'Armée Imperiale n'étoient pas d'humeur à se commettre avec luy. Ces circonstances firent prendre au Duc de Lorraine le parti de descendre jusqu'à Philisbourg , où il espéroit trouver plus de facilité & plus de fureté à passer le Rhin.

Prise du
Château
de Lich-
tenberg.

Tandis que les Imperiaux marchoient au-delà du Rhin , le Maréchal de Créqui les cotoyoit en-deçà de ce fleuve. Comme il fentoit ses forces supérieures à celles de son ennemy , il assiégea tout en chemin faisant , le Château de Lichtenberg , où les Païsans des environs avoient réfugié leurs moissons. Ce Château qui appartient au Comte de Hanau , est situé sur un Roc escarpé de toutes parts & presque inaccessible. Le Maréchal le fit miner avec tant de diligence , qu'au bout de neuf jours le Lieutenant-Colonel Dolne , qui s'étoit jusqu'alors bien défendu , voyant les mines prêtes à jouer , se rendit à composition. Monsieur de Créqui courut beaucoup de risque pendant ce siège : deux Officiers
fu-

furent tuez à ses côtez, & le Comte de Montpérourx en recevant ses ordres fut blessé au doigt, & mourut de sa blessure.

Le siège de Lichtenberg parut au Comte de Mercy une circonstance favorable pour se signaler; comme il étoit brave, & qu'il avoit à cœur sa gloire propre & la défense de STRASBOURG, il entreprit de faire enfin connoître aux Habitans, qu'il sçavoit le métier de la guerre; il sortit de la Ville avec ce qu'il avoit de meilleures Troupes, à dessein d'aller battre le petit corps, que le Comte de Langallerie commandoit à Hochfeldt. Sa valeur luy répondoit du succès de l'entreprise; mais les plus grands Capitaines ne sont pas toujours secondez par la fortune & par le courage de leurs Soldats. Le Comte de Mercy attaqua les François, & il fut si vivement repoussé, qu'il se vit contraint de se retirer à STRASBOURG avec tant de précipitation, qu'il y étoit déjà en sûreté, avant que Monsieur de Montclar pût apprendre des nouvelles de sa retraite.

La Basse-
Alsace ra-
vagée.

STRASBOURG plaignit le malheur du Comte de Mercy, mais la Basse-
Alsace eut bien un autre sujet de
s'affliger. Le Maréchal de Créqui
ayant marché jusqu'à Weissem-
bourg, & de là dans la plaine de
Candel, il fit généralement rava-
ger tout le païs, enlever les vivres
& les fourages, & brûler ce qu'il
n'avoit pu consommer, pour em-
pêcher l'Armée Imperiale de pou-
voir subsister en Alsace. Ce n'est
pas aux Généraux, disoit Monsieur
de Louvois (1), qu'il faut s'en pren-
dre de la désolation d'un païs où
ils portent la guerre : C'est à la
guerre même, & quand elle y peut
trouver son compte, les ménage-
mens luy paroissent hors de saison.
On fait périr des milliers d'hom-
mes dans une Bataille rangée, par-
ce qu'on ne peut pas faire autre-
ment : on est sur le même titre
encor plus excusable de brûler des
grains & des fourages, dont l'en-
nemy pourroit profiter, & que sû-
rement il n'épargneroit pas. Ainsi
raisonne une certaine politique
pen-

(1) Testam. politiq.

pendant la guerre. Quoy qu'il en soit le Duc de Lorraine s'approcha de Landau, dont ils s'empara même; mais après avoir mis cette Ville au pillage, il l'abandonna bientôt pour répandre son Armée dans le Palatinat, où il fut contraint de la faire vivre, à la réserve d'un Corps de Cavalerie commandé par le Comte Caprara & le Général Schultz, qui se cantonnerent à Schreck au-delà du Rhin, vis-à-vis de Rheinzabern.

Cependant les Hollandois, & les Espagnols ayant fait leur paix, aux conditions que le Roy leur avoit offertes, & les Princes de l'Empire étant sur le point de suivre leur exemple, l'Empereur comprit qu'il seroit bientôt forcé de conclure son traité. Il en donna avis au Duc de Lorraine avec ordre de retirer ses Troupes qui ruinoient le Palatinat: il le fit, & ce mouvement dont le Maréchal de Créqui ne connoissoit pas le secret ressort, luy fit craindre que les Imperiaux ne voulussent remonter du côté de STRASBOURG.

Les forts
de STRAS-
BOURG :
rasez.

Le Maréchal qui n'eut jamais dessein de faire le siège de cette grande place , commanda au Baron de Montclar de raser les Forts qu'il avoit pris , & de brûler la partie du pont du côté de l'Alsace, comme il avoit brûlé au mois de Juillet celle qui touche à l'Allemagne. Ces ordres furent exécutez ; mais avant que de quitter les Forts , les François tirèrent un coup de Canon contre la Cathedrale , comme un signal que la France étoit mécontente de la conduite de cette Ville , & que dans la fuite il ne feroit pas impossible de s'en venger : le Magistrat mit dans l'endroit où le boulet avoit touché , dans la gallerie qui est au haut du Chœur , une inscription qu'on y voit encor , & qui porte , que le 17. Octobre 1678. à dix heures & demie du matin , les François avoient tiré du Fort du Péage , en l'endroit où est gravé un cercle noir , un boulet de six livres , que ce boulet avoit été apporté à Monsieur Dietrich Ammeſtre , qui le fit mettre dans le

le poële des Treize , où il est conservé. Dieu veuille , ajoute l'inscription , protéger cette Ville & cette Eglise tant que le Ciel nous donnera des jours.

Après la démolition des Forts , le Maréchal de Créqui mit ses Troupes en quartier , ayant la gloire d'avoir encor cette année garanti l'Alsace contre toutes les forces de l'Empire. Ainsi depuis Landau jusqu'à Bâle , tout demeura soumis à la Souveraineté de la France , à la réserve de la Ville de STRASBOURG. La paix qui fut conclue au commencement de l'année suivante , ne troubla pas le Roy dans la possession de cette Province ; elle l'y confirma au contraire , comme nous l'allons voir en racontant ce qui se passa au sujet de l'Alsace dans les Conférences de Nimégue.

LIVRE XXIII.

LEs Roys d'Angleterre & de Suède s'étant donné de grands mou-

Nimégue
choisie
pour les
Confé-
rences de
la Paix.

mouvemens pour amener les puissances qui étoient en guerre , à traiter enfin de la paix ; la maison d'Autriche proposa STRASBOURG & quelques autres Villes pour tenir les Conférences. Mais l'insulte que le Roy avoit reçûe à Cologne en la personne du Prince de Furstemberg , luy fit absolument refuser tous les lieux qui seroient renfermez dans l'Empire , Nimégue fut enfin agréée de toutes les parties ; mais le Roy déclara en même tems le 14. Janvier 1675. qu'il ne feroit partir ses Ambassadeurs qu'après qu'on luy auroit donné satisfaction sur la détention du Prince Guillaume de Furstemberg. Cependant le Roy nomma pour ses Plénipotentiaires le Duc de Vitry , le Marquis de Croissy & le Comte d'Avaux , neveu de celui qui avoit traité de la paix à Munster. Le Duc de Vitry n'eut que l'honneur d'avoir été nommé, ses infirmités l'ayant empêché de se rendre à Nimégue ; le Comte d'Estrades luy fut substitué. Tout étoit prêt de la part de la France,
pour

pour accélérer un ouvrage si désiré de toute l'Europe ; mais l'Empereur persistoit toujours à refuser la liberté du Prince Guillaume, condition préliminaire, sans laquelle le Roy ne vouloit point entrer en négociation.

L'Empereur ne se contenta pas de tenir ce Prince dans une étroite prison ; il fit même souffrir à son frere François-Egon Evêque de STRASBOURG, les plus durs traitemens. il l'obligea de sortir des terres de l'Empire, en faisant nettement déclarer par ses Ministres à l'Electeur de Cologne & à son Chapitre, qu'il falloit que l'Evêque de STRASBOURG se retirât en France (a), *abeat Episcopus in Gallias*, & que dans toute l'étendue de l'Empire il n'y auroit pas de sûreté pour luy même - aux pieds des Autels.

L'Evêque
de STRAS-
BOURG
se retire
en Fran-
ce.

De sorte que ce Prince fut contraint d'aller chercher une retraite à Reims dans l'Abbaye de son frere, jusqu'à ce que le Roy de son propre mouvement l'ayant pris sous sa protection, & le reconnoissant pour son Allié, luy eût don-

(a) Actes de la paix de Nimègue T. 2. p. 212

donné un appartement au Louvre. Envain l'Evêque de STRASBOURG, qui n'oublia jamais le respect dû à sa Majesté Imperiale, envoya à Vienne le Sieur Ducker informer l'Empereur de sa fuite forcée & de sa disposition à retourner dans l'Empire, dès qu'on luy auroit accordé un sauf-conduit. Au lieu d'écouter le Député, l'Empereur le fit mettre en prison, d'où il ne sortit qu'un an après. La Cour de Vienne porta encor son indignation plus loin : elle suspendit l'Evêque de STRASBOURG de son droit de séance & de suffrage dans les diètes ; elle le priva même de tous les revenus de son Evêché, & des autres bénéfices qu'il avoit dans l'Empire ; & on luy confisqua tous les biens, dont il jouïssoit dans les terres d'Espagne. Enfin pour comble de disgrâce, on luy ferma toutes les voyes de se défendre, tant à la Cour Imperiale, qu'à la diète de Ratisbonne. Mais rien ne contrista plus l'Evêque de STRASBOURG, que de se voir traiter par l'Empereur dans les

Mauvais
traite-
mens faits
à Vienne
à François
Egon de
Furstem-
berg.

les actes publics de sujet de l'Empereur & de l'Empire, & de Vassal de la Maison d'Autriche. Ces expressions bleffoient vivement un Prince justement jaloux de sa dignité d'Evêque de STRASBOURG, & de la grandeur de sa maison. Il s'en plaignit dans le mémoire, qui fut présenté de sa part aux Plénipotentiaires de Nimègue^(b). "Les Evêques de STRASBOURG, disoit-il, "sont membres de l'Empire, & "non pas Sujets de l'Empereur, & "la qualité de Comte de Furstem- "berg mérite même une considé- "ration particuliere; parceque tout "le monde demeure d'accord qu'il "n'y a point de Maison de Comtes "immédiats de l'Empire plus an- "cienne & plus illustre que celle "des Comtes de Furtemberg, sans "en excepter aucune. " Il luy paroïssoit étrange qu'on le traitât de Vassal de la Maison d'Autriche, puisqu'il y avoit plus de 22. ans que luy & son frere le Prince Guillaume avoient abandonné toutes les terres non souveraines, qu'ils possédoient dans les Provinces héréditaires de la Maison d'Autriche.

(b) Ibid. pag. 342.

héréditaires. Mais quand elles leur appartiendroient encor, conviendrait-il de nommer ces deux Princes Sujets de l'Empereur ? Le Duc de Lorraine est-il Sujet de la France, parcequ'il prête foy & hommage au Roy pour le Duché de Bar ? C'est ainsi que l'Evêque s'expliquoit dans son mémoire.

Il travail-
le pour
la paix.

Nonobstant ces justes sujets qu'avoit François-Egon de se plaindre de la Cour de Vienne, il fut le premier à chercher le moyen de lever l'obstacle, que la prison de son frere apportoit à la paix : il supplia plus d'une fois sa Majesté Très-Chrétienne de ne pas insister sur l'élargissement de son frere : "je connois ses intentions, disoit-il (c) ; elles sont conformes aux miennes. Nous souffririons l'un & l'autre, si la considération que la Majesté a pour nous, arrêtoit une négociation si désirée." Une disposition si généreuse & si Chrétienne parut au Roy d'Angleterre une ouverture propre à avancer le grand ouvrage dont il étoit Médiateur.

(c) Ibid. p. 42.

teur. Il écrivit à l'Empereur le 6. Novembre 1675. ; que l'Evêque de STRASBOURG se joindroit à luy pour engager le Roy Tres Chrétien de n'exiger pas d'abord l'élargissement du Prince Guillaume : " Nous n'avons point , dit-il , de termes assez forts pour exprimer à votre Majesté Imperiale avec quelle facilité le Seigneur Evêque a accordé ce que nous desirions de luy en cette rencontre ; nonobstant les liens du sang & les autres raisons , qui sembloient devoir l'arrêter. " Le Roy d'Angleterre demanda en même tems à l'Empereur , qu'il fût permis au Sr. Duc-ker , qu'il avoit chargé de ses lettres pour le Prince Guillaume , d'aller traiter avec luy dans sa prison ; pour le porter à écrire luy-même au Roy Tres Chrétien de maniere qu'il l'engageât à n'insister plus sur sa liberté. L'Empereur répondit à sa Majesté Britannique qu'il n'étoit pas naturel d'interposer un prisonnier , pour demander au Roy Tres Chrétien l'avancement du traité. Cette réponse ne dégoûta

Il. P. 3. T. Bb pas

Négocia-
tion pour
tirer de
prison
Guillau-
me Egon.

pas le Roy d'Angleterre, il envoya à Vienne le Sr. Skelton pour requerr en son nom sa Majesté Imperiale qu'il luy plût mettre en main tierce le Prince Guillaume, sa Ma jesté Britannique voulant bien elle-même s'en rendre caution. Le Roy Tres Chrétien avoit proposé ce temperament , en déclarant qu'il n'insisteroit pas sur l'élargis-
sement du Prince , pourvû qu'on le mît sous la garde d'un Prince neutre, tel que seroit le Pape, jus- qu'à la conclusion de la paix. Mais l'Empereur se fit encor un hon- neur de ne pas se relâcher sur la résolution qu'il avoit prise de re- tenir son prisonnier ; cette inflexi- bilité ne servit qu'à faire mieux connoître la générosité des deux freres. Le Prince Guillaume ne voulant pas empêcher le progrès de la négociation, suivant le con- seil de son frere l'Evêque de STRAS- BOURG , présenta une Supplique à l'Empereur, par laquelle il luy de- mandoit de demeurer sous sa puis- sance jusqu'à la fin du traité. Dès le mois de Février 1676. ce Prince avoit

avoit écrit à sa Majesté Imperiale que son déplaisir seroit extrême, si pour l'amour de luy toute la Chrétienté demeueroit plus long-tems privée du bonheur de la paix.

Ces généreuses démarches des deux freres déterminerent le Roy à faire partir ses Plénipotentiaires pour Nimegue. Un nouvel incident y arrêta bientôt le cours de la négociation. L'Empereur avoit accordé au Sr. Guillaume Ducker un passeport en qualité de Plénipotentiaire du Prince François Egon Evêque de STRASBOURG, afin qu'il luy fût libre de se rendre à Nimegue pour le traité, qui étoit sur le point d'y être commencé : le Sieur Ducker s'y rendit ; mais les Ambassadeurs de l'Empereur ne voulurent pas accepter ses pleins-pouvoirs, sous prétexte qu'ils ne devoient pas considérer l'Evêque de STRASBOURG ni comme ennemy de l'Empereur & de l'Empire, ni comme Allié de leurs ennemis, & qu'ainsi ils n'avoient rien à traiter avec le Sieur Ducker. Cette résolution étonna les Ministres de

Incident
qui arrête
les Confé-
rences.

France, qui suivant les intentions du Roy, firent de fortes instances auprès des Médiateurs & du Nonce pour obliger les Impériaux de reconnoître l'Evêque de STRASBOURG comme Allié de la France. Malgré ces remontrances les Impériaux demeurèrent inflexibles. Cette obstination força les François à prendre un parti, qui leur parut propre à amener à leur point les Ministres de l'Empereur. Sçachant la considération que sa Majesté Imperiale avoit pour le Duc de Lorraine son beaufrere, qui avoit rendu de si glorieux services à l'Empire, ils mirent en parallèle les interêts de ce Duc avec ceux de l'Evêque de STRASBOURG, en déclarant précisément aux Médiateurs que jusqu'à ce que le plein-pouvoir du Ministre de l'Evêque eût été accepté, ils ne pouvoient passer plus avant sur les points, qui regardoient le Duc de Lorraine.

A. 1677. Le Plénipotentiaire de l'Evêque de STRASBOURG présenta en même tems aux Médiateurs le 10. Octobre 1677. les propositions de son

Maî-

Maître , qui demandoit que le Prince Guillaume son Frere fût rétabli dans sa premiere liberté, bénéfices, dignitez, droits & prérogatives , & que tout ce qui s'étoit fait au contraire, demeurât aboli, & en second lieu qu'il fût luy-même rétabli dans son Evêché & dans toutes les autres Principautés, Domaines & biens situez, tant dans l'Empire qu'ailleurs, dont il jouïssoit avant la guerre, & que toutes les ordonnances faites contre luy fussent cassées. Les Ministres de France appuyerent fortement les prétentions de l'Evêque qu'ils déclarerent être leur allié. Les Imperiaux persisterent au contraire toujours à refuser de le reconnoître en cette qualité.

Tandis que l'Empereur arrêtoit Les Hol-
 par ces contestations le cours de landois
 la négociation de Nimégue, le concluent
 Roy faisoit de nouvelles conquêtes, & les Hollandois se lassoient leur paix.
 toujours plus de la guerre. Ils conclurent enfin leur paix & la signerent au mois d'Août 1678 ; celle d'Espagne la suivit de près ; de sorte
 B b 3 que

que l'Empereur qui se voyoit privé du secours de ses puissants Alliez, se radoucît enfin, & pour commencer à donner satisfaction à la France, il fit déclarer le 3. Octobre 1678. qu'il consentoit que l'Evêque de STRASBOURG, son frere & toute la famille de Furstemberg fussent restitués dans tous leurs biens, liberté, & privileges. Dès que cette barrière fut rompuë, on vit naître les espérances d'une prompte paix. Pour développer ce qui regarde l'Alsace, il est nécessaire de reprendre les choses de plus haut.

Propositions de la France.

Dès le mois d'Avril 1678. le Roy avoit déclaré les conditions, auxquelles il vouloit bien faire la paix avec l'Empire. Il demandoit seulement un entier rétablissement du traité de Westphalie, à la réserve qu'il offroit de laisser Philisbourg à l'Empereur, s'il vouloit céder Fribourg à sa Majesté. Cette place appartenoit héréditairement à la Maison d'Autriche : elle tenoit dans sa dépendance les Villes forestières & tout le Brisgaw ; elle couvroit Brisach & la Haute-Alsace,

face , & ouvroit une route pour entrer dans les terres de l'Empire. Toutes ces raisons rendoient cette Ville extrêmement chere à l'Empereur , qui n'oublia rien pour se défendre d'acheter la paix à ce prix. Il fit proposer le 13. Septembre 1678. aux Ambassadeurs du Roy que sa Majesté Imperiale céderoit à la France Scelestat & même Colmar pour équivalent de Fribourg , Monf. le Marquis de Croissy étoit trop instruit des droits du Roy sur les dix Villes Imperiales d'Alsace , pour se laisser ébloûir par une pareille proposition; elle fut rejetée avec hauteur par les Plénipotentiaires de France , qui répondirent que les dix Villes d'Alsace appartenoient au Roy par le traité de Munster , & que l'Empereur en offrant Scelestat & même Colmar , faisoit la même chose que s'il offroit au Roy Corbeil pour un équivalent de Fribourg (f).

Malgré ce refus l'Auditeur du Nonce vint encor trouver les Plénipotentiaires de France , & leur proposa de la part du Marquis de

B b 4

los

(f) Hist. MS. de M. de Crecy.

Propositions de l'Empereur.

los Balbasés Ambassadeur d'Espagne, que si le Roy vouloit rendre Fribourg à l'Empereur, il seroit en sorte que Sa Majesté Imperiale cedât au Roy la Souveraineté sur la Noblesse de la Basse-Alsace & sur les dix Villes du Baillage de Haguenau. Les Plénipotentiaires étoient trop éclairés pour se laisser surprendre par ce nouvel appas. Ils persisterent à refuser l'échange de Fribourg contre des biens & des droits, dont le Souverain-Domaine appartenoit au Roy par le traité de Munster. Les Ambassadeurs de l'Empereur piqués de ce refus & d'une déclaration si précise, voulurent la contester en proposant dans l'Article 8. du projet de la paix, qu'ils présenterent le 6. Décembre 1678. aux Ministres de France, que les différends entre le Roy & les dix Villes Imperiales situées en Alsace, la Noblesse de la Basse-Alsace, l'Evêque & le Diocèse de Bâle, l'Abbé de Murbach & de Leure, la Ville de STRASBOURG, & de semblables différends survenus en quelque autre

Contestations particulières sur l'Alsace.

qu'autre endroit, seroient décidez par les Arbitres, dont on étoit autrefois convenu (g). Les Plénipotentiaires de France rejetterent cet article, ne voulant plus remettre en compromis les droits acquis au Roy par le traité de Munster, ni renouveler un arbitrage, qui avoit été rompu par la dernière guerre, pendant laquelle plusieurs des Arbitres avoient pris les armes contre le Roy.

Déjà depuis longtems le Roy exerçoit son Supreme-Domaine sur les dix Villes d'Alsace, dont il étoit même déclaré en pleine diète le Protecteur Souverain; & tout le país depuis Bâle jusqu'à Landau étoit soumis à la Domination de sa Majesté, à la réserve de STRASBOURG, à qui le traité de Munster ne fournissoit pas un titre singulier pour rendre son sort plus indépendant que celui des autres Villes. Cette situation embarassoit les Ministres de l'Empereur: ils voyoient assez que s'ils ne troubloient pas le Roy dans sa possession, en

B b 5 l'obli-

(g) Actes de Nim. Tom. 3. pag. 264.

l'obligeant au moins à soumettre ses prétentions au jugement des Arbitres, il seroit difficile de contester dans la suite que la Souveraineté du Roy ne dût s'étendre sur toute l'Alsace, où elle étoit déjà établie presque par tout. D'un autre côté le Roy se persuadoit qu'il n'avoit pas besoin d'une cession plus détaillée ; que le traité de Munster parloit pour luy , & que s'il laissoit quelques doutes, ils seroient décisivement expliquez par sa possession , qui auroit été en effet contredite dans le Congrès par les Imperiaux , mais à laquelle le traité n'auroit au fond donné aucune atteinte. Ces réflexions engagerent les Imperiaux à insister pendant près de deux mois, qu'on inserât dans le traité l'article 8. de leur projet, qui révoquoit en doute l'absoluë Souveraineté de la France sur toute l'étendue de l'Alsace. Les Plénipotentiaires du Roy furent encore plus fermes à rejeter cet article ; de sorte que les Ministres de l'Empereur furent enfin obligez au commencement de

de Février de consentir que cet article fût rayé, & par conséquent de laisser toute l'Alsace à la France, outre Fribourg qu'ils cédèrent au Roy en retenant Philisbourg pour l'Empereur.

Cependant les Ambassadeurs de l'Empereur craignant que leur acquiescement aux volontez de la France, ne leur attirât quelque reproche de la part de l'Empire, ils tâcherent de justifier leur conduite par une espèce de déclaration qu'ils firent le 3. Février, deux jours avant la signature du traité. Elle portoit que les Ambassadeurs de France ayant refusé de remettre au jugement des Arbitres, dont on étoit autrefois convenu, les différends entre l'Empereur & le Roy au sujet des dix Villes d'Alsace, de l'Evêque de Bâle & des Abbayes de Mourbach & de Leure, ils déclarèrent qu'ils ont consenti d'omettre cet article de l'Arbitrage, plutôt que d'apporter de nouveaux obstacles à la paix; ajoutant qu'ils ont eu la précaution de laisser entre les mains des Médiateurs un
acte

acte de protestation, que cette omission ne porteroit aucun préjudice aux droits de l'Empire.

A. 1679. Le traité de paix fut signé le 5. Traité de Février, sans qu'il fût fait aucune paix signé mention de cette protestation. C'étoit un acte privé qui ne pouvoit renverser ce qui avoit été solennellement convenu entre les parties. Bien loin d'allarmer les Plénipotentiaires de France, dès qu'ils en eurent connoissance, ils jugerent au contraire qu'il serviroit à prouver que les demandes de l'Empereur touchant l'Alsace avoient été rejetées dans les Conférences; que les Imperiaux avoient consenti qu'elles fussent supprimées; que l'Empereur & l'Empire avoient par là laissé le Roy dans la possession paisible de toute l'Alsace; que leur désistement expliquoit en faveur de la France ce qui paroissoit équivoque à l'égard de l'Alsace dans le traité de Munster; & qu'enfin cette protestation ne pouvoit servir qu'à éblouir les membres de l'Empire, en leur faisant connoître que l'Empereur avoit réellement abandonné

donné , quoyque forcé par le desir de la paix , ce qui pouvoit luy rester de prétention sur l'Alsace.

La diète de Ratisbonne informée de ce qui s'étoit passé à Nimegue remercia l'Empereur le 23. Mars 1679. du soin paternel qu'il prenoit des intérêts de l'Empire, & le pria de ratifier le traité tant en son nom qu'en celui de tout l'Empire ; le suppliant en même tems de faire encor les instances nécessaires touchant les dix Villes & les Etats d'Alsace. Munie de ce consentement de tout l'Empire, sa Majesté Imperiale ratifia le traité le 29 Mars, purement & simplement, sans faire aucune mention de la déclaration des Ambassadeurs Imperiaux , ni de la clause contenue dans le résultat de la diète.

Il est ratifié par l'Empire.

Cependant lorsque les Commissaires nommez de part & d'autre traitoient de l'exécution de la paix, les Imperiaux revinrent encor à la charge & renouvelèrent les difficultez, dont ils venoient de se désister, en comprenant nommément dans la liste des lieux que le Roy devoit

devoit restituer , les Villes & les Seigneurs d'Alsace , qui relevoient autrefois de l'Empire , telles que sont Colmar , Scelestat & les autres Villes de la Préfecture de Haguenau. Cette liste fut présentée le A. 1679. 12. Juin ; mais elle ne servit qu'à faire voir la peine qu'avoient les Imperiaux d'abandonner au Roy toute l'Alsace (b). Le Marquis de Croissy , qui étoit resté seul Plénipotentiaire à Nimégue , répondit à leurs propositions que le Roy retireroit ses Troupes des places qu'il ne devoit pas retenir , suivant les Traitez de Munster & de Nimégue , à condition que l'Empereur en feroit autant de sa part ; & malgré les instances des Imperiaux , il tint ferme à soutenir que la radiation de l'article 8. qui proposoit de remettre à des Arbitres les contestations sur l'Alsace , jugeoit la question , & qu'on ne pouvoit plus la révoquer en doute. Il vouloit de plus que non seulement il fût dit dans le traité d'exécution , que l'Empereur retireroit ses Troupes

Traité
députa-
tion.

(b) Hist. MS. de Crécy.

pes des lieux qui n'appartiennent pas à la Maison d'Autriche, la clause auroit été trop vague & trop générale ; mais exiger qu'on fit mention expresse des Villes & Châteaux situez sur le Rhin particulièrement de STRASBOURG, de Landau & de Weissembourg (i) ; dans la pensée que les droits du Roy sur les Villes d'Alsace, s'affermiroient encore d'avantage en obligeant l'Empereur d'en retirer ses Garnisons, pendant qu'on n'obligeoit point le Roy de faire sortir les siennes de Scelestat & des autres lieux qu'elles occupoient en Alsace.

Les Ministres de l'Empereur ne pouvant ébranler la fermeté du Marquis de Croissy, consentirent enfin de signer le traité du 17. Juillet, de la maniere que les Plénipotentiaires de France l'avoient dressé ; & on n'y parla de l'Alsace que pour obliger l'Empereur d'en retirer ses Troupes : elles sortirent en effet de toute l'Alsace, & en particulier de STRASBOURG, qui s'applaudit de se voir enfin délivrée du

(i) Actes de Nim. Tom. 3.

du joug sous lequel la Garnison Imperiale qu'elle avoit reçue, la tenoit asservie; & afin que les siècles avenir fussent informez de son bonheur & de sa joye, elle fit frapper une médaille, sur laquelle ayant marqué l'Epoque de la paix de Nimégue, elle publioit qu'elle la regardoit comme un miracle qui luy avoit assuré sa liberté: elle contenoit ces mots: *Pace inter Leopoldum I. Roman. Imp. & Ludovicum XIV. Gall. Reg. Neomagi factâ. S.P.Q. Argentoratensis servatâ divinitus. Reip. miraculum æternæ posteritatis memoriæ in hoc monumento consecravit, VII. Cal. Febr. M D C. LXXIX.*

Et dans le revers l'Arche de Noé flottante sur les eaux, & la Colombe portant dans son bec un Rameau d'olivier & ces deux vers Chroniques au bas,

AVrea paX potIVs tibi O Argentina

tVIs qVe

MVnVs DIVIno sVbVoLat

aVXILIo.

On feroit peut-être surpris que la médaille date la paix du 7. des Calendes de Février, c'est-à-dire du

du 26. Janvier 1679. la paix n'ayant été en effet signée à Nimégue que le 5. Février, si on ignoroit qu'à STRASBOURG on comptoit alors suivant le vieux stile.

Dés que la paix fut publiée, sa A. 1679.
 Majesté Tres Chrétienne nomma Le Baron
 Joseph Dupont Baron de Mont- de Mon-
 clar commandant en Alsace, pour clar fait
 exercer la charge de Grand-Bailly prêter
 ou de Landvogt de Haguenau, en serment
 l'absence de Monsieur le Duc Ma- aux Villes
 zarin. Son premier soin fut de d'Alsace.
 faire prêter au Roy le serment de
 fidélité dans toute l'étendue de l'Al-
 sace, dont il ne reconnoissoit point
 d'autres limites que Landau & la
 riviere de Queich, déclarant que
 le Roy étoit Souverain dans toute
 cette Province, comme l'Empe-
 reur l'étoit avant la paix de Mun-
 ster, néanmoins avec cette diffé-
 rence que l'autorité de l'Empereur
 dépendoit de l'Empire en partie,
 au lieu que celle du Roy ne dépen-
 doit que de Dieu (k). La Ville
 de Colmar n'étant pas encor assez
 instruite de tout ce qui s'étoit

II. P, 3. T. C c passé

(k) Lettre de M. de Monclar du 14. Oct. 1679

passé à Nimegue , parut s'inquiéter plus que toutes les autres Villes d'Alsace , de l'obligation où elle étoit de se soumettre à la Souveraineté du Roy. Elle osa même présenter à la Chambre de Spire le 23. Août , un mémoire par lequel elle se plaignoit que sa Majesté Tres Chrétienne avoit établi un Conseil pour juger les procès , & qu'elle avoit donné à Monsieur du Fai Gouverneur de Brisach , le Prieuré de St. Pierre , qui appartenoit à la Ville , comme l'ayant acheté il y avoit plus de 150. ans, de ceux qui faisant profession de la Religion Evangelique , (c'est ainsi qu'il s'exprimoit) , s'en étoient mis en possession , & qu'enfin on vouloit entierement la soustraire à la domination de l'Empereur & de l'Empire (1) ; elle prêta néanmoins comme les autres Villes le serment de fidélité au Roy.

Plaintes
de l'Electeur
Palatin.

L'Electeur Palatin Charles-Louis souffrit encor avec plus de peine , que ses Sujets des terres qu'il avoit en Alsace , fussent obligez de recon-

(1) Apud Fritschium.

connoître la Souveraineté du Roy. Il écrivit le 2. Décembre 1679. une lettre à Monsieur le Marquis de Croissy, par laquelle il se plaignoit de ce que les Officiers de sa Majesté avoient obligé les Habitans des baillages d'Altstat & de Germersheim de prêter serment à sa Majesté, de loger des gens de guerre, de payer des fournitures de fourages & des droits de péages (m). Monsieur de Croissy répondit à l'Electeur que S. A. Elect. n'avoit pas lieu de se plaindre, puis-
 que tous ces lieux étoient situez
 en Alsace cédée à la France, &
 qu'on ne pouvoit contester que
 cette Province ne s'étendit jusqu'à
 Landau & à la riviere de la Queich.
 L'Electeur Palatin ne pouvoit dis-
 convenir que Landau, où passe
 cette riviere, ne servit de limites
 à Alsace, puis qu'ayant donné or-
 dre à Monsieur de Lingelsheim
 son Conseiller intime, homme tres
 estimé des Sçavants pour sa grande
 capacité, d'examiner avec soin si
 Landau & Weissembourg étoient

Cc 2 situ-

(m) Archivum Colleg. Argent.

fituez en Alsace , Monsieur de Lingelsheim répondit à l'Electeur le 3. Décembre 1679. en ces termes. " Pour obéir aux ordres de " vôte Alt. El. j'ay consulté avec " soin les archives ; & j'ay trouvé " que les deux Villes de Landau & " de Weissembourg sont situées " dans la Basse- Alsace , & que de " tout tems elles ont appartenu à " la Préfecture de Haguenau. " Cette réponse arrêta les mouvemens que l'Electeur vouloit se donner , pour soustraire ses Domaines d'Alsace à la Souveraineté du Roy.

Com-
mence-
ment des
réunions.

Cependant sa Majesté desirant de calmer les inquietudes des Seigneurs de cette Province , & de reconnoître au vray les droits qui luy appartenoient suivant les règles d'une exacte justice , elle prit la résolution d'établir à Brisach , à Metz & à Besançon des Tribunaux où l'on examineroit jusqu'où devoit s'étendre la Souveraineté , qui luy étoit cédée par les traitez de Munster & de Nimégue. Il n'est pas de mon sujet de rapporter ce qui se passa à Metz & à Besançon , je dois
me

me renfermer dans ce qui regarde l'Alsace.

Dés le 2. Janvier 1680. le Conseil Souverain d'Alsace accorda au Procureur-Général une Commission, pour faire assigner les Possesseurs des Seigneuries, Villes, Bourgs & villages même de la Basse-Alsace, de la Préfecture de Haguenau & du Mundat de Weissembourg. Les uns comparurent, d'autres firent défaut. L'Avocat-Général ayant ensuite produit au Conseil un tres grand nombre de titres dont plusieurs font voir que la Basse- Alsace s'étend jusqu'à la Queich, il conclut qu'il y avoit lieu de déclarer que les Villes & villages de la Basse- Alsace, de la Préfecture de Haguenau, du Mundat, Chapitre & Prevôté de Weissembourg font tous de la Souveraineté du Roy. Conformément à ces conclusions le Conseil prononça le 22. Mars & le 9. Août 1680. que tous ces lieux doivent reconnoître le Roy pour leur seul Souverain, leur fait défense de se pourvoir en cas d'appel devant

d'autres juridictions que celle du Conseil d'Alsace, & enjoit à tous les Habitans de prêter à sa Majesté serment de fidélité.

Les Seigneurs & les Peuples parurent d'abord alarmez, parcequ'ils s'imaginèrent que le Roy vouloit les dépouiller du Domaine utile de leurs terres. Leur crainte étoit fondée sur quelques expressions de la citation du 18. Janvier 1680. qui les assignoit à comparoître pour se voir condamner à se désister de la possession & jouissance de ces terres avec restitution des fruits. Le Bailly - même de Weissembourg portant son zèle trop loin, avoit fait croître leur frayeur, s'étant mis réellement en possession du Domaine utile de quelques villages. Mais dès que la Cour leur eut fait comprendre par un ordre de Monsieur de la Grange Intendant d'Alsace du 8. Juin 1680. que le Roy ne prétendoit pas ôter la moindre chose de leurs Domaines aux Propriétaires, tout se soumit & tout fut tranquille. De sorte que le 13. Septembre Monsieur de la

la Grange écrivit à Monsieur de Louvois, " que deux Baillys du " Duc de Deux-Ponts, ceux de l'E- " lecteur de Treves Evêque de Spi- " re, du Comte de Hanau, d'Ober- " brun, du Baillage de Grevenstein " des Barons de Flekenstein, du " Prince de Birkenfeldt, les Pre- " vôts & les Habitans avoient pré- " té serment de fidélité, sans répu- " gnance & même avec des témoi- " gnages de joye de la part des Peu- " ples. " L'Electeur Palatin, qui dans ses premieres allarmes avoit envoyé à Paris le Baron d'Eck, pour y faire ses remontrances à Monsieur de Croissy, ne tarda pas de faire demander par son Envoyé, qu'attendu que les prétentions du Roy ne s'étendoient que sur la Souveraineté de la Haute- & Basse-Alsace, il plaist au moins à sa Majesté de laisser à l'Electeur la paisible jouissance du Domaine utile dans les lieux contestez (o). On n'avoit garde de luy refuser une grace que le Roy accordoit à tous ses Sujets

C c 4 . . . d'Al-

(o) Lettre de M. de Croissy à M. de Lorraine du 5. Sept. 1680.

d'Alsace. Les Magistrats de STRASBOURG voulurent de même représenter leur indépendance, par rapport aux terres qu'ils possèdent en Alsace : mais enfin leurs Députés déclarèrent à Monsieur l'Intendant, " que puisque les Electeurs Palatin & de Trèves comme Evêque de Spire, avoient fait la planche, (c'est l'expression dont ils usèrent,) " ils n'étoient point du tout dans " la volonté de s'y opposer, non " plus que le reste du pais. " En effet tous les Baillages d'Alsace se soumirent & prêterent serment en cette forme. " Nous jurons & " promettons d'être fidèles au Roy " nôtre Souverain Seigneur, d'obéir à tout ce qui nous sera ordonné de sa part & de reconnoître " le Souverain Conseil pour nôtre " juge en dernier ressort. "

2. Octob.

1680.

l'Alsace

exemptée

de péages

Cette soumission fut bientôt suivie d'une grace qui attacha toujours plus les Peuples au service du Roy. Sa Majesté ayant fait supprimer les bureaux de péages, qui étoient établis dans la Province. Les Habitans virent avec plaisir que
cette

cette grace facilitoit leur commerce, & qu'elle les mettoit à couvert des vexations que les actions entraînent; l'intérêt décide toujours de l'affection du Peuple, & son attachement croît à mesure qu'on luy procure de nouveaux soulagemens.

Monsieur le Baron de Monclar veilloit de son côté à la sûreté du Châteaux
démolis. pais. Il avoit vû que différents Châteaux avoient souvent servi de retraite à des brigands; que du moins quelques Princes y avoient mis des troupes qui inquiétoient leurs voisins, & que pendant la guerre ils pouvoient arrêter les progrès des armes du Roy; il demanda ses ordres à la Cour, & dès qu'il les eut reçus, il fit démolir les Châteaux de Fleckenstein, d'Ohenbourg, de Weckelbourg, de Newcastle, de Schoneck & de Magdenbourg. Tous furent entièrement rasez au mois de Novembre 1680. Plusieurs années auparavant le Roy avoit pris les mêmes précautions pour la sûreté de la Haute-Alsace. Le Château

d'Honack près de Colmar fut rasé en 1658. & celui du Haut-Landsberg encor proche de cette Ville, fut presqu'en même tems détruit par Monsieur Manicamp. Le tems & les guerres n'ont laissé que quelques mazures d'un plus grand nombre d'autres Châteaux, qui couronnoient les montagnes qui bordent l'Alsace du côté de l'Occident.

Plaintes
contre les
Arrêts de
réunion.

Pendant que les Officiers du Roy travailloient à mettre l'ordre dans l'Alsace & à faire jouir les Peuples du bonheur de la paix, quelques Princes & quelques Seigneurs qui avoient des terres dans cette Province, porterent leurs plaintes à l'Empereur, qui fit communiquer à la diète de Ratisbonne plusieurs décrets, prétendant que la France par les arrêts de réunion avoit contrevenu aux dispositions du traité de paix. La diète resolut qu'avant toutes choses, il falloit en écrire au Roy & à celui d'Angleterre qui avoit été Médiateur à Nimegue. Dans la lettre que la Diète écrivit à sa Majesté Tres Chrétienne le 27.

Juil-

Juillet 1680. elle appuye sur tout sur le traité de Munster, prétendant qu'on n'avoit cédé à sa Majesté que le Landgraviat de la Haute & Basse-Alsace, & non toute l'Alsace, la Préfecture des dix Villes & non les dix Villes mêmes; elle finit sa lettre par la prière qu'elle fait à sa Majesté de vouloir bien remettre ces différends au jugement des Arbitres, dont on étoit autrefois convenu.

Le Roy répondit aux Etats de l'Empire le 10. Octobre 1680. qu'il ne pouvoit attribuer ce que ^{A. 1680. Lettre du Roy à la Diète.} tenoit leur lettre, qu'au peu de soin qu'on avoit eu de leur rendre compte de ce qui s'étoit passé à Nimégue. " Vos Plénipotentiaires, leur disoit sa Majesté, ont fait dans l'assemblée de Nimégue deux demandes de bouche & par écrit, qui tendoient à anéantir les plus grands avantages que la paix de Munster nous ait laissez, & les plus solides moyens de la maintenir. Dans l'une ils dénommoient toutes les Villes & les lieux qu'ils prétendoient
"soul-

“soultraire à nôtre Souveraineté.
“Dans l'autre , ils renouvelloient
“cette même proposition d'Arbi-
“trage, d'autant plus inutile qu'il
“n'étoit plus question que de finir
“par la paix tous les différends ,
“qui la pouvoient troubler. Ils ont
“néanmoins fortement insisté sur
“ces deux points pendant plus de
“six semaines avec nos Ambassa-
“deurs , & rien n'a été omis de
“part & d'autre pour & contre nos
“justes prétentions ; en sorte que
“ces nouvelles difficultez formées
“par vos Plénipotentiaires, quoy-
“que sans fondement , auroient
“perpetué la guerre dans l'Empire,
“quelque désir que nous eussions
“de la finir , si les Ministres & les
“Députez des Princes qui en souf-
“froient le plus , n'eussent enfin
“obtenu de ceux que vous aviez
“employé à ce grand ouvrage, l'a-
“bandonnement d'une contesta-
“tion si peu raisonnable, & qu'ils
“ne pouvoient soutenir plus long-
“tems , sans s'exposer à des pertes
“plus considerables , que ce que
“la justice les obligeoit de laisser
à

à nôtre Couronne. Personne, “
 continuë sa Majesté, ne peut dis- “
 convenir, que c'est ce désiste- “
 ment de leur part qui a fait la “
 conclusion de la paix, dont tou- “
 te l'Europe jouït à présent. “ Le
 Roy voulant donner aux Etats, des
 marques toujous plus sensibles
 de son attention à suivre les règles
 de la justice, finit sa lettre en di-
 sant, que “ si quelques Princes “
 ou Etats croient qu'on leur ait “
 enlevé des terres & des droits, “
 sur lesquels sa Majesté n'auroit “
 pas de justes prétentions, elle “
 entreroit volontiers dans la revi- “
 sion de ce que ses Commissaires “
 avoient prononcé. “

Cette réponse obligea les Etats
 de l'Empire à prier l'Empereur, de
 leur communiquer les négotia-
 tions de ses Ambassadeurs à Ni-
 mégue, & celles du Comte de
 Mansfeldt son Envoyé extraordi-
 naire à la Cour de France. Ce
 Comte qui agissoit à Paris vou-
 lant luy-même être instruit de ce
 qui s'étoit passé à Nimégue, écri-
 vit à l'Evêque de Gurck, au Comte
 Kintski

Kintski & au Sieur de Stratman, pour leur demander les éclaircissements dont il avoit besoin. Les réponses de ces Plénipotentiaires furent communiquées à la diète (p). Ils reconnoissoient dans leurs lettres les deux faits avancez dans la lettre du Roy; mais ils prétendoient que l'omission des articles qu'ils avoient mis dans le projet présenté à Nimégue, ne pouvoit passer pour une cession des lieux dont il étoit parlé. Ils en apportoit plusieurs raisons, disant que deux jours avant la signature, ils avoient fait une déclaration & une protestation propre à conserver à l'Empire tous ses droits; qu'il n'y avoit pas dans le traité un mot de cette cession des lieux contestez, au lieu qu'il y avoit un grand nombre d'articles touchant la cession de Fribourg; que le Résultat de l'Empire avoit approuvé cette déclaration avant que de ratifier le traité; que Landau & Weissembourg, qui sont du nombre des dix Villes d'Alsace, avoient été nom-

(p) Comment. Georg. Kulpis p. 153.

nommées parmi les places de l'Empire , que sa Majesté Imperiale devoit évacüer ; que ce n'étoit pas ce qu'on avoit demandé de part & d'autre pendant la négociation , qui fixoit les conditions du traité , mais ce dont on étoit à la fin convenu ; enfin que le traité de Nimégue n'avoit fait que confirmer celui de Munster , dans lequel les lieux dont il étoit question étoient nommément exceptez de la Souveraineté cédée à la France.

Dans les observations que les Ministres de France firent publier, sur les lettres des Plénipotentiaires Imperiaux (q), ils répondirent à ces raisons , I. que la déclaration ou protestation faite par les Ambassadeurs de l'Empereur deux jours avant la signature du traité , étoit un acte privé qui ne pouvoit être d'aucun effet contre un traité solennel ; qu'elle faisoit connoître au contraire que les Ministres de l'Empereur n'avoient pû conserver des droits qu'ils avoient été obligés de céder.

Réponse
des Mini-
stres de
France
aux ob-
jections
des Impe-
riaux.

(q) Hist. de Monsieur de Crécy.

obligez de céder à la France par le traité, lequel portoit même expressément qu'on ne feroit aucune protestation contraire.

Qu'il n'avoit été aucunement nécessaire d'exprimer dans le traité le mot de cession à cet égard, puisque les pais & les lieux en question avoient déjà été suffisamment cédés à la France par le traité de Munster; mais qu'à l'égard de Fribourg il avoit fallu marquer expressément cette cession, parceque cette place ne faisoit point partie des lieux cédés à la France par les traités précédents.

Que l'induction tirée du résultat de la Diète, ne pouvoit se soutenir, d'autant que les Plénipotentiaires de l'Empereur n'avoient traité avec ceux du Roy, qu'en vertu du plein-pouvoir de l'Empereur, lequel ils avoient prétendu suffisant pour engager l'Empire. De sorte que cette ratification de l'Empire étoit superflue; que celle de l'Empereur étant pure & simple, ce résultat ne pouvoit passer que pour un acquiescement au traité,

traité , & qu'il n'étoit fait aucune mention ni de la déclaration ni de la protestation des Ministres Impériaux dans le second traité.

Que dans l'article du traité d'exécution où on nommoit les Villes de l'Empire , ces mots ne pouvoient être relatifs qu'à celles qui l'étoient effectivement , comme Bonne, Offembourg &c. & qu'on avoit pû aussi donner cette qualité à Landau & à Cron-Weissembourg , à cause de leur ancienne dénomination. De même que les Evêques de Metz, Verdun & Toul se sont qualifiez longtems Princes de l'Empire , même après la cession de ces Evêchez à la France.

Qu'après que les Ministres de France avoient , ensuite de plusieurs longues contestations , fait consentir les Impériaux à rejeter du traité des Articles , parcequ'ils faisoient préjudice aux droits du Roy , c'étoit remettre sur le tapis une chose décidée , & vouloir renouveler la guerre , que de demander la même chose & propo-

fer encor ce qu'ils avoient abandonné en signant le traité.

Qu'enfin le Roy ne demandoit que ce qui luy avoit été cédé par le traité de Munster ; qu'envain ils insistoient encor que les lieux dont il s'agissoit , avoient été nommément exceptez à Munster de la Souveraineté cédée à la France.

Qu'ils avoient cent fois allégué à Nimégue & de bouche & par écrit , tout ce qu'ils avoient jugé propre à soutenir leurs prétentions , qu'ils s'en étoient enfin défisté en omettant dans le traité, les articles qu'ils avoient proposez , pour oter à la France les droits qu'elle avoit toujours prétendu avoir sur toute l'Alsace , en conséquence du traité de Munster.

A. 1681. Tandis que le Public raisonnoit sur cet important procès, chacun prenant parti au gré de son inclination, les Etats de l'Empire écrivirent une seconde lettre au Roy le 7. Février 1681. par laquelle ils prioient sa Majesté de vouloir bien remettre ces contestations à des Arbitres ; que cette voye leur paroif-

Lettre des
Etats de
l'Empire
au Roy.

roissoit la plus convenable & la plus digne de la justice de sa Majesté. Le Roy qui ne se lassa jamais d'avoir des égards pour un Corps aussi respectable que les Etats de l'Empire , avoit dès le commencement de Janvier prévenu en quelque sorte leur desir ; Monsieur le Marquis de Croissy ayant proposé au Comte de Mansfeldt Ministre de l'Empereur d'envoyer des Députez dans quelque Ville voisine , comme Worms , Spire , Mayence & Francfort , afin de convenir des difficultez qui restoient , & affermir toujours plus la paix de Nimégue ; cette proposition fut agréée ; Francfort fut choisi. Le Roy nomma les Sieurs de St. Romain & de Harlay pour ses Ambassadeurs extraordinaires aux Conférences. L'Empereur nomma de sa part le Comte de Rosenberg & le Sieur Stratman , & l'Empire nomma des Députez de sa part pris dans les trois Colleges , sçavoir dans celuy des Electeurs , Mayence & Saxe ; dans celuy des Princes , Autriche , Amberg , Baviere,

viere, Palatin, Lautrec, Saxe-Weymar & la Maison de Brunswick ; & dans le College des Villes, Cologne & Ratisbonne, enforte que le College Electoral fut extrêmement lézé dans cette nomination, puis qu'il n'eut que deux Députez, non plus que les Villes ; au lieu que le College des Princes en eut cinq.

Cependant le Roy prévoyoit assez que malgré les mesures qu'il vouloit bien prendre pour cimenter la paix avec l'Empire, l'Empereur qu'il avoit forcé de signer la paix de Nimégue si fatale à la Maison d'Autriche, ne tarderoit pas de susciter une nouvelle guerre, & que l'Empire allarmé par les arrêts de reunions, se laisseroit entrainer au gré de la Cour Imperiale. Il voyoit même que l'Empereur avoit tellement disposé les choses pour les conférences de Francfort, que les Députez de l'Empire y feroient de simples Spectateurs de la négociation, & l'Empereur le seul Arbitre & le seul juge. Il n'avoit pas dissimulé que tel étoit son dessein, puis-

puisque malgré les remontrances de quelques Électeurs, & les plaintes mêmes de Monsieur le Marquis de Croissy, il étoit porté dans le plein-pouvoir de ses Ambassadeurs qu'ils pourroient conclure au nom de l'Empereur & de l'Empire. Diverses autres circonstances persuadoient Sa Majesté Tres Chrétienne que l'Empereur n'avoit consenti à traiter de la paix à Francfort, que pour se donner le loisir de se préparer à la guerre, & que l'Alsace qui en fournissoit le prétexte, en feroit le premier théâtre. Ce fut pour mettre cette Province à couvert de l'orage dont elle étoit menacée, que le Roy prit la résolution de fortifier Huningue, petit village à demie lieuë de Bâle, dont il fit une place à cinq bastions réguliers, avec un pont & tous les dehors nécessaires. Cette nouvelle place fermoit aux Allemands le passage du Rhin entre Brisach & Bâle, & tenant les Suisses en respect, elle les maintenoit dans la résolution d'empêcher les Impériaux de passer sur leurs terres, à

la faveur du pont de Rhinfeldt , & de se jeter dans la Haute-Alsace. Ces nouvelles fortifications donnerent à l'Empire un nouveau sujet de plaintes. Elles furent plus vives, dès qu'il apprit que STRASBOURG avoit reçu garnison Francoise. Quelques Auteurs Allemands attribuent la prise de cette place , à la trahison de quelques Magistrats. Tel est le génie d'un Historien passionné: pour épargner à son Heros la honte d'avoir été vaincu, il prétend que les conquêtes d'un ennemy sont toujours le fruit de la perfidie. Nous sommes mieux instruits , & vivants dans STRASBOURG nous avons été à portée de voir des mémoires, & d'écouter même des témoins qui nous ont empêché de donner dans l'erreur. Voicy ce qu'ils nous ont appris.

A. 1681. La paix de Nimégue ayant contraint l'Empereur de retirer les troupes qu'il tenoit à STRASBOURG, cette Ville se voyant délivrée de ces hôtes qui luy étoient à charge, commençoit à respirer , & à s'applau-

plaudir de la liberté qu'elle avoit recouvrée. Mais les arrêts de réunion ne tarderent pas à luy donner de nouvelles inquiétudes. Déjà elle avoit été forcée de reconnoître que divers lieux de sa dépendance étoient soumis à la Souveraineté du Roy , & elle appréhendoit qu'il n'entreprît de même de l'affujettir à sa domination. Ce fut pour prévenir le danger où elle se voyoit prête de tomber , qu'elle implora le secours de l'Empereur & des Etats de l'Empire assemblez à Ratibonne ; elle députa même à Vienne le Sieur Joachim Frantz Orateur & Syndic de la Ville , homme habile & plein de zèle pour les intérêts de la République , qui demanda avec instance à Sa Majesté Imperiale des hommes & de l'argent. Le Sr. Frantz retourna à STRASBOURG avec de bonnes paroles. Il repassa ensuite jusqu'à deux fois à Vienne , pour avertir l'Empereur que le mal étoit pressant. Six mois s'écoulerent dans ces négociations ; mais pendant que le Conseil Imperial & la Diète

délibéroient, Monsieur de Louvois écrivit à la République, que le Roy étoit surpris que tout étant en paix, elle conservât quelques troupes étrangères, autres que celles que l'Empereur avoit été obligé de retirer en vertu du traité de Nimé-gue : STRASBOURG en effet entretenoit une garnison de Suisses assez nombreuse. Le Magistrat voyant que ces troupes donnoient ombrage à la France, & espérant que tout l'Empire en cas de besoin se hâteroit de courir à sa défense, renvoya les Suisses & se contenta de se reposer sur la valeur de ses Bourgeois & sur sa grande Artillerie; supposant que si elle étoit attaquée elle pourroit résister assez longtems, pour donner le loisir à l'Empire de luy envoyer le secours qu'on ne cessoit pas de luy promettre, & qu'au fond elle ne devoit pas la première entamer la guerre.

Cependant le Roy bien informé de ce qui se tramoit à Vienne, & des mouvemens que se donnoit l'Empereur pour armer l'Empire contre la France, ordonna à Monsieur

sieur de Louvois de prendre les mesures nécessaires pour empêcher les Imperiaux de se saisir de STRASBOURG. Comme la paix de Munster confirmée par celle de Nimégue avoit cédé à la France la Haute & Basse-Alsace ; Sa Majesté crût qu'elle étoit en droit de se rendre maître de STRASBOURG, qui fait partie de cette Province. Cette Ville ne luy paroissoit pas plus privilégiée que les dix Villes de la Préfecture de Haguenau, & il étoit persuadé que l'exception portée dans le traité de Munster, touchant l'immédiateté & la liberté de ces Villes, ne devoit pas mettre un obstacle légitime au parti qu'il avoit pris de donner toute son étendue au Souverain-Domaine, que la paix de Munster luy avoit cédé sur toute l'Alsace.

Monsieur de Louvois exécuta sur ce point les ordres du Roy avec un secret & une activité qui surprit toute l'Europe. Il fit marcher en Lorraine, dans la Franche-Comté & dans l'Alsace un grand nombre de troupes, sous prétexte de

les faire travailler aux fortifications des places. Il fit moudre des farines en plusieurs Villes très éloignées. Il en fit mettre à Paris dans des caissons, avec des inscriptions qui faisoient croire que c'étoit des armes pour Brisach & d'autres places. Ce grand convoi marcha longtems sans qu'on entrevit le dessein de la Cour. Mais un des caissons s'étant par hazard brisé en chemin, on s'aperçut qu'il renfermoit des farines. Il n'en fallut pas d'avantage pour faire deviner qu'on méditoit une grande expédition ; & mille gens publièrent qu'on en vouloit à STRASBOURG. Pour dissiper ce bruit, Monsieur de Louvois envoya des congez en Alsace pour tous les Officiers qui en avoient demandé, la Campagne étant sur le point de finir. Cet expédient calma les esprits. Cependant toutes les troupes étoient en mouvement sous prétexte de changer les garnisons ; elles s'assemblerent enfin toutes en Alsace au nombre de trente-cinq mille hommes, & les Officiers, qui étoient

étoient en marche en vertu de leur congé, eurent ordre de retourner. Ils n'avoient garde de manquer l'occasion de se signaler dans une entreprise, où il s'agissoit de la gloire du Roy.

Tout étant prêt pour le siège, Monsieur le Marquis de Chamilly Gouverneur de Fribourg, fit sortir de sa place le Régiment de Picardie & le Régiment Royal, avec ordre d'aller en Dauphiné. Mais dès qu'ils furent arrivez à Brisach, on ferma les portes & on détacha trois cens hommes de chacun de ces deux Régimens & autant de celui d'Orléans ; & dès le lendemain ils marcherent vers STRASBOURG commandez par Monsieur de la Chétardie. En même tems le Comte de Chamilly fit prendre la même route à six bataillons (s). Ces troupes s'étant avancées jusqu'à STRASBOURG, elles trouverent que le Baron d'Asfeldt Colonel de Dragons s'étoit déjà emparé du terrain qui est entre le Rhin & la Ville, & de la redoute qui cou-

vroit

(s) Pufend. L. 18. n. 21.

vroit le pont, après avoir fait dire aux Magistrats qu'il étoit nécessaire que l'armée de France occupât ces postes, pour prévenir l'Empereur dont les troupes étoient en marche à dessein de s'en saisir; mais que la Ville n'avoit rien à craindre, puisqu'ils étoient venus pour la défendre. Le Baron de Montclar s'étant approché le 28. Septembre à la tête d'une armée, tint un langage différent. Il somma STRASBOURG de se rendre, ajoutant que Monf. de Louvois seroit incessamment à sa porte, & que si elle faisoit quelque résistance on la traiteroit en ennemie. Le Magistrat & le Peuple furent également allarmez de cette proposition. Chacun déliberoit sur le parti qu'il y avoit à prendre, & tous se voyoient sans ressource. Pendant que tout étoit en tumulte dans la Ville, & que le plus petit bourgeois prenoit les armes dans la résolution de vendre chèrement sa liberté, Monsieur le Marquis de Louvois qui étoit sorti de Paris sous prétexte d'une partie de chasse, marchant jour & nuit

nuit avec une diligence incroya-
 ble , arriva à Illkirck à une lieuë
 de STRASBOURG. Il y reçut les Dé-
 putez de la Ville , à qui il déclara
 que le Roy vouloit prendre leur
 Ville sous sa protection, qu'il étoit
 bien informé que l'Empereur &
 l'Empire déliberoient d'y envoyer
 un corps de troupes , & qu'il sça-
 voit qu'eux-mêmes avoient forte-
 ment sollicité ce secours ; que sa
 Majesté n'avoit pû souffrir une pa-
 reille contravention à la paix de
 Nimégue ; qu'il étoit nécessaire de
 prévenir l'Empereur , qui vouloit
 recommencer la guerre ; que sa
 Majesté ne prétendoit pas toucher
 à leurs privileges , & qu'elle se fe-
 roit même un plaisir de les com-
 bler de ses graces ; qu'ils pouvoi-
 ent eux-mêmes dresser les articles
 de la Capitulation qu'ils desiroient,
 & qu'il les accorderoit tous, pour-
 vû qu'ils convinssent à la Souve-
 raineté , qui avoit été cedée à la
 France par la paix de Munster.
 Mais il ajouta que si la Ville atten-
 doit que la tranchée fût ouverte ,
 on la contraindrait de payer tous
 les

les frais du siège. Ces propositions furent rapportées à l'assemblée des Magistrats & du Peuple. Tous conclurent unanimement, qu'il falloit se soumettre ; & on ne vit qu'un seul tailleur petit homme de soixante & dix ans, qui fut d'avis de se défendre jusqu'à la mort. La Capitulation fut dressée dans le Sénat.

Capitulation de
STRAS-
BOURG

Il est dit dans le premier article que la Ville de STRASBOURG à l'exemple de l'Evêque de STRASBOURG, du Comte de Hainau, du Baron de Fleckenstein & de la Noblesse de la Basse-Alsace, reconnoit Sa Majesté Tres Chrétienne pour son Souverain Seigneur & Protecteur. Sa Majesté confirme ensuite tous les anciens Privileges, Droits & Statuts de cette Ville : elle luy laisse l'exercice libre de la Religion avec toutes les Eglises, Ecoles, biens Ecclesiastiques, fondations & Couvents, & promet de ne permettre à qui que ce soit d'y faire aucune prétention, à sçavoir sur l'Abbaye de Saint Etienne, le Chapître de saint Tho-

Thomas, saint Marc & saint Guillaume & tous les Saints, & autres compris & non compris. Le Roy accorde cet article suivant qu'il est prescrit par le traité de Munster, à la réserve de l'Eglise Cathedrale qui sera renduë aux Catholiques.

Par le 4. article Sa Majesté laisse les Magistrats dans tous leurs droits, avec la libre élection de leurs colleges, le Couvent ou Consistoire Ecclesiastique, l'Université, les Tribus, les Maîtrises, la jurisdiction Criminelle & Civile, à la réserve que pour les causes qui excéderont mille livres de France, on pourra en appeller au Conseil de Brisach.

Le Roy accorde encor à la Ville tous ses revenus, droits, péages, Douanes, Monnoye; mais il veut que les canons, munitions de guerre, armes des Magasins publics, soient remis entre les mains des Officiers de Sa Majesté.

De plus la Bourgeoisie demeurera exempte de toute contribution & autres payements. Elle aura la libre jouissance du pont du Rhin

Rhin & de toutes les Villes, Bourgs & Villages qui luy appartiennent. On luy permet enfin de faire bâtir des Cazernes pour y loger les troupes qui y seront en garnison. Cette capitulation fut signée à Illkirck le 30. Septembre 1681. par Monsieur de Louvois , par le Baron de Montclar Lieutenant-Général des armées du Roy & Commandant d'Alsace, & par huit principaux Magistrats de la Ville de STRASBOURG.

Le Roy donna le gouvernement de cette importante place au Comte de Chamilly depuis Maréchal de France, que le siège de Grave avoit rendu si célèbre. Le Sieur Frantz se démit de sa charge de Syndic sous prétexte de son grand âge ; elle fut donnée au Sieur Güntzer, que les auteurs Allemands accusent d'avoir trahi sa Patrie pour l'enlever à l'Empire. Ils ignoroient sans doute que Monsieur Güntzer n'étoit alors considéré dans STRASBOURG , que par son talent de parler François un peu moins mal que les autres Habitans. Ce talent

talent obligea les Magistrats à l'employer pour parler aux Officiers du Roy, & rapporter au Sénat ce qu'il en avoit appris. Il s'en falloit beaucoup qu'un simple Commissaire tel qu'il étoit, eût assez de crédit dans la République, pour manier à son gré les Magistrats & le Peuple jaloux de leur autorité, de leur Religion & de leur liberté. Au défaut du Sieur Frantz on luy donna la charge de Syndic, & quelque part dans les revenus de la Chancellerie. C'est à quoy aboutit sa fortune, & on ne voit pas, comme le suppose un historien, que des fonds opulents aient jamais récompensé ses services. Ce n'est donc pas à la perfidie de Monsieur Güntzer, & encore moins aux intrigues du Sieur Dietrich l'homme de STRASBOURG le plus opiniâtrément déclaré contre la France, qu'on doit attribuer la reddition de cette Ville. C'est à la sagesse des Magistrats, qui ayant envain sollicité pendant plusieurs mois le secours de l'Empereur & de l'Empire, se sont vus abandon-

II. P. 3. T. E e nez

nez à leurs propres forces , & dans l'impuissance de tenir contre des armes , auxquelles l'Empereur & tout l'Empire avoient eux-mêmes été contraint de céder.

A. 1681.

Le Roy
vient en
Alsace

Après la soumission de STRASBOURG le Roy vint luy-même en Alsace visiter sa nouvelle conquête. Il y fut reçu le 23. Octobre comme en triomphe : la Ville étala sous ses yeux cinq cens pièces de Canon qu'elle avoit tirées de son Arcenal , & fit frapper une grande Médaille d'or où l'on voyoit d'un côté le Buste de Louis XIV. & de l'autre le Roy assis sur son Trône , que la victoire couronne de lauriers. STRASBOURG à genoux au pied de sa Majesté , reçoit de sa main une couronne murale avec ces mots , *Adferta Urbis tranquillitate.* Le prognostique n'a pas été faux , puisque depuis que cette Ville s'est soumise au Roy, elle a toujours jouï d'une paix & d'une tranquillité parfaite.

Le zèle qu'avoit Louis XIV. pour la Religion Catholique , dont il a toujours été le plus ferme appuy ,

appuy, le porta d'abord à donner ses soins pour la rétablir dans une Ville où l'on ne voyoit alors qu'une ou deux familles Catholiques. François-Egon de Furstemberg Evêque de STRASBOURG rentra dans sa Cathedrale, que les Lutheriens luy avoient enlevée depuis plus d'un siècle. Il prit possession de cette magnifique Eglise, & pénétré d'une joye semblable à celle du saint Vieillard Simeon, il s'écria comme luy qu'il mouroit content, puisqu'il avoit vû le Sauveur des hommes recevoir dans son saint Temple le culte qui luy étoit dû. François-Egon ne survécut pas longtems à son rétablissement dans sa Ville Episcopale, étant mort six mois après le 1. Avril 1682. laissant dans le Chapitre des Grands-Comtes de STRASBOURG, son frere Guillaume-Egon qui luy succéda dans l'Evêché. Felix de Furstemberg Abbé-Commendataire des Abbayes de Mourbach & de Leure, Grand-Chambellan de l'Electeur de Cologne, Maximilien-Cajetan-Joseph, & Emanuel-Fran-

çois Egon , ces trois neveux de François - Egon étoient tous Chanoines de STRASBOURG. Ainsi le nom de Furstemberg illustroit alors ce Chapitre le plus noble de toute l'Allemagne. Les Chanoines que le Luthéranisme avoit contraint de se réfugier à Molsheim , furent appelez de cet espèce d'exil. On rétablit les Autels dans la Cathedrale , & on commença à y célébrer l'Office Divin. Les Eglises de saint Pierre-le-Vieux & de saint Pierre-le-Jeune eurent un même bonheur ; mais comme le Roy s'étoit engagé à laisser aux Luthériens l'exercice libre de leur Religion, ils conserverent la Nef de ces deux Eglises ; le Chœur fut accordé aux Chanoines & aux Catholiques. Enfin sa Majesté voulant pourvoir à la sûreté d'une place sur laquelle tout l'Empire jettoit les yeux , fit incessamment travailler à la fortifier par des ouvrages , qui opposent à tous les efforts de l'Allemagne une barrière redoutable.

La

La conquête de STRASBOURG qui assûroit plus que jamais toute l'Alsace à la France, donna de l'empressement à tous les Seigneurs de cette Province, pour demander des grâces à leur nouveau Souverain. François Egon Evêque de STRASBOURG avoit avant sa mort conjointement avec son illustre Chapitre, supplié le Roy de le faire jouir en deçà du Rhin des revenus & des droits de son Evêché. Son frere le Prince Guillaumene fut pas plutôt monté sur le siège Episcopal, qu'il réitéra cette prière. Sa Majesté sensible à l'affection que le nouvel Evêque avoit toujours eue pour son service, & à son attachement pour les intérêts de sa Couronne, se hâta de luy donner des marques de sa bienveillance, & dès le 7. Septembre 1682. il accorda à l'Evêque ce qu'il desiroit. Il maintint la Régence de Saverne dans son ancienne jurisdiction, à condition que les procès pour des sommes au delà de cinq cens livres, pourroient être portez par appel au Conseil d'Alsace. Il confirma le droit qu'avoient les E-

A. 1682.
L'Evêque
de STRAS-
BOURG
maintenu
dans ses
droits.

vêques de débiter le sel ; il régla les corvées des Sujets de l'Evêché : il luy accorda la disposition des fiéfs, les droits de chasse, de pêche & ceux que les Evêques avoient sur les Juifs domiciliez dans les terres de sa dépendance. Il ordonna en même tems que les Officiers de l'Evêque ne pourroient faire aucune imposition, sous prétexte de remboursement des debtes, ni des mois Romains pour payement de la Chambre de Spire, non plus que pour le payement des Garnisons, ni aussi celles qui se levoient sur la viande & sur le pain. Ainsi le penchant qu'avoit sa Majesté pour faire des graces au nouvel Evêque, fut modéré par son attention à soulager un Peuple, qui commençoit à respirer sous la domination de la France.

La Noblesse de la Basse-Alsace fut aussi favorablement traitée. Dès qu'elle eut prêté au Roy le serment de fidélité, sa Majesté confirma au mois de Décembre 1680. ses privileges, ses droits de chasse & de corvée, & luy permit de transferer à Niderheim son Conseil séant auparavant

vant à STRASBOURG , avec le pouvoir de juger leurs differends en premiere instance , tant au Civil qu'au Criminel , sauf l'appel au Conseil d'Alsace. Il ne tarda pas de luy accorder de juger en dernier ressort , jusqu'à la somme de deux cens cinquante livres : il luy permit même d'imposer sur les Habitans de leur dépendance les sommes que sa Majesté jugeroit nécessaires. Mais dès que STRASBOURG se fut soumise au Roy, la Noblesse obtint le 7. Juillet 1682. la grace de remettre leur Conseil dans cette Ville , avec celle d'être exempt du logement de gens de guerre , du droit de protection & de tous autres envers les Magistrats. Enfin le Peuple ressentit les effets de la bonté de sa Majesté , de sorte que les impositions qui furent faites dès l'an 1680. dans tous les lieux situez en deça du Rhin & de la Queich , étoient si moderées , qu'elles paroïssent plus propres à conserver les droits de la Souveraineté du Roy , qu'à enrichir son thrésor au dépens d'un Peuple à qui sa Majesté se faisoit un plaisir , de donner des marques de sa bienveillance.

Graces
faites à la
Noblesse.

LIVRE XXIV.

A. 1682. **P**endant que le Roy affermissoit sa Domination dans l'Alsace par les ordres qu'il y donnoit , & les graces qu'il y répandoit , ses Plénipotentiaires travailloient à Francfort à calmer les agitations que les arrêts de réunions , & sur tout la prise de STRASBOURG, avoient causées dans l'Empire. Dès que les Plenipotentiaires de l'Empereur & les Députez de l'Empire furent assemblez , les Ambassadeurs du Roy leur firent une proposition qui sembloit devoir en peu de jours terminer tous les différends. Ils la délivrerent même par écrit les 2. & 5. Janvier 1682. Par cette proposition le Roy déclaroit que pour le bien de la paix il avoit fait surseoir toutes les réunions qu'il pouvoit encor faire en conséquence des traitez de Munster & de Nimégue , & que sa Majesté vouloit bien les réduire toutes , aux lieux dont il s'étoit mis en possession avant le départ de ses Ambassadeurs, qui étoient sortis de Pa-

Proposition des Plénipotentiaires du Roy à Francfort.

Paris au commencement du mois d'Août 1681. offrant même de rendre à l'Empereur Fribourg après en avoir démoli les fortifications , pourvû que l'Empereur voulût bien de sa part raser les fortifications de Philisbourg & rendre cette place à l'Evêque de Spire. Ils firent en même tems sentir que le Rhin devenant par là une barriere invariable entre la France & l'Allemagne , rien n'étoit plus propre pour finir les contestations & maintenir la paix entre les deux Empires. Les Ambassadeurs de l'Empereur & les Députez des Etats de l'Empire firent à cette proposition une réponse , qui ne satisfit pas (a). Plusieurs mois se passerent dans des contestations inutiles. De sorte que le Roy voyant que le plus grand nombre des Députez suivoient aveuglément les volontez de l'Empereur , sans consulter le sentiment de la Diète générale , résolut de faire ses efforts pour transporter la négociation à Ratisbonne. Dans cette pensée il ordonna à Monsieur

E s.

Ver-

(a). Hist. de Crecy.

Verjus Comte de Crecy son Plénipotentiaire à la Diète , de donner avis aux Etats de l'Empire de la proposition qu'il avoit faite à l'Assemblée de Francfort. Ce Ministre s'en acquitta le 6. Mars par un mémoire qu'il présenta à la Diète où il exposoit le desir sincere qu'avoit sa Majesté d'entretenir une paix solide avec l'Empire & l'équité du moyen qu'elle proposoit pour parvenir à un si grand bien.

Remon-
trances
de l'Elec-
teur de
Brandebourg.

Les Electeurs de Mayence , de Trèves , de Cologne , de Brandebourg & l'Electeur Palatin appuyerent le mémoire du Comte de Crecy, & tous les autres que le Ministre François donna dans la suite pour l'avancement de la paix. Dès le mois de Décembre 1681. l'Electeur de Brandebourg avoit envoyé des personnes de confiance dans toutes les Cours des Electeurs , pour concerter les mesures qu'ils avoient à prendre, & sçavoir d'eux s'ils jugeoient que dans la situation présente l'Empire dût se déterminer à faire la guerre à la France , ou accepter les conditions qu'el-

qu'elle propoſoit (b). L'Empereur , leur diſoit-il , occupé en Hongrie contre le Turc, n'eſt guerre en état de porter ſes forces ſur le Rhin. Devons-nous beaucoup compter ſur le ſecours des puiffances étrangères ? Les Hollandois & les Eſpagnols viennent de nous abandonner à Nimégue , en concluant leur paix avant que l'Empire eût fait la ſienne. Que doit-on eſpérer de ces Alliez qui n'ont pas craint de ſe ſéparer de nous , dès que leurs intérêts ont été réglés ? le paſſé doit nous inſtruire pour l'avenir , & nous perſuader que pour ſoulager les maux d'autrui , ils ne ſacrifieront pas le repos dont ils jouiſſent & qui leur a coûté ſi cher. L'Empereur lui-même a été forcé de faire la paix parce qu'il l'a jugé néceſſaire ; & pour ſe hâter de ſe tirer du danger , il m'a obligé de céder mes conquêtes à la Suede. Toute l'Europe ſçait aſſez les efforts que j'ay fait pour ſoutenir la Majeſté de l'Empire ; je ſuis encore prêt de ne rien épargner pour ſes intérêts

rêts & pour sa gloire ; mais est-il à propos d'entamer une nouvelle guerre pour éloigner la France de l'Allemagne , lorsqu'elle propose de se resserrer pour jamais au-delà du Rhin ? cette borne paroît naturelle & la plus propre à donner à l'Empire une paix durable ; la France prétend même qu'elle luy est marquée par le traité de Munster. C'est un malheur que ce traité ait laissé des expressions équivoques ; mais devons-nous trouver étrange qu'un Roy qui a la force en main, l'explique à son avantage ? il est plus surprenant qu'ayant prévu le mal avant que de conclure la dernière paix, les Ministres de l'Empereur l'aient cependant signée, après avoir rayé les articles essentiels du projet de l'Empire , se contentant de déposer une protestation entre les mains des Médiateurs , toujours inutiles ressources entre les Souverains. Telles furent à peu près les raisons qui engagèrent inviolablement les Electeurs de Mayence, de Trêves, & de Cologne à se joindre
dre

dre à l'Electeur de Brandebourg, pour accepter les conditions de paix que la France offroit. Ils craignoient sur tout que si la guerre recommençoit, ils ne fussent les premiers exposez à ses horreurs.

L'Electeur Palatin s'étoit de son A. 1682. côté accommodé avec le Roy des le 26. Février 1682. à condition que pour le dédommager des pertes qu'il avoit souffertes au sujet des terres, pais, droits, & régales occupez par les Officiers du Roy, sa Majesté luy feroit compter six cens mille livres une fois payées, & qu'on luy feroit une pension annuelle de deux cens mille livres, en consideration des prétentions de S. A. El. sur les terres & pais occupez par sa Majesté; laquelle pension continueroit jusqu'à ce qu'il fût autrement convenu (c). Sa Majesté s'obligea de plus à donner ses ordres à ses Chambres de Metz & de Brisach & à tous ses Officiers civils & militaires, de ne point troubler S. A. El. dans ses Etats, pais, droits &

Traité avec l'Electeur Palatin.

(c) Arch. Coll. Argent.

& revenus qui en dépendent ; autres toutefois que ceux, dont S. A. El. consent par cet écrit que Sa Majesté demeure en possession. Les arrêts de Brisach de 1680. & les Rolles des impositions prouvent que le Roy étoit alors en possession de toute la Basse-Alsace, où l'Electeur avoit en plusieurs endroits de gros revenus. Ce fut pour le dédommager ; & éviter en même tems des discussions embarrassantes, que le Roy luy accorda une pension. Le plus grand nombre des Electeurs étant ainsi disposé à la paix, le College Electoral fit le 5. Avril une conclusion conforme au mémoire du Comte de Crecy. Mais comme le College des Princes suivoit les mouvemens de la Cour impériale, il ne voulut point pendant un tres longtems entrer en délibération sur cette matiere, dont il tâchoit de renvoyer la discussion aux Députés de Francfort.

Cependant l'Empereur ne pensoit qu'à faire la guerre à la France. Il s'imaginait que la conquête de

STRAS-

STRASBOURG deshonnoroit son Règne ; que la prétendue facilité qu'avoit eu cette Ville à se soumettre à un Souverain étranger, étoit un affront personnel & un outrageant mépris de sa Majesté Impériale (d). Il craignoit même que cette place rendant le Roy maître du Rhin , les quatre Electeurs dont les Etats bordoient ce fleuve , ne fussent obligez de s'affervir aux volontez d'un voisin, dont ils redoutoient la puissance. Ces réflexions firent prendre à l'Empereur la résolution de faire la paix avec le Turc , dût-il en coûter quelques places à l'Empire. Telle avoit été, à ce qu'on dit, la maxime de CHARLES V. qui ne dissimuloit pas que si le Turc attaquoit Vienne , tandis que la France assiégeroit STRASBOURG , il abandonneroit Vienne pour courir à la défense de STRASBOURG. J'ay peine à croire que la politique ait inspiré une maxime si peu Chrétienne à un Prince aussi religieux que CHARLES V. Quoy qu'il en soit

(d) Vita Leopoldi pag. 536.

L'Empereur fait une ligue contre la France.

soit l'Empereur trouvant des difficultés à faire sa paix avec le Turc, il tâcha de déterminer quelques Princes de l'Empire à se déclarer contre la France. Il vint même à bout de conclure le 10. Juin 1682. (e), à Laxembourg un traité de ligue avec les Comtes de Valdeck & de Schrottemberg Plénipotentiaires des Cercles de Franconie & du Haut-Rhin. Les Princes de Lunébourg, le Landgrave de Hesse-Cassel, l'Electeur de Saxe & celui de Baviere entrèrent dans cette ligue. Tout étoit concerté pour porter la guerre sur le Rhin, la même année 1682. Le Duc d'Hanovre avec ses Troupes & celles de Saxe, devoit conduire vingt mille hommes sur le Bas-Rhin. Une autre Armée de vingt mille hommes des Troupes de Baviere & de Suabe, devoit agir sur le Haut-Rhin; & le Landgrave de Hesse avec les Troupes de Saxe-Weymar devoit se tenir entre deux à portée de courir au plus pressé. Déjà les Espagnols avoient promis,

&

(e) Vita Leopoldi L. 7.

& les Hollandois donné des espérances de se joindre à ces Princes Confédérez : le projet étoit grand, mais l'exécution en fut différée par divers obstacles auxquels on ne s'attendoit pas.

Le Ministre de l'Electeur de Brandebourg s'éleva en pleine diète avec force contre ce traité, prétendant que l'Empereur ne pouvoit de son autorité par un traité fait avec un petit nombre d'Etats, engager tout l'Empire dans une guerre , ni mettre des Armées dans les territoires des Etats de l'Empire qui touchent au Rhin , sans leur consentement , & qui plus est, sans leur en rien communiquer. Une si éclatante déclaration , ajoutoit-il , va fournir à la France un juste titre de retenir les Etats dont elle s'est saisie & porter encor ses prétentions plus loin. L'Electeur ne s'en tint pas à de simples remontrances ; mais picqué vivement de la ligue défensive que l'Empereur avoit concluë avec la Suede le 28. Juillet 1682. il fit com-

qu'elles devoient penser à leur propre sûreté. Le Roy de Danemarck, l'Electeur de Brandebourg & celuy de Cologne convinrent de mettre sur pied une Armée de quarante-sept mille hommes, pour s'opposer à ceux qui voudroient former quelque entreprise en Westphalie ou dans la Basse-Saxe. Ce traité déconcerta celuy de Laxembourg, dont l'Empereur ne pouvoit tenter l'exécution sans porter dans le cœur de l'Empire le feu de la guerre civile.

Pendant que les Cours d'Allemagne étoient occupées dans des négociations particulieres, les Députés de Francfort s'arrétoient à disputer sur des préliminaires (f). Le Roy lassé de ces contestations qui ne servoient qu'à donner le loisir à l'Empereur de se préparer à la guerre, leur fit délivrer un mémoire le 28. Septembre 1682., par lequel il déclaroit qu'il ne vouloit être engagé que jusqu'au dernier jour du mois de Novembre prochain, de s'en tenir aux offres qu'il

(f) Hist. MS. de Crecy.

qu'il avoit faites. Six jours après les Ambassadeurs de France déclarerent que si les offres de sa Majesté n'étoient pas acceptées le dernier jour de Novembre, ils se retireroient, leur séjour à Francfort étant inutile. Le tems s'écoula dans diverses délibérations, & les Ambassadeurs de l'Empereur se contenterent de présenter un ample déduction latine. Mais comme cette pièce n'étoit pas une acceptation des offres du Roy, ses Ambassadeurs se retirèrent au jour prescrit.

Comme cette déduction renferme tout ce que l'Empire oppo-
Déduction présentée par les Ministres de l'Empereur.
 soit à la France au sujet de la souveraineté du Roy sur toute l'Alsace, & que les Partisans de l'Empereur publi-
publiée
 oient qu'elle étoit demeurée sans réplique, j'ay cru devoir en rapporter les articles qui regardent l'Alsace, & y joindre les réponses des Ministres de France, telles que je les ay tirées des mémoires de Monsieur le Comte de Crecy, qui depuis que les Plénipotentiaires du Roy furent sortis de Francfort, se
 F f 2 trouva

trouva seul chargé de cette importante négociation.

Les Députez de l'Empire remontant d'abord jusqu'au traité de Munster, soutenoient l. que la déclaration des Etats de l'Empire de l'année 1648. & la lettre qu'ils avoient écrite au Roy, faisoient connoître qu'ils n'avoient eu ni la volonté ni le pouvoir de céder à la France, le país qu'elle avoit nouvellement occupé.

Que cette Couronne conformément à cette déclaration, & en exécution du traité de Nuremberg avoit restitué des Principautez & des Seigneuries d'Alsace & évacué les Villes de Haguenau, de Landau, & autres dont les François s'étoient depuis mis en possession.

Que la France avoit laissé prendre séance à des Etats dans les Diètes publiques en présence de ses Ministres ; qu'ils avoient contribué leur contingent à l'Empire & reconnu ses tribunaux, & que les François avoient tenu des Ministres chez eux & fait des Alliances avec eux.

Que

Que par le traité de Munster on n'avoit pas cédé à la France, toute la Province d'Alsace, mais seulement le Landgraviat d'Alsace, le Suntgau, la Préfecture de Haguenau, & Brisach, c'est-à-dire uniquement ce que la Maison d'Autriche avoit possédé.

Que tous les Etats sitüez en Alsace avoient été nommément exceptez de cette cession, & que la réserve du droit de Souverain-Domaine dans la clause, *ita tamen*, opéroit seulement que le Roy posséderoit, en toute Souveraineté les droits que la Maison d'Autriche avoit dans ce país, au lieu que cette Maison avoit reconnu l'Empire pour ces sortes de biens.

Que les clauses de la démolition de Benfeldt, de la neutralité de Saverne, & du passage pour les troupes que le Roy envoyoit à Philisbourg, faisoient connoître que la France n'avoit pas prétendu une cession de toute l'Alsace.

Que ces mots *partium cessarum*, contenus dans l'article *Item Rex Christianissimus*, marquoient claire-

ment qu'on n'avoit pas cédé au Roy toute l'Alsace , mais seulement quelque partie de cette Province.

Que ce traité avoit été signé par la Ville de STRASBOURG & par d'autres.

Qu'on n'avoit fait à Nimégue aucune cession au-delà de celle qui étoit faite par le traité de Westphalie ; qu'au contraire le traité de Munster y avoit été de nouveau confirmé , & qu'on y avoit à l'instance de la France , rétabli l'Evêque de STRASBOURG dans ses voix & séances , & reconnu ensuite Landau & Cron-Weissembourg pour Villes de l'Empire.

Après avoir déduit ces raisons , les Députez consentoient que les points qui n'avoient pas été décidés par les Arbitres choisis , fussent arrêtés suivant les dispositions du traité de Westphalie , par les mêmes Arbitres , ou autres dont on conviendrait ; & que si la France vouloit faire des propositions qui fussent de la convenance de chaque partie , quand même elles seroient
hors

hors de la teneur des Traitez , on les écouterait & qu'on entrerait là-dessus en négociation.

Cette longue déduction n'étonna pas les Ministres de France, parcequ'elle ne contenoit que ce qui avoit été plusieurs fois répété à Munster & à Nimégue. Il se trouve dans les négociations des esprits qui ne s'ennuyent pas de revenir toujours sur leurs brisées , & qui battus cent fois , retournent cent fois à la charge , s'imaginant qu'à force de s'obstiner & de tenir ferme, ils ébloüiront le Public , ils laisseront la patience de leurs adversaires & qu'ils arracheront enfin ce qu'on leur avoit refusé, ou que du moins ils engageront des disputes qui embarrasseront leurs ennemis. Les François voulant éviter ce piège qu'on leur tendoit, s'en tinrent toujours aux propositions qu'ils avoient faites : mais de peur que le public ne crût qu'ils éloignoient les contestations parcequ'ils sentoient la foiblesse de leur cause, ils répondirent article par article à la Déduction des Imperiaux.

Réponse
à la dé-
duction.

Ils dirent 1. que si les Etats de l'Empire n'avoient pas crû que le traité de Munster dans les termes qu'il étoit conçu , donnoit à la France un droit sur toute l'Alsace, les Etats n'auroient jamais songé à faire une déclaration & à écrire une lettre au Roy à ce sujet ; & que d'autre part si la France n'avoit pas prétendu acquérir par ce traité la Souveraineté sur ces païs, elle auroit accepté cette déclaration, & laissé en conséquence réformer le traité suivant la prière qu'on en faisoit au Roy : que les Plénipotentiaires de France avoient au contraire toujours refusé de recevoir la déclaration de 1648. & que jamais ils n'avoient voulu rien relâcher de tout ce qui avoit été cédé à cette Couronne, le 13. Septembre 1646. : qu'ainsi cette déclaration & cette lettre dont ils parloient, détruisoient les prétentions de l'Empereur, bien loin de les favoriser. Qu'en tout cas il étoit porté dans le traité de Munster, qu'on ne pouvoit alléguer aucune protestation

tation ou autres exceptions faites ou à faire , & qu'enfin au lieu que Monsieur de Servien n'avoit point voulu accepter cette protestation des Imperiaux, ceux cy en avoient reçu une de Mr. de Servien du 8. Février 1649, contre toutes les gloses & les explications qu'on pourroit faire, pour annuler ce qu'on avoit fait en faveur de la France pour sa satisfaction.

Que la France avoit permis à un chacun & aux Seigneurs d'Alsace de rentrer en la jouissance des fiéfs & des terres qu'ils avoient possédées avant la guerre ; mais qu'elle n'avoit pas pour cela renoncé au droit de Souveraineté, qui luy avoit été cédé sur ces fiéfs & sur ces terres.

Que l'évacuation de Landau & de Haguenau portée par le traité de Nuremberg , n'étoit pas une preuve que la propriété ni la Souveraineté de ces deux Villes n'appartenoient pas à la France ; autrement on pourroit conclure que Fribourg & plusieurs autres places que l'Empereur avoit de

son côté évacuées en conséquence de ce traité , ne luy avoient pas appartenu , dès qu'il avoit consenti à en faire sortir ses Troupes.

Qu'il avoit été promis par le traité de Munster d'effacer ces Villes & ces Etats de la matricule de l'Empire ; que le manque de parole dont on avoit usé à l'égard de la France , ne l'avoit pas privée de la Souveraineté qui luy avoit été cédée sur les Villes & les Etats d'Alsace ; que la présence des Ministres du Roy dans les diètes, ne pouvoit jamais rendre juste une action dont les fondemens n'avoient jamais été tolérez ; que la séance que tant de nouveaux Princes sujets de l'Empereur prennent dans les diètes , n'empêchoit pas qu'il ne fût toujours leur Seigneur ; que la France pourroit faire casser les jugemens rendus par la Chambre de Spire dans les causes des Etats & des Villes d'Alsace , & demander la restitution du contingent qu'ils avoient payé ; que
rien

rien n'empêchoit qu'on ne fit des alliances avec des Vassaux , & qu'on ne tint des Ministres chez eux , comme les Roys de France en ont eu autrefois auprès des Ducs de Bourgogne & de Bretagne , & que l'Empereur en usoit de même journellement à l'égard des Princes de l'Empire.

Que la cession étant faite par l'Empereur & par l'Empire , aussi bien que par la Maison d'Autriche , c'étoit une marque bien évidente qu'on cédoit à la France tous les droits que l'Empereur , l'Empire & cette Maison avoient sur le Landgraviat d'Alsace. Que jamais la Maison d'Autriche n'avoit possédé le Landgraviat de la Basse-Alsace , qui cependant étoit nommément cédé par les traitez & qu'enfin les Landgraviats d'Alsace n'étoient autre chose que la Province d'Alsace , ainsi qu'il paroît , tant par ce que dès le mois de May 1646. la Reine de Suede écrivit aux Ministres de France que les Impériaux offroient l'Alsace entière

à cette Couronne , que par ce que le Ministre de Bourgogne dans sa protestation , les Etats de l'Empire dans deux Actes qu'ils donnerent en 1649. à Monsieur Servien , pour la garentie de cette cession , & le Roy d'Espagne dans le traité des Pyrénées disent positivement que la Province d'Alsace a été cédée à la France.

Que la Haute & Basse - Alsace furent cédées à la France dès le 13. Septembre 1646. de sorte que cette cession n'entra jamais plus en négociation , & ne fut point détruite par l'article *teneatur* , auquel le Comte Servien ne donna jamais les mains , qu'à condition qu'on y ajouteroit une réserve expresse de la Souveraineté du Roy par la clause, *ita tamen*. Que la déclaration des Etats de l'Empire postérieure à cette addition, fait connoître qu'ils jugerent bien eux-mêmes , que cet article suivi de cette clause ne donnoit aucune atteinte , à ce qui avoit été antérieurement accordé à la France.

Que

Que c'est dans l'article *Tertio Imperator*, & non dans l'article *Item Rex Christianissimus*, qu'il falloit chercher l'acte de cession, ne s'agissant dans celui-cy que de tirer du Roy trois millions *pro compensatione partium cessarum*, c'est-à-dire des païs qui luy avoient été cédez, ainsi que la traduction même Allemande le porte.

Que les stipulations pour la démolition ou la neutralité des places, n'emportoient pas un désistement du droit qu'on a sur ces places, autrement l'Espagne en devroit rendre plusieurs à la France comme Saint-Guilain & autres. Que depuis longtems l'Espagne auroit perdu sa souveraineté sur la Franche-Comté, pour laquelle il y a eu tant de traitez de neutralité passez avec la France. Qu'enfin la France avoit stipulé la liberté du passage des troupes qu'elle envoyoit à Philisbourg, parcequ'elles étoient obligées de passer non seulement par l'Alsace, mais aussi par le territoire de l'Evêché de Spire.

Que

Que la fouscription de STRASBOURG & de quelques autres Villes au traité de Munster, marque seulement qu'elles ont agréé la cession faite par cette paix, après avoir vû que leur déclaration n'avoit point été acceptée par la France, & qu'elle leur étoit inutile.

Qu'il paroïssoit par les actes imprimez de la négociation de Nimégue, par les protocoles des Ambassadeurs de l'Empereur, par d'autres pièces qui avoient été communiquées à la Diète, par les projets des articles des deux traitez passez à Nimégue, par la protestation faite par les Ministres Imperiaux deux jours avant que de signer, par la ratification des Etats de l'Empire & par une infinité d'autres écrits, qu'après que les Ambassadeurs de l'Empereur eurent fait leur possible à Nimégue pour attaquer ou au moins pour révoquer en doute les droits du Roy, ils s'en étoient désistez & en avoient signé les traitez sans les articles qu'ils avoient voulu y faire insérer,

Qu'à

Qu'à l'égard de l'Evêque de STRASBOURG, il avoit ainsi que les autres Princes de la Maison de Furstemberg, droit de séance & voix délibérative dans les Diètes; de sorte que tous ces Princes ayant été privez de ces droits pendant les guerres, pour s'être attachez à la France, le Roy avoit voulu les y faire rétablir; mais que le traité ne portoit point que cet Evêque auroit encor droit dans les Diètes à cause de son Evêché de STRASBOURG.

Enfin qu'il y avoit trente-cinq ans que la France demandoit par des voyes amiables, la satisfaction qui luy avoit été accordée par la paix de Munster, & qu'il étoit surprenant qu'elle ne la pût encor obtenir après deux traitez, auxquels elle se tenoit & dont elle demandoit l'exécution.

C'est ainsi que les Ministres du Roy réfutèrent ce que les Impériaux opposoient pour combattre la cession de toute l'Alsace. Mais comme il est ordinaire dans les négociations que les Ministres des
Prin.

La négocia-
tion
portée à
Ratis-
bonne.

Princes ferment les yeux à l'évidence même, pour suivre à l'aveugle les ordres qu'ils reçoivent, & se faire un honneur de leur inflexible fermeté à soutenir les intérêts de leurs maîtres, les Plénipotentiaires de l'Empereur persisterent dans leurs avis. De sorte que la négociation ne faisant aucun progrès à Francfort, les Ambassadeurs de France en sortirent, comme nous l'avons dit. Le Comte de Crecy ne laissa pas de continuer à Ratisbonne de travailler à faire prendre aux Etats de l'Empire la résolution de finir cette affaire, qui intéresse toute l'Europe. Mais malgré tous ses soins auxquels les Commissaires de l'Empereur s'opposoient toujours, ce ne fut que le 13. Janvier 1683. que les Etats de l'Empire conclurent qu'on traiteroit avec la France, dans l'espérance que cette Couronne voudroit bien laisser un cours libre à la négociation: l'Empereur approuva cette conclusion par un decret; elle fut communiquée au Comte de Crecy, qui fit réponse qu'il en donneroit avis au
Roy,

Roy, mais qu'il n'en espéroit rien; parcequ'il restoit trop peu de tems jusqu'au mois de Février; terme que sa Majesté avoit marqué dès le mois de Décembre 1682. pour négotier la paix.

Les deux Colleges s'étant assem- A. 1683:
blez le 22. Janvier, l'Electoral ne fut pas d'avis de réduire la négociation à une longue discussion des traitez de paix; dans laquelle il prévoyoit que chacun persisteroit dans son sentiment, de maniere que les esprits s'aigriroient toujours plus, & peut-être se porteroient à rompre les Conférences. On contesta sur ce point pendant près de deux mois, sans que les deux Colleges pussent s'accorder; celui des Princes s'attachant à se conformer en tout au desir de l'Empereur, & l'Empereur faisant avancer ou reculer la négociation; à mesure qu'il se trouvoit plus ou moins en état de soutenir la guerre que le Turc luy avoit déclarée. Ainsi dès qu'il vit qu'il avoit en Hongrie un corps de Troupes considerable; & qu'il eut fait une ligue offensive & défensive avec

la Pologne , ses Ministres prirent dans la diète un ton de maîtres , comme s'ils avoient voulu donner la loy à la France ; mais lors qu'ils eurent appris que le Grand - Vizir après avoir battu l'Armée Imperiale près de l'Isle de Schut , étoit en pleine marche pour venir à Vienne , ils changerent de langage , & on vit le Commissaire de l'Empereur venir le 1. Juillet chercher le Comte de Crecy pour le prier de proposer au Roy qu'il voulût bien déclarer que pendant la guerre contre le Turc , sa Majesté n'empêcheroit ni par elle-même ni par ses Alliez , l'Empereur d'agir contre l'ennemy commun de la Chrétienté.

Projet
pour une
trêve.

Le Roy qui fut toujours prêt de sacrifier sa propre gloire & les intérêts de sa Couronne au bien de la Religion , ne tarda pas de répondre qu'il vouloit bien convenir avec l'Empire d'une trêve de trente années , mais qu'il révoquoit ses offres , si elle n'étoit pas acceptée dans la fin du mois d'Août. Cette générosité suffit seule pour confondre la témérité de ces Ecrivains ,
qui

qui ont osé avancer que le Roy étoit d'intelligence avec le Turc, & qu'il avoit avec luy concerté le siège de Vienne. Le College Electoral se porta d'abord à accepter la proposition du Roy: Celuy des Princes qui ne se remuoit qu'à mesure qu'il étoit pressé par les événemens de la guerre, différoit toujours. Enfin les trois Colleges firent le 31. Août une conclusion générale par laquelle ils déclaroient affirmativement qu'ils étoient résolus d'accepter la trêve. Cette conclusion fut communiquée le même jour au Plénipotentiaire de France, par le Commissaire de l'Empereur, comme une déclaration solennelle & positive de tout l'Empire, au sujet de la trêve. Mais il restoit encor à régler, & les articles du traité & le tems qu'elle dureroit.

Cependant le siège de Vienne ayant été levé par les Turcs peu de jours après cette conclusion, l'Empereur reprit la pensée de faire la guerre à la France. Il ne pressa plus la négociation, & cherchant même le moyen de la reculer, il

A. 1683.

envoya à Ratisbonne le Comte de Windisgratz en qualité de son Commissaire, l'Evêque d'Eichstet s'étant retiré à cause de ses indispositions. Le Comte fit d'abord naître divers incidents qui arrêterent la négociation pendant quatre mois : cependant le Roy fit offrir à la diète une trêve de vingt ans tant avec l'Empire, qu'avec l'Espagne, pour tous les Etats de cette Couronne, ou du moins une suspension d'armes pour les Pais-bas ; afin que la guerre fût plus éloignée de l'Empire qui seroit alors plus en état de porter toutes ses forces contre le Turc. Cette proposition fut acceptée à bras ouverts par le College Electoral. Mais l'Empereur avoit d'autres vûes, & déjà il avoit transféré la négociation à la Haye sous prétexte d'une paix universelle, ou plutôt pour ménager une guerre universelle contre la France.

Le College Electoral se sentant offensé de ce qu'on vouloit luy dérober la connoissance d'une affaire qui intéressoit tout l'Empire, écrivit

vit à l'Empereur qu'il acceptoit les propositions de la France, & qu'il ne prenoit aucune part à ce qui se traitoit à la Haye. Il écrivit dans les mêmes termes au Roy d'Angleterre, & aux Etats Généraux, & avertit les Ministres des Etats de l'Empire qui étoient assemblez à la Haye, de s'abstenir de cette négociation, pour laquelle l'Empire ne leur avoit donné aucun pouvoir. Pendant que les Electeurs se plaignoient que l'Empereur vouloit en Souverain, régler indépendamment d'eux les affaires de l'Empire, & qu'attentif au bien de sa Maison, il ne travailloit qu'à venger ou à soutenir l'Espagne au dépens du repos de toute l'Allemagne, le Roy attaqua & prit Luxembourg. Il conclut le 29. Juin avec les Etats Généraux un traité, pour parvenir à une trêve de vingt ans avec l'Espagne, dans lequel le Roy convenoit de donner à la diète de Ratisbonne, encor un mois à compter du jour de la signature du traité pour convenir d'une trêve avec la France. Ces deux événemens déconcerte-

Prise de
Luxem-
bourg.

A. 1684.

- rent toutes les mesures de la Cour de Vienne, qui se vit forcée de prendre des pensées plus pacifiques.

Traité
entre le
Roy & les
Etats Gé-
néraux.

Le College Electoral ayant eu le 12. Juillet connoissance du traité fait entre le Roy & les Etats Généraux, conclut le même jour qu'il falloit accepter une trêve pour vingt ans ; & procéder sans délai pour en dresser les articles. L'Empereur ne pouvant plus reculer, consentit enfin à faire avec la France une trêve pour vingt ans. Mais dès qu'on entreprit d'en dresser les articles, les Plénipotentiaires de l'Empereur firent naître chaque jour de nouvelles difficultez. Dans les Conférences qui commencerent le 8. Août, on s'apperçut toujours que l'Empereur vouloit en éloigner la conclusion. De sorte que la négociation auroit sans doute passé le terme fixé par le Roy, & que peut-être elle auroit échoué, si elle n'avoit été hâtée par la nouvelle qu'on reçut le 11. d'Août, que le Maréchal de Schomberg étoit arrivé sur les frontieres d'Allemagne

gne avec vingt mille Chevaux. Alors les Ministres Imperiaux devinrent plus traitables & on entra tout de bon le 12. en matiere.

On convint sans beaucoup de contestation du premier Article du traité, qui portoit l'acceptation de la trêve aux conditions que le Roy avoit offertes. A. 1684.

Il fut réglé par le 4. que le Roy demeureroit durant la trêve de vingt ans, dans la libre & paisible possession de la Ville de STRASBOURG, du Fort de Kell & des autres Forts sitüez sur le Rhin entre la ditte Ville & le dit Fort; comme aussi de tous les lieux & Seigneuries généralement quelconques, qui ont été occupées dans l'Empire, en vertu des arrêts des Chambres Royales de Metz & de Brisach & du Parlement de Besançon, jusqu'au 1. d'Août 1681. Traité de trêve.

Que sa Majesté Tres Chrétienne exercera librement & sans contradiction dans les dits lieux tous les droits de Souveraineté.

L'Article 6. porte que le Roy.

restituera à l'Empire tous les lieux dont il s'étoit mis en possession depuis le 1. Août 1681. à l'exception de la Ville de STRASBOURG & des Forts qui en dépendent. Sa Majesté s'oblige de même à rendre les lieux dont elle se seroit emparée par voye de fait, & sans l'autorité des Chambres de Metz, de Brisach & de Besançon.

Les Imperiaux voulant insérer dans leur traité des clauses qui limitoient la Souveraineté du Roy, elles furent toutes rejetées par le Comte de Crecy ; telles qu'étoient celles qui portoient que le Roy n'exerceroit sa Souveraineté que comme l'Empereur & l'Empire l'avoient exercée ; qu'il ne pourroit faire de nouvelles fortifications, ni établir de nouveaux péages. Le Plénipotentiaire de France ne voulut pas souffrir de pareilles réserves. Tous les autres articles furent arrêtez le 14. Les Imperiaux firent tous leurs efforts pour faire régler la possession des Seigneuries & des Villes d'Alsace sur le pied qu'elle étoit lors

lors de l'occupation ; mais le Comte de Crecy obtint qu'elle seroit réglée sur le pied du 5. Août 1681. Ainsi dans l'article 8. on n'accorda aux Seigneurs Propriétaires, que les revenus qui dépendent de la propriété des lieux réunis, & non ceux qui appartiennent à la Souveraineté.

On accorda par le 9. aux Protestans , aux Réformez & même aux Catholiques dont les Impériaux voulurent qu'on fit aussi mention, la liberté de Religion & la jouissance des biens destinez à leurs Eglises, sans que le Roy voulût s'obliger de remettre les choses sur le pied de 1624. comme il étoit porté dans le projet de la diète. Déjà dans la Capitulation de STRASBOURG sa Majesté avoit refusé de s'astreindre à cette époque, que le traité d'Osnabruck avoit fixée. Ce traité que le Roy n'a pas signé ne doit pas luy servir de règle ni de loy, il n'est tenu que d'observer les dispositions du traité de Munster.

Il est porté dans l'article 12. que

G g 5

l'Em-

l'Empereur & l'Empire renoncent pour le tems de la trêve, à la Souveraineté & à tout droit de Supériorité, de protection, ou tel autre que ce puisse être qui leur appartenoient ou pouvoient appartenir sur les Païs, Villes & lieux réunis.

Les autres articles furent arrêtés le 15. Août presque sans contestation, & dès le même jour les Plénipotentiaires de l'Empereur communiquèrent le traité à la diète. Jamais peut-être n'a-t'elle exercé le droit de guerre & de paix, avec tant d'éclat que ce jour-là. Elle examina les articles que les Ministres de l'Empereur avoient dressés avec le Comte de Crecy : chaque College y fit ses remarques, & la diète desavoua sur quelques articles les Plénipotentiaires Imperiaux. Ainsi elle ne voulut jamais consentir à celui qui obligeoit les Etats de l'Empire à prêter foy & hommage au Roy, s'ils vouloient conserver leurs vassaux dans les lieux réunis qui relevent d'eux ; ni à celui
qui

qui accordoit aux Troupes de France la liberté de prendre des passages & des quartiers sur les terres de l'Empire. Le Comte de Crecy par complaisance pour la diète, consentit à l'omission de ces deux clauses, dont l'expression étoit à la vérité bonne & glorieuse au Roy, mais en quelque façon superflue.

Les Protestans firent encor de longues & de fortes instances pour établir la Religion sur le pied de 1624. Le Comte de Crecy tint ferme sur ce point, craignant que si dans le traité sa Majesté se conformoit à cette époque, on ne pût dans la suite en tirer conséquence, pour régler dans l'Alsace sur ce pied la possession des Protestans de cette Province, cédée au Roy par le traité de Munster, & non par celui d'Osnabruck qui seul fixe l'époque de 1624.

Toutes ces difficultez ayant été levées, la diète approuva le traité. Mais comme il étoit près de minuit on ne signa rien, & on se donna seulement parole qu'on
diffe-

differeroit la signature au lendemain. De nouvelles difficultez survenües entre les Plénipotentiaires de l'Empereur & ceux de France, suspendirent la signature jusqu'au 17. Août : le traité fut cependant daté du 15. Août 1684. parceque le Roy avoit fixé ce jour-là pour la conclusion.

Je ne dois pas omettre que dans la ratification donnée à l'Empereur , le Roy ne s'engageoit pas pour ses hoirs & successeurs, parceque suivant les apparences il ne crut pas qu'il fût juste qu'il engageât ses hoirs & successeurs pendant que l'Empereur qui est un Prince électif, ne peut obliger ceux qui luy succèdent. Mais dans la ratification donnée à l'Empire qui est un Corps immortel, & dont les Electeurs, Princes & Etats peuvent obliger leurs successeurs , le Roy obligea les siens.

Je me suis étendu sur cet important traité , parcequ'il établit par la convention la plus solennelle qui fut jamais , la possession

sion du Roy sur tous les lieux réunis avant le 1. Août 1681. Le traité de Rîswick n'obligea ensuite le Roy qu'à restituer ceux qu'il possédoit hors de l'Alsace, & ce ne fut qu'à l'égard des lieux situés hors de l'Alsace, que les arrêts de réunions furent cassés, comme nous le dirons dans la suite.

Pendant que la France donnoit le loisir à l'Empereur d'abattre la puissance Othomane & d'arracher la Hongrie de ses mains, le Roy employa son autorité & ses graces pour rétablir la Religion Catholique dans ses nouvelles conquêtes, où les nouvelles Sectes dominoient depuis long-tems. Nous avons vû que l'Evêque de STRASBOURG François-Egon avoit eu la consolation de faire célébrer les divins mystères dans sa Cathedrale. La mort luy déroba le plaisir de voir la Religion faire d'éclatants progrès dans son diocèse ; son Successeur fut plus heureux. Le Chapitre s'étant assemblé dans le Palais Episcopal,

Progrès
de la Re-
ligion Ca-
tholique
en Alsace.

le

le 8. Juin 1682. , il ne délibéra pas longtems sur le choix d'un Evêque. Tous les suffrages se réunirent bientôt en faveur du Prince Guillaume - Egon Comte de Furstemberg. Le Chapitre étoit alors composé du Prince François - Bernard de Nassau Doyen , de Guillaume-Egon de Furstemberg , d'Otton-Louis Comte de Manderscheid - Falckenstein , de Guillaume - Adolphe Comte de Manderscheid - Gerolstein , de Ferdinand - Rodolphe Comte de Furstemberg - Moeskirch , de François - Adolphe Comte d'Oostfrise & de Ritberg , de Felix - Egon Comte de Furstemberg - Heiligenberg & Wendenberg , de Philippe - Everard Comte de Löwenstein - Rochefort & Montégu , de Charles - Gaspard Comte de Salm. Tous ces Capitulaires firent céder leurs prétentions particulières aux intérêts de leur Eglise , en choisissant le Comte Guillaume de Furstemberg dont ils connoissoient le mérite & le crédit auprès du Roy. Dès que ce Prince fut

fut élu il alla à Paris, pour expliquer à sa Majesté les saintes intentions qu'il avoit de travailler au bien de son diocèse. Il ne pouvoit mieux faire sa Cour à un Roy plein de Religion. Le nouvel Evêque persuadé que le bien du troupeau dépend de la sainteté des pasteurs qui le conduisent, pensa d'abord à fonder un Séminaire, où on élèveroit de jeunes Ecclesiastiques dans les exercices de piété & dans les sciences convenables à leur état. Il résolut d'en donner la direction aux Jesuites; le Roy approuva ce dessein que l'exécution suivit de près; car dès le 8. Juillet le contract fut signé du consentement du Grand-Chapître, par lequel l'Evêque s'engageoit à fournir la subsistance à douze Jesuites & à huit Séminaristes qui seroient nourris & entretenus gratuitement. Le contract fut accepté par le R. Pere Jean Dez dont le Roy & Monseigneur le Dauphin estimerent la sagesse, & dont la Compagnie & l'Alsace en par-

Séminaire
établi à
STRAS-
BOURG.

particulier honorerent la piété ; la capacité & le zele pour la réunion de nos freres séparéz. Peu de jours après cet établissement , le Roy fit un second voyage en Alsace : il passa à Benfeldt le 25. Juin 1683. De-là il alla à Seelestat & à Molsheim ; & voulant donner à toute la Province des marques de sa bonté ; il joignit aux huit places des Séminaristes que l'Eveque avoit fondées vingt autres places qui ne seroient remplies que par des Ecclesiastiques d'Alsace au choix & à la nomination de sa Majesté. Elle ne tarda pas de fonder encor fix places qui ne seroient destinées que pour des François. A toutes ces graces le Roy ajouta bientôt celle d'établir un College dans la Ville de STRASBOURG. Dès l'année 1551. l'Eveque Erasme avoit formé le dessein d'opposer un College de Jesuites aux Ecoles des Lutheriens. Le malheur des tems fit échouer l'entreprise de l'Eveque ; qui ne fut exécutée qu'en 1685. par l'autorité & les libéralitez

College
de STRAS-
BOURG.

litez de sa Majesté. En 1683. elle avoit permis que les Religieuses de la Visitation vinssent s'établir à STRASBOURG, pour y contribuer à l'instruction des jeunes filles. Il y avoit déjà dans la Ville deux Monasteres de filles, qui s'y étoient soutenues, malgré les persécutions qu'elles avoient souffertes de la part des Luthériens; mais comme elles étoient toutes Allemandes, le Roy jugea que la langue Françoisse étoit nécessaire; pour affectionner les Peuples à son service; il permit aux Religieuses de la Visitation, dont il connoissoit la piété & la régularité, d'y commencer l'établissement d'un Monastere. Ce ne fut qu'en 1702. que sa Majesté les mit avec l'agrément de la Ville, en possession de l'Abbaye de St. Etienne, à charge de recevoir & d'entretenir douze Demoiselles d'Alsace, en qualité ou de Religieuses ou de pensionnaires; la mauvaise conduite d'une Chanoinesse Luthérienne donna lieu à un si saint changement. La Ville consentit

Etablisse-
ment
pour
douze
Demoiselles
d'Alsace.

de même que l'Eglise de la Toussaint fût renduë aux Catholiques. Depuis longtems cette Eglise étoit déserte; les Luthériens n'y faisoient aucun exercice de leur Religion, & plusieurs Chanoines ne s'étoient pas laissé séduire par les nouvelles erreurs. Ces circonstances disposerent les Magistrats à ne pas s'opposer qu'on y célébrât les saints Mysteres. Les Messieurs de St. Jean dont on avoit depuis longtems démoli l'Eglise pour fortifier la Ville, obtinrent celle de Saint Marc. Messieurs de St. Antoine rentrèrent dans leur ancienne maison, & la Paroisse de St. Louïs fut donnée aux Chanoines réguliers de St. Sauveur de la Congrégation de Lorraine.

A. 1684. Toutes ces dispositions se faisoient sous l'autorité du Roy, par les ordres de l'Evêque & de ses grands-Vicaires. Monsieur l'Abbé de Ratabon, fut le premier des François à qui cette importante commission fut confiée. Il arriva à STRASBOURG au mois d'Août 1684. & le diocèse reconnoît

noît que c'est à sa vigilance & à son zèle , que la Province doit un grand nombre de conversions. Le Roy ne tarda pas de récompenser ses travaux & son mérite , par l'Evêché d'Ypres & ensuite par celui de Viviers. Le zèle des Pasteurs a toujours besoin d'être secondé par l'autorité des Magistrats , la Religion Catholique ne manqua pas dans STRASBOURG de ce puissant secours.

Cette Ville qui avoit eu des hommes distinguez en tout genre de littérature , avoit dans le tems que le Roy s'en rendit maître , le célèbre Ulric Obrecht dont le mérite ne cédoit à aucun des Sçavants , qui s'étoient fait de la réputation. C'est à luy à qui nous devons un Essay , ou comme il l'intitule , le Prodrome de l'Histoire d'Alsace , que nous avons souvent cité. Il l'imprima en 1681. quelques mois avant que STRASBOURG fût soumise au Roy. Il paroît qu'il avoit sur tout en vûe de garantir sa patrie contre les réu-
nions , dont elle étoit menacée.

L'érudition de cet Auteur se fait sentir dans ce morceau d'Histoire, & il seroit à souhaiter que ses grandes occupations luy eussent donné le loisir d'exécuter le plan qu'il s'étoit proposé. Monsieur Obrecht ne s'étoit pas renfermé dans l'étude de ce qui s'est passé dans son pays : la Politique , l'Histoire générale , les Orateurs & les Philosophes avoient dès sa première jeunesse occupé tout son tems. C'est à luy à qui nous sommes redevables de la belle édition de Quintilien ; ses notes sur Dictys de Crete & sur Darés de Phrygie font voir la profondeur de sa capacité ; & nous apprenons d'une de ses lettres qu'il avoit fait une version latine du premier livre de Jamblique :.. mais comme il avoit le cœur droit, & qu'il étoit plein de Religion, il voulut sur tout s'éclaircir dans la lecture des Peres. Il étoit déjà presque détrompé des erreurs du Schisme où le malheur de la naissance l'avoit plongé, lorsque le Roy ayant oui parler de son rare mérite, l'appella à Paris pour luy

luy donner le soin de sa Bibliothèque. Les conférences qu'il eut avec le célèbre Monsieur Bossuet Evêque de Meaux, acheverent de de le convaincre ; il se rendit à la vérité, & abjura le Lutheranisme dont il avoit fait profession. Le Roy ayant ensuite connu par luy-même la sagesse de ce nouveau sujet, le renvoya six mois après à STRASBOURG, pour le mettre à la tête de la Magistrature en qualité de Préteur Royal, c'est-à-dire pour présider à tous les Conseils, maintenir le Peuple dans la soumission qu'il avoit promise au Roy & faire régner dans STRASBOURG, la police & la justice. L'employ étoit difficile dans une Ville qui récemment assujétie à une domination étrangere, conservoit toujours un grand amour pour son ancienne liberté, & qui craignoit sur tout qu'on ne l'inquietât sur le point de la Religion. Monsieur Obrecht fçut par sa sagesse rassurer les esprits, & veiller aux interêts du Souverain, de maniere qu'il pa-

rut plein de zèle pour le bien du Peuple. Revenu de ces anciennes préventions, il fouhaitoit que tout le monde ouvrit comme luy les yeux à la vérité; il profitoit de toutes les occasions de la faire connoître, mais se faisant une loy de suivre toujours les règles de la prudence & de la modération: les Luthériens le respectèrent comme un juge équitable, & les Catholiques comme leur pere.

A. 1687.
Alternative des
Magistrats dans
STRAS-
BOURG.

C'est sous la Magistrature de cet illustre Préteur que crut si considérablement le nombre des Bourgeois Catholiques, qu'ils furent en état de partager avec les Luthériens, les charges & les emplois de la Ville. Ce fut le 5. Avril 1687. que le Roy déclara que son intention étoit, que les charges de la Magistrature fussent alternativement remplies par les Catholiques & les Luthériens, en sorte qu'il y eût une égalité exacte & réciproque entre les sujets de l'une & de l'autre Religion, par rapport aux emplois qui dépendent de la Ville.

Cet

Cet ordre fut exécuté sans résistance , & on continue à s'y soumettre avec une fidélité & une concorde qui maintient dans la Ville une paix , qui jusqu'icy n'a point été troublée. On vit de même la Ville obéir sans peine à la défense que le Roy fit au Magistrat Luthérien , de dissoudre désormais les mariages , en permettant aux parties de se remarier. Cet abus étoit assez commun , & la prétendue Religion Evangelique avoit donné crédit au libelle de répudiation , que Moïse n'avoit toléré qu'à cause de la dureté du cœur du Peuple , qui vivoit sous la Loy , & que JESUS-CHRIST avoit condamné , en faisant souvenir les fidèles qu'on ne doit pas séparer ce que Dieu a conjoint (g). Les Magistrats cependant n'accordoient pas indifféremment à tous ceux qui s'étoient séparé , la permission de convoler à d'autres nopces : ils limitoient leur permission aux cas d'adultère ou d'un éloignement qui

H h 4

lais-

(g) Marc. 10.

laissoit peu d'espérance de retour. Mais ce n'étoit pas sur cette seule Ville que le Roy portoit son attention : elle s'étendoit de même sur les autres Villes de toute l'Alsace, & jusque sur les Villages que l'erreur avoit infectez. Sa Majesté prenoit plaisir de se faire rendre compte du progrès de la Religion Catholique, & elle faisoit sentir à ceux qui y concouroient, que leurs soins luy étoient très agréables. Monsieur de la Grange Intendant suivoit avec ardeur en ce point, les vûes de sa Majesté, & les Baillys qui devoient être tous Catholiques secondoient le zèle de l'Intendant. Monsieur Meneveg Bailly de Weissembourg se distingua sur tous dans la Basse- Alsace. La Ville de Weissembourg ne comptoit depuis longtems que sept Catholiques ; bientôt leur nombre s'accrût de sorte qu'il fallut leur assigner une paroisse. Monsieur Meneveg Chanoine de Weissembourg, & depuis Doyen de Landau, eut la consolation de ramener

me-

mener à l'Eglise tout le village de Münchaufe. La Ville de Seltz, & les villages de Belheim, de Limmersheim, de Kurt, de Hertt & de Pfottz tous Calvinistes, après avoir écouté les instructions des Missionnaires, se rendirent à la vérité, en présence de Monsieur l'Intendant & du R.P. Dez Recteur des Jesuites à STRASBOURG le 6. Août 1684. Un tres grand nombre d'autres lieux suivirent leur exemple; tels furent la Ville d'Haguenbach & les Villages de Werdt, Newbourg, Altestat, Schweicghoffen, Scheital, Sébach, tous les villages de la vallée de Scheltembach, Steinwiller, Archenwiller, Lingenfeldt, Sultz, & une infinité d'autres, dont on peut voir la liste, dans l'état présenté à la Diète de Ratisbonne après la paix de Ryfwick, & rapporté dans les œuvres d'Adam Cor-treius. Tous ces lieux que nous venons de nommer se rendirent Catholiques. D'autres se convertirent en partie, & dans ces

endroits les Eglises furent partagées ; le Chœur fut destiné pour les Catholiques , & la Nef abandonnée à ceux qui ne l'étoient pas. Quand la petitesse des Eglises ne permettoit pas d'en venir au partage , le service de l'un & de l'autre Religion se faisoit successivement.

Au reste la violence n'eut jamais part à des conversions si multipliées. L'autorité & les grâces du Roy y contribuerent , mais la Province en est sur tout redevable aux ouvriers Evangeliques , qui prirent soin d'instruire des Peuples , qui demeu-roient paisibles dans leur égarement , parcequ'on les avoit laissé ignorer la doctrine d'une Eglise , dont le malheur de la naissance les avoit séparés. Je ne rapporteray que le seul exemple du village de Belheim, dont la conversion a servi de modèle à un tres grand nombre d'autres. Un Pere Jusuïte s'étant rendu à Belheim prêcha assez long-

longtems des sermons de morale , sans toucher presque les points de controverse. Comme il avoit du zèle & du talent, les habitans Calvinistes venoient l'écouter ; il leur plut ; il les vit en particulier : il continuoit ses prédications dans l'Eglise , après lesquelles il disoit la Messe ; les Calvinistes se retiroient : Ce Pere pour les engager à rester , prit soin de faire chanter pendant qu'il la célébroit , des Cantiques allemands pour s'accommoder à l'usage des Protestans , qui en chantent de même dans leurs prêches. - Après avoir pris ces sages mesures & prévenu le Peuple par sa douceur , le Missionnaire remontra dans un sermon à ceux qui n'étoient pas Catholiques , qu'ils ne remplissoient le Dimanche qu'une partie des devoirs des Chrétiens ; qu'ils entendoient la parole de Dieu , mais qu'en sortant de l'Eglise après le sermon , ils négligeoient la prière publi-

publique qu'on doit faire ensemble de concert , pour honorer Dieu & implorer les secours de ses graces ; que les Catholiques demeurant dans le Chœur pendant la Messe , rien n'empêchoit qu'ils ne restassent dans la Nef , & qu'ils ne chantassent des Cantiques qui n'avoient rien que de bon. La proposition du Pere plut aux habitans de Belheim. Ils examinerent , ils confererent , & après deux mois de tems ils se rendirent tous Catholiques. On compta dans ce village quatre-vingts familles converties , soixante à Limersheim , trente à Pfottz , vingt - & - une à Kurtt , & soixante - dix à Seltz. Quelques Ministres suivirent l'exemple du Peuple , & quelques - uns même se firent Prêtres avec la permission du Pape. Enfin je trouve dans mes mémoires que dans la seule année 1685. il y eût dans STRASBOURG & aux environs quatre mille & soixante personnes
con-

converties , outre celles qui abjurèrent leurs erreurs en secret & sans éclat.

Il falloit à tant de nouveaux ^{Mission-} fidèles des Pasteurs pour veiller ^{naires &} sur eux , & des Missionnaires ^{Curez} pour les fortifier dans la Foy. ^{Royaux.} La piété du Roy pourvût à ce double besoin. Il fonda des Missionnaires qui seroient uniquement destinez à aller travailler en divers lieux de la Province d'Alsace , où il plairoit aux Evêques de les envoyer. Il joignit à ce soin celuy des Curez à qui les nouvelles Eglises furent confiées , & qu'on nomma Curez Royaux. Sa Majesté eut alors ses raisons pour ne pas donner ordre qu'on fît une recherche exacte des biens qui avoient autrefois appartenu à l'Eglise , que les Protestans avoient usurpez , & dont leurs Ministres étoient peut-être en possession. Elle aima mieux tirer de son propre trésor les pensions qui devoi-

devoient servir à l'entretien de ces Ouvriers si nécessaires. Elle ne voulut pas donner en ce point des bornes à sa charité, & les Diocèses de Bâle & de Spire eurent part comme celui de STRASBOURG, aux libéralitez de sa Majesté, qui voulut bien encor se charger de fournir aux Paroisses les Vases sacrez & les ornemens, & de faire distribuer une grande quantité de livres Catholiques.

Ces insignes graces que le Roy répandoit dans la Province d'Alsace pour y ramener l'ancienne Religion, furent suivies d'une nouvelle faveur qu'il fit à l'Evêque de STRASBOURG, en luy procurant le Chapeau de Cardinal. Ainsi ce grand Prince ne se laissoit pas de combler de ses bienfaits, ceux qu'il connoissoit avoir un sincere attachement pour luy. Le Conseil imperial s'opposa à la promotion du Prince Guillaume de Fur-

Furtemberg ; l'Empereur employa tout le credit qu'il avoit sur l'esprit d'INNOCENT XI. pour empêcher qu'il n'accordât cette grace aux instances de sa Majesté ; mais le Pape peut-être plus touché du progrès que la Religion Catholique avoit fait dans le Diocèse de STRASBOURG, que du desir qu'avoit le Roy de faire plaisir à l'Evêque, accorda enfin le Chapeau qu'on luy demandoit. Le College des Jesuites de STRASBOURG en reçut la nouvelle le 6. Septembre 1686. il en publia sa joye par des illuminations, des harangues & des pièces de Poësie qui sont les hommages ordinaires que ceux, qui font profession des lettres, tâchent de rendre à leurs bienfaiteurs. La Ville de STRASBOURG & toute l'Alsace reconnût de même avec plaisir que LOUIS XIV, aimoit à combler de ses graces ceux qu'il honnoroit de son estime. Toute
la Pro-

496 HIST. D'L'ALSACE LIV. XXIV.

la Province applaudit à celle que
sa Majesté venoit de faire à l'E-
vêque de STRASBOURG.
Mais la joye du Peuple fut bien-
tôt troublée par la guerre qui
survint, & dont nous allons
parler dans le livre sui-
vant.

F I N

DU 3. TOME DE LA II. PARTIE.



TABLE



T A B L E
DES MATIERES CONTENUES
DANS LA
SECONDE PARTIE
D E
L'HISTOIRE D'ALSACE.
T O M. 3.

A.

A lſace College de Jeſuites établis en Alſa-
ce. p. 480. Alſace cédée à la France ſans
limitation. p. 36. le Comte d'Harcourt Gou-
verneur d'Alſace ſe fait recevoir Grand-Bail-
ly. p. 111. mouvemens en Alſace. p. 112.
le Gouvernement d'Alſace cédé au Car-
dinal Mazarin. p. 123. Grieffs portés à la
Diète de Ratisbonne au ſujet de l'Alſace. p.
125. Conſeil Provincial établi en Alſace. p.
137. Députés des dix Villes de la Préfectu-
re d'Alſace aſſemblés à Haguenau. p. 164.
l'Alſace a droit d'appeller au Parlement de
Metz du Conſeil d'Enſiſheim. p. 189. de-
claration favorable à l'Alſace. p. 190. nou-
velles diſputes des Villes d'Alſace ſur leurs
Privileges portées à la diète de Ratisbonne.
II. P. 3. T. Ii p. 206.

TABLE

p. 206. la Noblesse de la Basse-Alsace prétend soutenir ses droits. p. 234. elle s'adresse à l'Empereur. p. 239. le Roy Louis XIV. vient en Alsace. p. 260. plusieurs places d'Alsace démentelées. ibid. les imperiaux entrent en Alsace. p. 291. ils prennent des quartiers dans la Haute-Alsace. p. 305. ils en sont chassés. p. 309. le Conseil-Souverain d'Alsace transféré à Brisach. p. 338. Imperiaux en Alsace. p. 350. repoussés. 352. la Basse-Alsace ravagée. p. 376. Tous les Baillages d'Alsace prêtent serment de fidélité au Roy. p. 408. les Péages sont supprimés. ib. la Noblesse de la Basse-Alsace se soumet au Roy & en reçoit des graces. p. 438. déduction des Ministres de l'Empereur au sujet de l'Alsace. p. 451. Réponse. p. 456. Progrès de la Religion Catholique en Alsace. p. 477. le Roy y vient. p. 480.

Antoine. Messieurs de Saint-Antoine rentrent dans leur ancienne maison à Strasbourg. p. 482.

B.

Bade. le Marquis de Bade-Dourlach , sa mort. p. 348.

Bas-Palatinat pays d'Allemagne est rendu au Prince Palatin. p. 178.

Batailles. Bataille de Sentzheim. p. 279. d'Entzheim.

DU 3. TOME.

heim. p. 293. de Mülhause. p. 308. de Turkheim. p. 310.

Béfort Ville du Sundgau est assiégée & prise par le Maréchal de la Ferté. p. 114.

Bénfeldt Ville d'Alsace est demandée par le Prince Palatin. p. 74. & refusée. p. 77. ses fortifications sont rasées. p. 78.

Besançon Ville de la Franche-Comté prise par Louis XIV. p. 272.

Brisach, Ville du Brisgau. troubles arrivés à Brisach. p. 84. elle reçoit un nouveau Gouverneur. p. 88. le Conseil-Souverain d'Alsace y est transféré. p. 338.

C.

Calvinistes. mouvement des Calvinistes à Strasbourg. p. 240. Ils en peuvent être Bourgeois à certaines conditions. p. 241. Voyés Huguenots, Protestants.

Catholiques. les Catholiques rétablis dans la Cathedrale de Strasbourg & dans plusieurs autres Eglises. p. 435. Progrès de la Religion Catholique en Alsace. p. 477. Séminaire & College Catholiques établis à Strasbourg. p. 479. 480.

Chamilly. le Comte de Chamilly est nommé Gouverneur de Strasbourg. p. 432.

Chanoines. les Chanoines sont rétablis dans la Cathedrale de Strasbourg. p. 435.

TABLE

- Chanoines Rég. Chanoines Réguliers de St. Sauveur de la Congregation de Lorraine obtiennent une Paroisse à Strasbourg. p. 482.
- Chapître. le Grand-Chapître de la Cathédrale de Strasbourg retourne de Molsheim où il s'étoit réfugié & rentre dans la Cathédrale de Strasbourg. p. 436. Liste des Chanoines Capitulaires du Grand-Chapître. p. 435.
- Charles IV. Charles IV. Duc de Lorraine se declare contre la France. p. 259. est battu par Monfr. de Turenne. p. 278. pénètre en Lorraine. 301. sa mort. p. 339.
- Charles V. Prince de Lorraine remporte un avantage sur le Rhin. p. 329. Est reconnu Duc de Lorraine par l'Empereur & Généralissime de ses troupes. p. 339. prend un fort près de Philisbourg. p. 340. fait le siège de cette Ville. p. 343. la prend. p. 345. S'avance jusqu'à Mouzon. p. 349. retourne. ibid. entre en Alsace. p. 354. se retire sous Offembourg. p. 356. descend jusqu'à Philisbourg. p. 374. s'empare de Landau, le pille & se retire dans le Palatinat. p. 377.
- Charles-Louis Prince Palatin demande Bensfeldt pour caution. p. 74. elle luy est refusée. p. 77. Heilbron luy est donné à la place. p. 78. Il est rétabli dans le Bas-Palatinat.

Char-

DU 3. TOME.

- Charlevoy** Lieutenant de Roy dans Brisach. p. 83. est mécontent. p. 85. résolution qu'il prend. *ibid.* sa fermeté. p. 86. est mené à Philisbourg. p. 99. & reconduit à Brisach. p. 104. se soumet au Roy. p. 120.
- Colmar** Ville Imperiale d'Alsace porte ses plaintes à la diète. p. 206. monnoye frappée à Colmar. p. 211. est démantelée. p. 261. porte ses plaintes à Spire. p. 402.
- Cologne** Ville d'Allemagne choisie pour tenir le Congrès de paix. p. 262.
- Condé** le Prince de Condé nommé d'abord le Duc d'Enguien (fils du Prince de Condé) vient à Metz, fait bruler le Pont de Strasbourg. p. 255. revient en Alsace. p. 335.
- Créqui** le Maréchal de Créqui passe le Rhin à Brisach, & bat le Duc de Saxe. p. 353. intimide Strasbourg & accorde un passeport au Duc de Saxe-Eisnach & à son armée pour retourner en Allemagne. p. 354. assiège Fribourg & le prend. p. 358. Bat deux mille Allemands. p. 359. couvre Fribourg. *ibid.* force les tétrenchements de Rhinfeldt. p. 364. est blessé. p. 367. prend le fort de Kell. *ibid.* & 368. le fait raser & brule le pont de Strasbourg. p. 368. repasse le Rhin & prend des forts près de Strasbourg. *ib.* & p. 370.

T A B L E

D.

Dachstein. petit Château d'Alsace est rendu par la France. p. 79.

De la Ferté. le Maréchal de la Ferté commande une armée en Alsace. p. 113. prend Belfort. p. 114. fait sommer le Comte d'Harcourt de rendre Brisach. *ibid.* prend Thann. p. 117.

Dole ville de la Franche-Comté est prise par le Roy. p. 272.

Du Bourg. le Comte du Bourg est blessé. p. 342. culbutte le Comte de Mercy près de Strasbourg. p. 371.

E.

Empire. la France traite avec l'Empire. p. 74. déclaration des Etats de l'Empire au Congrès d'Osnabruck. p. 33. Etats de l'Empire assemblés à Francfort. p. 156. tout l'Empire armé contre la France. p. 270. fait la paix à Nimègue. p. 398.

Enguien. Voyez Condé.

Ensisheim Ville de la Haute-Alsace, le Conseil souverain d'Alsace y est établi. p. 137.

Erlach, mort de Jean-Louis Erlach Gouverneur de Brisach. p. 82.

F. Fer-

F.

Ferdinand III. Roy de Hongrie fait déclarer son fils Roy des Romains & se rend à la Diète de Ratisbonne. p. [124.](#)

Ferrette Ville & Comté. renfermée dans le Sundgau, cédée à la France. p. [27.](#) Griefs de l'Evêque de Bâle sur la cession de Ferrette. p. [125.](#)

Forestieres. Villes Forestieres restent à la France en otage. p. [64.](#) sont restituées à l'Empereur. p. [79.](#)

France. la France s'empare de Strasbourg. p. [428.](#) guerre entre la France, l'Empereur & l'Empire. p. [252.](#)

Francfort Ville Imperiale, les Etats de l'Empire s'y tiennent. p. [136.](#) l'Empereur est obligé de signer la Capitulation de Francfort. [ibid.](#) Conférences de Francfort. p. [420.](#)

Franche-Comté. conquêtes, que fait le Duc de Noailles dans la Franche-Comté. p. [271.](#) elle est entièrement soumise par Louis XIV. p. [272.](#)

Franckendal. Ville & forteresse du Bas-Palatinat tenue par les Espagnols. p. [72.](#) ils refusent de la rendre. p. [73.](#)

Fribourg Ville du Brisgau évacuée par l'Empereur. p. [78.](#) prise par les François. p. [358.](#)

TABLE

Furstemberg. François Egon de Furstemberg
Evêque de Strasbourg. p. 194. sa naissance,
ses dignités, son crédit à la Cour de France.
p. 195. il s'intéresse pour la délivrance de
son frere. p. 267. veille au bien de son Dio-
cèse. p. 314. dégage Oberkirch. ibid. bâtit
un Château à Moutzig. p. 315. rétablit ce-
lui de Vantzenau & en commence un à Sa-
verne. ibid. se retire en France. p. 381. est
maltraité à Vienne. 382. ses plaintes. p.
383. travaille pour la paix. 384. luy, son
frere, & toute sa famille rétabli dans leurs
biens, honneurs &c. p. 390. rentre en pos-
session de la Cathédrale de Strasbourg. p.
345. sa mort. ib. Guillaume Egon de Furs-
temberg Plénipotentiaire de l'Electeur de Co-
logne est enlevé par ordre de l'Empereur.
p. 263. lettre du Roy de France à ce sujet.
p. 266. négociation pour le delivrer. p. 386.
il est élu Evêque de Strasbourg. p. 435. 478.
va à Paris. p. 479. établit un Séminaire à
Strasbourg & le donne aux Jesuites. ibid. est
fait Cardinal. p. 494.

G.

Germersheim. Germersheim Ville située sur la
Queich est évacuée par les François. p. 75.
Elle est reprise par les mêmes. p. 275.

Grand-Bailly. le Roy nomme un Grand-Bailly
d'Alsace. p. 101. il est reconnu. p. 111.
nou-

DU 3. TOME.

nouveau Grand-Bailly d'Alsace. p. 123.
ou de Haguenau. p. 151. autre Grand-Bailly. p. 163. difficulté à sa reception. p. 165.
il est reçu. p. 184. le Grand-Bailly visite les
Villes de la Préfecture. p. 204.

Grand-Chapitre de Strasbourg. Voyez Chapitre.
Guébriant. Intrigue de la Maréchale de Guébriant. p. 90. elle part pour l'Alsace. p. 92.
aspire au Gouvernement de Brisach. 93. retourne en France & se rend à Brisach. p. 94.
se retire à Bâle. p. 99. quitte Bâle. p. 105.
sa mort. p. 106.

Guillaume Egon de Furstemberg. Voyez Furstemberg.

H.

Haguenau Ville Imperiale de la Basse-Alsace est évacuée par les François. p. 79. assemblée de Haguenau pour la reception d'un Grand-Bailly. p. 165. Haguenau se rend. p. 179.

Harcourt. le Comte d'Harcourt est Commandant d'Alsace. p. 101. il y vient. p. 108. s'établit dans Brisach. p. 110. est reconnu Grand-Bailly de Haguenau. p. 111. est sommé de remettre Brisach. p. 114. se soumet au Roy. p. 120. cède son Gouvernement d'Alsace. p. 123.

Hohenbar Château d'Alsace est rasé. p. 79.

Hollandois ont la guerre avec la France. p. 252.
font leur paix. p. 389.

TABLE

Huningue. les Imperiaux font des retranchements à Huningue qui sont forcés par les François. p. 352. le Roy le fortifie & en fait une place forte. p. 421.

I.

Jean. Messieurs de St.-Jean, ou Joannites obtiennent l'Eglise de St. Marc. p. 482.

Jesuites. les Jesuites ont un Séminaire à Strasbourg. p. 479. Louis XIV. leur fonde un College à Strasbourg. p. 480. conversions qu'ils font en Alsace. p. 488.

Illkirch Village à une lieue de Strasbourg, ou le Marquis de Louvois se rend & y reçoit les Députés de Strasbourg. p. 429. la Capitulation de la Ville de Strasbourg y est signée. p. 432.

K.

Kell. le Fort de Kell est augmenté p. 288. il est pris par les François. p. 367. est rasé. p. 368. rétabli, reste à la France. p. 471.

L.

La-Haye ville de Hollande où l'Empereur transporte les Conférences de Ratisbonne. pourquoy. p. 468.

Landau Ville Imperiale d'Alsace est évacuée par les François. p. 79. est prise, pillée, abandonnée par les Imperiaux. p. 377. l'Electeur Palatin dispute, si elle est d'Alsace. p. 403.

Land.

DU 3. TOME.

Landgraviat. l'Evêque de Strasbourg veut conserver le Landgraviat de la Basse-Alsace. p. 25.

Leopold. mort de Leopold-Guillaume Archiduc élu Evêque de Strasbourg & de Passau. p. 191. ses vertus. p. 192.

Leopold Archiduc d'Autriche est déclaré Empereur. p. 137. envoie des lettres avocatoires contre la France. p. 259. fait enlever le Comte de Furstemberg. p. 263. ses raisons. p. 268. arme tout l'Empire contre la France. p. 270. paix de Nimègue avec la France. p. 397. fait une ligue contre la France. 448. trêve avec la France. p. 471.

Lorraine. Voyez Antoine Duc de Lorraine. Charles de Lorraine Cardinal. Charles IV. Duc de Lorraine. Charles V. Prince de Lorraine.

Louis XIV. s'allie avec plusieurs Princes de l'Empire. p. 133. établit un Conseil Provincial en Alsace. p. 137. fait des alliances contre les Etats-Généraux. p. 252. leur déclare la guerre. p. 253. ses conquêtes. ibid. ligue contre luy. ib. sa déclaration à la Diète. p. 256. traite avec l'Electeur de Brandebourg. p. 258. se rend maître de Mastrich. p. 259. passe en Alsace & y fait démenteler plusieurs Places. p. 260. sa lettre aux Princes de l'Empire au sujet de l'enlèvement du Comte de Furstemberg. p. 266. soumet la Franche-Comté. p. 271. va en Flandre, ses conquêtes.

TABLE I.

- quêtes. p. 348. fait la paix avec la Hollande & l'Espagne. p. 389. avec l'Empereur & l'Empire. p. 396. fortifie Huningue. p. 421. s'empare de Strasbourg. p. 428. va a Strasbourg. p. 434. propositions qu'il fait faire à Francfort. p. 440. à Ratisbonne. p. 464. il traite avec l'Electeur Palatin. p. 445. propose une trêve à l'Empereur & à l'Empire. p. 466. prend Luxembourg. p. 469. traite avec les Etats-Généraux. p. 470. trêve avec l'Empereur & l'Empire. p. 471. vient en Alsace. p. 480. augmente le Séminaire de Strasbourg & y fonde un College de Jésuites. ib. son application à faire refleurir la Religion Catholique en Alsace. p. 488. fonde des Curez & des Missionnaires en Alsace. p. 489.
- Louvois. Le Marquis de Louvois se rend à Illkirch & y reçoit les Députés de la Ville de Strasbourg. p. 429. signe la capitulation de Strasbourg. p. 432.
- Luthériens. les Luthériens de Strasbourg ne regardent pas les Sacramentaires comme leurs freres. p. 246. voyez Protestants.
- Luxembourg Ville prise par les François. p. 469.
- Luxembourg. le Duc de Luxembourg commande l'Armée d'Alsace. p. 340. empêche le Duc de Lorraine d'entrer dans la Haute-Alsace. p. 346.

M. Magden-

Magdenbourg Château à l'extrémité de la Basse-Alsace est évacué par les François. p. 78. est rasé. p. 409.

Marc-Otton député de Strasbourg signe la paix de Munster au nom du Banc du Rhin. p. 55. son pais sa famille, il' vient à Strasbourg, est choisi Orateur de cette Ville. ib. laisse son bien pour entretenir des pauvres dans les études. ib.

Mazarin. Le Cardinal sort de la Cour de France & se rend à Bruol. p. 89. retourne à la Cour. p. 97. est Grand-Bailly de Haguenau. p. 123. & 150. en fait rechercher les titres. p. 150. sa mort. p. 163.

Le Duc Armand Mazarin à la survivance de la Charge de Grand-Bailly de Haguenau. p. 163. lettres du Roy pour le faire recevoir en cette Charge. ib. difficultez qui s'y rencontrent. p. 165. ses réversales sont refusées. p. 172. Cérémonie de sa réception. p. 185.

Mercy Colonel des Imperiaux est repoussé auprès de Strasbourg. p. 371.

Montclar. Joseph-du-Pont Baron de Montclar est posté à Vantzenau. p. 372. rase les forts de Strasbourg. p. 378. est nommé Commandant en Alsace pour exercer la Charge de Grand-Bailly en l'absence du Duc Mazarin. p. 401. fait prêter serment de fidélité aux
dix

TABLE

dix Villes de la Préfecture. ib. fait raser plusieurs Châteaux. p. 409. fait sommer Strasbourg de se rendre. p. 428. signe la Capitulation de cette Ville. p. 432

Raymond Montécuculi Général de l'Empereur. p. 319. s'approche de Strasbourg. p. 323. les différents mouvements. p. 326. attaque l'Armée Française dans sa retraite. p. 333. passe le Rhin, fait le siège de Haguenau & le leve. p. 334. & 335. se saisit de Molsheim, assiege Saverne & se retire. p. 337. & 338.

Moutzig. on y bâtit un Château. p. 315.

Munster Ville de Westphalie, le projet de paix y est communiqué aux Suedois. p. 19. les Etats de l'Empire prennent un nouveau plan qui est rejeté. p. 23. paix signée. p. 54. nouvelles difficultez levées. p. 62. échange des ratifications. p. 68. conférences pour l'exécution du traité. p. 70. exécution du traité. p. 78.

N.

Nancy Ville Capitale de la Lorraine est fortifiée par les François. p. 260.

Neubourg Ville sur le Rhin est évacuée par les François & ses fortifications rasées. p. 78.

Neuf-Brisach Ville d'Alsace, nommée la Ville de paille. p. 350.

Nimègue Ville d'Allemagne choisie pour le Congrès

DU 3. TOME.

Congrès de la paix. p. 380 propositions de la France au Congrès de Nimégue. p. 390. traité de paix signé à Nimégue. p. 396.

Nuremberg. conférences de Nuremberg pour l'exécution du traité de Munster. p. 70.

O.

Oberkirch Ville au-delà du Rhin appartenante à l'Evêché de Strasbourg est dégagée. p. 314.

Obrecht. Voyez Ulric Obrecht.

Osnabruck. paix signée à Osnabruck, p. 56. articles du traité. ib. nouvelles difficultez. p. 62. exécution du traité. p. 80. & 81.

P.

Paix. de Munster & d'Osnabruck. p. 54. de Nimégue. p. 396.

Palatin. Voyez Charles-Louis.

Palatinat. le Palatinat est rendu à l'Electeur Charles-Louis. p. 73. & 78. est occupé par les François. p. 281.

Philisbourg. cette Ville appelée auparavant Vdenheim, sur le Rhin est reprise par les Imperiaux. p. 340.

Pourentruÿ. Ville & siège de l'Evêque de Bâle, évacuée par les François. p. 78.

Préfecture. les dix Ville de la Préfecture de Hauguenau portent leurs Grifs à la Diète de Ratisbonne p. 125. font une protestation. p. 142. nouvelles.

TABLE

velles contestations au sujet de la Préfecture.
 p. 150. Mémoires sur cette Préfecture. p.
 151. Assemblée à Haguenau pour la recep-
 tion d'un Grand-Bailly. p. 164. les Députés re-
 fusent de prêter serment de fidélité & les ré-
 versales du Grand-Bailly. p. 165. 168. 172.
 Ils pretent serment. p. 184. Etat de la Pré-
 fecture d'Alsace sous l'Empereur Ferdinand.
 p. 202. le Grand-Bailly visite les villes de
 la Préfecture. p. 204. plaintes des Villes de
 la Préfecture. p. 206.

Pyrenées. Traité des Pyrenées, où le Roy d'Es-
 pagne cède à la France tous ses droits sur
 la Haute & Basse-Alsace. p. 145.

R.

Rapolstein. les Comtes de ce nom reconnoissent
 les premiers les Archiducs pour leurs Sou-
 verains & entraînent le reste de la Noblesse
 de la Haute-Alsace. p. 233.

Ratabon. l'Abbé de Ratabon premier Grand-
 Vicaire François du Diocèse de Strasbourg
 est nommé à l'Evêché d'Ypres, & ensuite
 à celui de Viviers. p. 482. & 483.

Ratisbonne. diète de Ratisbonne Ville d'Alle-
 magne, où se trouve l'Empereur. p. 124.
 Griés portez à la diète de Ratisbonne au su-
 jet de l'Alsace. p. 125.

Religieuses celles de la Visitation s'établissent à
 Stras-

DU 3. TOME.

- à Strasbourg & sont mises en possession de l'Abbaye de St. Etienne. p. 481.
- Réversales ceque c'est. p. 172. les réversales du Duc Mazarin refusées. ibid. & p. 174. acceptées. p. 184.
- Rhinfeldt une des Villes forestiers est rendue. p. 79. ses retranchements sont forcez par les François. p. 364.
- Rose ou Rosen. Le Colonel Reinold Rosen est fait Chef des Weymariens. p. 3. est arrêté par Mr. de Turenne & envoyé à Vincennes. p. 5. est délivré. ibid. sa Maison, différentes branches de cette Maison. p. 6. ses trois freres s'attachent au Duc de Weymar. p. 7. il acquiert la terre de Bollweiler en Alsace. p. 8. met en déroute quatre cens Croates. ib. se retire en Alsace, achette le Château d'Herrenstein & le démoli. p. 11. meurt à Dittweiler. ibid. sa fille épouse Conrad de Rosen Maréchal de France. ib.

S.

- Sacramentaires. les Luthériens de Strasbourg ne regardent pas les Sacramentaires comme leurs freres. p. 246.
- Saverne. les fortifications de Saverne. Ville de la Basse-Alsace, sont rasées. p. 79.
- Scelestat Ville de la Préfecture de Haguenau est démolie. p. 260. est fortifiée. Ses fortifications sont conservées. p. 348.
- II. P. 3. T. K k Seltz

TABLE

Seltz les Habitans de Seltz Ville de la Préfecture de Haguenau , se font Catholiques. p. 489.

Strasbourg. Inquiétudes de Strasbourg au sujet de la paix. p. 29. & 30. elle augmente ses fortifications. p. 199. 200. mouvemens des Calvinistes de Strasbourg. p. 240. ils peuvent en être bourgeois à certaines conditions. p. 241. difficultés des Ministres de Strasbourg proposées aux Magistrats , leur réponse. p. 246. Pont de Strasbourg brûlé. p. 255. & 368. elle accorde passage sur son pont aux Imperiaux. p. 289. & 334. se déclare contre la France. p. 290. reste neutre. p. 320. prend le parti de l'Empereur. p. 343. fait tirer sur l'armée du Roy, & reçoit des troupes Imperiales. p. 369. ses forts pris par les François. p. 372. & rasés. p. 378. les troupes Imperiales en sortent. p. 399. elle reçoit Garnison François. p. 430. Sa Capitulation. ibid. le Comte de Chamilly en est nommé Gouverneur. p. 435. le Roy Louis XIV. y va. p. 434. elle frappe une medaille en son honneur. ibid. changemens en faveur des Catholiques. p. 435. l'Evêque établit à Strasbourg un Seminaire qu'il donne aux Jesuites. p. 479. Louis le Grand y fonde un College de Jesuites. p. 480. les Religieuses de la Visitation s'y établissent. p. 481.

D U 3. TOME.

481. les charges de la Magistrature sont alternativement remplies par les Catholiques & les Lutheriens. p. 486.

Suisses. les Suisses traitent avec la France. p. 272. empêchent le passage du Duc de Lorraine. p. 273. demeurent fidèles à la France. p. 304.

T.

Tilladet. Mr. de Tilladet Maréchal de Camp & Gouverneur de Bapaume, est nommé Gouverneur de Brisach. p. 84. est reçu dans Brisach, & s'en retire. p. 88. & 89.

Touffaint. l'Eglise de Touffaint est rendue aux Catholiques de Strasbourg. p. 482.

Turenne. faction dans l'armée du Vicomte de Turenne. p. 448. il passe le Rhin & attaque une partie des Weymariens. p. 5. & 12. se joint aux Suedois & bat les Imperiaux. p. 17. entre en Alsace. p. 273. passe le Rhin & bat le Duc de Lorraine. p. 277. passe le Neckre & poursuit les ennemis. p. 280. occupe le Palatinat. p. 281. vient à Landau. p. 283. bat les Imperiaux à Entzheim. p. 293. défait les ennemis près de Mülhausen, à Turkheim & les oblige à repasser le Rhin. p. 308. passe le Rhin. p. 322. sa mort. p. 332. son éloge. ib.

Turkheim Ville de la Préfecture de Haguenau. bataille de Turkheim. p. 310.

TABLE

V.

Visitation. les Religieuses de la Visitation s'établissent à Strasbourg. p. 481. sont mises en possession de l'Abbaye de St. Etienne: ibid.

Ulric Obrecht. sa capacité. 483. est appelé à Paris pour avoir soin de la Bibliothèque du Roy. p. 484. abjure le Lutheranisme. p. 485. est renvoyé à Strasbourg en qualité de Prêtre-Royal. ibid.

W.

Weissembourg. le nombre des Catholiques s'accroît notablement à Weissembourg p. 488.

Weymariens. les Weymariens refusent de sortir d'Allemagne & passent le Rhin. p. 2. l'Empereur tache de les attirer à son service. p. 12. une partie rentre dans son devoir. p. 12. l'autre est attaquée par le Vicomte de Turenne. ibid.

FIN

DE LA TABLE DU 3. TOME. II. P.

E R R A T A.
Du 3. Tome de la Seconde Partie.

- P. 4. lig. 1. Leutzen. lisez Lützen.
P. 8. lig. 13. Sperneüter. lif. Sperreüter.
P. 14. lig. 12. Sportk. lif. Sporck.
P. 158. lig. 11. Mezung. lif. Mynfinger.
P. 292. lig. 10. Growenstat. lif. Gravenstaden.
P. 468. lig. 2. Windisgraz. lif. Windischgratz.

MAG 2023922



